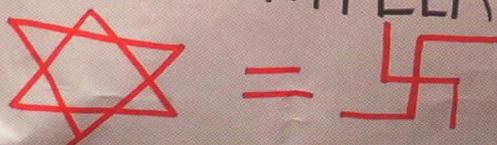


COLLECTION
DISSIDENCE

Les habits neufs de l'antisémitisme en Europe

STOP AU TERRORISME
JUIF HITLÉRIEN!



1 PALESTINIEN MORT

1000 INHUMAÏNS
(JUIFS) MORTS

Sous la direction de

Manfred Gerstenfeld & Shmuel Trigano

**LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME
EN EUROPE**

Sous la direction de
Manfred GERSTENFELD & Shmuel TRIGANO

Manfred GERSTENFELD
&
Shmuel TRIGANO

LES HABITS NEUFS DE
L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

EDITIONS  CAFE NOIR

Éditions Café Noir
Île de Noirmoutier

Couverture, « Éditions Café Noir JD » ©

Café Noir, 2004.
ISBN: 2-915376-08-5

LES AUTEURS

Andrew Apostolou, directeur de recherches à la Fondation pour la défense des démocraties de Washington D.C, a publié sur l'Irak, le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et l'Europe du Sud-Est et a travaillé pour *The Economist group's Economist Intelligence Unit (EIU)*. Sa thèse (St Anthony's Collège d'Oxford) a porté sur *Les collaborateurs durant l'Holocauste dans la Grèce du Nord*. Ses publications s'inscrivent dans le domaine des études du génocide et de l'Holocauste.

Arthur Arnheim, ancien directeur de l'Union danoise des Ph.Ds, MAs et M.ScS, Ma en histoire de l'Université de Copenhague. A étudié l'histoire des Juifs du Danemark et de l'Allemagne du Nord et publié études et articles sur le leadership de la communauté juive danoise et l'Holocauste, et sur le sauvetage de la plupart des Juifs danois durant la deuxième guerre mondiale.

Henrik Bachner, Ph D, est assistant de recherche au département d'histoire des idées et de la science à l'université de Lund, en Suède. Son article *Aterkomsten, Antisemitism i Sverige efter 1945 (Résurgence. L'antisémitisme en Suède après 1945)* a été publié par *Natur och Kultur* en 1999.

Jeanine Chasseguet Smirgel Membre de la Société Psychanalytique de Paris, membre honoraire de la Société Psychanalytique de Philadelphie; Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Docteur d'État ès Lettres et Sciences Humaines. Professeur des Universités. Directrice du Groupe de Travail de l'Association Psychanalytique Internationale sur L'antisémitisme Contemporain.

Simon Erlanger est historien et journaliste. Il vit à Bâle en Suisse. Dans le passé il était rédacteur en chef du *Juediche Rundschau Maccabi*.

Dr. Manfred Gerstenfeld est président du Conseil d'Administration, du Jerusalem Center for Public Affairs et du Center for Jewish Community Studies de Baltimore. Consultant international, spécialiste de la stratégie d'affaires auprès de plusieurs firmes multinationales, il est l'auteur de sept livres publiés dans quatre langues, notamment le best-seller *Rivalutare l'Italia*. Son dernier ouvrage *Europe's Crumbling Myths: Today's Antisemitism's Post-Holocaust Origins*, a été publié en 2003.

Betsy Gidwitz, actuellement consultante indépendante à Chicago, a commencé sa carrière comme spécialiste de l'Union soviétique au MIT (Massachusetts Institute of Technology). Elle a beaucoup voyagé dans les États nés de la chute de l'Union Soviétique; elle en a ramené plusieurs analyses pertinentes que le JCPA a publiées.

Dr. Yosef Govrin, ancien directeur-général adjoint du Ministère israélien des Affaires Étrangères, a été ambassadeur en Roumanie et, plus tard, en Autriche, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, et auprès des organisations de l'O.N.U. à Vienne. Depuis son départ à la retraite en 1996 il est devenu chercheur associé auprès de l'Institut Truman de l'Université Hébraïque de Jérusalem. Il est l'auteur de plusieurs livres.

Paul Iganski, assistant en sociologie et criminologie à l'Université d'Essex, membre du JPR/Institute for Jewish Policy Research, Londres, éditeur du livre *The Hate Debate. Should Hate be Punished as a Crime?* (2002), and co-éditeur (avec Barry Kosmin) du livre *A New Antisemitism? Debating Judeophobia in 21st Century Britain* (2003).

Janos Kobanyai, juriste de formation. Après la chute du régime communiste, il refonde le périodique culturel *Mult es jovo* (Passé et futur) (1911-1944) et le dirige toujours. En 1994, il crée une maison d'édition du même nom qui, à ce jour, a publié 120 livres concernant le judaïsme. Auteur de 20 livres, traduits en plusieurs langues et scénariste, il a fait plusieurs expositions de photos. Il soutient un doctorat à l'Université Hébraïque de Jerusalem sur le thème « La création d'une culture juive en Hongrie » (1890-1944).

Barry Kosmin, Professeur, actuellement directeur exécutif du JPR/Institute for Jewish Policy Research (Londres) et éditeur adjoint de la revue *Patterns of Prejudice*. Anciennement directeur de recherches du Board of Deputies of British Jews; directeur fondateur du North American Jewish Data Bank et membre de la faculté doctorale de sociologie à la Graduate School de City University of New York.

Sergiusz Kowalski, sociologue, analyste du discours politique (Institut d'études politiques, Académie polonaise des sciences). Essayiste. Traducteur (anglais).

Gilad Margalit, Université de Haifa, spécialiste de l'Allemagne d'après la Shoah, auteur de *Germany and its Gypsies, a post Auschwitz ordeal* (2002).

Sergio Itzhak Minerbi a été professeur de sciences politiques à l'Université de Haifa. Il a servi comme ambassadeur d'Israël auprès de la Côte d'Ivoire, de la Communauté européenne, de la Belgique et du Luxembourg puis comme Directeur General adjoint pour les affaires économiques jusqu'en 1989. Il conduit actuellement des recherches sur les relations entre l'Eglise catholique et les Juifs, spécialement en ce qui concerne la Shoah. Il est l'auteur de plusieurs livres

Gustavo D. Perednik diplômé des universités de Buenos Aires and et de Jerusalem. Docteur de l'Université de New York, a publié six livres sur les Juifs et la modernité, le plus récent, *Judeophobia*, a été publié à Barcelone en 2001 et au Brésil en 2002.

Karl Pfeiffer est un journaliste autrichien. Il a été le rédacteur en chef du journal de la communauté Juive *Die Gemeinde*. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont l'un regroupe ses articles sous le titre *Nicht immer ganz bequem. (Sans complaisance.)* Vienne: Verlag Der Apfel 1996.

Joël Rubinfeld – spécialiste de la communication et de l'analyse des médias. Auteur de *Une vision manichéenne du conflit israélo-palestinien*, in Alain Goldschläger et Jacques Ch. Lemaire "L'antisémitisme après la Shoah" (Éditions Espace de Libertés, Belgique 2003)

Georges-Elia Sarfati, professeur des Universités (sciences du langage), linguiste et essayiste. A notamment publié: *Discours ordinaires et identités juives* (Berg, 1999), *Le Vatican et la Shoah* (Berg, 2000), *L'Antisionisme, Israël/Palestine aux miroirs d'Occident* (2002). Ses travaux portent sur la théorie et l'analyse des rapports entre discours et idéologies.

Shmuel Trigano, professeur de sociologie politique à l'Université de Paris X-Nanterre, est aussi directeur du Collège des études juives de l'Alliance Israélite Universelle (Paris) et de la revue européenne d'études juives, *Pardès*. Auteur de 14 ouvrages sur la philosophie politique et le judaïsme, il a fondé l'Observatoire du monde juif en 2001 qui a révélé le premier la réalité et l'étendue des actes antisémites en France. Son dernier ouvrage, *La démission de la République, Juifs et musulmans en France* (2003).

Magdalena Tulli, romancière polonaise, auteurs de plusieurs ouvrages traduits en français, allemand, anglais, tchèque. Traductrice (italien, français).

Robert Wistrich, professeur d'histoire moderne européenne et juive à l'Université Hébraïque de Jérusalem, directeur du Vidal Sassoon Institute for the Study of Antisemitism (Jerusalem), adjoint invité au Royal Institute of Advanced Studies des Pays Bas, professeur invité d'histoire aux universités de Brandeis et Harvard. Auteur de nombreux livres parmi lesquels *Hitler and the Holocaust* (2001).

Une grande partie des études publiées dans ce recueil est issue des travaux de la revue *Post Holocaust and Antisemitism*, publiée sous la direction de Manfred Gerstenfeld.

Les éditeurs tiennent à remercier Jean-Pierre Bensimon pour l'aide déterminante apportée à la traduction des textes ici réunis.

SOMMAIRE

De la signification du mot « antisémitisme » dans l'âge post-moderne par Shmuel Trigano	13
INTRODUCTION	19
Xénophobie, racisme et antisémitisme par Shmuel Trigano	21
L'antisémitisme : Une part intégrante de la culture européenne par Manfred Gerstenfeld	29
L'antisémitisme sans antisémites par Robert Wistrich	49
L'antisionisme, un antisémitisme « politiquement correct » par Georges-Elia Sarfati	55
CHAPITRE I – L'EUROPE DE L'OUEST ET DU NORD	73
La France par Jeanine Chasseguet Smirgel	75
La Belgique par Joël Rubinfeld	83
L'Italie par Sergio I. Minerbi	109
L'Espagne par Gustavo D. Perednik	133
L'Allemagne par Gilad Margalit	155
La Hollande par Manfred Gerstenfeld	165
Le Danemark par Arthur Arnheim	179
La Suède par Henrik Bachner	187
La Grande Bretagne par Paul Iganski et Barry Kosmin	199
La Suisse par Simon Erlanger	211
CHAPITRE II – L'EUROPE CENTRALE ET LES BALKANS ...	215
La Hongrie par János Kőbányai	217
La Pologne par Sergiusz Kowalski et Magdalena Tulli	229
L'Autriche par Karl Pfeiffer	245
La Grèce par Andrew Apostolou	255
CHAPITRE III – L'EUROPE DE L'EST	265
Les pays post-soviétiques par Yosef Govrin	267
La Russie et l'Ukraine par Betsy Gidwitz	275

DE LA SIGNIFICATION DU MOT « ANTISÉMITISME » DANS L'ÂGE POST-MODERNE

Shmuel Trigano

Un des phénomènes les plus irritants et les plus étonnants de la vague antisémite du début des années 2000 est bien la contestation du terme même d'«antisémitisme» pour la définir. Dès les révélations des agressions antisémites en Europe de l'Ouest, en 2001, une controverse a fait rage, contestant la nature « antisémite » des événements, voire même leur factualité. Quand on reconnaissait qu'il y avait effectivement agression contre les Juifs, on estimait qu'elles n'étaient pas antisémites ! Cela donna le discours ubuesque d'un procureur de la République de Montpellier jugeant que la tentative d'incendie de la synagogue de la ville n'était pas « un acte antisémite mais l'acte de jeunes désœuvrés ». Comment s'en étonner ? Les médias, les pouvoirs publics, voire même les institutions juives avaient gardé un silence hermétique à leur propos. L'incrédulité opposée par l'opinion à cette révélation était somme toute naturelle puisque « le journal » n'en avait pas parlé ! Par contre, cette incrédulité suggérait que la réalité n'était pas ce que les Juifs, victimes supposées, disaient, quoique ce qu'ils disaient, ils le disaient de faits réels. Il n'y a plus en effet aujourd'hui aucun doute sur ces faits, même si des secteurs importants d'opinion croient encore qu'ils ne relèvent pas de l'antisémitisme.

Cette contestation de l'interprétation et de la dénomination de la réalité est typique de l'idéologie post-moderne. Dans sa perspective, la réalité n'est pas plus épaisse que ce qu'en disent les acteurs, les faits supportant de multiples interprétations qui, toutes, sont tenues pour réelles et pour constituer la réalité dont le statut objectif vacille par conséquent.

Des agressions contre les Juifs pouvaient ainsi se produire sans relever de l'antisémitisme. Tel est le phénomène clef du nouvel antisémitisme. Même si les Juifs prétendaient qu'il y avait antisémitisme, c'était leur récit et il était relatif à leurs parti-pris et leurs intérêts. Mais ce qu'ils disaient de la réalité n'était pas nécessairement la réalité. Et puis, leurs agresseurs clamaient qu'ils n'étaient pas antisémites, puisqu'ils étaient sémites eux-mêmes, tandis que leurs détracteurs se proclamaient antiracistes et très soucieux du devoir de mémoire...

Les faits pouvaient donc se voir reconnus objectivement mais cela ne préjugait pas de leur caractère. Le leader anti-mondialiste José Bové déclara péremptoirement que les agressions, ainsi factuellement reconnues, étaient l'œuvre du Mossad qui jetait un écran de fumée pour cacher les crimes de l'État d'Israël, voire pour provoquer un mouvement de panique parmi les Juifs français et les pousser au départ vers Israël.

Les faits pouvaient être déniés. Des voix s'élevèrent pour décréter que le récit juif évoquant l'antisémitisme était un mensonge intéressé et mû par un racisme anti-arabe. Certains leaders juifs allèrent même jusqu'à souligner en privé qu'il était le fait d'autres Juifs, les sépharades qui avaient maille à partir avec les Arabes du fait de leurs origines. Dans cette voie d'explication par le mensonge ou l'hystérie, on entendit aussi en France le discours d'hommes d'État décrétant que parler d'antisémitisme à propos de la France, c'était faire preuve d'un comportement anti-français, mettant à mal le pays dans l'arène internationale.

En somme quand les faits étaient reconnus dans leur objectivité (il y avait des agressions), le problème n'était plus leur propre réalité mais la manipulation, le mensonge ou l'excès des Juifs. Ceux-ci se virent alors fustigés et vertement critiqués par une grande partie des médias, et notamment par l'entremise d'intellectuels juifs « scandalisés » par une telle corruption morale de la part des « rescapés de la Shoah ». L'immense partie de l'intelligentsia européenne, si prompte aux grands combats éthiques, resta silencieuse, à part un ou deux Justes qui ont ainsi témoigné pour leur génération.

Quels arguments furent développés par ce discours critique ? Essentiellement deux : il ne peut y avoir d'antisémitisme dans le monde arabo-islamique, lui-même victime absolue du racisme et auparavant du colonialisme ; les agressions ne sont pas motivées par l'antisémitisme mais découlent de tensions sociales puisqu'elles émanent de milieux défavorisés de l'immigration. Cela signifiait que la violence dont les Juifs souffraient était de nature sociale, une souffrance dont une société injuste et raciste était donc en dernier recours responsable.

Les conséquences de ce tour de passe-passe rhétorique furent multiples. Elles disculpaient avant tout les agresseurs et même les déclaraient irresponsables pour mieux en faire porter le poids sur toute la société. Ils ne pouvaient pas par principe être coupables mais toute la société devait se sentir coupable, y compris donc les Juifs. On ne comprenait ainsi pas pourquoi ces derniers tenaient tellement à souligner que c'est en tant que Juifs qu'ils étaient frappés. Après tout, la violence frappait aussi des non Juifs... Cette insistance des Juifs à parler d'« antisémitisme » constituait en fait un triple affront : envers les innocents qu'ils accusaient, mûs par un désespoir social (pour les immigrés) ou politique (du fait de la « souffrance » palestinienne) ; envers la société, toute coupable, responsable des immigrés ; envers les autres victimes de violence sociales. Les Juifs par égoïsme ne regardaient qu'eux-mêmes de façon abusive, en ignorant la souffrance des autres et en les culpabilisant à force d'agiter l'épouvantail de l'antisémite de sinistre mémoire. En se mettant en dehors de la culpabilité collective, ils accentuaient ainsi de façon insupportable la culpabilité des sociétés européennes. Pourquoi réagissaient-ils toujours en

tant que Juifs et pas en tant qu'hommes? On les accusa en France de « communautarisme » et de « repli communautaire », alors même qu'ils étaient sous le coup d'agressions. Tel est le tableau des sentiments que ce discours produisit dans l'opinion la plus large. On remarquera la restriction sémantique de la notion d'« antisémitisme », défini désormais, non pas par sa cible, les Juifs, mais par l'intention supposée ou affichée de l'agresseur. En somme, dans l'âge post-moderne, le Juif n'est plus au centre de l'antisémitisme en tant qu'il vise le Juif comme tel, mais l'agresseur. Pour savoir s'il y a antisémitisme, on ne se demande plus si le Juif est frappé mais quelle est exactement l'intention de l'agresseur! Le terme d'antisémitisme, ainsi dissocié de la condition juive, pouvait dès lors être affecté à d'autres cibles. Évidemment, par l'attraction des contraires, aux agresseurs d'abord, les Arabo-musulmans, sous le sophisme ahurissant que des « Sémites ne pouvaient pas être antisémites », alors que le terme même d'antisémitisme a été forgé au XIX^e siècle par Wilhelm Marr, spécialement et exclusivement contre les Juifs. Cette incertitude du réel et cette errance des vocables constituent un trait caractéristique du post-modernisme.

On comprend comment dès lors la dénonciation de l'antisémitisme se retourna contre les Juifs, accusés de racisme anti-arabe. Si les violences subies étaient d'origine « sociale » (euphémisme politiquement correct pour désigner les ratés de l'immigration arabo-islamique), les qualifier d'antisémites ne pouvait être que le résultat d'un excès des Juifs, accusant et identifiant les immigrés pour un comportement dont ils n'étaient pas responsables en tant qu'Arabo-musulmans, puisque leurs difficultés sociales leur étaient imposées par une société injuste et puisque le monde arabo-islamique n'est pas et ne peut pas être par principe antisémite. Identifier ces agressions comme antisémites, c'était donc pour les Juifs non seulement exercer une sorte de chantage sur la société, mais aussi faire preuve de racisme, d'antisémitisme anti-arabe...

Plus profondément, l'observateur constatait que le mot « antisémite » avait pris désormais un sens figé. L'antisémitisme est nazi et rien d'autre. En dehors du nazisme, il n'y a pas d'antisémitisme si ce n'est des problèmes sociaux ou des manipulations juives et sionistes. Le fait que toutes les sociétés occidentales après la Shoah, ont condamné et interdit par leurs lois l'antisémitisme montre l'impossibilité formelle de son actualité. De fait les discours antisémites ne se disent plus officiellement antisémites mais antisionistes.

Or ce qui fait l'antisémitisme, c'est qu'il s'en prend aux Juifs comme tels. Ce n'est pas l'intention des antisémites, leur motivation qui constituent le critère mais la haine gratuite qui s'en prend au Juif parce qu'il est juif, quelle que soit la version que l'antisémite ou les Juifs donnent de ce mot (communauté, peuple, État, religion). Il faut raisonner par l'absurde : si l'antisémitisme est le fait de problèmes sociaux, comment définir alors les pogroms du Moyen Âge? Ils étaient perpétrés par la foule des petites gens et beaucoup moins souvent par l'aristocratie. Ceux qui tuent les Juifs, c'est

toujours en effet la foule des gueux et du lumpen proletariat, de ceux qui connaissent des « problèmes sociaux » (dans la mystique de l'altermondialisme : « les pauvres »). On voit l'absurdité de l'argument qui, par un sociologisme décérébré (et finalement archéo-marxiste), avance qu'au fond c'est la lutte des classes qui est à la base de tout et donc que l'antisémitisme n'est qu'un paravent idéologique (« le socialisme des imbéciles », paraît-il), ce qui signifie que ce n'est pas le Juif comme tel qu'il vise, mais l'homme (de classe). Exit l'épaisseur concrète et existentielle de l'antisémitisme ! La victime perd ainsi son identité et donc sa reconnaissance ainsi que sa capacité de résistance à l'agression : victime dans l'agression qu'elle subit autant que dans la non-reconnaissance de son identité par les tiers. Cet argument est doublement mensonger car les agressions antisémites du tournant des années 2000 n'étaient en rien motivées par des « raisons sociales » : aucun Juif n'a jamais agressé la communauté arabo-musulmane. Ce serait plutôt l'inverse qui serait vrai car le monde arabe est en proie à une violente haine antisémite et anti-occidentale, qui reprend tous les stéréotypes classiques de l'antisémitisme du XIX^e siècle, un antisémitisme d'autant plus significatif qu'il n'y a plus de Juifs dans le monde arabe, chassés ou exclus depuis les années 1950. Or cette haine se voit l'objet d'un déni systématique et quasi total dans l'opinion publique européenne qui n'a de cesse d'innocenter le monde arabo-musulman. En supposant que cette violence était motivée par des raisons sociales, pourquoi les seuls Juifs en auraient-ils été la cible élective ?

Cette perspective totalement biaisée a ouvert la voie à deux types d'explication de la vague antisémite. La première ne fut pas proférée ouvertement mais elle reste omniprésente et tous les sondages d'opinion la confirment : les Juifs sont les nantis et les puissants, il est donc normal que l'on s'attaque à eux. La deuxième explication concerne Israël : les Juifs européens sont agressés par des Arabo-musulmans du fait de ce que les Israéliens font aux Palestiniens.

C'est à cet endroit que se niche l'alibi sémantique de la nouvelle version de l'antisémitisme. C'est Israël qui est coupable et lorsque l'on s'oppose à ses « méfaits », on n'est pas antisémite mais antisioniste. Si on admettait cette étrange proposition, on ne voit pas en quoi l'antisionisme devrait alors s'attaquer aux Juifs en France ou en Europe. Cette conception qui voit dans l'antisionisme une opinion parmi d'autres est communément partagée. Elle a cours dans les salles des tribunaux, les rédactions autant qu'au comptoir des bars. On ne peut cependant lui conférer le statut d'une opinion légitime, jouissant de la respectabilité qui découle du pluralisme politique. En effet, « Sionisme » désigne objectivement le mouvement national qui vise à donner au peuple juif l'accès à l'indépendance et à la souveraineté, à réaliser son droit à se constituer en nation, dans le cadre d'un Etat-nation donc.

Depuis 1948, date de la déclaration d'indépendance d'Israël, le sionisme ne désigne plus un tel mouvement national mais l'existence d'un État qui,

de surcroît, n'en déplaît à ses détracteurs, ne s'est pas défini officiellement comme un « État juif » mais comme l'« État d'Israël », dont les citoyens sont formellement qualifiés d'« israéliens » et pas de « juifs' ». L'antisionisme n'est pas la critique d'un gouvernement – légitimement criticable pourvu que la critique soit équitable – mais la condamnation de l'existence même d'un État que l'on appelle à éradiquer.

L'antisionisme prône objectivement l'extermination des Israéliens, en tant que Juifs et Israéliens, s'ils refusent de devenir les citoyens d'une pseudo Palestine démocratique et laïque. C'est-à-dire d'un État dont l'identité nationale serait de facto (au moins) arabo-islamique. C'est là une marque typique de l'antisémitisme dans son système du « deux poids, deux mesures ». Les Juifs seraient le seul peuple de la terre à qui on interdirait l'autodétermination nationale, la souveraineté, parce que le concept de peuple juif ou d'État juif serait congénitalement raciste, la tare d'un « péché originel ». N'y-a-t-il pas là une forme virulente d'antisémitisme, procédant à la façon typique du nazisme déshumanisant d'abord la réalité des Juifs pour mieux appeler ensuite à leur destruction justifiée ? Pour dépasser cette contradiction évidente à tout esprit sensé, on avance alors que les Israéliens ne sont pas des Juifs, les seuls Juifs étant diasporiques². Le seul problème c'est que ce n'est pas ce que pense l'immense majorité des Juifs.

On voit alors poindre l'accusation de complot. Sous la question feinte « Peut-on critiquer Israël ? », les antisémites entendent interdire très moralement aux Juifs, qu'ils accablent selon les schémas antisémites les plus classiques, de les qualifier d'antisémites, en les accusant d'utiliser un tel vocable délégitimant pour imposer une censure à la liberté d'expression et cacher des choses inavouables. Cela est doublement gratifiant pour leurs détracteurs, qui apparaissent ainsi comme les défenseurs de la liberté d'expression, témoignant par la bande de leur innocence en matière d'antisémitisme !

La boucle est ainsi bouclée. Elle peut être serrée encore d'un cran supplémentaire. Puisque l'antisémitisme est uniquement nazi, et puisqu'il est l'objet d'une manipulation par les Juifs, c'est que le nazisme les a gagné. C'est ce retournement dialectique qui caractérise le discours antisémite actuel qui a nazifié Israël et l'a mis au ban de l'humanité pour que l'« antisionisme » soit moral et dissocié de l'antisémitisme (puisque alors on condamne le nazisme du sionisme, cette condamnation devient l'exemple même de la lutte contre l'antisémitisme, finalité du nazisme). Ainsi a-t-on eu ce paradoxe qui voit des antiracistes se comporter objectivement et très moralement en antisémites.

C'est là que des chercheurs comme Pierre André Taguieff ont éprouvé le besoin, pour échapper à ces manipulations langagières de style purement stalinien, de retourner au vieux terme de « judéophobie », inventé par Léo Pinsker à la fin du XIX^e siècle, qui a le mérite d'englober antisémitisme, antisionisme et toutes sorte d'autres variétés peu réjouissantes. Ce terme porte néanmoins avec lui le risque d'une dépolitisation et d'une

anhistoricisation de l'antisémitisme, par le biais de la pathologie inhérente à l'état phobique, un état anormal certes mais irresponsable. Las, même en tel cas, le courant « antisioniste » n'est pas dépourvu d'invention car aussitôt la mouvance pro-arabe a fourbi un contre-concept : l'« islamophobie » dont la finalité est de glisser l'arabité sous l'islam comme religion et d'interdire toute critique, y compris l'accusation d'antisémitisme. Excepté ce tour de passe passe rhétorique, le concept de « judéophobie » a le mérite de réunir toutes les variétés de l'antisémitisme : politique, racial et religieux. Une des plus grandes surprises du bouleversement des années 2000, à ce propos, fut d'assister dans un âge que d'aucuns jugent post-chrétien, à la résurrection des stéréotypes de l'antijudaïsme chrétien dans la caricature, le discours journalistique et le début d'une littérature. La confusion des esprits et la perversion des critères de la morale ont toujours caractérisé les phénomènes idéologiques, et avant tout l'antisémitisme.

NOTES

1. Il est néanmoins l'État dont la référence identitaire est l'histoire juive dans toutes ses dimensions (religion, culture, folklore), tout comme l'Angleterre est l'État dont la référence identitaire est l'histoire anglaise qui dans sa plus grande durée fut de nature religieuse. Rappelons que le chef de la monarchie anglaise, symbole de la souveraineté nationale, est aussi le chef de l'Église anglicane, ce qui n'est pas le cas de l'État d'Israël où il y a une séparation de la religion et de la politique, même si la religion y reste un enjeu politique et avant tout de la politique politicienne mais uniquement à travers le jeu des partis politiques qui se réfèrent à une idéologie marquée par la religion et démocratiquement élus. Faut-il préciser que le même rapport à une identité historique nourrit l'identité de la République française, malgré l'universalité juridique de sa citoyenneté ?

Sur le plan constitutionnel, il faut signaler, de ce point de vue, un trait spécifique, vestige d'un héritage de l'histoire ottomane et du mandat anglais, propre à l'histoire d'une région marquée par un enchevêtrement de communautés religieuses et nationales. Le statut personnel reste en effet, dans l'État d'Israël, sous la gouverne de cours juridiques religieuses (chrétienne, musulmane, juive) – ainsi, par exemple, il n'y a pas de mariage civil – et non sous celle de l'État qui, cependant, gère cette juridiction nationalisée sous la gouverne d'un ministère des cultes. Cet aspect des choses reste cependant l'objet d'un débat constant dans la vie politique israélienne. N'oublions pas que l'histoire politique des États est à chaque fois singulière. La laïcité que nous connaissons n'existe qu'en France et il y a eu des régions et des continents, comme l'Europe de l'Est ou le Tiers monde qui, jamais, n'ont connu l'Etat-nation...

La déclaration d'indépendance qui a une valeur de charte constitutionnelle, exprimant « la vision du peuple et son credo » selon la Cour Suprême tant qu'une loi du Parlement ne l'a pas contredite, est très claire sur cette question : « L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration juive et au rassemblement des exilés ; il favorisera le développement du pays pour le bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur la liberté, la justice et la paix tels qu'envisagés par les prophètes d'Israël ; il assurera une égalité complète des droits politiques et sociaux à tous ses habitants quels que soient leur religion, leur race ou leur sexe. Il garantira la liberté de religion, de conscience, de langue, d'éducation et de culture. Il protégera les lieux saints de toutes les religions... »

2 L'astuce consiste à décréter que l'Etat d'Israël ne devrait pas exister puisque les Juifs n'existent pas comme peuple mais comme religion. Sans rentrer dans la critique historique et philosophique d'un tel jugement idéologique, dont l'inanité est avérée (s'il est un peuple qui jouit d'une longue histoire, c'est bien le peuple juif) remarquons qu'une telle parade rhétorique enfreint un des principes sacro-saints de la démocratie : le droit des peuples ou d'une partie de ces peuples à disposer d'eux mêmes, en vertu duquel s'affirme toute souveraineté dans l'ère des Etats-nations modernes. Dans l'ère démocratique, il n'appartient à aucune juridiction de décréter qui est un peuple et qui ne l'est pas. C'est là que l'on constate que l'apologie du « peuple palestinien » a pour revers la dénégation du peuple d'Israël.

INTRODUCTION

XÉNOPHOBIE, RACISME ET ANTISÉMITISME*

Shmuel Trigano

Le phénomène antisémite qui nous préoccupe depuis trois ans a brouillé la distinction rationnelle qui est faite entre xénophobie, racisme et antisémitisme. Ces trois catégories constituent des modalités de rejet de l'homme différent.

La xénophobie rejette l'étranger historique, national ; le racisme, l'étranger physique (se distinguant par la couleur de la peau) ; l'antisémitisme, l'étranger métaphysique (que rien ne distingue dans ses apparences mais que son environnement distingue malgré tout). Cette dernière figure est lourde de vingt siècles d'histoire des civilisations nées du judaïsme historique.

Les caractéristiques du nouvel antisémitisme

Or c'est précisément la singularité et la spécificité de l'antisémitisme, celles qui l'apparente aux autres formes d'hétérophobie tout en le distinguant, qui se sont vues mises en question par le mouvement antisémite depuis l'année 2000. Deux types d'évolutions historiques ont rendu possible une telle situation.

1. L'existence d'un État d'Israël a « normalisé » l'étranger métaphysique qu'incarnait le Juif aux yeux des cultures engendrées par le christianisme et l'islam, de sorte que l'antisémitisme s'est lui aussi formellement normalisé même si son noyau est resté métaphysique. Il se déploie effectivement aujourd'hui dans le champ de la politique internationale. C'est ce qui explique pourquoi il peut se travestir en critique de la politique du gouvernement israélien et se promouvoir comme cause politique légitime. C'est ce que l'on appelle de façon congénitalement ambivalente l'*antisionisme*. Ce dernier ne constitue pas en effet une critique politique des actes du gouvernement israélien mais de l'essence de l'État d'Israël et donc de son existence même. Même la critique légitime d'Israël relève de cet antisémitisme quand elle pêche par excès. On peut en prendre la mesure quand on la compare à la critique des autres États. Le recours à des critères

d'évaluation exceptionnels, l'exigence inhabituelle envers l'État d'Israël sont toujours un indice du glissement dans l'antisémitisme, dans la mesure où elle fait des Juifs une espèce différente de l'humanité. Le nouvel antisémitisme est ainsi fondamentalement politique, en cela qu'il prend pour cible l'existence politique des Juifs en tant qu'ils sont un peuple. Dans le monde contemporain où les peuples se sont institués dans des États, c'est en effet la souveraineté de l'État d'Israël qui est la cible de la haine.

2. Le monde de l'après-communisme a caressé le rêve (depuis toujours dangereux) d'une humanité unie et « totale », sans frontières. C'est la figure de la mondialisation – dans toutes ses versions – qui incarne ce rêve. Toute singularité dans un tel monde constitue un obstacle à l'interchangeabilité, à l'échange infini de la multiplicité qui est prônée. C'est un paradoxe : l'utopie multiculturaliste contemporaine qui s'affirme en effet au nom du respect des différences est le plus sûr instrument d'une pensée totalitaire de la société. La reconnaissance *des autres* se promeut au nom de la négation de l'*Autre*, du principe même – transcendant – de l'altérité. Cette fraternité, vécue sur le mode de la masse et de l'anonymat, ne peut, cependant, pour se fonder, que rechercher le référent de l'*Autre* métaphysique en l'excluant. Le Juif a tout pour remplir un tel rôle (l'étranger métaphysique). Quand le Juif est de surcroît un peuple juif, une nation israélienne, un État, dans une ère qui se veut mondialiste, toutes les conditions sont établies pour établir cette équivalence entre la transcendance de l'État-nation, honnie par le multiculturalisme, et le Juif. L'État d'Israël est alors identifié au Juif métaphysique, une figure qui fait violence au sionisme qui avait souhaité justement s'en libérer, ce qui explique pourquoi la conscience israélienne a eu du mal à prendre la mesure exacte de ce qui arrive.

C'est cette vieille-nouvelle figure juive que les trois mouvements mondiaux qui se confrontent aujourd'hui sur la scène de l'histoire ont ressuscitée, en prenant pour cible le peuple juif, et tout spécialement l'État d'Israël, c'est-à-dire les Juifs qui ont recherché la normalité conventionnelle de l'époque contemporaine (la forme de l'État-nation).

Typologie des courants propices à l'antisémitisme

Ces trois courants idéologiques mondialistes rassemblent les tenants de :

- la mondialisation libérale avec son idéologie, le post-modernisme.
- l'antimondialisation gauchiste et libertaire (dite « alter-mondialisation ») avec son idéologie anti-impérialiste.
- La mondialisation islamiste

Ainsi a-t-on pu voir comment les **post-modernistes** ont pu se livrer à une attaque frontale contre l'existence même de l'État d'Israël, la légitimité de son identité nationale, sa moralité. Ils sont légion au sein du peuple juif et d'abord en Israël (« Nouveaux Historiens » et autres « post-sionistes »), il faut le souligner. Ils partagent cette réprobation avec de pseudo-démocrates, rescapés de la chute du communisme et qui s'avèrent n'être que des néo-gauchistes, des archéo-marxistes en voie de reconversion

idéologique. C'est toute l'extrême gauche néo-trotskyiste qui est notamment concernée ici par ce retour inattendu sur scène.

Ainsi a-t-on pu voir comment les **anti-mondialistes** ont fait d'Israël le symbole même de l'Amérique capitaliste et impériale et des Palestiniens, le nouveau « juste souffrant », la victime absolue dont le sort concerne toute l'humanité à son niveau le plus intime et dont la figure suppose implicitement que l'existence d'Israël incarne le mal absolu.

Ainsi a-t-on pu voir comment les **islamistes** ont revivifié la vieille théologie musulmane du Juif menteur et comploteur, ressuscitant une idée coranique selon laquelle Juifs et chrétiens ont falsifié la parole divine dont le Coran serait la véritable expression tandis que l'islam serait la « religion naturelle » de l'humanité dont tout vient et vers laquelle tout doit retourner et à laquelle Juifs et chrétiens feraient obstacle.

Du fait de cette nouvelle configuration, il s'est produit **un extraordinaire renversement idéologico-politique**. Premier renversement : l'antiracisme, classiquement profession de foi de l'antimondialisme et du gauchisme, s'est paradoxalement retourné contre Israël et les Juifs en annulant l'équivalence entre antisémitisme et racisme. L'antisémitisme a ainsi retrouvé dans les faits sa singularité historique qui en fait une catégorie de la haine distincte du racisme. Toutefois, il a perdu son équivalence avec le racisme et la xénophobie.

Dans l'adversité, les Juifs se sont retrouvés seuls. L'antisémitisme a été difficilement reconnu pour ce qu'il est et combattu comme un racisme. Pis, un antiracisme antisémite est devenu objectivement possible.

L'antisionisme

Deuxième renversement : la mystique de la souffrance palestinienne a occulté l'antisémitisme qu'elle ressuscitait et que ressuscitait programmatiquement l'O.L.P. comme une arme politique contre le peuple juif.

La conférence de Durban fut l'illustration de cette machination qui n'a pas hésité à revivifier le mythe du meurtre rituel d'enfants par les Juifs (les « enfants » soldats palestiniens, l'exploitation de la mort du petit Mohamed al Dura furent autant d'icônes de cette manœuvre). Cette mystique se dit et se pense comme antiraciste puisque le sionisme est défini par principe comme apartheid et nazisme. Elle est néanmoins *de facto* antisémite dans le sens où être antisioniste, c'est promouvoir la destruction d'un État jugé immoral dans son essence même. Or, la destruction des Juifs, sous quelque forme identitaire que ce soit (communauté, citoyenneté ou État) est le critère unique d'identification de l'antisémitisme. L'antisionisme est ainsi une idéologie exterminationniste qui prône la destruction du peuple israélien et de ses institutions. Israël est le seul État de la planète dont on souhaite la disparition. Cette idéologie authentiquement raciste, singularise le peuple juif comme une espèce différente de celle des peuples de l'humanité et ne jouissant pas des mêmes droits et prérogatives. Peu importe que s'identifient à ce projet des personnalités juives ou israéliennes – en fait une

infime minorité mais à laquelle l'opinion publique occidentale confère sournoisement un droit d'expression quasi exclusif pour promouvoir ainsi l'alibi de sa bonne moralité. Cette mouvance est justement celle des post-modernistes juifs qui récusent l'idée et la légitimité d'un État national pour les Juifs.

Le phénomène est troublant mais l'histoire nous montre qu'il y a eu et qu'il y a un antisémitisme juif, produit d'une pathologie propre à une condition minoritaire. Le paradoxe, c'est que derrière cet antisémitisme politique, cette normalisation de l'antisémitisme qu'est l'antisionisme, on retrouve la figure du Juif métaphysique. C'est ce qu'illustre l'opération symbolique de Durban.

Le renversement idéologique

Ce renversement idéologique s'est illustré dans tous les milieux où s'est manifesté l'antisémitisme.

Ainsi a-t-on pu voir comment les militants antiracistes ont adopté des postures objectivement antisémites – même si c'est à leur conscience défendante. Ainsi a-t-on pu assister à la convergence monstrueuse, car contre-nature, de la mouvance néo-trotskyiste et de la mouvance islamiste, sur le plan de la politique internationale et de la politique intérieure. Ainsi a-t-on pu voir des intellectuels post-modernistes – toute l'intelligentsia européenne à de rares exceptions – rester silencieux et négligents face à la montée d'un antisémitisme, qui – pour toutes les raisons invoquées – constitue un type tout à fait inédit de la haine des Juifs.

Comme à la fin du XIX^e siècle, l'antisémitisme est redevenu la passerelle entre l'extrême droite et l'extrême gauche et le moyen de leur collusion avec l'islamisme rétrograde et clérical.

L'antisémitisme (caché dans l'antisionisme) est redevenu dans l'idéologie contemporaine le critère de l'échange symbolique. Un échange infini. S'il pleut, s'il neige, c'est à cause d'Israël et des Juifs, c'est parce qu'il n'y a pas d'État palestinien... Ce renversement global – un phénomène paradoxal, courant dans les idéologies – a concerné bien sûr l'État d'Israël mais il s'est aussi étendu à la condition des Juifs de diaspora et tout spécialement en Europe, un des champs où le choc de l'islamisme et de l'Occident est le plus ressenti. Les Juifs ont eu le sentiment d'être devenus des étrangers nationaux dans leur propre pays¹. Ici l'antisémitisme s'est « normalisé » et est devenu xénophobie. L'image qui médiatise ce transfert est bien sûr l'État d'Israël (figure par excellence de la « Normalisation » des Juifs, devenus des « nationaux » comme les autres). Mais il est évident que derrière cette figure du Juif comme étranger national (quasi-israélien, proto-israélien, puisqu'Israël est l'expérience de la condition juive comme nation) se profile la figure classique de l'antisémitisme : l'étranger métaphysique, celui que l'on soupçonne chez son concitoyen bien qu'il soit en tout point semblable à soi, une figure dans les traits de laquelle on considère Israël aujourd'hui.

La diabolisation haineuse du Juif israélien gagne en effet inéluctablement les Juifs des pays européens. Il est vrai que leur pro-israélisme en est une cause. Pour des raisons d'ordre historico-politiques², la grande majorité des Juifs européens ne peut en effet imaginer de continuité juive en Europe sans l'existence et la reconnaissance d'un État d'Israël. Ce n'est pas là une hystérie typiquement juive ou une nostalgie atavique mais quelque chose d'intimement lié à l'histoire de l'Europe et de la démocratie contemporaine. La modernité, en effet, si elle a su faire place aux Juifs comme individus ne les a pas reconnus comme peuple dans l'historico-politique. C'est comme peuple que les Juifs ont été exterminés dans la Shoah alors qu'ils n'avaient joui de l'Émancipation qu'à titre d'individus abstraits. Sartre l'exprime parfaitement dans une parole scandaleuse des *Réflexions sur la question juive*: « Il n'y a pas de différence entre l'antisémite et le démocrate. Celui-là veut détruire le Juif comme homme pour ne laisser subsister en lui que le Juif, le paria, l'intouchable ; celui-ci veut le détruire comme Juif pour ne conserver en lui que l'homme, le sujet abstrait et universel des droits de l'homme et du citoyen »... La renaissance de l'État d'Israël, au sortir de la deuxième guerre mondiale, fruit d'une histoire du sionisme commencée dès la fin du XIX^e siècle, est ainsi venue restaurer symboliquement pour les Juifs citoyens en Europe cette défaillance de la modernité politique qui avait vu le peuple juif livré à la jungle de l'arbitraire.

Une autre dimension découlant de la guerre en Irak a renforcé très puissamment ce processus qui fait des Juifs des « étrangers » aux nations européennes, à travers l'anti-américanisme virulent qui a embrasé l'Europe et sa résonance dans les populations arabo-musulmanes d'Europe. Une convergence s'est établie entre l'opinion massivement anti-américaine et ces populations dans le cadre de leur commune opposition aux États Unis auxquels les Israéliens et leurs supporters se sont vus systématiquement identifiés. Une fusion de type nationaliste mais répandue dans tous les pays d'Europe (un nationalisme européen en somme) entre autochtones et immigrés a pu alors se faire contre les américano-sionistes et les Juifs³... Les Juifs se sont ainsi vus exclus *facto* des différentes communautés nationales, une deuxième fois après la négligence et la complaisance des années 2001-2002.

Tout le problème pour l'avenir immédiat, c'est de savoir si la figure de l'étranger métaphysique – figure fondamentale de l'antisémitisme – continuera à s'insinuer dans les consciences, cachée derrière une pseudo xénophobie (la haine du Juif national – israélien – ou du Juif singularisé et ghettoïsé des sociétés européennes, le « Juif communautaire », telle que la potentialité en a été ressuscitée ces trois dernières années) ou un pseudo antiracisme (la haine du Juif identifié au raciste puisque sa judéité est tenue pour être dans son essence une race). L'expansion de cette figure pourrait saper d'abord la légitimité d'une existence juive dans le système international⁴, voire en Europe, puis, à Dieu ne plaise, sa légalité.

Les États européens réagissent, certes, aujourd'hui mais avec trop de retard : durant trois ans d'inertie, le courant antisémite s'est approfondi et

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

épaissi. La censure idéologique sur l'antisémitisme a sauté et fait ressurgir un archaïque inconscient antisémite, voire aujourd'hui antijudaïque. La chose pourrait échapper à la maîtrise des États démocratiques qui ne peuvent régenter l'opinion publique et la rumeur.

Un processus rampant de marginalisation des Juifs est potentiellement possible: celui qui s'éprouve déjà dans le dilemme auquel ils se voient souvent acculés par leurs interlocuteurs de se désolidariser d'Israël ou de la communauté juive pour être fréquentables ou, pour les intellectuels, respectables et crédibles. Tant de choses horribles ont en effet été dites et montrées sur Israël que tout ce qui touche à lui se voit gagné par une sorte d'exclusion sacrée, de stigmatisation automatique, génératrice d'angoisse, ne serait-ce que parce que l'homme moyen ne sait quoi penser ni comment se comporter.

Cette exclusion – on l'a dit – est la conséquence de la déshumanisation et de la diabolisation d'Israël qui ont contribué à le construire comme l'Autre satanique. A Durban, Israël a été accusé d'apartheid. Sharon a été assimilé à Milosevic. Les Palestiniens et l'extrême gauche⁵ en quête d'un nouveau combat mythique cherchent à kosovariser le conflit et à serbiser Israël pour provoquer une intervention internationale dont ils seront assurément les bénéficiaires.

Cette campagne est orchestrée avec maestria par un puissant lobby planétaire pro-arabe et la mouvance très bruyante de l'extrême gauche et des post-modernistes juifs. Elle repose sur une multitude d'organisations non gouvernementales « humanitaires » et « charitables », présentes dans tous les pays d'Occident et en Israël qui se font les relais de ses mots d'ordre. Il s'est ainsi créé une confusion totale des esprits, une profusion de malentendus qui font que l'on s'écarte des Juifs, qu'un fossé se creuse autour d'eux, que tout ce qui les concerne devient tabou et inquiétant.

D'un côté, ils incarnent le totem par excellence de la culture post-moderne qui a fait de la Shoa (sur laquelle post-modernistes, islamistes, au besoin, et alter mondialistes se lamentent) un objet de mémoire et de compassion; de l'autre, ils incarnent le tabou, objet d'horreur et d'exécration: la vie juive reconstituée après la Shoa sous la forme de l'État d'Israël ou des communautés juives d'Europe. Certains Juifs se réjouissent de la sacralisation du signe juif, de l'institutionnalisation de la sacralité de la Shoa mais nous en mesurons aujourd'hui une de ses conséquences perverses avec ce qui se trame dans l'inconscient collectif: l'exaltation des Juifs morts aux dépens des Juifs vivants.

Les Juifs pourraient bien remplir encore aujourd'hui dans la civilisation contemporaine le rôle que le *pharmakos* remplissait dans la Grèce antique. Le *pharmakos*, un homme, parfois un couple, était entretenu et honoré par la Cité durant un an pour être ensuite battu et chassé, parfois tué, lors d'une cérémonie rituelle qui expurgeait ainsi la Cité de ses péchés et de son impureté.

NOTES

* Ce texte reprend une conférence présentée dans le cadre de la « Conférence internationale sur les dimensions mondiales de l'antisémitisme contemporain » organisée par le Canadian Council for Israel and Jewish Advocacy, le comité Israël-Québec, le Congrès Juif Canadien, Montréal, 14-16 mars 2004

1. Si je prends le cas de la France, il s'est produit ainsi dans l'imaginaire collectif et le discours médiatique un inquiétant renversement. Alors qu'ils subissaient des agressions antisémites, l'opinion publique a accusé les Juifs de « repli communautaire » et de « communautarisme », une accusation qui n'a pas été lancée contre les milieux de la population immigrée d'où venaient et viennent toujours ces actes, qui, au contraire, fut innocentée à longueur de colonnes des journaux. La notion de communautarisme est typiquement française, elle signifie que l'on sort de la loi commune et de la République, que l'on se met en marge de la nation. Quel intense paradoxe ! Les Juifs qui sont dans le pacte national depuis Napoléon, qui sont citoyens pour une part depuis la République française et pour la plus grande part – les originaires d'Algérie – depuis 1870 se sont vus redevenir des immigrés dans leur propre pays, à l'instar d'étrangers nationaux, alors que des citoyens récents se sont vus identifiés à la quintessence de la France.

2. Cf. S. Trigano. *L'ébranlement d'Israël, philosophie de l'histoire juive* (Le Seuil, 2000) et S. Trigano (ed) *Le sionisme face à ses détracteurs*, éditions Raphaël, 2003.

3. Toutes les franges de l'opinion en ont été parties prenantes. Le ministre de la ville, Jean Louis Borloo déclara ainsi (Nice Matin 27/3/03) : « ce qui est extraordinaire, c'est que toute la communauté issue de l'immigration adhère complètement à la position de la France. C'est à partir de cela qu'on peut construire ou bâtir. Profitons de cet espace de « francitude » nouvelle qui est génial ». C'est ce que je pense aussi toute la gauche : « les socialistes constatent que pour la première fois, les jeunes des banlieues, que se disputent les organisations de gauche descendent dans la rue avec un idéal et un enthousiasme inégalés ». Les trostkystes sont à l'unisson. Christian Picquet, un des responsables de la Ligue Communiste Révolutionnaire, avance ainsi : « C'est la première fois que l'on offre à une population qui d'habitude n'a d'autre choix que le repli ethnique ou le chemin de la mosquée, la possibilité de s'intégrer dans la communauté républicaine et dans un mouvement mondialiste... Le mouvement antiguerre est parvenu à créer un consensus très large et à surmonter les clivages au moment où la jeunesse d'origine maghrébine est soumise à un double choc : celui de la crise de l'intégration républicaine et le choc communautaire avivé par les retombées du conflit en Palestine ». Le président de SOS Racisme, Malek Boutih lui emboîte le pas : « la position de la France sur le plan international a été un accélérateur de l'intégration républicaine. La communauté nationale se construit dans l'épreuve ». Cette opinion converge parfaitement avec Fouad Alaoui, secrétaire général de l'UOIF, proche des Frères Musulmans : « plus la France ira loin dans sa logique d'opposition, plus la situation s'apaisera ici ».

4. Y compris Israélienne. N'a-t-on pas entendu Shulamit Aloni, ex ministre de l'éducation nationale, qualifier les « colons » de Judée Samarie de « meurtriers serbes » et Benjamin Netanyahu d'« excellent élève de Goebbels » ? Ou Yeshayahou Leibowitz, prix d'Israël, qualifier les soldats d'Israël de « judéo-nazis » ?

5. Les Chancelleries européennes discutent en 2004 des chances de survie de l'État d'Israël et du « rapatriement » éventuel des Israéliens en Europe...

**L'ANTISÉMITISME : UNE PART INTÉGRANTE
DE LA CULTURE EUROPÉENNE***

Manfred Gerstenfeld

On situe souvent la naissance de l'antisémitisme européen violent à la fin du XI^e siècle, au moment des Croisades. Certains chercheurs considèrent qu'il apparaît avec les massacres organisés de Juifs dès 1010, d'abord en France puis dans des régions qui appartiennent à l'Allemagne actuelle¹. Des expressions politiques, économiques, culturelles, de la haine des Juifs se sont surajoutées durant presque mille ans aux visages multiples de l'antisémitisme religieux.

La version ethnique ou « raciste » de la haine des Juifs sous sa forme politique a débuté vers la fin du XIX^e siècle, en Allemagne, en même temps qu'était forgé le terme antisémitisme. L'antisémitisme ethnique a fini par surpasser en intensité la forme religieuse et a atteint son point culminant avec le génocide de l'Holocauste.

L'antisémitisme européen n'a pas disparu avec l'Holocauste. Dans mon livre en anglais, *La désintégration des mythes de l'Europe, les origines de l'antisémitisme actuel dans l'âge d'après l'Holocauste*, j'explique comment les sociétés démocratiques européennes, parmi eux la Norvège et les Pays-Bas, ont discriminé les Juifs dans la période de l'immédiat après-guerre, de multiples façons². Le retour des Juifs dans la société était mal vu dans beaucoup de pays : ceux qui les avaient dépouillés y étaient souvent protégés par la législation et les pratiques coutumières. En même temps, la mémoire des nations européennes modifiait dans la distorsion leur histoire de la guerre.

L'Europe du XX^e siècle a été un continent où le criminel de guerre avait plus de chance de survie qu'un enfant juif. Il y avait à cela une double raison : la nature meurtrière de l'Holocauste, mais aussi l'indulgence des sociétés démocratiques européennes à l'égard de ceux qui assassinaient les Juifs³. Aujourd'hui, les préjugés antisémites classiques sont largement répandus dans les sociétés européennes, tandis que de nouveaux thèmes défavorables aux Juifs prennent rapidement leur essor. On rencontre d'innombrables visages de la haine des Juifs de l'extrême droite à la gauche extrême ; chez

les hommes politiques, dans les médias, au sein des élites culturelles et par-dessus tout dans les milieux arabes européens.

Les médias modernes, comme la télévision et Internet, diffusent les écrits et caricatures antisémites avec une grande rapidité. Il y a plus de 3 000 sites Web antisémites dans le monde⁴. Cela donne à ce phénomène une intensité et une immédiateté qui n'existaient pas au moment où les nazis lançaient leurs campagnes de propagande. Des millions de personnes ont vu un film syrien à la TV, qui montrait, entre autres, une mise en scène où un Juif tranchait la gorge d'un enfant pendant que son sang coulait dans une *matsa*⁵.

Le nouvel antisémitisme

La nouvelle version significative de l'antisémitisme qui s'est singulièrement renforcée dans les décennies précédentes prend pour cible Israël, l'État juif. Cette variante de la haine des Juifs est fréquemment appelée « le nouvel antisémitisme ». Ses tenants se qualifient souvent eux-mêmes d'antisionistes. Une de ses particularités est de tout faire pour isoler Israël et le présenter – selon les termes du *Centre Universitaire de recherche sur l'antisémitisme* de l'Université Technique de Berlin – « comme un État fondamentalement distinct de tous les autres dans un sens si négatif, qu'il n'a pas le droit d'exister⁶ ».

Le ministre canadien de la Justice, Irwin Cotler a défini cela dans une formule : « L'antisémitisme traditionnel retirait aux Juifs le droit de vivre à égalité avec les autres membres de la société, tandis que le nouvel antisémitisme refuse au peuple juif le droit de vivre à égalité avec les autres membres de la famille des nations⁷ ».

L'ancien premier ministre adjoint de Suède, Per Ahlmark en a donné la définition suivante : « *La critique d'Israël s'est faite très proche de l'antisémitisme. Cela se voit dans son refus du droit du peuple juif d'exprimer son identité dans un État, et Israël n'est pas jugé selon les mêmes critères que ceux qu'on applique aux autres pays. Si les antisémites de l'époque rêvaient de vivre dans un monde débarrassé de ses Juifs, les objectifs de l'antisémitisme contemporain semblent être ceux d'un monde sans État juif⁸* ».

Israël peut être critiqué comme tout autre État. Le problème, c'est que l'antisémitisme est une forme extrême de haine qui a peu de choses à voir avec la critique⁹. Les Juifs ont été diabolisés depuis des millénaires et accusés d'être la source de tous les maux. Les thèmes religieux de l'antisémitisme ont présenté les Juifs comme des déicides ou l'équivalent du diable. Ces références historiques négatives puisées dans l'Histoire ancienne sont utilisées pour « *mettre en évidence un soi disant invariant négatif de la nature juive*¹⁰ ». Dans de nombreuses sociétés, les Juifs, jugés sur des critères particuliers, ont été soumis à la discrimination.

Ces sociétés ont édicté aussi des lois discriminatoires contre les Juifs. Quand elles furent abolies, une discrimination *de facto* persista souvent. Les Juifs furent longtemps présentés comme non-humains, ce qui jeta les bases idéologiques de leur élimination physique. Une approche semblable

est aujourd'hui appliquée à Israël dans le but de le voir disparaître en tant qu'État juif.

L'antisémitisme de gauche est souvent lié à l'antisémitisme arabe et d'extrême droite. Même s'ils poursuivent le même but, ils agissent le plus souvent indépendamment, mais pas toujours. L'hebdomadaire progressiste français *Le Nouvel Observateur* publia en novembre 2001 un article dans lequel il affirmait que les soldats israéliens violaient les Palestiniennes aux check points pour qu'elles soient tuées par leur famille selon le code des crimes d'honneur. Devant les protestations, le journal admit que l'information était fausse tout en minimisant l'importance de cette accusation mensongère¹¹.

Il y a, à gauche, de nombreuses nuances dans la discrimination. Le juriste britannique, Trevor Asserson, a montré dans son analyse des reportages de la BBC sur le Moyen-Orient, qu'il y avait un parti pris anti-israélien systématique. On peut débattre pour déterminer si cette diffamation introduit ou non des éléments d'antisémitisme. Assersson conclut que ces reportages fallacieux contribuaient à l'éclosion d'une atmosphère où l'antisémitisme peut prospérer¹².

Les différences entre antisémitisme et critique

Ce débat nécessite de préciser d'abord les frontières entre la critique d'Israël et l'antisémitisme. Selon Irwin Cotler, les critiques à l'encontre d'Israël deviennent de l'antisémitisme lorsque :

1. La destruction d'Israël et du peuple juif est ouvertement réclamée. On trouve cet appel dans les chartes constitutives des groupes terroristes palestiniens (l'OLP et le Hamas), dans certaines décisions légales (fatwas) de militants islamiques et aussi dans les menaces iraniennes d'annihiler Israël. Pour Cotler, il s'agit « d'antisémitisme génocidaire. »
2. Le droit à l'autodétermination est refusé au peuple juif, la légitimité de son statut d'État est contestée à Israël qui se voit imputer tous les malheurs du monde (c'est « l'antisémitisme politique »).
3. Israël est nazifié (« antisémitisme idéologique »).
4. Israël est décrit comme l'ennemi perfide de l'Islam (« antisémitisme théologique »).
5. Les intellectuels de salon et les élites occidentales attribuent à Israël toutes sortes de caractéristiques malignes (« antisémitisme culturel »).
6. Des appels au boycott sont lancés contre ceux qui réalisent des échanges commerciaux avec Israël (« antisémitisme économique »).
7. La réalité de l'Holocauste est niée.
8. Israël est la cible d'actes de terrorisme raciste.
9. Israël, à qui on refuse le principe de l'égalité devant la loi, est l'objet de traitements discriminatoires dans l'arène politique internationale¹³.

Les thèmes religieux contre Israël

La liste des actes et écrits antisémites s'allonge tous les jours et illustre la progression de plusieurs catégories du nouvel antisémitisme. L'exemple typique de l'emploi du thème religieux antisémite dans la critique d'Israël a été la publication par le quotidien italien *La Stampa* d'un dessin satirique – appelé à devenir l'un des caricatures classiques européens du nouvel antisémitisme – sur le siège des terroristes dans l'église de la Nativité de Bethléem par l'armée israélienne. Ce dessin représentait un char israélien tourné vers l'Enfant Jésus qui interroge : « *Ils ne vont quand même pas me tuer encore une fois*¹⁴ » ?

Le quotidien britannique de gauche, *The Independent*, a publié une caricature – un deuxième dessin classique européen du nouvel antisémitisme – de Dave Brown montrant Sharon en ogre en train de dévorer des enfants. Il faut se souvenir que la fable selon laquelle les Juifs tuent les enfants des Gentils pour utiliser leur sang à des fins religieuses a été inventée en Angleterre, au Moyen Âge. Une plainte a été déposée auprès de la commission des réclamations de la presse britannique mais a été rejetée. Par la suite, ce dessin a remporté le Prix du « Dessin Politique de l'Année 2003 » de la Société du Dessin politique. La compétition s'est déroulée le 25 novembre 2003 au siège de l'hebdomadaire *Economist* et le prix a été remis à Brown par Claire Short, députée travailliste et ancienne ministre à l'Aide aux pays d'outremer¹⁵.

Les Juifs comparés aux Nazis

Les comparaisons entre les Juifs et les Nazis se concentrent sur Sharon et Hitler ainsi que, sur la croix gammée et l'étoile de David. En décembre 2003, le comédien français Dieudonné est apparu sur la chaîne de télévision d'État, France 3, habillé en Juif ultra-orthodoxe et a fait le salut hitlérien en hurlant « Heil Israël¹⁶ ».

Le poète britannique Tom Paulin a déclaré à un journal égyptien que les colons juifs à l'ouest du Jourdain sont « des Nazis et des racistes... [qui] devraient être tués¹⁷ ». Le Prix Nobel portugais José Saramago, un communiste, a comparé la ville palestinienne de Ramallah à Auschwitz¹⁸. En visite au Brésil, il a prétendu que, maintenant, le peuple juif ne méritait plus de sympathie pour les souffrances qu'il avait endurées pendant l'Holocauste¹⁹.

Le quotidien grec *Ethnos*, proche du *Pasok*, le parti socialiste au pouvoir jusqu'au début 2004, a publié un dessin représentant deux soldats juifs habillés en Nazis, avec une étoile de David sur leur casque, en train de poignarder des Arabes. La légende disait : « *Ne te sens pas coupable, mon frère. On n'a pas été à Auschwitz et Dachau pour souffrir, mais pour apprendre*²⁰ ». Ce dessin complète le trio des dessins de référence du nouvel antisémitisme européen.

Faire deux poids deux mesures

Cotler prend comme exemple les Nations unies pour illustrer les exigences discriminatoires envers l'État d'Israël : « *Alors qu'il y a des champs de*

bataille partout dans le monde, le Conseil de sécurité des Nations unies a siégé pratiquement sans discontinuer entre mars et mai 2002 pour discuter d'un massacre qui n'avait pas eu lieu, à Djénine²¹ ».

Il a évoqué également la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies qui s'est réunie au printemps 2002 : « Quarante pour cent des résolutions adoptées visaient un seul État membre de la communauté internationale, Israël, alors que les principaux États qui violent les Droits de l'Homme comme la Chine et l'Iran, bénéficiaient d'une absolution protectrice : aucune résolution n'a été adoptée à leur encontre. Cette morale asymétrique porte préjudice à Israël mais rend aussi plus incertaine la probité des Nations Unies sous l'égide de qui ces manœuvres se font : elle entache de même l'autorité de la législation internationale sur les Droits de l'homme, au nom desquels ces actes d'accusation sont établis²².

Anne Bayefsky, spécialiste canadienne de sciences politiques, a écrit à propos de la Conférence mondiale des Nations unies contre le Racisme à Durban (Afrique du Sud) en septembre 2001 : « *La conférence s'est transformée en forum pour le racisme... De nombreux États ont tenté de minimiser ou d'éliminer toute référence à l'Holocauste, de redéfinir ou d'ignorer l'antisémitisme : ils ont cherché à isoler l'État d'Israël de l'ensemble de la communauté internationale parce qu'il pratiquerait l'apartheid et perpétuerait des crimes racistes contre l'humanité²³ ».* Cotler a également fait référence à la Convention de Genève lorsqu'il écrit : « *Les atrocités ont continué pendant plus de 50 années après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les plus connues sont les nettoyages ethniques et les génocides du Cambodge, du Ruanda, de la Bosnie, du Soudan et de la Sierra Léone. En dépit de ces odieuses violations des Conventions de Genève, adoptées en 1949, les membres signataires ne se sont jamais réunis pour en parler. La seule fois où cela s'est produit fut en décembre 2001 : les signataires de la Convention se sont rencontrés à Genève pour accuser Israël de violations des Droits de l'Homme et d'infractons à la Convention²⁴ ».* On pourrait citer de nombreux autres exemples. Si la Croix Rouge Internationale reconnaît le Croissant Rouge et d'autres symboles nationaux, elle n'en fait pas de même pour le Magen David Adom israélien (l'Étoile Rouge de David).

Le juriste américain Alan Dershowitz de l'université de Harvard a souligné à propos de ces critères variables : « *Le droit du peuple juif à l'autodétermination est nié et Israël perd sa légitimité d'État. On trouve parmi les élites occidentales des universitaires tout à fait respectables qui réclament la disparition d'Israël et son remplacement par un État laïque constitué de deux peuples. Ces auteurs savent que ce modèle est la recette qui a conduit au massacre et à la guerre civile, au Liban et en Yougoslavie par exemple²⁵.* »

Un élément à part entière de la culture européenne

Un phénomène qui se développe si intensément depuis de nombreux siècles, s'ancre profondément dans les façons de penser et les comportements sociaux. La vague antisémite de ces dernières années semble

prouver qu'il est impossible d'éradiquer une attitude irrationnelle aussi fortement installée.

Le grand rabbin du Royaume Uni, Jonathan Sacks, exprime ce phénomène de la façon suivante : *« Faisons le point le plus simplement possible : l'antisémitisme est vivant, actif et virulent... après plus d'un demi-siècle d'éducation à l'Holocauste, de dialogues interreligieux, de déclarations de Nations unies, d'édification de dizaines de musées et de mémoriaux, de centaines de films, de milliers de cours et de dizaines de milliers d'ouvrages dédiés à la dénonciation de ce mal ; après la Conférence de Stockholm, après la création d'un Jour pour la commémoration nationale de l'Holocauste, après qu'en août 2000, deux mille chefs religieux soient venus ensemble aux Nations-Unies pour s'engager à lutter contre la haine et promouvoir le respect mutuel... Que pouvions-nous faire de plus ? Qu'est-ce qu'on aurait pu faire, qu'est-ce que nous pouvons faire à présent, pour combattre l'antisémitisme²⁶ ? »*

La résurgence continue de l'antisémitisme après l'Holocauste fournit un argument solide pour affirmer qu'il est une composante intégrante de la culture européenne. Il ne faut pas interpréter cela de façon erronée en disant que tous les Européens sont antisémites. Donnons une image de cette différence : de nombreux Européens trouvent que le ballet classique est ennuyeux, décadent ou écœurant. Cela n'enlève rien, cependant, au fait que ce type de ballet est une expression de la culture européenne et fait partie, depuis longtemps, de ses arts du spectacle. Il est né en Europe, il s'est développé pendant de nombreuses années. Il est largement enseigné, il fait l'objet de fréquentes discussions dans les élites culturelles et les principaux médias publient des critiques sur les performances.

L'antisémitisme européen ressemble beaucoup à cela. De nombreux Européens condamnent l'antisémitisme, éprouvent de l'aversion à son endroit ou ne le tiennent pas en estime. Ce n'est pas contradictoire avec le fait qu'il est partie intégrante de la culture européenne, comme le prouvent des discours de politiciens européens, les médias et certains intellectuels de renom. D'innombrables sentiments antisémites sont repérables dans les sondages. Selon les statistiques, le nombre d'Européens antisémites devrait probablement être bien supérieur à ceux qui aiment le ballet classique...

L'argument le plus souvent avancé, qui établit un parallèle entre le développement de l'antisémitisme européen et le conflit du Moyen-Orient, est faux. L'antisémitisme d'après-guerre en Europe est arrivé par vagues qui ne correspondent pas aux développements du conflit israélo-arabe. Chaque vague est plus haute que la précédente²⁷. Dans le monde arabe, l'incitation à la haine contre les Juifs s'est poursuivie tout au long du processus d'Oslo.

L'antisémitisme dans le futur

Le discours sur l'intrication des valeurs contemporaines de l'Europe et de l'antisémitisme se développera probablement dans les années à venir. Dans une interview, le philosophe français Jean-Claude Milner, l'auteur de *Les penchants criminels de l'Europe démocratique* déclarait : *« Je pense qu'il y a un antisémitisme, si j'ose dire, autochtone en Europe qui ne vient*

pas du passé mais qui vient de l'avenir... On voit aujourd'hui un antisémitisme qui n'est pas de la vieillesse mais qui vient de la jeunesse et qui donc n'est pas appelé à disparaître mais a se renforcer. C'est un vrai problème. Nous avons affaire à un antisémitisme moderne²⁸». Milner ajouta que l'antijudaïsme européen est enraciné dans l'affirmation par l'Europe de sa propre personnalité. Il lui faut s'affirmer face aux États-Unis. Elle doit en même temps réaliser son unité et se poser comme un modèle universel²⁹.

Les paroles de Milner revêtent une grande importance du fait de sa réputation mais aussi parce qu'il n'est pas juif. La délégitimation en cours des Juifs en Europe a créé une situation où on les accuse souvent de préjugés liés à leur appartenance ethnique s'ils font des observations de cette nature, sans analyser la qualité de leur argumentation. Il vaut maintenant déjà mieux que les auteurs juifs citent des opinions des non-Juifs s'ils veulent gagner en crédibilité...

On a un exemple démonstratif de cette attitude discriminatoire vers les juifs quand la rédaction de l'*Observer*, un hebdomadaire progressiste anglais, a permis au journaliste Richard Ingrams d'écrire: « J'ai désormais pris l'habitude, quand la rédaction reçoit des courriers favorables à Israël, de regarder la signature pour voir si celui qui l'a écrite a un nom juif. Si c'est le cas, j'ai tendance à ne pas la lire³⁰».

Antisémitisme et antiaméricanisme

Il y a d'importantes ressemblances ainsi que des différences entre l'antisémitisme et l'antiaméricanisme en Europe. Alvin Rosenfeld de l'université d'Indiana les a formulées ainsi: « *L'antiaméricanisme joue pour beaucoup un rôle semblable à celui de l'antisémitisme au cours des siècles, en attirant commodément des mécontentements de toutes sortes et en offrant une explication toute faite des faiblesses internes, des déceptions et des échecs. En bref, il est frauduleux et contre-productif.* » Rosenfeld cite en exemple le philosophe allemand de renom Peter Sloterdijk. Dans un entretien accordé en 2002 au journal autrichien *Profil*, il a déclaré en arriver à la conclusion que les deux seuls « États-voyous » d'aujourd'hui avaient pour noms Amérique et Israël³¹.

Deux intellectuels européens bien connus, le Français Jacques Derrida et l'Allemand Jürgen Habermas, ont confirmé de manière indirecte la thèse selon laquelle l'Europe bâtit son identité en s'opposant aux États-Unis. Ils ont déclaré que les importantes manifestations contre la guerre en Irak du 15 février 2003 à Londres, Rome, Madrid, Barcelone, Berlin et Paris pourraient rentrer dans les livres d'histoire comme le début d'une conscience politique paneuropéenne³².

Le politologue américain Andrei Markovits a expliqué les différences entre l'antiaméricanisme et l'antisémitisme européens: « *Tout en ayant des points communs, les préjugés des Européens affichent des divergences importantes. L'antisémitisme européen a tué des millions de personnes, alors que l'antiaméricanisme n'a fait que peu de morts. Il n'y a jamais eu le moindre pogrom contre les Américains. La violence ne dépasse généralement pas le stade de la destruction des biens et des drapeaux*

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

*américains brûlés. Jamais les Américains n'ont été accusés de meurtre rituel*³³ ».

Markovits établit un lien causal entre l'antisémitisme et la création d'une identité. « *Au x^e siècle, l'effroyable antisémitisme européen est né parce que des meurtres de masse systématiques sont survenus, soutenus par un discours politique, dans le contexte de l'émergence d'un nouvel ordre de la Chrétienté qui impliquait la création d'une identité* ». À ses yeux, l'antiaméricanisme remplit actuellement la même fonction : « *Personne ne sait ce que veut dire être Européen. On ne voit pas très bien ce qu'un Grec et un Suédois ont de commun. Mais ce qui est important, c'est qu'ils ont en commun de ne pas être américains. Aucune identité ne s'est jamais construite sans une contre-identité forte. L'antiaméricanisme permet aux Européens de se fabriquer une identité jusque-là inexistante mais indispensable si l'on veut que le projet européen aboutisse*³⁴ ».

Markovits souligne que l'antiaméricanisme et l'antisémitisme sont les seules attitudes emblématiques partagées par l'extrême gauche et l'extrême droite européennes, y compris les néo-nazis³⁵.

Les nombreuses voies de la diabolisation

Les trois principales formes d'antisémitisme ont ceci de commun que le Juif est diabolisé car il représente tous les maux. Pour l'antisémitisme « religieux », les Juifs portent la faute de la mort de Jésus, présenté comme le Fils de Dieu. Pour l'antisémitisme « raciste », les Juifs portent la responsabilité d'avoir pollué le monde par leurs comportements et leurs idées. Et aujourd'hui, les « nouveaux » antisémites désignent Israël comme l'État du mal.

Une fois que l'on a persuadé les dirigeants qu'un individu ou un État porte le mal en lui, il doit être écarté, soumis, et même éliminé.

Au Moyen-Âge, les Juifs ont été exilés ou enfermés dans des ghettos, on leur a ôté de nombreux droits dont continuaient à bénéficier les chrétiens. Le Nazisme a voulu éliminer les Juifs, ce qui a conduit à l'Holocauste. L'antisémitisme social et la délégitimation des Juifs prônés par le Nazisme ont préparé le terrain de la destruction physique des Juifs.

La question de savoir si des Juifs pouvaient être antisémites a été débattue depuis longtemps.

Les Juifs appartiennent de fait à de nombreuses organisations, y compris celles d'extrême-gauche. Il n'y a pas de position homogène chez les Juifs, pourquoi donc ne pourraient-ils pas être antisémites ?

Les définitions de l'antisémitisme du *Centre pour la Recherche sur l'Antisémitisme* de Berlin, comme ceux de Cotler, sont valables pour tout le monde : des Juifs, qu'ils vivent en Israël ou ailleurs, peuvent être antisémites comme les chrétiens, les musulmans, les athées etc.

Les principaux milieux de l'antisémitisme contemporain

L'antisémitisme contemporain s'épanouit en Europe dans trois secteurs principaux de la société. Une large fraction des communautés arabes et islamiques constitue le premier secteur. Leurs membres importent les souches les plus virulentes et dangereuses de l'antisémitisme du monde

arabe. Elles se manifestent de nombreuses manières et n'établissent aucune différence entre les Israéliens et les Juifs. Dans les pays arabes on publie en continu une littérature de haine, où l'on trouve *Les Protocoles des Sages de Sion*, un faux du XIX^e siècle qui prétend qu'il existe une conspiration d'ensemble des Juifs pour gouverner le monde. Entre autres motifs de haine, les Arabes et leurs gouvernements alimentent une propagande qui affirme que les Juifs doivent tuer des enfants non-Juifs et récupérer leur sang pour faire les *matzot*³⁶.

L'extrême-droite et les néo-nazis sont le second secteur de la société où prospère l'antisémitisme. Ils reprennent essentiellement les thèmes propagés par l'Allemagne d'Hitler et quelques variantes postérieures.

L'extrême-gauche est le troisième secteur de la société où s'exprime vivement l'antisémitisme. L'Union soviétique en a développé l'argumentation en grande partie après la Guerre des Six Jours de 1967. Cet antisémitisme – dissimulé sous le terme d'antisionisme – accuse Israël de tous les maux de l'Europe colonialiste. Le linguiste français Georges Elia Sarfati observe que cette propagande est aussi pernicieuse parce qu'elle attache « *les quatre tares majeures de l'histoire de l'Occident – le Nazisme, le racisme, le colonialisme et l'impérialisme – à l'État d'Israël*³⁷. »

Les critiques européennes puisent souvent leur inspiration dans les critiques formulées par des Israéliens. Il existe cependant une différence fondamentale. Il y a bien sûr des antisémites au sein de la Gauche israélienne, et non seulement là, mais le débat israélien prend place à l'intérieur d'une même réalité nationale, culturelle et politique. L'héritage antisémite de l'Europe enveloppe et transforme ce débat qui, de ce fait, ne peut qu'évoluer vers la violence physique.

L'antisémitisme de certains hommes politiques

Plusieurs hommes politiques européens d'envergure ont fait des déclarations radicalement antisémites depuis 1980. En 1982, le Premier Ministre socialiste grec, Andréas Papandréou a comparé les Israéliens aux Nazis dans une déclaration publique³⁸.

Parmi les politiciens européens notoires, aucun n'a été aussi loin que le Chrétien-démocrate Giulio Andreotti, à plusieurs reprises premier Ministre italien. Alors qu'il était Ministre des Affaires étrangères, il a soutenu une motion présentée par l'Irak de Saddam Hussein, lors de la Conférence interparlementaire de Genève (le 7 avril 1984). Cette motion identifiait le sionisme au racisme, approuvait le boycott d'Israël et proclamait le droit à « *la lutte armée pour la libération de la Palestine (c'est-à-dire le terrorisme)* ». L'Italie a été le seul pays européen à voter avec le bloc soviétique pour cette motion³⁹. Ce type de situation s'est répété fréquemment ces dernières années. En avril 2002, Franco Cavalli a fait un discours lors de la manifestation de la Société helvético-palestinienne à Berne. Il était à l'époque le leader au Parlement du Parti Social-démocrate (PS), qui fait partie de la coalition gouvernementale suisse. Il a déclaré qu'Israël « *a délibérément massacré tout un peuple* » et entrepris « *l'extermination systématique des Palestiniens.* » Des drapeaux israéliens

ont été brûlés lors de ce rassemblement⁴⁰. Des membres importants du Parti Socialiste grec emploient souvent la rhétorique de l'Holocauste lorsqu'ils évoquent les actions de l'armée israélienne⁴¹. En mars 2002, le porte-parole du parlement Apostolos Kaklamanis a parlé du « génocide » des Palestiniens⁴².

Jenny Tonge, membre Démocrate libéral du Parlement (Grande-Bretagne) a déclaré en janvier 2004, lors d'un meeting de solidarité avec les Palestiniens, qu'elle aurait envisagé de se transformer en femme-bombe si elle vivait dans les territoires palestiniens. Son parti, contrairement aux exemples cités plus hauts, a pris ses distances avec elle en indiquant que « *Jenny Tonge exprimait un point de vue personnel. Les Démocrates libéraux ne tolèrent pas le terrorisme*⁴³ ».

Norbert Blum, un ancien ministre allemand Démocrate Chrétien, a parlé de la destruction des Palestiniens par Israël en employant l'expression nazie *Vernichtungskrieg*, *guerre de destruction*.

Les sondages

De nombreuses manifestations de violence ont accompagné la campagne de diabolisation d'Israël en Europe. Elles ont été documentées dans plusieurs études sur l'antisémitisme européen. La principale, qui traite de la première moitié de 2002, a été menée par le Centre de Recherche sur l'Antisémitisme à Berlin pour le compte du Centre Européen de Surveillance du racisme et de la xénophobie (EUMC). Elle conclut : « *La France, la Belgique, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne ont été le théâtre d'incidents antisémites assez graves, comme de nombreuses agressions physiques, d'insultes contre les Juifs et de vandalisation d'établissements juifs (synagogues, magasins, cimetières.) On a signalé moins d'agressions antisémites au Danemark et en Suède*⁴⁴. »

De nombreuses enquêtes montrent aussi l'étendue des préjugés antisémites en Europe. En 2002, un sondage, commandé par la Ligue contre la Diffamation (ADL) pour cinq pays, l'Autriche, la Suisse, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, a montré qu'une personne interrogée sur cinq – 21 % – pouvait être classée « très antisémite⁴⁵ ». Pour 29 % des sondés, les Juifs ne se soucient pas de ce qui peut arriver à d'autres qu'à eux-mêmes. Quarante pour cent estiment que les Juifs ont trop de pouvoir dans le monde des affaires et sur les marchés financiers internationaux. Pour la majorité des sondés, les Juifs manifestent plus de loyauté envers Israël qu'envers leur propre patrie⁴⁶.

Une enquête antérieure de la même organisation portait sur la France, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne et parvenait à des conclusions tout à fait semblables⁴⁷. Les comportements variaient cependant de manière importante entre les dix pays de l'enquête.

Un sondage effectué en Italie à l'automne 2003 par Paola Merulla a montré que seuls 43 % des Italiens éprouvaient de la sympathie pour Israël. Dix-sept pour cent des gens pensent qu'il vaudrait mieux qu'Israël n'existe pas. Cinquante et un pour cent des Italiens estiment que les Juifs « en plus de leur religion différente partagent des caractéristiques politiques et socio-culturelles qui ne sont pas celles du reste des Italiens ». Pour 20 % de la

population, les Juifs ne sont pas de vrais Italiens. Dix pour cent pensent que les Juifs mentent lorsqu'ils affirment que le Nazisme a tué des millions de juifs⁴⁸. Quelques mois auparavant, un sondage mené sous l'égide de la Communauté Juive italienne et sous les auspices du Président italien Carlo Azeglio Ciampi, portant sur 2000 jeunes Italiens âgés de 14 à 18 ans, a fait apparaître bon nombre de stéréotypes antisémites. Presque 35 % des jeunes étaient d'accord avec la proposition « *le pouvoir financier mondial est pour l'essentiel aux mains des Juifs* ». Plus de 17 % pensent que les rapports sur l'extermination des Juifs durant l'Holocauste sont « exagérés » et 17,5 % estiment que les Juifs italiens doivent « retourner » en Israël⁴⁹.

Une étude d'Eurobaromètre – commandée à la fin de l'année 2003 par la Commission européenne – constatait que plus des Européens considéraient Israël comme une menace pour la paix du monde plus que n'importe quel autre pays, y compris ceux qui envoient des terroristes tuer des civils européens, qui financent des organisations criminelles ou dont les chefs appellent au génocide⁵⁰.

Les résultats d'un autre sondage ont été publiés en janvier 2004. Ceci a été réalisé par l'institut de recherche Ipsos pour le quotidien italien *Corriere della Sera* en Italie, en France, en Belgique, en Autriche, en Espagne, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Il est apparu que 46 % des personnes interrogées affirmaient que les Juifs avaient une mentalité et une manière de vivre différentes des autres citoyens ; pour 40 %, les Juifs de leur pays avaient un rapport particulier à l'argent et pour 35 %, les Juifs devraient cesser de jouer les victimes de l'Holocauste et des persécutions d'il y a 50 ans. Dans chaque pays, l'antisémitisme allait de pair avec une position anti-israélienne⁵¹.

Un autre sondage réalisé par ICM en janvier 2004 pour le *Jewish Chronicle* a montré que 20 % des Britanniques estimaient qu'un Premier Ministre juif ne serait pas souhaitable. Ceci est à rapprocher du fait que Michael Howard, le chef du Parti Conservateur est le premier Juif à être à la tête d'un important parti politique depuis quelques années. L'ampleur de l'Holocauste a été exagérée pour 15 % des personnes interrogées. Bien que l'Holocauste soit inscrit dans les programmes scolaires, 19 % de ceux qui ont récemment quitté l'école pensent la même chose⁵².

Croire que ce phénomène est apparu récemment et qu'il est spécifiquement lié au soulèvement palestinien est une erreur.

Le chercheur allemand Wolfgang Benz, expert de l'antisémitisme, cite une déclaration de Sigi Feigel, l'ancien président de la Communauté juive de Zurich, pour qui de nombreux Suisses n'ont séparé les Juifs de leur représentation mentale du mal juif que « sous conditions ».

Dès qu'il arrive quelque chose, ces gens retournent à leurs anciennes idées. Feigel a dit que les Juifs ne sont encore que des « Suisses au conditionnel », et derrière cette affirmation il y a l'hypothèse qu'ils sont d'abord des Juifs et ensuite seulement des Suisses⁵³.

Discernement

Au sein de la Gauche européenne, on n'entend que très rarement d'autres voix. *Le Monde* a commenté dans l'un de ses éditoriaux le sondage

Eurobaromètre: «*En tout cas, les résultats révèlent quelque chose d'extrêmement dangereux sur l'ancien continent*⁵⁴». Une fois de plus, si un Juif avait émis l'opinion qu'un sondage en dit plus long sur l'Europe que sur Israël, il aurait été regardé avec méfiance.

En novembre 2003, l'éditorialiste Julie Burchill faisait ses adieux aux lecteurs du *Guardian* avant de rejoindre le *Times*. Elle écrivait qu'elle aimait son journal mais son loyalisme à son égard avait été ébranlé au cours de l'année précédente. Elle n'est pas juive et cependant elle a perçu la forte dérive anti-israélienne du journal.

Burchill a commenté le sondage Eurobaromètre: «*Si vous adhérez à la théorie selon laquelle les Juifs sont responsables de tout ce qui est mauvais dans l'histoire du monde, si vous êtes d'accord avec l'enquête européenne menée récemment selon laquelle 60% des Européens sont persuadés qu'Israël est aujourd'hui la plus grande menace pour la paix dans le monde (bon, j'ai omis tous ces rabbins qui obligent leurs ouailles à se ceindre de bombes pour aller se faire sauter devant la mosquée la plus proche), alors il ne vous reste qu'un petit pas à faire pour arriver à l'évidence que les Nazis ont eu sacrément raison de se débarrasser de ces six millions de salauds. C'est peut-être pour ça que les ventes de Mein Kampf ne fléchissent pas, des bazars du Moyen-Orient jusqu'à Edgware Road, et c'est pour ça qu'on a pu trouver Les Protocoles des Sages de Sion en vente au récent Congrès contre le Racisme à Durban*⁵⁵».

En Europe, les hommes politiques de gauche sont peu nombreux à avoir compris pourquoi la critique d'Israël a tourné à l'antisémitisme et où se situent les frontières. Joshua Fischer, le ministre allemand des Affaires Étrangères, est l'un d'entre eux. Lors de la séance d'ouverture de la conférence sur «*L'antisémitisme aujourd'hui: comparaison des débats en Europe*» organisée par la Fondation Heinrich Böll, Fischer a déclaré: «*On peut critiquer le Gouvernement israélien pour la politique qu'il mène... Mais on ne peut pas refuser à Israël le droit d'exister en tant que foyer national du peuple Juif*⁵⁶».

L'antisémitisme hermaphrodite

Il existe en Europe une tendance à dire que les attaques contre les Juifs viennent des forces marginales. C'est peut-être vrai pour les agressions physiques et les injures les plus violentes. Le discours antisémite s'est pourtant aussi infiltré dans les milieux plus traditionnels. Lors d'un dîner offert par le Comité Juif Américain à Bruxelles, l'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, Rockwell Schnabel, a fait remarquer que l'antisémitisme en Europe était aujourd'hui presque aussi pénible que dans les années 30, celles qui ont vu l'arrivée au pouvoir du Nazisme⁵⁷.

Ceci amène à ce que souvent les Juifs cachent leur identité du mieux possible lorsqu'ils sont en public. Le Grand Rabbin de France Joseph Sitruk, interrogé à la radio en novembre 2003, demandait aux Juifs français de porter une casquette plutôt qu'une *kippa* pour éviter d'être agressés dans la rue⁵⁸.

L'Union européenne a récemment entrepris des efforts pour lutter contre l'antisémitisme. Pourtant, ses fréquentes condamnations unilatérales

d'Israël proférées des années durant, ont fait partie des initiatives incendiaires. Si l'on voulait en apporter la preuve, il faudrait procéder à une analyse détaillée et systématique des déclarations des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne de ces dernières années. On pourrait dire de l'antisémitisme de l'Union européenne qu'il est hermaphrodite ou à double visage. L'Union européenne joue tour à tour le rôle du pyromane quand elle fait des déclarations anti-israéliennes extrémistes et celui du pompier quand elle tente de lutter contre l'antisémitisme classique. Tout cela deviendra graduellement plus clair dans l'avenir.

Le 15 avril 2002, la Suède, l'Autriche, la France, la Belgique, l'Espagne et le Portugal ont donné un autre exemple de la façon dont les membres de l'Union européenne soutiennent l'incitation à la violence. Ils ont voté pour une résolution de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU qui, selon les termes du Centre Simon Wiesenthal, « *approuve le terrorisme palestinien et accuse Israël de commettre des "tueries de masse" dans les territoires disputés*⁵⁹ ».

De telles déclarations doivent être entendues dans le cadre plus large d'une attitude totalement contestable de l'Europe envers Israël. L'ambassadeur israélien en Allemagne, Shimon Stein, a déclaré dans une interview : « *Israël espère normaliser ses relations avec l'Europe. Jusqu'à présent, ces relations ne sont pas normales... Ces relations sont toujours utilisées par les Européens comme des menaces. Si Israël fait ce que désire l'Europe, il est récompensé. S'il y a des différences d'opinion, Israël est menacé de sanctions. On ne traite pas ainsi un État qui a un intérêt à ce que l'Europe s'engage au Moyen-Orient...* » Il ajouta cependant que le gouvernement allemand se comportait différemment⁶⁰.

L'hypocrisie de la Suède

Un exemple caractéristique de l'hypocrisie européenne est celui du gouvernement socialiste suédois de Goran Persson. D'un côté, le premier ministre suédois a pris l'initiative du lancement du premier projet international d'éducation à l'Holocauste dont le couronnement a été le Forum international de Stockholm qui s'est tenu en janvier 2000. De l'autre, lui-même et certains membres de son gouvernement ont fréquemment critiqué Israël plus sévèrement que quand ils parlent des États terroristes.

On doit mesurer l'hypocrisie de cette critique en se plaçant dans le contexte suédois, pays qui détient le record de non-poursuite des criminels de guerre à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. On n'a enquêté sur aucun des Suédois impliqués bien que des centaines de citoyens de ce pays aient été volontaires dans la SS. L'un d'entre eux a servi dans le camp d'extermination de Treblinka. Des dizaines des criminels de guerre de la Baltique trouvèrent refuge en Suède à partir de 1944, alors que le gouvernement suédois était pleinement informé de leurs activités. Les archives suédoises sur cette question demeurent obstinément fermées⁶¹.

Il y a d'autres preuves pour l'attitude européenne ambivalente envers Israël et les Juifs. Un politologue, Yohanan Manor, a étudié de nombreux manuels scolaires du Moyen-Orient. Il conclut que, « *l'Union européenne porte une*

lourde responsabilité dans la transformation du système d'éducation palestinien en une machine de guerre dirigée contre le processus d'Oslo. Elle disposait pourtant d'atouts exceptionnels pour que l'éducation palestinienne soit mise au service de la paix et contribue à inscrire dans la durée le compromis historique conclu à l'époque. » Il souligne que l'Union européenne a négligé de superviser le rôle des manuels scolaires, malgré le soutien financier qu'elle et ses membres apportent à l'Autorité palestinienne⁶². Plus récemment, quand il est devenu clair que l'antisémitisme était de retour en Europe et qu'on a entendu des voix de plus en plus fortes dire que les leaders européens n'y étaient pas étrangers, on a vu quelques dirigeants faire des pas symboliques pour faire preuve d'une attitude plus positive envers les Juifs, et parfois même envers les Israéliens. Dans un journal autrichien, on a vu une photo du grand rabbin ashkénaze israélien, Yonah Metzger, en train de mettre les mains sur la tête inclinée de Thomas Klestil, le Président autrichien pour le bénir. Metzger avait participé à une réunion de rabbins organisée par le mouvement Chabad. A cette occasion Romano Prodi, le président de la Commission européenne, est venu de Bruxelles pour participer à l'inauguration de la première académie d'enseignants juifs à Vienne depuis l'Holocauste⁶³.

Chirac : un modèle d'ambivalence

La référence de l'ambivalence européenne envers les Juifs et Israël est le Président français Jacques Chirac. Pendant des années, il a nié l'existence de tout antisémitisme en France. Ce déni de réalité, qu'on retrouve fréquemment parmi les personnalités européennes, a accompagné la montée de l'antisémitisme européen. Il mérite une analyse détaillée.

À la fin de 2003, Chirac a brusquement changé de position en disant que l'antisémitisme en France devrait être combattu. Un versant contradictoire de la personnalité du Président a été révélé par Israël Singer, le président de l'exécutif du Congrès Juif Mondial. Il raconte comment, quelques années plus tôt, Chirac lui avait dit que les Juifs étaient la cause de l'antisémitisme en France comme partout ailleurs⁶⁴.

Marvin Hier, chef du Centre Simon Wiesenthal de Los Angeles, rapporte un meeting avec Chirac en mai 2003 : « *Nous étions alors à Paris pour une conférence sur l'antisémitisme et la lutte pour la tolérance organisée au siège international de l'UNESCO, avec la participation du Centre Simon Wiesenthal. Le président français nous raconta qu'il n'y avait pas d'antisémitisme en France ; c'était seulement quelques jeunes voyous qui attaquaient les Juifs. Nous lui avons répliqué que de nombreux Juifs français – surtout dans la banlieue de Paris et en province – nous avaient relaté des histoires très différentes et qu'il y a en France un antisémitisme rampant.* »

« Chirac évoqua alors une halte pendant sa campagne pour la Présidence au printemps 2002. Il serrait la main d'un jeune homme qui lui dit qu'il venait de terminer ses études de second cycle universitaire en France. Chirac lui demanda : « Allez-vous faire un troisième cycle ? » Il lui répondit : « Non, je vais rentrer dans mon pays, la Palestine » et il ajouta : « je vais tuer des Juifs dès que je descendrai de l'avion ».

« Le président dit qu'il ne pouvait pas continuer la conversation parce qu'il lui fallait encore serrer les mains de nombreuses personnes. Il demanda à un assistant d'inviter ce candidat aux assassinats de masse à un déjeuner à l'Élysée. Quand le jeune homme arriva, il dit au Président qu'il n'était pas membre d'un groupe islamiste fondamentaliste. Chirac lui demanda, «*Pourquoi voulez-vous tuer des Juifs?*» Il répondit: «*Je ne suis pas un fondamentaliste islamiste, mais les Juifs nous ont humiliés*». Alors Chirac dit à notre délégation: '*Vous voyez, il n'était pas fondamentaliste. On ne prend pas assez en compte l'humiliation des Palestiniens.*' »

« *J'ai répliqué, M. le Président, avec le plus grand respect, je suis sûr que vous ne vous écarteriez pas d'un iota de la politique d'Arik Sharon si, en France, on mettait des bombes dans les cafétérias, les bus ou les hôtels. Comme Israël, vous donneriez l'ordre à votre armée d'aller au-devant des terroristes et d'utiliser des hélicoptères. Naturellement, vous seriez en droit de le faire, car vous avez comme premier devoir d'assurer la sécurité des citoyens de votre pays. Je pense que les Palestiniens sont humiliés avant tout par leurs dirigeants despotiques qui n'ont pas saisi leur chance quand Barak leur a fait une offre de paix généreuse. Ils ne l'ont pas saisie parce qu'ils désiraient détruire Israël.* »

« *Nous avons discuté aussi du rôle de la France dans le refus européen de classer le Hamas parmi les organisations terroristes, ce qu'elle refusait encore à cette époque. Nous lui avons dit que nous pensions que ce comportement était scandaleux. Ce fut une conversation rude, et à la fin nous avons convenu que nous divergions sur toutes les questions importantes. Il a dit qu'il combattrait de tout cœur contre l'antisémitisme en France s'il y en avait, mais qu'il n'y en avait pas.* »

« *Après l'Élysée, nous nous sommes rendus à une réception chez le baron David de Rothschild. Deux d'entre nous ratèrent le bus et prirent un taxi. Ils portaient la kippa, quand, tout près de la demeure du baron, quelques personnes se mirent à les insulter, avec des propos comme 'Les Juifs, foutez le camp de France.' C'était une réponse 'éloquente' au discours futile de Chirac selon lequel il n'y avait pas d'antisémitisme en France⁶⁵.* »

Il y a encore quelque chose à dire dans cette histoire. Quel leader d'un pays démocratique inviterait un candidat assassin autoproclamé à déjeuner dans sa résidence ?

Conclusion

La vague actuelle d'antisémitisme à travers le monde montre que les manifestations d'antisémitisme qui étaient auparavant le fait des seuls extrémistes, ont pénétré au centre de la société européenne. Le phénomène est plus accusé en France que partout ailleurs en Europe, où il n'est d'ailleurs pas moins dangereux. Le sociologue français Shmuel Trigano a remarqué que si les Français musulmans sont la force antisémite principale, « il y a un antisémitisme en France qui n'a rien à voir avec les islamistes. Le nouvel antisémitisme, déguisé en antisionisme, est très présent à l'extrême gauche comme à l'extrême droite qui ont recueilli chacun 20 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ⁶⁶. »

Il y a eu un déni de l'existence de l'antisémitisme chez beaucoup des dirigeants européens. En France, – le pays qui enregistre le plus grand nombre d'incidents violents – le personnel politique au plus haut niveau a maintenu cette position pendant longtemps, en présentant ces incidents comme du hooliganisme. C'est seulement en novembre 2003, après une nouvelle agression contre des institutions juives – l'incendie d'une école privée juive – que la position officielle a changé. Le président Chirac a annoncé des mesures de sécurité exceptionnelles pour les lieux de culte, la punition sévère des auteurs d'actes antisémites et le renforcement des cours d'instruction civique dans les écoles de France⁶⁷.

L'étude citée plus haut réalisée par l'*European Monitoring Center on Racism and Xenophobia* (EUMC) recommande de nombreuses actions combinées pour combattre l'antisémitisme. On y trouve le recueil de données et d'informations sonores sur l'antisémitisme. Pour y arriver, les institutions publiques devraient surveiller de près les manifestations d'antisémitisme dans chaque État de l'Union européenne. La société civile devrait ouvrir des dialogues, tandis que les médias « *devraient être appelés à construire leurs reportages sur les groupes ethniques et culturels de façon responsable.* » Dans la gamme des initiatives de niveau politique, il est recommandé d'agir en matière législative et sur l'éducation⁶⁸.

On peut aussi ajouter d'autres mesures. Les délits de haine devraient être sévèrement punis et on devrait prendre des mesures contre les élèves qui rendent impossible l'enseignement de l'Holocauste à l'école.

Le noyau central de l'antisémitisme européen est si dense, avec des facettes si nombreuses qu'il est bien évident que les organisations juives ne peuvent se limiter à protester contre les cas individuels d'antisémitisme. Un système d'« Eurosurveillance » des milieux politiques, des médias et des intellectuels anti-semites doit être organisé.

L'attitude vis-à-vis des Juifs a toujours été un indicateur de la santé d'une société. C'est aussi pour cette raison que l'antisémitisme européen doit être surveillé de près et ses développements dévoilés publiquement. Il n'en va pas seulement de l'intérêt des Juifs, mais de celui de la démocratie européenne en général. Accroître la conscience collective de ce phénomène est la première étape importante dans la bataille contre l'antisémitisme européen.

Traduction : Jean-Pierre et Dominique Bensimon

NOTES

* Ce texte est une version différente de l'original anglais: "Anti-Semitism: Integral to European Culture" qui a paru dans "Post-Holocaust and Anti-Semitism", N° 19, 1^{er} avril 2004.

1. Richard Landes, « Qu'arrive-t-il quand Jésus ne vient pas: les relations entre Juifs et Chrétiens à l'époque de l'Apocalypse », *Terrorism and Political Violence*, volume 14, Printemps 2002 (London: Frank Cass, 2002).

L'ANTISÉMITISME : UNE PART INTÉGRANTE DE LA CULTURE...

2. Manfred Gerstenfeld, *Europe's Crumbling Myths: The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*. (Jerusalem: Jerusalem Center for Public Affairs, Yad Vashem, Congrès juif mondial, 2003).
3. Pour une vue d'ensemble, voir: Manfred Gerstenfeld, *op. cit. Europe's Crumbling Myths: The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*.
4. Manfred Gerstenfeld, interview avec le rabbin Abraham Cooper, "Antisémitisme et terrorisme sur Internet: nouvelles menaces" *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, No. 9, 1er juin, 2003
5. http://www.adl.org/special_reports/protocols/protocols_recycled.asp
6. "Manifestations d'antisémitisme dans l'Union européenne," avant-projet pour The European Monitoring Center on Racism and Xenophobia (EUMC) par le Center for Research on antisemitism (ZFA) à Berlin Technical University, p. 17, <http://eumc.eu.int/eumc/FT.htm>
7. Robert Fife, "L'ONU appuie la haine systématique des Juifs, selon MP," *National Post*, 2 avril, 2002.
8. Yair Sheleg, "Un monde débarrassé de l'État juif," *Haaretz*, 18 avril 2002.
9. <http://www.jafi.org.il/agenda/2001/english/wk3-22/6.asp>
10. "Manifestations d'antisémitisme dans l'Union européenne" avant-projet pour le European Monitoring Center on Racism and Xenophobia (EUMC) par le Centre de recherche sur l'antisémitisme (ZFA), Berlin Technical University, p. 17, <http://eumc.eu.int/eumc/FT.htm>
11. *Le Nouvel Observateur*, 8 novembre 2001.
12. Manfred Gerstenfeld, interview avec Trevor Asserson, "Qu'est-ce qui ne va pas à la BBC: Comment un monopole public abuse de sa charte à travers l'exemple de parti pris contre Israël," *Jerusalem Viewpoints*, No. 511, 15 janvier 2004.
13. <http://www.jafi.org.il/agenda/2001/english/wk3-22/6.asp>
14. *La Stampa*, 3 avril 2002. [en italien]
15. www.politicalcartoon.co.uk/html/exhibition.html
16. AFP/Expatica cité dans JCPA, *Daily Alert*, 5 décembre 2003.
17. Giles Foden et John Mullan, "When Authors Take Sides," *The Guardian*, 27 avril 2002.
18. AP, "Un auteur compare une ville palestinienne à un camp de la mort nazi," *The Miami Herald Tribune* 27 mars 2002.
19. Communiqué de presse de la Ligue contre la diffamation, "Les déclarations du Prix Nobel portugais sur les Juifs et l'Holocauste sont provocantes et insultantes" 15 octobre 2003.
20. *Ethnos*, 7 avril 2002. [en grec]
21. Manfred Gerstenfeld, interview avec Irwin Cotler dans *Europe's Crumbling Myths op.cit.* (Jerusalem: JCPA, Yad Vashem, Congrès juif mondial, 2003), p. 220.
22. Manfred Gerstenfeld interview avec Irwin Cotler, *op. cit.*

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

23. Anne F. Bayefsky, "Terrorisme and Racisme: La conséquence de Durban," *Jerusalem Viewpoints*, No. 468, 16 décembre 2001, JCPA.
24. Manfred Gerstenfeld, interview avec Irwin Cotler, dans *Europe's Crumbling Myths. op. cit.*, p. 219.
25. Alan Dershowitz, *The Case for Israel* (Hoboken: John Wiley & Sons, Inc., 2003), p. 198.
26. Jonathan Sacks, "Le nouvel antisémitisme," *Haaretz*, 18 septembre 2002.
27. Simon Epstein, "Modèles cycliques de l'antisémitisme: La dynamique de la violence anti-Juive dans les pays occidentaux depuis les années 1950," *Analysis of Current Trends in Anti-Semitism*, no. 2 (Université hébraïque de Jerusalem), 1993, p. 1.
28. Claude Meyer entretien avec Jean-Claude Milner, *Actualité Juive Hebdo*, no. 823, 11 décembre, 2003.
29. *Ibid.*
30. Richard Ingrams, "I'm still on the train," *The Observer*, 13 juillet 2003.
31. Alvin H. Rosenfeld, *Anti-Americanism and Anti-Semitism: A New Frontier of Bigotry* (New York: American Jewish Committee, 2003), p. 21.
32. Jacques Derrida, Jürgen Habermas, "Notre renaissance", *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 31 mai 2003. [en allemand]
33. Manfred Gerstenfeld, interview avec Andrei S. Markovits, "L'antiaméricanisme et l'antisémitisme européens: similitudes et différences," *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, No. 16, 1^{er} janvier 2004.
34. *Ibid.*
35. *Ibid.*
36. Robert S. Wistrich, "L'antisémitisme musulman," *American Jewish Committee*, 2002.
37. Manfred Gerstenfeld, interview avec Georges-Elia Sarfati, "La langue comme arme contre les Juifs et Israël," *Post-Holocaust and Anti-Semitism*, No. 17, 1^{er} février 2004.
38. Daniel Perdurant, "L'antisémitisme dans la société grecque contemporaine," *Analysis of Current Trends in Anti-Semitism*, No. 7 (Université hébraïque de Jérusalem, 1995), p. 10.
39. Maurizio Molinari, *La Sinistra e Gli Ebrei in Italia 1967-1993* (Milan: Corbaccio, 1995), p. 115. [en italien]
40. "Israel-Kritik oder Antisemitismus?" *Neue Zürcher Zeitung*, 26 avril 2002. [en allemand]
41. Simon Wiesenthal Center, "Vingt mois d'invectives antisémites en Grèce: mars 2002-Octobre 2003," 14 octobre 2003.
42. L'antisémitisme dans le monde, 2002-3," Tel Aviv University Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Anti-Semitism and Racism.
43. Tom Happold, "To nge saquée pour ses commentaires sur les bombes," *The Guardian*, 23 janvier 2004.

L'ANTISÉMITISME : UNE PART INTÉGRANTE DE LA CULTURE...

44. "Manifestations d'antisémitisme dans l'Union Européenne" *op. cit.*, p. 6.
45. Communiqué de presse de la Ligue contre la diffamation, "L'enquête d'ADL dans cinq pays européens montre que 20 % de la population éprouve de forts sentiments antisémites ; la majorité croit à la farce de la déloyauté des Juifs," (New York), 31 octobre 2002.
46. "Attitudes européennes envers les Juifs : Une étude dans cinq pays," *Ligue contre la diffamation*, octobre 2002.
47. "European attitudes toward Jews. Israel and the Palestinian Israeli Conflict", *Anti Defamation league*, 27 juin 2002.
48. Renato Mannheimer, "Presqu'un italien sur cinq est antisémite," *Corriere de la Sera*, 10 novembre 2003. [en italien]
49. Ruth E. Gruber, "Un sondage montre que les jeunes italiens adoptent des attitudes antisémites," *JTA*, 2 juillet 2003.
50. Commission européenne, "L'Irak et la paix dans le monde," *Enquête Eurobaromètre*, No. 151, novembre 2003.
51. "Sondage européen : 46 % disent que les Juifs sont différents," *aaretz*, 26 janvier 2004.
52. Stephen Bates, "Un britannique sur cinq pense que l'Holocauste a été exagéré," *The Guardian*, 23 janvier 2004.
53. Wolfgang Benz, *Images du juif : Études sur l'antisémitisme quotidien* (Munich : Verlag C. H. Beck, 2001) p. 105
54. Editorial, "L'Europe et Israël," *Le Monde*, 5 novembre 2003. [en français]
55. Julie Burchill, "Bon, mauvais et laid," *The Guardian*, 29 novembre 2003.
56. Avirama Golan, "Printemps d'espoir pour la gauche européenne," *Haaretz*, 3 février 2004.
57. Agence Reuters, "Ambassadeur américain : l'antisémitisme en Europe presque aussi mauvais que dans les années 30," www.haaretzdaily.com, 13 février 2004.
58. Philip Carmel, "Proposals on yarmulkes, Yom Kippur given mixed reaction by French Jews," *JTA*, 14 décembre 2003.
59. Simon Wiesenthal Center, communiqué de presse, "SWC proteste contre le vote anti israélien de la France, de la Suède, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Belgique et du Portugal à la Commission des Nations Unies sur les Droits de l'homme," 16 avril 2002.
60. Jacques Schuster, "En Europe il y a des voix que nous ne comprenons plus," *Die Welt*, 19 novembre 2003. [en allemand]
61. Efraim Zuroff, "Le refus suédois de poursuivre les criminels de guerre nazis - 1986-2002," *Jewish Political Studies Review*, Automne 2002, Vol. 14, Nos. 3 & 4, pp. 85-119.
62. Yohanan Manor, *Les manuels scolaires palestiniens : une génération sacrifiée* (Paris : Berg International Éditeurs, 2003), p. 130ff.
63. Ruth Ellen Gruber, "Les rencontres de Vienne montrent qu'il y a une autre manière pour la communauté d'approcher l'État," *JTA*, 8 février 2004.

64. Manfred Gerstenfeld, interview avec Israel Singer, "Restitution : le second round," *Post-Holocaust and anti-Semitism*, No. 14, 2 novembre 2003.
65. Interview avec Marvin Hier, à paraître dans le livre de Manfred Gerstenfeld : *American Jewry's Challenge : Addressing the 21st Century*.
66. Manfred Gerstenfeld dans : *Europe's Crumbling Myths, op. cit.*, interview avec Shmuel Trigano, pp. 215-216.
67. John Tagliabue, "Chirac dévoile sa politique contre l'antisémitisme", *International Herald Tribune* 18 novembre 2003.
68. "Manifestations d'antisémitisme dans l'Union Européenne" *op. cit.*, pp. 11-13.

L'ANTISÉMITISME SANS ANTISÉMITES*

Robert Wistrich

Certains événements historiques ne pourront jamais être oubliés. Il y a soixante-cinq ans, sur la Heldenplatz, à seulement quelques centaines de mètres du cadre majestueux du Hofburg, des centaines de milliers d'Autrichiens avaient salué Adolf Hitler avec un enthousiasme véritablement hystérique. Dans les trois années qui ont suivi l'*Anschluss* de 1938, les Juifs d'Autriche ont été soumis à des humiliations et à des formes de cruauté indescriptibles. Plus d'un tiers des Juifs d'Autriche (plus de 60 000) ont été envoyés dans des camps de la mort en Pologne, microcosme hautement symboliques où 6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants juifs à travers l'Europe devaient subir un destin aussi horrible. Aujourd'hui, et c'est épouvantable à dire, le spectre de l'antisémitisme hante une fois de plus l'Europe, bien qu'il prenne des formes radicalement nouvelles : seule une approche originale permettrait de relever efficacement le défi qu'il pose. Cette session est consacrée à l'Éducation, un sujet de grande importance. Mais il ne faut pas nous leurrer nous-mêmes en imaginant que l'éducation et la mise en lumière des faits peuvent par elles-mêmes, dissiper comme avec des baguettes magiques, les nuages noirs qui se sont accumulés au-dessus de nos têtes. Ce qui s'est introduit dans les salles de classe des écoles, des lycées, dans les universités et dans les institutions de formation des adultes, n'est pas en rupture avec des normes culturelles de comportement plus larges, des modèles familiaux aux modèles sociaux, des médias à la sphère politique. Rappelons-nous, avant d'affirmer que seule la connaissance est la réponse au problème, que les "éducateurs" doivent eux-mêmes être éduqués (ou rééduqués !) comme disait Karl Marx, ce penseur du XIX^e siècle vraiment passé de mode !

Rappelons-nous également que, bien que cette conférence soit consacrée à l'Europe, jusqu'ici, aucun orateur n'a sérieusement abordé la question brûlante de l'antisémitisme musulman contemporain, thème qui concerne tout particulièrement notre sujet. Nous sommes aujourd'hui les témoins d'une forme dangereuse, toxique, et potentiellement génocidaire

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

d'antisémitisme au Moyen-Orient d'expression arabe. Qu'il s'agisse des journaux, des magazines, des caricatures, des sites Web arabes et islamiques, des radios et des informations télévisées, des documentaires, des films et des feuilletons, comme la version égyptienne des *Protocoles des Sages de Sion*, "Cavalier sans monture", l'ampleur et l'extrémisme de la prose et des analyses sont comparables à ce qui se faisait de pire dans l'Allemagne nazie. Les contenus éducatifs du monde arabe sont imbibés de ce poison, rendu encore plus toxique par les sermons communément prononcés dans les mosquées. Les images et les symboles de cet antisémitisme génocidaire combinent les pires calomnies de l'antijudaïsme religieux européen (comme l'accusation chrétienne de crime rituel de sang) et les caricatures sur le modèle nazi, le mythe de la conspiration juive mondiale et la trahison des textes islamiques, y compris le Coran. Les islamistes (mais pas seulement eux), ont détourné l'Islam pour produire un cocktail anti-juif nouveau, plus meurtrier, qui est désormais réexporté vers l'Europe. Il a déjà infecté une partie de la jeunesse musulmane en France, en Hollande, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suède, et dans d'autres pays européens. Cet effet de rebond a transporté le fanatisme moyen-oriental et un nouvel antisémitisme virulent au coeur de l'Europe. Aucune stratégie éducative qui ferme les yeux sur l'acuité de ce problème ne peut probablement réussir.

Les méthodes éducatives doivent également être revues en fonction de l'empire des médias dans le village global dans lequel nous vivons tous aujourd'hui. C'est cela qui a permis la transmission et l'amplification des doctrines et des images antisémites, et les a rendues tellement plus mobiles, transnationales et globalisées. Les éducateurs d'aujourd'hui doivent faire face à des diffamations qui traversent le cyberspace à la vitesse de la lumière. Les désinformations malfaisantes de l'époque accusent, non seulement l'armée israélienne mais "les Juifs" à travers elle, du meurtre d'enfants palestiniens assassinés de sang-froid; des diffamations incriminant d'obscures "cabales juives" pour pousser les États-Unis à faire la guerre d'Irak; ou les accusations contre les "néo-cons", un terme codé pour désigner les intellectuels juifs de la Côte Est qui recherchaient une "guerre des civilisations" avec l'Islam. Puis, il y a les délires grotesques prétendant que le Mossad ou les Juifs ont orchestré l'attaque du 11 septembre contre l'Amérique. Des millions de personnes crédules croient à ces mensonges!

Les théories antisémites contemporaines du complot se cachent souvent sous le masque de l'antisionisme, des préjugés anti israéliens et/ou anti-américains. Leurs auteurs sont bien plus probablement des islamistes que des chrétiens. Ils viennent davantage de la gauche que de la droite; ils ne s'affichent pas comme racistes: ils revêtent fréquemment un déguisement "anti-raciste". Ils ne se proclament presque jamais "antisémites" à la différence de leurs prédécesseurs d'il y a 60 ou 100 ans. En effet, le "nouveau judéophobe" s'indigne invariablement de l'idée même qu'il serait contre les Juifs. Il se centre sur la diabolisation d'Israël, la dissolution de la prétendue "entité sioniste" et la recherche d'un *Judenstaat*, « un monde sans État juif », purgé de l'unique État juif au monde.

Nous ne pouvons pas donner une réponse éducative à cet antisémitisme “new look” si nous n’abordons pas de front sa dynamique de changement et si nous ne mettons pas à jour sa nature sous ses nouveaux habits intellectuels. Il ne s’agit plus de l’antisémitisme ethnique, nationaliste, raciste, ou nazi d’il y a six décennies, qui plongeait ses racines dans la fin du XIX^e siècle en Europe. Tous les délégués que nous avons entendus d’aujourd’hui semblent unis dans leur opposition à ce type d’antisémitisme, raciste et brutal, dans leur rejet des doctrines néo-nazies, du populisme de droite et de la xénophobie. C’est naturellement une bonne chose et je m’en félicite. Mais nous n’irons pas loin si nous pensons que c’est le vrai problème auquel nous sommes confrontés en 2003.

Laissez-moi plutôt partager avec vous quelques pensées peu orthodoxes. À l’aube du XXI^e siècle, l’antisémitisme s’est auréolé de l’éclat subliminal des droits de l’homme. C’est un “antisémitisme sans antisémites”, un antisémitisme avec une bonne conscience ! De surcroît, certains de ses porte-parole les plus éminents pensent qu’ils sont ainsi à la pointe de la lutte contre le racisme, le fascisme, et d’autres formes du mal. Dans la mascarade antisioniste, cette variante de l’antisémitisme est partie prenante de la nouvelle religion de l’humanité, assise sur l’utopie post-nationale d’un monde sans frontières, auquel bizarrement, l’existence d’Israël fait soi-disant obstacle. Déjà, à la conférence de l’ONU contre le racisme à Durban (à l’automne 2001), nous avons assisté à un spectacle honteux, où une digne cause comme “l’anti-racisme” a pu être détournée et transformée en fête de la haine contre Israël et le peuple Juif.

Nous devons également faire face au renversement de l’Holocauste, comme arme de propagande contre l’État Juif et le peuple juif. Je ne parle pas seulement de la négation de l’Holocauste. Qu’est-ce qu’un éducateur fait quand il (ou elle) est confronté(e) aux cas nombreux où des intellectuels, des artistes, des ecclésiastiques, des journalistes ou des caricaturistes européens, unissent aujourd’hui la croix gammée nazie avec l’étoile de David ? Voici quelques exemples pris au hasard dans un dossier qui ne cesse de gonfler : une caricature grecque dans *Ethnos* (7 avril 2002) montre deux soldats israéliens quelque part dans les territoires contestés. Le premier dit au second : “Ne te sens pas coupable, mon frère ! Nous n’étions pas à Auschwitz ou à Dachau pour souffrir mais pour apprendre !” “Ou le lauréat portugais du prix Nobel de littérature, José Saramago, qui comparait l’année dernière Ramallah à Auschwitz ; ou le poète britannique bien connu Tom Paulin, qui déverse périodiquement son venin contre le soi-disant “Sioniste SS” ; ou l’Abbé Pierre, un des prêtres catholiques les plus révéérés de France, qui nous apprend que : “Les Juifs, de victimes, sont devenus bourreaux ».

C’est le climat surréaliste de “démocratie”, d’“humanisme”, le stéréotype *bien pensant* des Juifs assimilés à des Nazis, l’accusation de l’État Juif d’être un État d’apartheid, d’être un monstre raciste engagé dans le “nettoyage ethnique” des Palestiniens. Pire encore, ce sont les élites intellectuelles et politiques de l’Europe qui paraissent encourager,

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

repandre à leur compte, faciliter et se faire complices de telles faussetés sous l'étiquette parfaitement respectable mais profondément fallacieuse de "critiquer" Israël. Il y a un abîme entre la critique et la diffamation. La désignation disproportionnée et incessante d'Israël seul pour violation des droits de l'homme est une indication sûre d'une pratique discriminatoire à son encontre.

Dans les médias, les églises, les universités, et dans principales forces politiques de l'Union Européenne, il y a des relents fugaces mais indéniables d'antisémitisme, que nous ignorons à nos risques et périls. De quel genre de "Lumières" s'agit-il, quand, par exemple, les médias européens les plus « progressistes » emploient des images chrétiennes archaïques pour suggérer qu'Ariel Sharon est un Juif déicide et que Yasser Arafat est Jésus Christ? À la fin décembre 2001, le quotidien de gauche français *Libération* publia une caricature après que le gouvernement israélien interdit à Arafat, un musulman, d'aller à Bethlehem célébrer Noël. On voyait Sharon préparer une Croix pour le chef palestinien, avec un marteau et des clous (un tank israélien en arrière-plan): la légende disait qu'Arafat serait bienvenu pour Pâques c'est-à-dire pour la Crucifixion!

Il y a aussi *La Stampa* du 3 avril 2002 – un journal italien libéral qui n'est certainement pas antisémite – mais qui a pu néanmoins présenter un dessin qui montre le bébé Jésus demandant quand "ils"; (c.-à-d., les Israéliens/les Juifs) vont venir « pour m'abattre une deuxième fois ». Le journal libéral britannique, *The Independent*, dessine Ariel Sharon en train de broyer un bébé palestinien ce qui évoque à l'évidence l'accusation médiévale de crime de sang. La Commission d'examen des Plaintes contre la Presse du Royaume Uni n'a pas censuré le papier, statuant que personne en Grande-Bretagne ne sait aujourd'hui ce que signifie l'accusation de meurtre rituel! Ainsi, tandis que nous parlons d'éducation contre l'antisémitisme, il s'avère que les journalistes de haut niveau du Royaume Uni sont à ce point ignorants de l'histoire de l'antisémitisme, qu'ils ne savent pas même ce qu'est l'accusation de crimes rituels de sang et pourquoi c'est important! Qui doit être éduqué? Le problème, ce n'est pas de se livrer à une interprétation, ou à une dénonciation machinale du racisme et de l'antisémitisme. Nous devons nous confronter à des problèmes comme celui qui voit les gens les plus instruits ne pas pouvoir identifier la haine du Juif, sauf sous les aspects d'un uniforme nazi. Le problème, c'est que le salut « Heil Hitler » n'est plus l'étalon pertinent pour prendre la mesure de l'antisémitisme. Naturellement, les échos du passé nazi nous imprègnent encore en Europe, en Amérique, au Moyen-Orient, et au-delà. On ne doit pas les ignorer. Les cabales juives et les complots juifs sont de nouveaux « sujet du mois », comme ils l'étaient dans le passé, en 1938. On parle beaucoup du bellicisme des Juifs au sujet de Sharon, d'Israël et du "lobby juif" qui contrôlent prétendument l'Amérique et qui voudraient contrôler le monde entier. Même la très respectée BBC encourage des reportages sur ces "liaisons dangereuses"; dans des tonalités qui rappellent de façons dérangeantes les périodes le plus sombres.

La Grande-Bretagne, il faut le dire, n'a pas été un bastion de l'antisémitisme des temps modernes. Cependant, Tam Dalyell, un parlementaire travailliste très respecté, a récemment affirmé que le secrétaire d'État au Foreign Office, Jack Straw, dont il semble qu'il ait eu un grand-père Juif, était un affidé d'une « cabale juive » qui a poussé à l'attaque anglo-américaine contre Saddam Hussein. Cette estimation ferait de M. Straw un *Mischling Zweiten Grades*, c'est-à-dire un *Mischling* (de race mélangée) de second degré selon les lois raciales nazies de 1935. Tam Dalyell est un pacifiste, un critique vigoureux de M. Blair, un partisan des Palestiniens, et un adversaire passionné de la guerre en Irak. Il y en a beaucoup comme lui, qui ont glissé d'un soutien aux Palestiniens à l'hostilité immodérée contre Israël et à la mythologie anti-juive pure. Notre tâche en est considérablement compliquée.

Les choses sont encore bien plus difficiles là où on oppose un démenti obstiné à l'existence même de ce phénomène, comme cela s'est produit en France jusqu'il y a environ un an. Je me rappelle toujours du spectacle incroyable du président de la République française, déclarant « *qu'il n'y a pas d'antisémitisme en France* » ; et de M. S himon Pérès, alors ministre des affaires étrangères d'Israël, inclinant la tête en guise d'accord.

C'était avant les dernières élections présidentielles françaises, à un moment où les synagogues et les centres communautaires brûlaient, où des écoles et des étudiants juifs étaient attaqués, et où des Juifs isolés étaient harcelés avec une fréquence inconnue depuis 1945.

Il y a dix fois plus de musulmans que de Juifs en France aujourd'hui. Mais depuis septembre 2000, il y a eu 3 ou 4 fois plus d'actes racistes contre des Juifs que contre des musulmans sur le sol français. C'est une statistique alarmante. Je suis le premier à déplorer et à dénoncer l'islamophobie, mais on doit dire la vérité. La majorité des attaques antisémites en France ces trois dernières années ont été le fait d'Arabes musulmans d'Afrique du Nord. Il n'y a pas eu une seule attaque comparable de Juifs contre des musulmans français !

Dans le « milieu scolaire », depuis 2000, les choses sont particulièrement sérieuses, bien que le gouvernement français ait commencé à traiter le problème. Le livre *Les Territoires Perdus de la République* (Paris 2002) donne un avant-goût de ce que les élèves et les professeurs juifs ont subi dans les écoles françaises, à cause principalement des élèves et des étudiants arabes d'Afrique du Nord. Tout professeur qui essaie de communiquer des documents sur l'Holocauste dans des lycées français des banlieues ou des « quartiers difficiles », est exposé, particulièrement depuis septembre 2000, à des injures effroyables.

Ce dernier exemple me ramène carrément à la sphère éducative et à l'antisémitisme contemporain, sujet que je décrivais dans mon livre il y a une décennie comme « *La très longue haine* ». Mais ce n'est pas seulement sa longévité et sa persistance qui le rendent si difficile à supprimer.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

L'antisémitisme est sans fin, protéiforme, s'adaptant au *Zeitgeist* (l'Esprit du Temps) comme un virus extraordinairement adroit, qui connaît un regain de violence, avec des forces reconstituées, au moment même où on proclame qu'il a été extirpé.

Les vieux slogans et la tactique utilisés contre le nazisme, le racisme et la xénophobie – et on a encore parlé de certains d'entre eux ici – ne sont pas suffisants. Ils peuvent même alimenter cette malédiction, l'antisémitisme, qu'ils sont supposés éradiquer. « Nazifier » Israël et le peuple juif est, par exemple, une forme contemporaine d'inversion de l'Holocauste qui excite évidemment les sentiments antisémites. Le genre d'"anti-racisme" grossier qui cloue Israël au pilori comme État d'apartheid produit exactement le même effet. D'ailleurs, la volonté permanente d'englober l'antisémitisme sous la catégorie générale du racisme n'est pas seulement infondée du point de vue de l'Histoire. Elle nie aussi la spécificité du facteur religieux anti-juif et réduit les moyens de le distinguer des autres formes de préjugés. L'hostilité contre les Juifs a précédé de beaucoup de siècles, l'apparition du racisme et de l'idéologie raciale.

Pour combattre avec succès l'antisémitisme aujourd'hui sur les plans éducatifs, moral, légal ou politique, nous devons être attentifs aux changements de ses formes. Nous devons aller au-delà des paroles pieuses au sujet de la tolérance, du pluralisme, et du multiculturalisme, qui sont importantes à condition de faire respecter ces valeurs dans la pratique. Nous devons mettre un terme à la campagne internationale honteuse pour délégitimer, diffamer, diaboliser, démanteler, et détruire l'État Juif. Nous devons également condamner les instruments antisémites classiques utilisés dans la guerre politique contre Israël, comme les boycotts économiques, scolaires, scientifiques, ou culturels. De tels boycotts ne sont pas seulement intrinsèquement discriminatoires : ils contredisent aussi les principes des échanges universitaires libres et de la société démocratique ouverte. En matière d'antisémitisme, comme pour le terrorisme et les droits de l'homme, ce rassemblement international impressionnant doit appeler les choses par leur nom. Le fait même de tenir cette réunion ici, à Vienne, fait office d'une proclamation importante, l'époque de la dénégation est désormais close.

Traduction : Jean-Pierre Bensimon

NOTE

* Discours devant l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), Vienne, 19 juin 2003

L'ANTISIONISME, UN ANTISEMITISME « POLITIQUEMENT CORRECT » *

Georges-Elia Sarfati

Il y a une longue tradition du discours de la judéophobie à l'aune de laquelle les catégories idéologiques de l'antisionisme peuvent être mesurées. On peut démontrer que les positions de l'antisionisme – qu'il soit le fait de la centrale palestinienne ou de ses relais idéologiques, politiques et associatifs dans le monde arabe, ou, plus spécifiquement, de l'opinion des pays européens, aujourd'hui majoritairement acquise à « la cause palestinienne » – découlent en droite ligne de cette tradition.

Après deux développements consacrés aux racines judéophobes (antijuives et surtout antisémites) de l'antisionisme, un dernier développement examine en quoi l'opinion antisioniste n'est pas une opinion légitime ni une forme d'exercice de la critique politique mais une expression délictueuse, contraire aux normes de la juridiction nationale et internationale.

LES TROIS FORMES DE LA JUDEOPHOBIE

Avec l'antijudaïsme (théologique) et l'antisémitisme (socio-politique), l'antisionisme définit la troisième forme historiquement connue de la judéophobie.

La **judéophobie** désigne l'expression d'hostilité symbolique (idéologique) ou concrète (violence physique) à l'égard des Juifs. Les trois modalités de la judéophobie (antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme) reposent sur un même *postulat* : celui de la péjoration ou de la criminalisation du fait juif.

Ce postulat définit, dans l'optique judéophobe, le prisme négatif à partir duquel est perçue et appréhendée chaque manifestation de l'identité juive : religieuse et spirituelle (antijudaïsme d'essence théologique), culturelle et

sociale (antisémitisme moderne et contemporain, dès le lendemain de la Révolution française), politique et nationale (antisionisme, contemporain de la formulation du sionisme).

L'antijudaïsme théologique : la diabolisation d'Israël

Il est établi que l'antijudaïsme théologique (chrétien, mais aussi musulman) constitue la matrice des autres formes de la judéophobie. En effet, le thème actuel de la « diabolisation » d'Israël (qu'il s'agisse des communautés de la Diaspora juive ou de l'État d'Israël) constitue, dans la période contemporaine, la reformulation de la plus grave accusation que les théologies issues du judaïsme aient exprimé à l'endroit de la synagogue (soupçonnée d'être une « officine de Satan », ou bien un « repaire du Diable¹ »).

L'antisémitisme : le complot juif

L'antisémitisme, dans ses diverses composantes, constitue d'abord une reformulation des accusations de l'antijudaïsme théologique, dans le contexte de la modernité, les Juifs étant soupçonnés d'ourdir un complot pour la domination du monde. En ce cas, les stéréotypes accablants de l'Ancien Régime : le Juif-traître, le Juif-errant, le Juif-usurier, le Juif-décide trouvent leur réinterprétation dans la figure de l'individu profiteuse, sans scrupule et cruel, ataviquement duplice (l'Affaire Dreyfus fut l'occasion de l'expression pléthorique de cet imaginaire recyclé), corrupteur de l'ordre et des traditions, idolâtre de la finance et secrètement influent au gré de ses intérêts égoïstes.

Les diverses expressions idéologiques de l'antisémitisme ont conditionné différentes formes de « passage à l'acte » (dont l'extermination du tiers du peuple juif au cours de la Seconde guerre mondiale – dont les nazis et leurs complices n'eurent de cesse de répéter que cette guerre était « voulue par les Juifs » ... – peut être tenue pour le paroxysme d'un processus qui mit environ un demi-siècle à parvenir à maturité).

L'antisionisme : le dénigrement du souverainisme juif

L'antisionisme, quant à lui, constitue un recyclage des accusations portées par l'antisémitisme. Il en réitère les mêmes griefs, mais cette fois en prenant pour cible l'État d'Israël, désormais désigné comme point focal de la nocivité présumée de l'élément juif.

Pour autant, le passage de l'antijudaïsme à l'antisémitisme, puis de l'antisémitisme à l'antisionisme n'implique pas de cloisonnement net entre ces trois formes de la judéophobie. En effet, rétroactivement, l'antisionisme (en principe spécialisé dans le dénigrement du souverainisme juif et de l'État d'Israël) s'affirme, par un effet en retour qui en révèle chaque fois les racines, comme le lieu de réactivation de nouvelles formes d'antijudaïsme et d'antisémitisme. Il est hélas tangible que de nos jours, ce sont de larges fractions de l'Islam européen et moyen oriental qui, sous prétexte de caution à la cause palestinienne, réintroduisent en force les thèmes judéophobes qu'il avait fallu plusieurs décennies pour extirper d'un environnement

jusqu'à présent dominé par la culture chrétienne. C'est là un état de faits que les actuelles mutations démographiques, culturelles et identitaires de la France illustrent de manière croissante.

LA CONTINUITÉ DU DISCOURS JUDEOPHOBES : UNE TRADITION LITTÉRAIRE

le corpus

L'*archive judéophobe* désigne l'ensemble des textes à caractère doctrinal (théologiques, philosophiques, politiques, juridiques, etc.) ou culturel (le vaste domaine des littératures nationales, classiques et populaires) qui ont pour thème et pour objet la caractérisation négative de l'un au moins des aspects de l'identité juive (religieuse, culturelle, sociologique, politique). Cette archive peut donc être délimitée aussi bien sur la « longue durée », en vertu d'un critère historique, que d'un point de vue sociologique, plus localisé, limité à une époque ainsi qu'à une société donnée.

la translation

Entre les différents composants de cette archive, il existe des liens de continuité, de transversalité, de régularité, le plus souvent repérables sous le rapport des relations thématiques et intertextuelles. Ainsi la thématique de l'antijudaïsme connaît-elle une reformulation dans le cadre de l'antisémitisme socio-politique, tandis que les mêmes contenus, ainsi réinvestis, font l'objet de nouvelles opérations de reformulation dans le contexte du discours antisioniste².

les motifs

Ce qui caractérise la continuité de cette archive consiste avant tout dans la persistance de ses motifs : hostilité à l'égard du Judaïsme et de la « Synagogue » (antijudaïsme théologique), hostilité à l'égard des Juifs en tant qu'individus ou groupe social déterminé (antisémitisme), hostilité enfin à l'égard d'une entité nationale à caractère juif (antisionisme).

Sur le fond, l'expression judéophobe était inlassablement le thème du caractère nuisible et malfaisant de l'« élément juif ». Mais, dans chaque cas, il se laisse avant tout interpréter comme une distorsion, ou, plus exactement, une déformation malveillante de ce que serait le judaïsme, la présence d'une diaspora juive, ou l'existence de l'État d'Israël, vis-à-vis des autres religions, des sociétés, ou de l'équilibre politique et économique du monde.

la littérature de propagande

En ce qui concerne la familiarisation de l'opinion avec les thèmes de la judéophobie, il faut souligner le rôle spécifique de la littérature de propagande : les *Protocoles des Sages de Sion*, *Le Juif talmudique*, *Le Discours du rabbin*, *Le Péril juif*, ou, plus près de nous : *Le Judaïsme sans fard*, *Judaïsme et sionisme*³, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*⁴ ou bien *Le Manifeste judéo-nazi du général Sharon*⁵, etc.

Il faut aussi compter au nombre des textes de propagande, certains textes fondateurs de doctrines ou d'organisations politiques, tels que : *Mein Kampf* (1924), ou la *Charte de l'O.L.P.* (1965). Les premiers textes appartiennent à la tradition judéophobe des « faux » provocateurs ; les seconds à la tradition politique extrémiste qui préconise notamment l'exercice de la violence et l'élimination physique des ennemis désignés. Or, il existe entre ces deux

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

séries de texte des *liens de continuité*, par ailleurs établis par les méthodes comparatistes et la connaissance historique des diverses filiations idéologiques.

LA MUTATION DE L'ANTIJUDAISME THEOLOGIQUE : LE COMLOT JUIF MONDIAL

Le célèbre faux des *Protocoles des Sages de Sion* a été mis en circulation, entre 1898 et 1903, à l'initiative de l'*Okhrana*, la police politique tsariste, pour détourner sur les communautés juives de l'Empire russe les mécontentements populaires. Les *Protocoles* se présentent comme les minutes (tenues secrètes) d'une assemblée de conspirateurs (les « sages de Sion ») aux fins de préparer un complot en vue de la domination du monde⁶.

La « conspiration juive » aurait pour principale raison de tirer vengeance des nations après deux mille ans d'exil. Elle aurait été l'unique projet d'Israël depuis la perte de la souveraineté nationale dans l'Antiquité, qui n'aurait eu de cesse d'élaborer ses desseins, en vertu d'un plan préétabli de conquête directement inspiré par les enseignements présumés diaboliques du Judaïsme.

A ce stade, les *Protocoles* constituent une reformulation pure et simple des plus tenaces accusations de l'antijudaïsme théologique, chrétien et musulman (le thème du caractère satanique de la synagogue servant de point d'appui au thème chrétien de l'infidélité d'Israël et au thème musulman de la falsification, par les Juifs, de la parole révélée).

Les Protocoles : fil directeur du réajustement permanent de la judéophobie

Les éditions successives du texte font l'objet de préfaces distinctes qui prétendent en « actualiser » les contenus. Les deux premières traductions françaises des *Protocoles* précèdent ainsi chaque conflit mondial (1916, 1938) : les derniers événements historiques (la séparation de l'Eglise et de l'État, la Révolution soviétique) sont censées « vérifier » l'authenticité de ce classique de la vision policière de l'histoire⁷.

Dans le contexte de leur mise en circulation, les *Protocoles* constituent une « réponse » de la propagande judéophobe à la tenue du Premier Congrès sioniste, réuni à Bâle (août 1897) sous les auspices de T. Herzl. Dans cette perspective, les « Sages de Sion » ne seraient autres que les représentants du mouvement sioniste réunis en assemblée...

Cette précision est fondamentale pour comprendre que le texte des *Protocoles* constituent le véritable *point de mutation de la judéophobie traditionnelle*, puisque, pour la première fois, dans l'histoire de la littérature de propagande, le thème antijuif et antisémite y subissent un déplacement significatif sous le rapport de l'antisionisme.

Désormais, l'accusation judéophobe ne manquera pas d'articuler son argumentaire au référent sioniste, lequel se substitue ou s'additionne, peu à peu, au référent religieux et/ou socio-politique. Il n'est donc pas faux de dire que l'antisionisme est le visage contemporain de l'antisémitisme, mais en aucun cas son « masque », comme certains discours sous informés ou

faussement pointilleux voudraient le faire accroire. Il est également fondé de soutenir, compte tenu des rappels historiques qui précèdent, que l'antisionisme sert également de déclencheur à l'expression d'un néo-antisémitisme (c'est ce qu'attestent, factuellement, les agressions en nombre dont les Juifs de la diaspora européenne sont de nouveau les victimes, sous le motif d'antisionisme).

L'antisionisme nazi

Les *Protocoles* ont servi de matrice aux propagandes totalitaires du xx^e siècle : le cas de l'Allemagne nazie est suffisamment connu pour que le présent développement se limite à quelques rappels brefs mais précis. Parmi les ouvrages de référence du national-socialisme, le texte autant que les thématiques des *Protocoles* donnent lieu à d'amples développements, aussi bien sous la plume de A. Hitler (*Mein Kampf*) que sous la plume de l'idéologue patenté du III^e Reich, A. Rosenberg (*Le Mythe du xx^e siècle*). Le thème proprement antisémite tient une place importante dans de substantiels passages de ces deux traités, notamment en ce qui concerne la responsabilité présumée des intérêts financiers juifs dans la crise économique, et le déclenchement de la guerre. C'est dans ce contexte que le « racisme biologique » de type nazi trouve son expression achevée, soit sous le rapport de l'animalisation métaphorique des Juifs (Hitler), soit sous le rapport d'une anthropologie pseudo-scientifique opposant les Aryens aux Sémites (Rosenberg).

Mais le thème antisémite se noue dans le même temps avec le thème antisioniste, puisque la progression du mouvement sioniste (entre la fin du 19^e siècle et les trois premières décennies du xx^e siècle) est réinterprétée, par les doctrinaires nazis, comme le signe manifeste que les Juifs tenteraient de centraliser leur action conspiratrice en se dotant d'un État : « *Lorsque le sionisme cherche à faire croire au reste du monde que la conscience nationale des Juifs trouverait satisfaction dans la création d'un État palestinien, les Juifs dupent encore une fois les sots Goïm de la façon la plus patente. Ils n'ont pas du tout l'intention d'édifier en Palestine un État juif pour aller s'y fixer; ils ont simplement en vue d'y établir l'organisation centrale de leur entreprise charlatanesque d'internationalisme universel; elle serait un lieu d'asile pour tous les gredins démasqués et une école supérieure pour les futurs bateleurs* ».

Le relais chrétien maronite et palestinien

Rappelons ici que les *Protocoles*, tout comme *Mein Kampf*, ont connu de nombreuses et rapides traductions en langue arabe dès le début du xx^e siècle dans le premier cas, dès le milieu des années 20 dans le second cas. Ce sont les milieux chrétiens maronites, bientôt relayés par les milieux musulmans qui ont cherché là, matière à étayer leur refus du sionisme. Au demeurant, l'entrée en diplomatie du thème du complot juif date du 28 mars 1921, c'est-à-dire des débuts de la période du Mandat britannique sur la Palestine. A cette date, en effet, le mouvement national palestinien, encore embryonnaire, adressa à Winston Churchill un *Memorandum sur la Palestine*, mettant en garde les autorités de l'Empire contre les agissements

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

prétendument complotteurs du mouvement sioniste : « *Dans beaucoup de pays, les Juifs ont été des facteurs de destruction particulièrement actifs, surtout lorsqu'ils occupaient des positions influentes. Tout le monde sait que la désintégration de la Russie a été en grande partie, sinon en totalité l'œuvre des Juifs auxquels on peut également attribuer la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche (...). Nous avons eu entre les mains un livre intitulé Le Péril juif, que tous ceux qui doutent encore des intentions malveillantes des Juifs feraient bien de lire. On y trouve les minutes d'une société secrète où des Juifs influents se rencontrent pour discuter des affaires du monde en fonction des intérêts du judaïsme⁹* ».

L'épisode soviétique et la translation de l'antisionisme du troisième Reich au mouvement national palestinien

A la faveur de la formation et de l'affrontement des deux Blocs (Est/Ouest), dès l'immédiat après-guerre, l'Union Soviétique sera le principal pourvoyeur de l'antisionisme, compte tenu de son soutien aux États arabes. Pour comprendre ce nouvel état de choses, il convient de décrire la dynamique historique nouvelle en quatre étapes à la faveur de laquelle s'est opéré ce *transfert* de l'archive judéophobe.

Entre 1933 et 1945, le III^e Reich développe les points forts de sa diplomatie, à la recherche d'appui, en direction des États et des mouvements nationalistes arabes. Ces derniers, tout au long de la Seconde Guerre mondiale, constituent une dimension non négligeable de l'Axe, d'autant que le « traitement » de la « question juive » représente une préoccupation commune : au-delà des intérêts stratégiques, la lutte contre « le Juif » et « le sionisme » réunit les deux camps. Il faut sur ce point relire les rapports d'Eichmann, consécutifs à deux missions d'expertise en Palestine, où le responsable du IV^e Bureau estime que le mouvement national palestinien, et notamment le premier de ses chefs (le Mufti de Jérusalem, Fayçal Al Husseini) constituent les véritables alliés du III^e Reich au Moyen Orient¹⁰.

Après la défaite allemande, et la constitution des deux Blocs idéologiques, de nouvelles alliances se forment. A l'Ouest, aidés par les États Unis, les pays d'Europe reconstituent un ensemble d'États de droit dominés par l'économie libérale, tandis qu'à l'Est, l'Union Soviétique régent l'organisation politique et économique des pays libérés par l'Armée Rouge. La débâcle du III^e Reich a laissé le champ libre à la formation de nouvelles alliances. L'URSS de Staline et Gromyko appuient, dans un premier temps, la création et l'Indépendance de l'État d'Israël. Les fondements collectivistes du jeune État d'Israël (1947), à ses débuts, font espérer aux dirigeants soviétiques le développement d'une extension de leur influence au Moyen Orient.

La dénazification a été partielle, notamment marquée par quelques procès retentissants (procès de Nuremberg, procès de Tokyo) ; mais, dans le même temps, certains rescapés « utiles » du régime nazi vont faire l'objet de

tractations de la part des nouvelles puissances (États Unis et Union Soviétique). C'est notamment le cas de nombreux techniciens du Ministère de la Propagande de Goebbels ou des grands criminels de guerre (Aloïus Brunner) qui trouveront refuge en Union Soviétique et dans les États arabes (Syrie, Égypte, Irak). Le plus souvent convertis à l'Islam, et sous des noms d'emprunts, ils mettent leurs compétences au service du gouvernement nassérien et du parti Baas (soit en structurant la police politique de certains États, soit en se mettant au service des différents ministères de l'information). Il n'en va pas autrement en ce qui concerne le réemploi de certains nazis par l'administration nord américaine (le cas de Klaus Barbie, un temps employé par la CIA, puis « lâché » par les USA, ce qui a permis qu'il soit extradé puis jugé en France pour son rôle dans la déportation des enfants juifs d'Ysieux) est significatif des politiques de la période de la « guerre froide ».

Le véritable renversement d'alliance intervient surtout à partir de la « Guerre des Six jours » (1967).

De nouveaux ralliements se sont produits. Au Moyen Orient, les États arabes se sont nettement rapprochés de l'Union Soviétique, tandis que les États Unis amorcent une série d'alliances économiques et militaires avec l'État d'Israël. Mais c'est surtout à partir des années soixante-dix, et notamment avec la « Guerre de Kippour » (1973), puis la « Guerre du Liban » (1982) que les partages idéologiques s'accroissent.

En Union Soviétique, la situation intérieure des communautés juives s'est dégradée. Dès la fin de son règne, Staline a réactivé les ferments de la judéophobie dans le contexte de la « Guerre froide », en désignant les Juifs comme des « ennemis de l'intérieur »¹¹. Le terme de « sioniste » s'emploie de nouveau comme une invective, exactement comme au moment des Procès de Moscou (1938), au cours desquels, les compagnons de Lénine, souvent d'origine juive, sont éliminés les uns après les autres, soupçonnés d'intelligence avec une puissance ennemie, ou de menées contre-révolutionnaires.

Les guerres arabo-israéliennes sont l'occasion d'une **mise au goût du jour** de la théorie du complot. Le terme « antisionisme » donne lieu à des élaborations très précises de la part de la propagande soviétique qui œuvre, dans ce contexte, de concert avec les différents services de propagande des États arabes¹². C'est de cette époque que date, notamment en langue française, l'entrée de ce terme dans le vocabulaire.

La nouvelle version du complot : l'antisionisme des Soviétiques et des Pays arabes

Les *Protocoles des Sages de Sion* donnent lieu à de nouvelles réécritures ; comme à l'époque du III^e Reich, une partie de l'argumentaire du texte est « adaptée », « actualisée » au vu de la définition des nouveaux enjeux géopolitiques et stratégiques. Il est notamment symptomatique, et révélateur de la plasticité de la théorie du complot, qu'elle se prête à de tels recyclages : construite sur une idée simple, étayée à partir des stéréotypes les plus archaïques (combinant archétypes religieux et peurs ancestrales),

elle s'avère une fois de plus un puissant levier de mobilisation des opinions. Un parallèle s'impose. À l'instar du double emploi des *Protocoles* dans le contexte du III Reich et de l'implication du nationalisme arabe dans la politique extérieure de l'Axe, l'Union Soviétique stalinienne et post-stalinienne (notamment avec Brejnev) va reformuler l'accusation judéophobe dans les termes suivants : les Juifs (et notamment, les *refuzniks*¹³, c'est à dire les Juifs désireux d'émigrer en Israël, mais auxquels le visa a été refusé, sont régulièrement stigmatisés dans la presse (surtout la *Pravda*) comme des « ennemis de l'intérieur » – à l'occasion de procès retentissants – tandis que la propagande diffuse l'idée, largement diffusée, d'un complot « américano sioniste ».

Ce dernier thème constitue le second *point de mutation* de l'argumentaire des *Protocoles*, puisqu'il emboîte le pas aux accusations, efficaces en leur temps, du « complot judéo-maçonnique » (à l'époque de la séparation de l'Eglise et de l'État), et du « complot judéo-bolchévique » (à l'époque de la Révolution soviétique). La même formule est reprise de conserve par les rédactions arabes, notamment syrienne, égyptienne, irakienne et palestinienne (par le biais de l'OLP, directement héritière, en matière d'antisionisme de la période d'alliance entre l'Axe et le Haut Comité Arabe, ancêtre de la Ligue des États Arabes).

L'antisionisme planétaire : les trois étapes de la banalisation

C'est le début d'une vaste offensive idéologique qui connaîtra, à son tour, différentes étapes de croissance et d'expression :

De 1967 à 1982 : les caricatures publiées dans la presse soviétique, mais également dans la presse arabe pro-soviétique constituent d'authentiques répliques des caricatures judéophobes, naguère largement diffusées par *Der Sturmer*¹⁴. Dans le même temps, une nouvelle imagerie fait son apparition, ainsi que de nouveaux slogans. La propagande soviétique accrédite l'amalgame « sionisme = nazisme », bientôt relayé par de pseudo-équations du même type, telles que : « sionisme = colonialisme », « sionisme = impérialisme », ou encore : « sionisme = racisme »¹⁵.

De 1982 à 1989 : la propagande soviétique décline, en même temps que le régime communiste. Mais ses forgeries ont bénéficié de larges reprises par le biais des organisations politiques, notamment d'extrême droite et surtout d'extrême gauche, dans les pays d'Europe, tandis qu'à l'Est, en proie à une flambée de guerres nationalistes (guerres des Balkans), la théorie du complot se réajuste à ses sources doctrinales premières (virulence du mouvement panslaviste : *Pamiat*, en Russie).

Depuis la fin des années 80, et sous le coup de la première « Guerre du Golfe » (1991), l'argument de la théorie du complot a subi une *nouvelle reformulation*, dans le contexte des deux Intifada, fortement marquées par l'influence grandissante de l'Islam radical. Au-delà des collisions traditionnelles (anti-américanisme, anti-sionisme de gauche, ou d'origine tiers-mondiste), la théologisation du conflit palestino-Israélien a justifié un ré-enracinement de la théorie du complot dans une judéophobie de type théologico-politique qui trouve aujourd'hui sa justification dans le discours d'un Islam fondamentaliste, partisan d'une politique de terreur.

Les quatre facteurs

Ce *dernier point de mutation* de l'antisionisme, judéophobe dans son principe, mérite d'autant plus d'être souligné que dans le contexte post-communiste, cette forme d'antisionisme se donne comme un phénomène idéologique planétaire¹⁶. En tant que tel, ce phénomène repose sur la conjonction de différents facteurs.

Le facteur doctrinal lié au développement d'une judéophobie spécifiquement arabo-musulmane : pour une part travaillée, de longue date, par l'héritage de la judéophobie nationale-socialiste, puis stalinienne, et, pour une autre part, informée par les préjugés religieux directement issus d'une lecture littérale du Coran (assignant aux Juifs un statut de « soumis » ou de « protégé », et non exempt, à l'instar des textes chrétiens, de développements dévalorisants à l'endroit du Judaïsme et du peuple juif)¹⁷ ;

Le facteur politique lié à l'existence d'un antiaméricanisme syncrétique intrinsèquement antisioniste, compte tenu du système d'alliance qui, en même temps que les thèmes de la propagande nazie et soviétique, persiste et survit bien au-delà de la « Guerre froide » ;

Le facteur sociologique lié au remembrement du discours tiers-mondiste dans un double contexte de « mondialisation » et de contestation du « nouvel ordre mondial », phénomènes d'envergure auxquels s'ajoutent

Le facteur de militantisme associatif : le fait qu'en Europe (France, Belgique, Allemagne, tout particulièrement), l'agitation antisioniste est souvent le fait de l'activisme d'une *nébuleuse d'associations* pro-palestiniennes *qui reçoit ses mots d'ordre de l'Autorité palestinienne*, et est dotée de puissants moyens. Celles-ci se sont, en effet, montrées capables, au terme de plusieurs décennies de « travail de terrain », d'infléchir certains aspects des politiques économiques (boycott de l'économie israélienne) ou scientifiques et éducatives (boycott de la recherche et de l'université israélienne), ainsi que de rendre non seulement « acceptable » mais « digne de considération » et d'« estime » auprès de larges secteurs de la population ainsi que de la classe politique, la posture « antisioniste », autorisant ici et là la banalisation de ses énoncés (alors qu'il s'agit d'« évidences » idéologiques, intériorisées au terme d'un long processus d'*accréditation par répétition*) ou le passage à l'acte violent (les « dérapages » et autres « incidents ») qui a trop longtemps trouvé excuse et justification auprès d'une juridiction et d'une classe politique empressées, faute de moyens, par ignorance ou par démagogie, d'évaluer ces exactions à l'aune de la problématique du « malaise social ».

L'ANTISIONISME N'EST PAS « UNE OPINION COMME UNE AUTRE » : ARGUMENTS

A la suite du rappel qui vient d'être fait, concernant d'une part l'archive judéophobe comprise dans la perspective de son intertexte, et d'autre part l'acheminement de cette archive en direction de la propagande palestinienne et pro-palestinienne, notamment depuis la seconde moitié du xx^e siècle, il convient, à présent, de préciser en quoi la profession de foi antisioniste ne saurait être tenue pour l'expression d'une opinion légitime et légale. Etant données ses origines idéologiques criminelles, deux

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

arguments, juridique et sociologique, plaident en faveur de *la qualification de l'antisionisme* comme une forme caractérisée d'*expression délictueuse*.

L'argument juridique.

L'antisionisme constitue un délit, au sens juridique du terme, d'un double point de vue :

Au regard de la législation internationale. Il suffit de considérer en toute rigueur les articles de la Charte de l'OLP relatifs au statut du partage de la Palestine, et d'autre part les « moyens » auxquels l'OLP, dans son texte fondateur, entend recourir pour parvenir à ses fins.

L'antisionisme palestinien, aujourd'hui relayé par un important réseau institutionnel et politique dans le monde, repose, en tout premier lieu, en effet, sur la récusation de la décision de l'ONU, relative au partage de la Palestine, entre deux États, l'un juif, l'autre arabe : « *Le partage de la Palestine en 1947 et l'Etablissement de l'État d'Israël sont entièrement illégaux, quel que soit le temps écoulé depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie, et en contradiction avec les principes contenus dans la charte des Nations unies, particulièrement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination.* » (art. 19)

L'antisionisme palestinien, se caractérise fondamentalement par une définition conspiratrice du sionisme, dont les termes constituent une variante moyen orientale des principaux thèmes des *Protocoles des Sages de Sion* : « *Le sionisme est un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme international et opposé à tout mouvement de libération dans le monde. Il est raciste et fanatique par nature, agressif, expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes. Israël est l'instrument du mouvement sioniste et la base géographique de l'impérialisme mondial, stratégiquement placé au cœur même de la patrie arabe afin de combattre les espoirs de la nation arabe pour sa libération, son union et son progrès.* » (art. 22) et encore : « *Les exigences de la sécurité et de la paix, autant que celles du droit et de la justice, requièrent de tous les États (...) de considérer le sionisme comme un mouvement illégal, d'en interdire l'existence et d'en proscrire les activités.* » (art. 24).

Il étend ce schéma à toute la diaspora qu'il expose au soupçon des sociétés dont ses membres sont citoyens. Les Palestiniens « *requièrent de tous les États soucieux de maintenir des relations amicales entre peuples et de veiller à la loyauté de leurs citoyens à leurs pays respectifs, de considérer le sionisme comme un mouvement illégal et d'en proscrire l'activité* » (Article 23) . Cette déclaration est un facteur d'incitation à la haine raciale très clair.

L'antisionisme palestinien se définit d'emblée comme une idéologie guerrière dont la mise en œuvre suppose la mobilisation de tous les moyens de lutte – action de type terroriste, usages de toutes les ressources

disponibles¹⁸: « *La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine. Il s'agit donc d'une stratégie d'ensemble et non d'une simple phase tactique...* » (art. 9). « *L'action des commandos constitue le centre de la guerre de libération populaire palestinienne, ce qui exige d'en élever le degré, d'en élargir l'action et de mobiliser tout le potentiel palestinien en hommes et en connaissances, en l'organisant et en l'entraînant dans la révolution palestinienne armée...* » (art. 10).

Cette guerre est totale: « *Il s'ensuit que la nation arabe doit mobiliser tout son potentiel militaire, humain, moral et spirituel afin de participer activement avec le peuple palestinien à la libération de la Palestine.* » (art. 17)

La stratégie adoptée par les théoriciens de l'antisionisme, en dépit de ses origines, consiste à se réapproprier les valeurs de l'humanisme occidental afin de se rallier l'opinion progressiste: « *La libération de la Palestine, d'un point de vue international, est une action défensive rendue nécessaire par les besoins de l'autodéfense. C'est pourquoi le peuple palestinien, naturellement ouvert à l'amitié de tous les peuples, compte sur l'appui de tous les États épris de liberté, de justice et de paix afin que ses droits légitimes soient restaurés en Palestine, que la paix et la sécurité y soient rétablies et qu'il puisse exercer sa souveraineté nationale et sa liberté.* » (art. 18).

Il semble bien, que l'ample relais de ces thèses en Occident, ait rendu possible, en l'espace de quatre décennies (1960-2000) diverses formes d'institutionnalisation de l'antisionisme: depuis la résolution adoptée par l'ONU (10 novembre 1975) assimilant le sionisme à une forme de racisme¹⁹, jusqu'à la structuration d'un puissant lobby pro-palestinien qui, grâce à un inlassable travail de l'opinion, a de nouveau rendu « acceptable » l'énoncé judéophobe, et convaincu de vastes secteurs de la classe politique, syndicale et associative de se rallier, selon des conditions prescrites par la centrale palestinienne, à son programme de mise au ban idéologique de l'État d'Israël, des Juifs qui s'y reconnaissent, et de ses sympathisants. L'essentiel de cette vaste manœuvre de propagande s'est principalement jouée sur le *déplacement subtil de l'énoncé de type antisémite*: naguère les Juifs étaient désignés, par les partisans de l'ordre ancien, fossoyeurs de la tradition, puisque dans leur majorité acquis aux différentes causes révolutionnaires (jacobine, socialiste, etc.).

A la différence de l'antisémitisme, bien que nourrie aux mêmes sources, l'antisionisme accuse l'État d'Israël et les communautés juives qui s'en montrent solidaires de se situer dans le camp de la « réaction ». Dans l'intervalle, ce qui a rendu plausible ce déplacement, c'est le recyclage de la judéophobie traditionnelle dans les termes de la phraséologie révolutionnaire de type marxiste et tiers-mondiste.

Il n'est donc pas hasardeux de souligner, au terme de cette mise en perspective, que du fait de l'efficacité de ce processus d'institutionnalisation, l'antisionisme est devenu un délit légal, sinon largement légitimé.

Au regard de la législation relative à la défense des libertés fondamentales.
 Outre qu'il articule ses revendications sur la négation de l'historicité du

peuple juif²⁰, l'antisionisme palestinien, définit, en son principe, une stratégie de conquête de l'opinion, fondée sur l'usage intensif des techniques de communication (afin de construire et propager une image dégradée et néfaste de l'image de l'État d'Israël), ainsi que sur l'appel répété à la violence.

Les textes juridiques fondamentaux (depuis la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, édictée en France par la Constituante au moment de la Révolution Française, jusqu'à la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, édictée par l'ONU en 1948) définissent un ensemble de principes qui ont pour objet et pour fin de garantir les libertés fondamentales.

Rappelons que la garantie du droit à la liberté d'expression ne constitue pas une codification indépendante des autres droits²¹. L'exercice de la liberté d'expression est, en dernière analyse, sous la juridiction d'une définition bien comprise de la liberté²². Enfin, le législateur a jugé utile, à partir de la Déclaration de 1793, et surtout de 1948, de subordonner l'ensemble des droits fondamentaux de la personne humaine au droit à l'instruction, afin qu'aucune équivoque ne subsiste sur le bon usage des libertés, et notamment de la liberté d'expression²³.

Or, l'examen attentif des dispositions de la Charte de l'OLP, ou bien encore la mise en œuvre d'une propagande haineuse fondée sur les méthodes et les arguments de la guerre psychologique et de l'embrigadement de l'opinion publique constituent une infraction constante aux principes de ces textes fondateurs. C'est un état de fait pour le moins singulier, de la part d'une organisation politique qui, depuis sa fondation, en appelle invariablement à la législation internationale ainsi qu'à la compétence de l'O.N.U.

L'antisionisme constitue, en effet, la seule idéologie contemporaine qui a pour but la destruction, le démantèlement, ou la subversion d'un État. C'est, à la lettre, une idéologie intrinsèquement et exclusivement «souverainicide». L'antisionisme constitue une opposition radicale au principe de l'Emancipation nationale du peuple juif, comme l'antisémitisme constituait un refus radical de l'Emancipation des Juifs en tant qu'individus dans une société issue de la Révolution française.

Les méthodes dont usent ses doctrinaires et ses militants actualisent, là encore, l'essentiel de la panoplie judéophobe, notamment de type génocidaire²⁴. Celle-ci consiste en quatre étapes: (1) la définition de l'élément visé, (2) le marquage de l'élément visé, (3) la mise à l'écart de l'élément juif, (4) le passage à l'acte.

Observons que cette méthode définissait d'abord l'antijudaïsme théologique (à l'exception de la dernière étape, puisque la chrétienté comme l'Islam n'ont pas d'abord cherché à liquider physiquement les Juifs, mais à les convertir); par suite, cette méthode a constitué la base du processus de stigmatisation et d'élimination des communautés juives, à l'apogée des politiques antisémites, nazies et collaborationnistes.

De nos jours, l'antisionisme ne fait pas de distinction entre les différents composants du peuple juif: l'État d'Israël et ses habitants juifs, une fois diabolisés, font l'objet, de manière simultanée, de toutes les formes de stigmatisation préalablement recensées (les conduites d'agression

n'épargnant pas les Juifs vivant en Diaspora, ou la politique d'attentats suicides décrétés par les mouvances palestiniennes, sont des tentatives pour réitérer, dans un contexte historique différent, l'ultime étape de ce processus d'exclusion).

A un stade intermédiaire, l'entreprise systématique de boycott scientifique et économique de l'État d'Israël actualise, dans la configuration contemporaine, le principe éprouvé de « la mise en quarantaine » préalable de l'« élément juif », etc. Une analyse plus minutieuse de la Charte de l'OLP permet d'établir, au contraire de la revendication nationale issue de la philosophie politique du sionisme, que la revendication palestinienne se définit d'abord comme une réaction au nationalisme juif.

A aucun moment de l'histoire des médias occidentaux, notamment de la presse française, écrite ou parlée, le texte de l'OLP n'a donné lieu à une publication exhaustive. Certes, certaines rédactions en ont publié quelques extraits, mais se sont toujours abstenues de porter à la connaissance du public l'intégralité du texte²⁵.

Pour autant, ce sont notamment les propositions ci-dessus rappelées qui ont servi de mobiles au militantisme palestinien ainsi qu'à ses principaux relais occidentaux²⁶.

Il faut ajouter à ces observations que la Charte de l'OLP – qui n'a jamais été abrogée- constituée, à ce jour, la référence cardinale de toutes les chartes définies par les autres mouvances du nationalisme palestinien, et notamment les factions fondamentalistes dont les positions idéologiques sont celles de l'Islam radical.

Il faut être attentif, d'autre part, aux liens qui se nouent, de manière continue et puissamment organisée, entre les services de propagande de l'Autorité Palestinienne auprès de ses propres populations, mais également en direction des autres États Arabes ainsi que des réseaux associatifs propalestiniens, chargés de soutenir et de promouvoir en Europe – et notamment en France –, selon des formulations et des termes analogues, la diffusion de ces mêmes principes, appuyés sur une rhétorique et une logique du stéréotype directement tirée de la théorie du complot²⁷.

L'argument sociologique

Il est toujours difficile d'évaluer la pertinence d'une opinion (sa recevabilité) du point de vue de l'histoire des mentalités. Mais il faut savoir tirer les leçons de l'histoire, c'est-à-dire être à même d'en faire état, notamment dans un domaine où les continuités et les persistances ne constituent pas des faits isolés mais se développent sur le long terme, en se prêtant à la systématisation dans une conjoncture socio-politique donnée. Ainsi : l'antijudaïsme théologique (le dénigrement du judaïsme et la persécution des Juifs sous des motifs religieux) a constitué non seulement une doctrine officielle mais encore une « opinion » parfaitement « légitime » – et même légale, et, comme telle encouragée tout au long de l'histoire de l'Église (pendant près de vingt siècles). De même, rappelons qu'entre 1894 et 1945 (c'est-à-dire : entre le début de l'Affaire Dreyfus et la défaite militaire du III^e Reich), l'antisémitisme était presque unanimement tenu pour une « opinion » légitime : la « lutte contre l'influence de la race

juive »²⁸ était alors au principe de différentes formes de mobilisation de l'opinion, puisqu'elle intéressait le programme électoral d'une partie des organisations politiques, mais aussi d'une proportion notable de l'activité associative et syndicale. Il faut attendre l'issue de la guerre de 1939-1945 pour que l'antisémitisme soit décrété hors la loi (au même titre que toutes les autres formes de discriminations, fondées sur le sexe, l'appartenance religieuse, culturelle, sociale, nationale etc.).

L'antisionisme, autant que l'antijudaïsme et l'antisémitisme est une catégorie répréhensible

Une mise hors la loi de l'antijudaïsme théologique est un fait non moins important, plus délimité mais aussi plus tardif. Il fut notamment le fait de l'Eglise de Rome, réunie en Concile (Vatican II, 1962-1964), puisque l'une de ses conclusions consista dans l'abrogation de ce que Jules Isaac a appelé « l'enseignement du mépris », naguère codifiée, et, à ce titre, érigée en norme intellectuelle, juridique, culturelle et pratique. Par des décisions ultérieures, la Catholicité encouragea la promotion d'une « image bienveillante du peuple juif » dans l'enseignement de la catéchèse. Quelles que soient, enfin, les réserves²⁹ que l'on peut exprimer à l'égard de la position officielle de l'Eglise de Rome sur sa responsabilité dans l'élaboration des conditions civilisationnelles qui ont présidé à l'extermination (sur le rôle de l'antijudaïsme théologique dans la genèse de l'antisémitisme socio-politique), il n'en demeure pas moins que le Vatican a réaffirmé avec force, dans le document de mars 1998, sa condamnation sans réserve de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme, ainsi que de toute autre forme de discrimination.

Il est certain que dans le cas de l'antijudaïsme théologique et de l'antisémitisme politique, les sociétés ont dû disposer d'un recul suffisant pour réévaluer leur histoire et ainsi apprécier la véritable nature de « doctrines » longtemps justifiées : non seulement par les différents pouvoirs, mais encore par les plus hautes institutions (Eglises, appareils d'État, juridictions canoniques ou laïques, etc.).

Forts de cette connaissance, les contemporains ont de quoi méditer sur les conséquences à *court, moyen et long terme* d'une légitimation constante des différentes expressions de l'antisionisme, quand on sait comment d'une part leur provenance et d'autre part quelles déterminations – doctrinales, historiques, politiques, mais aussi médiatiques – président, depuis plus d'un siècle³⁰, à leur constante propagation. Il existe, en la matière, un phénomène d'amorce non négligeable dont la considération devrait conduire les plus lucides à en faire une critique sans concession en prenant toutes les mesures – pédagogiques mais aussi juridiques et culturelles – qui s'imposent.

L'antisionisme est une injure à la culture démocratique, à la norme d'une société de citoyens instruits à la lueur des principes de la rationalité.

Il ne saurait, à aucun titre, être tenu pour une catégorie du jugement moral ou politique. Voilà pourquoi, il convient de le distinguer de la critique et de

l'exercice de la critique, si l'on ne veut pas – surtout à son corps défendant – se faire le porte-parole – naïf ou duplice – d'une forme difficilement contrôlable d'incitation à la haine.

NOTES

* Ce texte a été publié sous une forme différente dans "L'Observatoire du monde juif", 8/9, 2003.

1. Rappelons qu'en grec, « diabolos » désigne le « diviseur » ; A la lettre, le Diable est celui qui introduit la division, c'est-à-dire la discorde dans l'univers créé par Dieu.

2. Pour une analyse complète du discours antisioniste, cf G.-E. Sarfati, *L'Antisionisme, Israël/Palestine aux miroirs d'Occident*, Paris, Berg, 2003.

3. Pamphlet de T.K. Kytchko, l'un des propagandistes du Parti Communiste soviétique, dans les années soixante du xx^e siècle.

4. Pamphlet de R.Garaudy, d'inspiration négationniste, diffusé, dès sa parution (1996) dans les librairies néo-nazies et dans certaines manifestations de groupes musulmans.

5. Pamphlet « antisioniste », écrit, comme les deux précédents, dans la veine des Protocoles, commandité et diffusé, entre autres, depuis 2002 par le P.M.F (Parti des Musulmans de France).

6. Cf. P.-A. Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion, Faux et Usages d'un Faux*, vol.1, Paris, Berg, 1992.

7. Cf. L'analyse de l'intégralité du texte à partir de ses deux traductions françaises, in. G.-E. Sarfati : « La Parole empoisonnée : les *Protocoles des Sages de Sion* et la vision policière de l'histoire », in P.-A.Taguieff (cf. Note 6), vol.2., pp. 39-162.

8. *Mein Kampf/Mon Combat*, p. 325 de l'édition française, Paris, Nouvelles éditions latines, sans date. Le lecteur se reportera également avec profit aux études de V. Klemperer : *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Pocket, col. « Agora », 1998, en part. au chap.26 : « La guerre juive », pp.227-238, ainsi qu'au chap.29 : « Sion », pp.262-278 qui expose de quelle manière l'idéologie nationale-socialiste s'est employée à requalifier le sionisme. Les effets de ce « travail de la langue » se prolongent au-delà de la période nazie dans chacune des formes de propagande qui s'en inspirent directement ou indirectement, ainsi que la présente étude sur l'intertexte tente de l'établir en restituant ses principales filiations.

9. Cité par P.-A. Taguieff, op. cit., t.1, p. 205 et sq.

10. Pour une analyse minutieuse de cette période, et au-delà, cf. R. Faligot-R.Kaufer, *Le Croissant et la croix gammée. Les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme, de Hitler à nos jours*, Paris, Albin Michel, 1990.

11. Staline prétend dévoiler le « complot » dit « des médecins en blouse blanche » (il s'agit de médecins d'origine juive soupçonnés, par le Parti Communiste, de tentative d'empoisonnement contre la personne du « petit père des peuples »).

12. Sur ce moment de transition cardinal, le lecteur se référera aux essais précurseurs de L.Poliakov : *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969 et : *De Moscou à Beyrouth, essai sur la désinformation*, Paris, Calmann-Lévy, 1983.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

13. cf. G.-E. Sarfati, *La Nation captive, sur la question juive soviétique*, Paris, Nouvelle Cité, col. « Rencontres », 1985.

14. Cf. G. Aranyossy, *La Presse antisémite en URSS*, ed. Albatros, Paris, 1978, et G.-E.Sarfati, *op. cit.*, 1985, chap.IV : « La prison idéologique » pp. 217-268.

15. Avant et après 1968, le mot d'« antisionisme » gagne droit de cité dans le discours politique des formations de l'extrême gauche, trotskyste en particulier. Cette période est celle des répercussions, en Europe, des revendications tiers mondiste et libertaires (hostilité à la guerre du Vietnam, mouvement de contestation de la jeunesse des campus). L'antiaméricanisme rime déjà avec l'antisionisme, sous la percée d'un militantisme pro-palestinien qui ressentit comme porteur d'une revendication jumelle.

16. Cf. P.-A. Taguieff, « L'émergence d'une judéophobie planétaire : islamisme, anti-impérialisme, antisionisme », in *Outre-Terre*, n° 3, ed. Erès, 2003, pp. 189-226.

17. Cf. *Actualité juive*, n° 792, « L'antisémitisme toujours aussi prégnant dans la presse arabe ». Selon le professeur M. Milson : « La propagande arabe antijuive est devenue aujourd'hui la forme la plus dangereuse de la haine contre les Juifs, comme ce fut le cas en Europe dans les années trente ». M. Milson recense quatre thèmes récurrents : « 1. Le composant islamique consistant à rabâcher des passages de certains commentaires du Coran affirmant que Dieu a transformé, pour les punir de leur infidélité, les Juifs en cochons et en singes ; 2. Le composant occidental qui voit les medias arabes reprendre à leur compte les vieux mythes de l'antisémitisme européen comme les meurtres rituels (précisant à cet endroit que le texte des *Protocoles des Sages de Sion* a été adapté sous forme de feuilletton télévisé et récemment diffusé en Egypte sous le titre : « Un cavalier sans cheval ») ; 3. Le composant démagogique néo-chrétien sur le « meurtre de Jésus ». Il consiste à faire une odieuse comparaison entre le « martyr du Messie chrétien », que lui aurait infligé les Juifs et la souffrance actuelle des Palestiniens et des Arabes provoquée par cette même « cruauté juive » ; 4. Le composant négationniste ou révisionniste amalgamant sans cese le sionisme au nazisme, cet aspect de l'antisémitisme arabe nie carrément la Shoah (comme l'a fait le Premier Ministre de l'Autorité Palestinienne, Abou Mazen), ou fournit des « preuves » de la complicité entre nazis et sionistes dans le meurtre des Juifs »

18. Ressources au nombre desquelles il faut également compter les différentes formes de la pédagogie, notamment destinée aux tous jeunes enfants (manuels scolaires, mais aussi moyens d'information supplétifs). Cf. *Recherche la mort ! L'endoctrinement des enfants palestiniens, incités à la recherche de la mort pour Allah-Shahada*, Itamar Marcus, Palestinians Media Watch, rapport spécial n°40, octobre 2002. Site Internet : www.pmw.org.il.

19. Résolution abrogée peu après la signature des Accords d'Oslo, en 1993.

20. « (...) Les prétentions fondées sur les liens historiques et religieux des Juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques et avec une juste conception des éléments constitutifs d'un Etat. Le Judaïsme, étant une religion, ne saurait constituer une nationalité indépendante. De même, les Juifs ne forment pas une nation unique dotée d'une identité propre, mais ils sont citoyens des Etats auxquels ils appartiennent. » (art. 20). Cet article fait pendant à un article liminaire qui reconduit, dans les termes de la phraséologie « révolutionnaire », la traditionnelle conception coranique du Juif comme « dhimi », ainsi : « Les Juifs qui résidaient en Palestine jusqu'au début de l'invasion sioniste seront considérés comme palestiniens. » (art. 6).

21. Cf. G.-E. Sarfati : « Note sur la liberté d'expression », in *Les Cahiers de l'Observatoire*, n° 1, mars 2003, *Propagandes, racismes et incitations à la haine sur Internet*, pp. 46-48, dir. M. Knobel.

22. Cf. *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, 26 août 1789 : « art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ; art. 11. La libre communication des pensées et

L'ANTISIONISME, UN ANTISÉMITISME...

des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi». L'interprétation de ces articles ne fait aucune difficulté pour qui se réfère, de bonne foi, à l'article 4 de la même *Déclaration* : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ».

23. Cf. *Déclaration* de 1793, art. 22 : « L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens » et *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* (10 décembre 1948), art. 26, alinéa 1 et 2 : « 1. Toute personne a droit à l'éducation (...). 2. L'éducation humaine doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations unies pour le maintien de la paix ». Il n'est nul besoin d'être grand clerc pour aisément déduire de la lecture de ces dispositions que l'articulation et la diffusion des diverses variantes du discours antisioniste, notamment dans un espace public démocratique, contreviennent, en tout point, à ces dispositions juridiques fondamentales.

24. Cf. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Gallimard, col. « Folio/Histoire », 2 vol., 1991. Indépendamment des travaux de Léon Poliakov, R. Hilberg démontre que l'essentiel des mesures distinctives de l'antisémitisme nazi notamment les lois de Nuremberg) ont été directement reprise des juridictions antijuives de l'Eglise ; et C. Lanzmann, *Shoah*, Paris, Gallimard, col. « Folio », 1997, pp. 107-111.

25. Pour une analyse complète de ce texte, cf. G.-E. Sarfati, *L'Antisionisme, Israël/Palestine aux miroirs d'Occident*, Paris, Berg, 2002, pp. 109-120.

26. Sur ce point, nous conseillons au lecteur de prendre connaissance des études très précises de Marc Knobel, parues dans les précédents numéros de *L'Observatoire du monde juif*. L'auteur examine, avec beaucoup de minutie et pertinence, l'organisation et les ramifications du réseau associatif antisioniste, notamment en France.

27. Le lecteur se reportera avec profit au document : *L'Industrie de la haine dans le monde arabe et musulman. L'Incitation à la haine et la propagande contre Israël, les Juifs et le monde occidental au sein de l'Autorité Palestinienne, du monde arabe et l'Iran*, R. Erlich, Centre d'Information sur le terrorisme et le contre-terrorisme, Paris, mai 2003.

28. Selon la définition de l'antisémitisme, en usage, entre les deux conflits mondiaux. Pour une analyse historique et sémantique des variations de l'usage linguistique et culturel concernant la perception de l'identité juive, cf. G.-E. Sarfati, *Discours ordinaires et identités juives, la représentation des Juifs et du Judaïsme dans les dictionnaires et encyclopédies de langue française, du Moyen Age au XX^e siècle*, Paris, Berg, 1999.

29. Cf. G.-E. Sarfati, *Le Vatican et la Shoa*, Paris, Berg, 2000. Il est un fait que l'Eglise de Rome réaffirme la dogmatique traditionnelle à l'endroit du peuple juif (« peuple témoin »), c'est-à-dire la définition exclusivement cléricale du judaïsme, définition, qui, rappelons-le, est l'une des sources culturelles majeures de l'antisionisme (en effet : si le judaïsme n'est qu'une religion, les Juifs ne constituent pas un peuple au sens historique, seulement une entité théologique, comme en témoignent nombre d'expressions passées dans l'usage, telles que : « peuple du Livre », ou « peuple de l'Alliance », etc. Dans le contexte contemporain, le refus arabe s'articule rigoureusement à cette définition du Judaïsme pour récuser toute prétention du peuple juif à se constituer en nation souveraine (cf. supra : note 11).

30. C'est-à-dire depuis 1898, date probable de la mise en circulation des *Protocoles des Sages de Sion*. Il faut invariablement rappeler que *quelles que soient ses variantes* l'antisionisme trouve son principe dans ce texte.

Chapitre I

L'EUROPE DE L'OUEST ET DU NORD

LA FRANCE*

Janine Chasseguet-Smirgel

Il faudrait situer les manifestations de l'antisémitisme en France depuis la seconde *Intifada* dans le contexte historique français général. Rappelons, cependant, que la France a été le premier pays au monde à émanciper les Juifs, pendant la Révolution, leur accordant des droits civiques égaux à ceux de tous les citoyens français. En même temps, le duc de Clermont-Tonnerre, rallié aux révolutionnaires, proclamait qu'il fallait tout donner aux Juifs comme citoyens, rien comme nation.

Cette idée, dans la droite ligne de l'universalisme des Lumières et de la notion de République (pas de particularismes à l'intérieur de la communauté nationale) revient en force dans la France d'aujourd'hui, embarrassée par les problèmes liés à une population musulmane de six millions d'individus et de 500 000 à 600 000 Juifs dont un grand nombre est profondément attaché à l'existence d'Israël, dans un pays dont «la politique arabe» est bien connue et dont l'électorat musulman pèse lourd, bien qu'avant la Guerre des Six Jours la coopération militaire et nucléaire franco-israélienne ait été très importante (et ceci dans les deux sens).

Passons sur l'affaire Dreyfus et sur la période sombre de Vichy pour affirmer fortement qu'il n'existe pas, en France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'antisémitisme d'État, que les lois sont les mêmes pour tous les citoyens français. En février 2003, est paru un livre intitulé *Les territoires perdus de la République*, œuvre d'un collectif d'enseignants (sous la direction d'Emmanuel Brenner) rapportant les insultes et actes violents de certains élèves, généralement musulmans, contre leurs camarades juifs, contre des professeurs juifs ou supposés tels, contre l'impossibilité d'enseigner la Shoah à l'école, etc. Des enfants juifs maltraités ont été contraints de changer d'école et souvent se sont inscrits alors dans une école juive. En même temps que le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) dénonçait publiquement les attentats antisémites, une loi est votée visant à qualifier les crimes et délits à caractère raciste ou antisémite et à aggraver les peines encourues par leurs auteurs. Rappelons que, lors de son premier mandat présidentiel, Jacques Chirac avait reconnu la responsabilité de la France dans la déportation des

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

Juifs de France, ce qu'aucun président de la République n'avait fait avant lui, sous le prétexte que le gouvernement de Vichy n'était pas «la République». Ce qui sous-entendait que la France étant par essence républicaine, tout ce qui pouvait survenir dans ce pays républicain n'était pas français.

Petit historique de l'antisémitisme en cours

Avant que les autorités de l'État reconnaissent l'existence et la multiplication des attentats antisémites depuis la fin septembre 2000, c'est-à-dire le déclenchement de la seconde *Intifada*, il a fallu attendre à peu près un an et demi. D'une façon cruellement ressentie par les Juifs français, les socialistes au pouvoir, soutien traditionnel des Juifs, sont restés silencieux devant ces attentats. Les problèmes diplomatiques et électoraux sont devenus brûlants à mesure que s'approche l'élection présidentielle d'avril 2002 mettant face à face le premier ministre socialiste, Jospin, et le président Chirac. Jospin, lors de sa visite en Israël et dans les «territoires» avait évoqué le *Hezbollah* comme organisation terroriste ; il fut «caillassé» par des étudiants palestiniens de l'université Bir-Zeit et subit une importante perte de popularité dans les sondages en France. On peut imaginer que cette expérience a entre autres influencé sa politique de silence et celle de son gouvernement à l'égard des attaques antisémites : défendre les Juifs était doublement dangereux. Et puis, en passant sous silence les attentats antisémites perpétrés par les immigrés musulmans de la deuxième génération, on révélait que l'intégration dont les autorités se vantaient n'était qu'une illusion (il en était de même des viols collectifs, les «tournantes», dans les banlieues, soumis à une semblable omerta.) On peut résumer, sous la forme de l'argumentaire suivant, la réaction de l'opinion via les media lorsque la réalité des attentats n'a plus pu être masquée (citons ici le rôle de Shmuel Trigano qui, en octobre 2001, a organisé un colloque d'intellectuels sur les attentats et fondé l'Observatoire du monde juif, où 350 délits antisémites étaient recensés) :

1. « Ce n'est pas vrai ;
 2. Ce n'est rien ; vous êtes hystérique ;
 3. C'est vous qui le dites, et, en le disant vous le faites arriver ;
 4. Ce ne sont pas des attentats qui vous visent, ce sont des jeunes de banlieue appartenant aux couches défavorisées de la population qui se manifestent ;
 5. C'est vrai, c'est vous qui les commettez vous-mêmes. (Le *Mossad* en est l'auteur selon José Bové, chef du mouvement français altermondialiste). »
- Ces figures du déni ne sont pas sans rappeler l'histoire du chaudron racontée par Freud¹.

Voici comment, dans une tribune du *Monde* (16.2.2002), Eric Marty, professeur de littérature française à l'université Paris-VII, décrit les faits : «Plus de 300 attentats antijuifs en 2001 (Montreuil, Clichy-sous-Bois, Marseille) après un mois de novembre 2000 qui en avait compté une centaine. L'année 2002 commence et, après l'incendie d'une école juive à Créteil et de la synagogue, c'est la synagogue de Goussainville qui, la nuit du 5 janvier, a été attaquée à coups de pierres et de cocktails Molotov. On

visait bien un édifice juif parce que juif, malgré la version donnée par la police selon laquelle il s'agissait d'un simple affrontement entre des «jeunes du voisinage» : chaque jour ce sont des insultes, des graffitis, où l'on entend, où l'on lit : «Mort aux Juifs». Rappelons l'impensable : il y a un an une «organisation palestinienne» avait voulu interdire à Enrico Macias² de chanter dans le nord de la France...

Concernant la figure du déni «ce sont des jeunes de banlieue» etc., Eric Marty rappelle que la violence antisémite pré-nazie avait été le fait du lumpenproletariat, «c'est-à-dire de déclassés, de chômeurs, de délinquants, tous jeunes, très jeunes».

Concernant la figure du déni «c'est vous qui le dites, c'est vous qui le faites advenir», Eric Marty écrit dans *Le livre blanc de l'antisémitisme en France* (2000, Calmann-Lévi) : «Toute réaction de défense de la communauté juive est lue aussitôt comme une provocation à de nouvelles persécutions.»

Quant à «ce n'est rien, vous êtes hystérique», voici comme E. Marty parle de la France des années 2000 : «Etrange pays qui, lorsque se déroule sous ses yeux (...) une politique de destruction réelle de lieux juifs réels, détourne le regard, minimise, relativise, excuse.»

Et sur le silence des autorités :

«... Il n'y a pas eu une voix, venant d'une autorité quelconque, pour se lever et prononcer un non absolu, pour dire simplement que, sur le sol de France, il n'était pas question que quiconque lève la main sur un Juif parce qu'il était Juif...»

Les citations d'Eric Marty qui viennent d'être relevées devraient être d'autant plus précieuses que leur auteur n'est pas juif. En fait, à ma connaissance, en France, très peu d'intellectuels non juifs ayant réussi à avoir accès aux médias ont pris fait et cause pour les Juifs. Citons, à côté d'Eric Marty, Pierre-André Taguieff, auteur du premier livre sur l'antisémitisme en cours en France, *La nouvelle judéophobie*.

Quelques exemples d'actions antisémites

A côté de dommages causés à des lieux de culte (les synagogues), d'éducation (les écoles juives, les cars scolaires), d'insultes et d'attaques physiques (le club de football Maccabi de Bobigny, les coups et blessures portés à deux adolescents du Hashomer Hatzair lors

d'une manifestation contre la guerre en Irak) et ce qui vient d'être signalé concernant *Les territoires perdus de la République*, il convient de relever quelques-unes des formes d'action antisémite dans les domaines économique, intellectuel, médiatique, religieux et juridique, ce dernier point, le plus consternant sans doute, relevant d'une démission, d'une compromission, voire d'une complaisance de la part de certains juges.

Sur le plan **économique**, il s'est agi, d'abord, du boycott de marques de produits «israéliens». Des listes comportant des dizaines de noms de marques juives ou supposées telles (la plus connue étant Danone) ont été portées à la connaissance du public (en fait essentiellement de la population d'origine musulmane) pour être boycottées. Ces listes, publiées par l'hebdomadaire *L'Express* qui dénonçait le procédé, n'ont fait l'objet, à ma connaissance, d'aucun autre commentaire de presse. Plus tard

(novembre 2002, lors d'une manifestation pro-palestinienne), des commerces juifs ont été énumérés dans un tract.

Sur le plan **intellectuel**, une «action» qui a eu un retentissement international a consisté à préconiser la rupture entre universitaires français et israéliens. L'université Paris-VI a pris la tête de cette initiative et d'autres universités s'apprêtaient à suivre. Elle a été stoppée grâce à l'initiative d'universitaires (dont un membre du groupe de travail sur l'antisémitisme) qui ont fait publier dans *Le Monde* une contre-motion. Elle avait été précédée d'un texte ferme, concis et émouvant du prix Nobel de physique, Claude Cohen-Tannoudji, intitulé «J'ai honte».

Antérieurement, une motion du même ordre avait été publiée dans *Le Monde* pour demander la rupture des relations avec les scientifiques israéliens. Une pareille motion a été publiée, on le sait, dans *The Guardian* et sans doute dans d'autres grands organes de presse européens, ce qui oblige à penser à une action concertée orchestrée de l'extérieur.

On a noté que de nombreux Juifs ont signé ces motions. Il semble que la quantité de Juifs qui se désolidarisent de leur identité ou d'une partie de celle-ci en collaborant à la mise au pilori d'une fraction plus ou moins grande du peuple juif (les commerçants du Sentier, les séfarades, les religieux, les Israéliens, jusqu'aux Juifs en général) est proportionnelle à la pression exercée par l'antisémitisme ambiant. Celui-ci avait, longtemps auparavant, exercé son action sur une partie des intellectuels israéliens : les nouveaux historiens, par exemple. Alexandre Adler, l'un des intellectuels français les plus brillants, a eu cette formule : «Autrefois, pour être acceptés, on exigeait des Juifs qu'ils se convertissent ; aujourd'hui, dans la société déchristianisée qui est la nôtre, on leur demande de fournir un brevet d'anti-sionisme.»

Une troisième forme d'action s'inscrit dans **les médias**, si elle n'est pas directement de leur fait. Rarement un organe de presse ou une émission de télévision met le conflit israélo-palestinien en perspective, explique l'histoire du sionisme (ce qui accroît la propension à en faire une injure), ne raconte l'histoire du peuple juif, ni l'histoire d'Israël. Une énorme majorité de Français est sûre qu'il existait un État palestinien et qu'Israël a pris sa place en chassant ses habitants. Jamais les media ne situent le sionisme comme mouvement d'autodétermination du peuple juif, ni la disparition, dans l'antiquité, de l'État hébreu comme liée à la colonisation et à l'impérialisme romains. La superficie exiguë d'Israël (environ deux départements français) n'est jamais rappelée. Israël, dans l'imaginaire, en vient à coïncider quasiment avec le Moyen Orient tout entier.

Par contre, les émissions sur la Shoah et les comptes rendus des livres sur les camps abondent, comme si la victime juive du passé avait droit à toute la compassion qui n'est réservée désormais qu'aux victimes palestiniennes et quasiment jamais aux victimes israéliennes des kamikazes. Et surtout, comme si la dénonciation de «l'erreur historique», de «la parenthèse (et l'Histoire)» que, selon certains, l'existence de l'État d'Israël constitue (et, donc, la réparation de l'erreur, c'est-à-dire l'abolition de la parenthèse) pouvait rester une abstraction et non un projet de massacre.

S'il est vrai qu'il n'y a pas d'antisémitisme d'État en France, cela n'implique pas que les entreprises de presse ou la télévision ne soient pas

libres d'exercer une censure sur les publications, les émissions jugées trop « sympathisantes » à l'égard d'Israël. Il convient de souligner que, depuis le début de l'année 2004 où les autorités politiques sont intervenues de manière beaucoup plus ferme en ce qui concerne les attentats ou les violences commis contre les Juifs (aussi bien le président de la République que le premier ministre et le gouvernement), les media n'ont, eux, guère changé de position.

Dans son livre *L'Opium des intellectuels* paru en 1955, à une époque où presque toute l'intelligentsia française était encore communiste, Raymond Aron montrait que le prolétariat avait pris la place du Christ dans l'imaginaire politique des intellectuels français. Il semble bien que les Palestiniens se soient substitués aujourd'hui au prolétariat, terme qui est du reste, en France, tombé en désuétude. Le fait que le Palestinien souffre par le Juif (l'inverse n'étant plus jamais mentionné) le transforme *ipso facto* en Christ. Que ce schéma chrétien nous revienne d'Orient, d'un monde essentiellement musulman, étonne, certes. Qu'il y ait dans le mythe du Christ souffrant et du Juif déicide quelque chose d'universel est possible, car l'anti-judaïsme traditionnel renaît dans les médias français.

On ne peut exposer tous les dérapages de nombreux médias, c'est-à-dire le glissement de la critique légitime d'une politique (celle du gouvernement de Sharon) à l'anti-sionisme et à l'antisémitisme dont tout montre qu'il est impossible de les séparer l'un de l'autre. Je n'évoquerai que deux dessins parus dans un journal de gauche. Le premier représentait Sharon la bouche pleine de clous, une croix et Yasser Arafat prêt pour le supplice. Le second montrait Sharon en train de dévorer des enfants.

Ceci me conduit à mentionner un autre exemple d'action antisémite, celle qui a pour cadre de référence, souvent implicite : **la religion**.

Il est aisé de déchiffrer, à travers ces dessins, que l'Israélien est redevenu le Juif déicide, et le peuple palestinien, Jésus crucifié. En fait, cette constellation n'est pas réinventée seulement par les Français : lors du siège de la basilique de la Nativité à Bethléem, un dessin dans *La Stampa* montrait l'enfant Jésus dans les bras de la Vierge. Il lui demandait : « Maman, crois-tu qu'ils vont me tuer une seconde fois ? »

Il m'est impossible de traiter ici de la façon dont la Bible est utilisée comme preuve du caractère barbare du judaïsme.

On sait que la délégitimisation d'Israël se fonde aussi sur un négationnisme qui ne porte plus seulement sur l'holocauste (cf. à ce sujet l'abbé Pierre, la figure la plus aimée des Français, et Roger Garaudy. Ce dernier, catholique converti au protestantisme, devint par la suite un membre éminent du parti communiste français et se convertit en dernier lieu à l'islam. Il écrivit *Les mythes fondateurs de la politique israélienne* qui a été publié en arabe et a beaucoup inspiré le négationnisme et l'antisémitisme du Moyen-Orient). Le négationnisme a pris un nouveau visage : les événements bibliques ne sont pas arrivés en terre sainte, mais au Yémen, et le Temple de Jérusalem n'a jamais existé, selon Arafat. Quant au général Tlass, ministre de la Défense syrien, il reprend la légende du meurtre rituel de la Pâque juive. Mais peut-être ne faut-il pas totalement désespérer. Sa fille est une très généreuse mécène du Conseil Pasteur-

Weizmann et plaide pour la reconnaissance d'Israël et la paix au Proche Orient.

La Conférence des évêques de France a fait repentance pour sa responsabilité dans le destin du peuple juif et ce n'est pas l'Eglise de France qui remue ces mythes archaïques. On se trouve aujourd'hui en France devant la reprise de schémas anciens, une haine des Juifs et du judaïsme, mais sans que cela se nourrisse apparemment véritablement de religion. En même temps, l'antisémitisme racial a disparu, ce qui donne définitivement à ce dernier le sens d'un avatar particulièrement sinistre d'un thème ancien et récurrent.

Le nouvel antisémitisme est caractérisé en France par la coexistence de thèmes contradictoires : on défile à la fois contre Le Pen et contre Israël au cri de *Mort aux Juifs*. C'est une production idéologique peu cohérente, mais massivement diffusée par les medias. L'extrême gauche rejoint dans son anti-sionisme l'antisémitisme d'extrême droite. Ses arguments sont de surcroît d'autant plus difficiles à combattre que c'est au nom de l'anti-racisme et de l'anti-nationalisme qu'elle rejette Israël et les Juifs français. Les Juifs ne sont plus à même de trouver des interlocuteurs. On se détourne dès qu'ils évoquent Israël ou l'hostilité ambiante à leur endroit. Cela les amène à chercher un réconfort chez ceux qui partagent leurs sentiments et leur sort. Ils sont, alors, accusés de « repli communautaire » et de rompre l'esprit républicain. Le Juif doit renoncer à toute spécificité, à son identité ; il doit être comme l'a voulu la révolution française, un homme sans qualificatif. On lui reproche son « communautarisme » au même titre qu'on dénonce (avec précaution néanmoins) celui des musulmans, comme s'il était le miroir de ce dernier et qu'il amenait avec lui les mêmes dangers potentiels. Comme s'il était, lui aussi, issu d'une immigration récente, voire un étranger. En tout cas cette symétrie est d'autant plus fautive qu'il n'y a aucune réciprocité. Il n'y a pas d'attaques juives contre les musulmans en France. Il est inexact de dire que le conflit israélo-palestinien est transporté en France, car une seule des parties est en guerre contre l'autre. Remarquons qu'il s'est formé en France « le Parti des Musulmans de France », seul parti ouvertement antisémite.

Si le schéma du martyr et du bourreau juif est ancré dans l'inconscient et nécessaire à une partie de l'humanité, on peut penser qu'il est encore plus nécessaire aux Européens en général, restés indifférents au génocide ou ayant même participé à son accomplissement. Quant aux Français, ils sont sans doute satisfaits de projeter leur culpabilité liée à l'égard de l'Algérie sur les Israéliens.

Sur le plan **juridique** – le dernier point que je désire relever, le plus consternant, est l'attitude de la justice : ce qui pouvait apparaître au début spécifique à tel ou tel magistrat est devenu, par sa répétition, un problème majeur.

Calqué sur le titre de l'ouvrage *Les territoires perdus de la République* consacré essentiellement aux actes antisémites à l'école, est paru un article de Gilles William Goldnagel, président d'Avocats sans Frontières – « Les territoires perdus de la justice française » (*Observatoire du monde juif*, novembre 2003) qui dénonce le laxisme des tribunaux à l'égard des actes antisémites en rapportant plusieurs jugements. En voici un exemple : vingt-

deux jeunes filles d'une école juive (juin 2002) se rendent au collège Albert Camus (école publique) pour passer un examen. Elles sont « houspillées, menacées puis molestées » par des collégiennes d'origine du Maghreb. Elles vont se plaindre à la principale du collège et à son adjointe. La direction ne prend aucune mesure. A l'issue des épreuves, une élève est rouée de coups. L'examen médical révèle une atteinte aux vertèbres cervicales. Le procureur de la République classe l'affaire. Les parents portent alors plainte contre la principale et son adjointe pour non assistance à personne en danger. Le tribunal correctionnel non seulement relaxe la direction, mais condamne les parents à des dommages et intérêts importants et tout à fait inhabituels.

On voit donc que le ministre de l'Éducation nationale et celui de la Justice qui insistent pour que l'école et les tribunaux sanctionnent les actes antisémites ne sont pas suivis. Certains enseignants et magistrats obéissent à une ligne politique anti-israélienne qui les conduit à une étrange complaisance envers des actes antisémites violents. Toutefois un ressaisissement semble se manifester depuis quelques mois.

La réapparition avec force de l'antisémitisme et/ou de la complaisance à son endroit, cinquante ans après la Shoah – comme si un demi-siècle de relative compassion pour les Juifs avait été, lui, une parenthèse dans l'Histoire – conduit à une réflexion plutôt pessimiste. Comment la psychanalyse, que Freud ancre si profondément dans la raison, peut-elle aider à vaincre un obscurantisme si opaque et si obstiné ? Et pourtant si ce n'est pas elle, qui ? Une étude reste à faire sur les troubles de la pensée de nature perverse qui permettent d'assimiler l'ancienne victime de la Shoah à un raciste nazi. « Si elle ne se fut battue contre le peuple qui me paraissait le plus ténébreux, celui dont l'origine se voulait à l'origine, qui proclamait avoir été et vouloir demeurer l'Origine, le peuple qui se désignait Nuit des Temps, la révolution palestinienne m'eût-elle, avec tant de force, attiré ? » écrit Genet dans un texte de 1972, « Les Palestiniens » (cité par Eric Marty dans « Jean Genet à Chatila » in *Bref séjour à Jérusalem*).

Cette haine de l'Origine, de la Nuit des Temps, de la scène primitive... de Dieu sans doute, qui est tout ça à la fois, n'est probablement pas propre à Genet, bien qu'elle soit en relation directe à sa propre histoire d'enfant abandonné.

Les psychanalystes ont plusieurs fois contribué à l'étude et à l'interprétation de l'antisémitisme (citons, par exemple, Loewenstein, Mortimer Ostow, Martin Bergmann, Jacob Arlow, Peter Neubauer, Béla Grunberger,...). Mais l'antisémitisme est un puits sans fond et la raison a peu d'impact sur les idéologies collectives. De surcroît, les médias sont, en Europe, fermés à tous ceux qui dénoncent les nouvelles formes d'antisémitisme et luttent contre elles. Certains intellectuels juifs parmi les plus brillants ont quitté les organes de presse où paraissaient leurs articles qu'on leur demandait de modifier ou de retirer. Si un certain nombre de penseurs qui persistent à expliquer, interpréter, définir, gardent un accès aux médias, comme Alain Finkielkraut par exemple, ils se trouvent en butte au *character assassination*, expression reprise par Daniel Dayan, spécialiste des médias. Ils sont, pour le moins, traités de « néo-réactionnaires ». Dans sa contribution au colloque *Le sionisme face à ses*

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

détracteurs, Alain Finkielkraut parlait du caractère «épuisant» de toute discussion sur ce thème et livre des exemples particulièrement terrifiants par leur perversité, des accusations portées contre les Juifs et Israël, comme celui d'une journaliste italienne qui, dans *La Repubblica* a constaté que si tous les peuples occidentaux avaient fait repentance, tous s'étaient soumis au devoir de mémoire, les seuls à ne pas avoir battu leur coulepe sont les Israéliens. Il parle aussi de «repli» et de «fatigue» face au discours idéologique actuel.

Cette fatigue proviendrait du caractère *inculpabilisable* de l'antisionisme, de la haine qu'il véhicule en raison de «l'enthousiasme de l'innocence» qu'il manifeste. «*Cette haine, dit-il, nous affecte; elle nous accable, elle nous obsède.*»

Au moment où je relis pour une dernière fois ce texte, je ressens moi-même cette fatigue. En effet, non seulement l'extrême gauche a entièrement rejoint l'extrême droite, mais de surcroît une motion socialiste émanant non du parti lui-même mais de certains de ses membres sous couvert de soutenir les «accords de Genève», en vient à cautionner l'insoutenable exigence palestinienne de «retourner» en Israël, eux, leurs enfants et petits-enfants, ce qui, selon la représentante de l'Autorité palestinienne en France, Leïla Shahid, implique 5 000 000 de personnes...

Par ailleurs, l'interdiction du voile à l'école, incomprise dans de nombreux pays occidentaux, constitue «un signe fort» à l'endroit des islamistes et n'est pas sans rapport avec les violences commises par des élèves musulmans sur des enfants juifs. Demain, le président de l'État d'Israël, Moshe Katzav, arrive à Paris où il sera reçu par les plus hautes autorités françaises. Je me vois donc obligée de conclure sur ma très grande perplexité quant à l'avenir des Juifs dans mon pays, malgré les changements bienvenus dans la politique intérieure, et peut-être même extérieure du gouvernement actuel.

Quelle que soit l'issue du conflit du Moyen Orient et l'éventuel apaisement de l'antisémitisme mondial, les Juifs n'oublieront pas que «décidément tout peut recommencer».

Notes

**Cet exposé a été fait dans le cadre d'un séminaire de réflexion de réflexion sur l'antisémitisme contemporain en France qui réunissait les personnes suivantes: Gilles Bernheim, grand rabbin de Paris, philosophe, Joëlle Bernheim, psychanalyste, Daniel Dayan, professeur des Universités, spécialiste des media, Janine Chasseguet-Smirgel, psychanalyste, Rachel Rosenblum, psychanalyste, Sylvie Faure-Pragier, psychanalyste, Georges Pragier, psychanalyste, Hélène Trigano, psychologue, Shmuel Trigano, professeur de sociologie, directeur du Collège des Etudes Juives Hélène Widlocher psychanalyste.*

1. Un quidam a emprunté un chaudron à un voisin et le lui a rapporté avec un trou. Aux reproches du voisin il rétorque: «Je n'ai pas emprunté votre chaudron», «Il était déjà troué quand je l'ai emprunté», etc.

2. Chanteur juif célèbre, né à Constantine, qui a chanté l'Algérie après la décolonisation et l'arrivée d'un million de «pieds noirs» en France. Macias compose des chansons à la gloire de la tolérance.

LA BELGIQUE

Joël Rubinfeld

La Belgique, comme d'autres pays européens, a vécu un automne de fin de siècle marqué par un réveil de la judéophobie. Jusque-là, les actes antisémites se comptaient, d'année en année, sur les doigts d'une main, mais l'onde de choc générée par la seconde Intifada allait rapidement modifier la donne pour la communauté juive du Royaume, forte de 40 000 âmes. En 2001, 27 actes antisémites déclarés seront à déplorer, 51 l'année suivante, et 30 en 2003¹. Le Conseil de l'Europe s'est récemment inquiété de la récurrence de ces incidents, et dénoncera l'antisémitisme – ainsi que le racisme – qui s'est développé en Belgique, à travers un rapport rendu public en janvier 2004. L'étude répercutait le malaise de Belges juifs qui « *ont connu un renforcement très important du sentiment d'insécurité au cours des dernières années en Belgique* »².

La Belgique n'est pas pour autant un pays antisémite. S'il y a soixante ans, des lois antisémites étaient en vigueur dans le pays, aujourd'hui la loi belge réprime l'antisémitisme. La situation actuelle n'est donc pas comparable à celle qui prévalait à l'époque, mais elle en porte toutefois des stigmates communs : des rabbins et des écoliers juifs sont passés à tabac sur la place publique, des cocktails molotov embrasent des commerces et lieux de culte juifs, et l'on crie « Mort aux Juifs » en battant le pavé de la capitale.

Pour la plupart, les actes antisémites seront le fait de jeunes issus de l'immigration des pays du Maghreb³, aujourd'hui citoyens belges. En mal d'intégration, ceux-ci ont trouvé dans le conflit opposant Israéliens et Palestiniens un exutoire rendu fertile par la rencontre d'une information proche-orientale manichéenne et d'un antisémitisme des plus traditionnels. Ces jeunes ne sont pour autant pas les seuls à porter la responsabilité de la libération de cette violence. Ceux, étrangers à la communauté musulmane, pour qui la critique du sionisme ou d'Israël n'est que le cache-sexe d'un antisémitisme inavouable, ont directement participé à la vivacité de l'actuelle judéophobie. Issus des milieux associatif, académique, journalistique et politique, ils ont pavé le chemin aujourd'hui emprunté par ceux qui passent à l'acte.

Un antisémitisme désinhibé

De nos jours, il peut être dangereux d'arborer une kippa sur la tête ou une étoile de David au cou. Si le nombre officiel des actes antisémites répertoriés depuis le mois d'octobre 2000 dépasse la centaine, ce chiffre ne permet pourtant pas de prendre la réelle mesure de la situation, car nombreux sont ceux, surtout parmi les plus jeunes, qui taisent leurs mésaventures.

D'autres ne portent plus plainte. C'est le cas du rabbin Shimon Lasker qui, blasé, concède que s'il devait porter plainte à chaque fois qu'il était insulté ou agressé, il passerait sa vie dans les commissariats. S'il l'avait fait, il aurait du même coup fait augmenter, à lui seul, de moitié le nombre d'actes antisémites répertoriés en Belgique depuis la fin de l'année 2000. Il se souvient de ce début du mois d'octobre 2001, lorsqu'il se fera agresser à trois reprises en 24 heures. Le 2 octobre, premier jour de la fête de Souccoïth, le rabbin marchait avec sa femme et ses enfants dans la rue quand une dizaine de jeunes maghrébins les prirent à partie, crachant sur leur passage, les insultant de « sales Juifs », menaçant de les tuer et se servant de pierres et de marrons, qui jonchaient le sol, comme projectiles. Même scénario le lendemain, quand une cinquantaine d'adolescents arabomusulmans s'attaquèrent à nouveau à lui et à sa famille, touchant au dos la fillette du rabbin Lasker à l'aide de projectiles improvisés. Quelques heures plus tard, c'est seul cette fois que, sur le chemin de la synagogue, il se fera agresser par quatre jeunes qui menaceront de l'égorger puis lanceront une poubelle sur le rabbin.

Il ne doit guère rester de rabbins à Bruxelles qui n'aient eu maille à partir avec ceux qui n'hésitent plus à joindre le geste à la parole. Le Grand rabbin de Bruxelles Albert Guigui en a également fait la triste expérience. Une après-midi de décembre 2001, il croisera le chemin de cinq adolescents maghrébins qui, à sa vue, se mirent à l'insulter et à lui cracher au visage, avant que l'un d'entre eux ne décoche un violent coup de pied au visage du Grand rabbin.

Le Congrès rabbinique européen qui se tiendra quelques mois plus tard à Bruxelles fut l'occasion pour des rabbins venus des quatre coins du continent de constater *in vivo* les difficultés rencontrées au quotidien par leurs coreligionnaires belges. Chaque jour, des incidents – crachats, insultes et bousculades – émailleront leur séjour dans la capitale européenne.

Les adolescents qui fréquentent les écoles et les mouvements de jeunesse juifs sont également devenus la cible de « ratonnades » antisémites. C'est le cas des élèves de l'athénée Maïmonide qui, à plusieurs reprises, seront agressés aux abords de l'établissement scolaire. En mars 2003, huit étudiants venaient de quitter le lycée pour se rendre à la station de métro toute proche, lorsqu'une trentaine de jeunes maghrébins se mirent à lancer des pierres dans leur direction, les menacèrent, les insultèrent de « sales Juifs », puis s'en prirent à Nathanaël, âgé de 14 ans, l'immobilisant au sol pour le rouer de coups. Deux de ses camarades tenteront de lui venir en aide, mais ils seront à leur tour tabassés, devant une foule de badauds détournant pudiquement le regard. En janvier 2004, Nathanaël sera à nouveau rossé par une bande d'antisémites en herbe. La répétition de ces

actes obligera la direction de l'athénée à déconseiller à ses élèves l'utilisation de la station de métro proche de l'établissement scolaire.

À l'université, les tracts outranciers se multiplieront au gré de l'actualité internationale et des étudiants juifs seront menacés de mort. Sur le campus, ce sont les militants d'associations estudiantines d'extrême-gauche et arabo-musulmanes qui se chargeront de l'agit-prop antisioniste. On les verra notamment établir des simulacres de check-points israéliens aux principaux accès du campus de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Certaines voix plus porteuses ajouteront au climat pesant. Parmi d'autres, celle de la Fédération des Etudiants Francophones – l'organisation ombrelle des étudiants de la Communauté française de Belgique – qui « *condamne de manière ferme la politique discriminatoire et colonialiste de l'État d'Israël, qu'il mène depuis sa création* », veut imposer « *un moratoire aux accords de coopération existant avec les universités de Jérusalem et de Tel-Aviv* »⁴ et demande l'application du « *droit au retour des réfugiés expulsés depuis 1948* »⁵.

En avril 2002, pas moins de 327 professeurs, assistants et chercheurs universitaires emboîteront le pas aux pourfendeurs de l'État hébreu. Dans une missive adressée au Gouvernement belge, les universitaires exigeaient de celui-ci qu'il condamne « *les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis en violation du droit humanitaire par l'armée israélienne* », et qu'il adopte « *l'envoi immédiat d'une force d'interposition et d'observation en Palestine* ». Entre autres requêtes, ils réclamaient également aux autorités du pays « *la suspension de l'Accord d'association économique conclu entre la Communauté européenne et Israël* » car, ajouteront-ils subrepticement, « *ce type de politique a d'ailleurs fait ses preuves dans le cas de l'Afrique du Sud* »⁶.

C'est dans cette atmosphère qu'une universitaire candidate aux élections facultaires verra sa photo maculée de croix gammées. « *Je n'ose plus mettre mon étoile de David. Je me sens obligée d'être discrètement juive. (...) C'est psychologiquement intolérable* »⁷, déplorait-elle. En novembre 2002, quelques membres de l'Union des Etudiants Juifs de Belgique tenteront de calmer le débat. À l'aide d'une campagne d'affichage sur le campus de l'ULB, ils appelaient à l'établissement d'un dialogue serein entre « *pro-Israéliens* » et « *pro-Palestiniens* », rappelant au passage les atouts démocratiques de l'État hébreu. Cette campagne vaudra à ses instigateurs d'être menacés oralement et par écrit : « *On connaît ton frère, ta copine. On connaît ton adresse. Enlève les affiches immédiatement ou tout le monde est mort. Ton frère, ta copine, tout le monde est mort!* »⁸.

Le corps professoral ne sera pas épargné par la délinquance antisémite. En novembre 2002, David Berman, enseignant à l'athénée public bruxellois Marcel Tricot, se fera insulter par quelques-uns de ses élèves de confession musulmane : « *Toi et les tiens, vous tuez nos frères palestiniens. Hitler n'en a pas tué assez. On te fera la peau...* »⁹. Ironie du sort, l'enseignant agressé est membre de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, une association qui appelle à la suspension de l'accord d'association Europe-Israël, rend des visites de courtoisie à Yasser Arafat et qualifie Ariel Sharon de « *criminel de guerre* ».

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

Les commerces et lieux de culte juifs seront également dans le collimateur. Les cocktails molotov jetés ces dernières années sur des synagogues se comptent par dizaines. En juin 2003, le Bruxellois Ali El Bouyeri embarquait cinq bouteilles de gaz dans sa voiture et tentera, « *au nom d'Allah* », de faire exploser son véhicule devant la synagogue de Charleroi. Un an plus tôt, une quinzaine d'impacts de balles étaient relevés sur la façade de cette même synagogue. Au même moment, un magasin bruxellois d'alimentation kasher et d'articles religieux était ravagé par un incendie criminel. Ça et là, il y aura également des vitrines brisées, des croix gammées et autres insultes antisémites sur les façades de commerces appartenant à des Juifs ou, à l'aéroport de Bruxelles-National, sur les bagages de passagers en provenance d'Israël.

Les manifestations sportives donneront aussi lieu à des débordements antisémites. En juillet 2003, un match de football opposait une équipe locale à un club israélien. À leur arrivée sur le terrain, les joueurs israéliens étaient accueillis aux cris de « *Dehors les Juifs!* » et « *Hamass, Hamass!* ». En janvier 2004, c'est le match de football en salle Belgique-Israël qui dégénérera. Dans la salle, une cinquantaine de supporters arabo-musulmans déployèrent des drapeaux du Hamas et du Hezbollah, crachèrent sur les joueurs israéliens et scandèrent en chœur : « *Hamass, Hamass, tous les Juifs au gaz! Mort aux Juifs! Égorgeons les Juifs!* ».

Les panarabes et les islamistes

On estime à 500 000 le nombre des Musulmans de Belgique, pour une population de dix millions d'habitants. C'est au sein de cette communauté que l'on retrouvera ceux qui, isolément ou sous la houlette d'adeptes du panarabisme et/ou d'un Islam radical, ont perpétré la majeure partie des actes antisémites recensés ces dernières années.

En 2000, Dyab Abou Jahjah fondait à Anvers l'Arab European League (AEL) afin de « *promouvoir et défendre les intérêts des communautés immigrées arabes et islamiques en Europe, et d'établir avec les autres une interaction positive basée sur le respect mutuel et la tolérance* ». Derrière cette déclaration de principe, se cache un mouvement extrémiste inspiré par le panarabisme et qui, dans une ville où un électeur sur trois vote pour l'extrême-droite, tentera de fédérer les jeunes arabo-musulmans en rupture avec la société. L'AEL, qui joue résolument la carte de la communautarisation – l'instauration de l'arabe comme langue nationale compte parmi ses revendications –, sera à l'origine des cortèges les plus antisionistes et antisémites qu'aient connus la Belgique depuis le début de la seconde Intifada.

Né au Liban en 1971 d'un père chiite et d'une mère maronite, Abou Jahjah vit en Belgique depuis 1991. À son arrivée, il déclarait au Commissariat belge des réfugiés avoir activement pris part, trois années durant, aux opérations du Hezbollah, jusqu'à ce qu'une dispute avec le chef de l'organisation terroriste, le Cheikh Nasrallah, ne le contraigne à s'exiler en Belgique¹⁰. Installé aujourd'hui à Anvers, il continuera, à travers l'AEL, à militer à partir de la métropole flamande puisque, d'après lui, « *Anvers est*

le bastion du sionisme, et c'est pourquoi cette ville doit devenir la Mecque de l'action pro-palestinienne ».

Abou Jahjah s'est fait connaître du grand public en avril 2002, suite à une manifestation pro-palestinienne organisée par l'AEL. Ce jour-là, des « *Mort aux Juifs* » fuseront du cortège et des vitrines de diamantaires juifs seront brisées par une horde de manifestants déchaînés. Deux mois plus tard, c'est aux cris de « *Hamas* » et « *Hezbollah* » que les manifestants de l'AEL défilèrent à Anvers en brûlant, sous les vivats de la foule, l'effigie d'un Juif religieux.

Le site Internet¹¹ de l'AEL sera le porte-voix d'Abou Jahjah. On y lira par exemple qu'Anvers est « *une ville où les gangs pro-Sharon de fanatiques sionistes dictent la loi* », une ville dont « *le pouvoir est dans les mains du lobby sioniste* ».

Le site prônera également la fin de l'État d'Israël, qualifié de « *régime sioniste d'Apartheid (...) bâti sur le génocide et le nettoyage ethnique* ». En décembre 2002, Ahmed Azzuz, président de la section belge de l'organisation, entérinait la position de l'AEL à l'égard de l'État hébreu : « *Nous ne reconnaissons pas Israël! Cet État n'existe pas pour nous!* ». Sur les Juifs, il ajoutera : « *Je ne reconnais pas Israël! Donc ce peuple non plus. Donc ils n'existent pas!* »¹².

Les ambitions d'Abou Jahjah ne se limiteront pas à au microcosme anversoïse. En 2003, il s'engageait, sans grand succès, dans l'arène politique belge, à la tête d'un parti créé pour l'occasion avec des militants trotskistes, maoïstes et un transfuge du parti écologiste flamand. Parallèlement, il œuvrera pour donner à l'AEL une dimension européenne. Ainsi, Abou Jahjah inaugurerait en 2003 la section hollandaise de l'association panarabe et travaille actuellement à l'établissement d'antennes en France et en Angleterre. Laissant augurer des activités de l'AEL dans l'Hexagone et outre-Manche, on verra d'emblée les militants de la section batave scander des slogans antisémites et bouter le feu à un drapeau israélien lors d'une cérémonie qui commémorait la fin de l'occupation nazie aux Pays-Bas. Le porte-parole local de l'AEL, Naïma Elmaslouhi, n'hésitera pas à déclarer dans un quotidien néerlandais : « *Le slogan "Hamas, Hamas, Hamas, les Juifs au gaz" n'est pas porteur, mais je ne le condamne pas...* »¹³.

Cyniques, Abou Jahjah et ses comparses se plaisent à jouer des failles du système démocratique. Là où le bât blesse, c'est qu'ils sortiront à plusieurs reprises du cadre de la loi belge réprimant l'antisémitisme, sans pour autant provoquer la levée de boucliers que l'on est en droit d'attendre d'une démocratie alerte. Mia Doornaert, journaliste pour l'un des principaux quotidiens flamands, sera l'une des rares dans la profession à s'ériger contre l'apathie des autorités belges : « *Quand il [Abou Jahjah] diabolise les "Juifs" et le "lobby sioniste", les rendant responsables de tous les malheurs des musulmans, personne ne réagit. L'antisémitisme est-il un racisme politiquement correct?* »¹⁴.

À Bruxelles, ce sont les islamistes qui serviront de relais aux tensions communautaires. Fondé à Bruxelles en 1991 par le Cheikh franco-syrien Bassam Abou Ata Ayachi, le Centre islamique belge (CIB) est depuis devenu un vivier de l'activisme islamiste dans la capitale. C'est par ailleurs

le Cheikh Bassam qui mariera à Bruxelles l'assassin du commandant afghan Massoud. Le site Internet¹⁵ lié au CIB donne un aperçu de l'idéologie de l'organisation islamiste. Les Juifs seront qualifiés de « *fils de porcs et de singes* », d'autres appelaient à l'anéantissement d'« *Israheil* » et un sondage invitera l'internaute à pronostiquer la date de « *la fin de l'entité sioniste* ».

Le site héberge également moult textes de théologiens musulmans qui prônent « *les Vertus du Martyre* » et la haine du Juif. C'est le cas du Cheikh Abou Al-Walid Al-Ansari qui s'appuiera sur des versets coraniques pour définir les Juifs comme étant « *des gens indignes, désobéissants et transgresseurs, (...) lâches, consternants et faibles, (...) aimant semer le trouble et répandre la corruption sur la terre* » et dont « *l'extrême arrogance est la vraie nature* ». Il expliquera ensuite qu'« *il est évident qu'Allah a promis d'accabler les Enfants corrompus d'Israël d'un horrible tourment qui leur sera infligé par Ses serviteurs croyants* », et que le « *peuple juif périra* » si l'« *Oumma (...) se munit de destriers de guerre et se prépare à combattre pour la cause d'Allah* »¹⁶.

Le CIB profitera de la polémique née en France autour du voile islamique pour exprimer ses points de vue jusqu'au-boutistes. À travers une lettre ouverte, le Cheikh Bassam adressera un avertissement aux autorités françaises quant aux conséquences d'une loi interdisant le port du voile à l'école: « *Lorsque le dialogue est coupé, le terrorisme commence. (...) Et alors la mort deviendra belle Monsieur Sarkozy, Monsieur le Ministre de l'Intérieur de la France!* ». Le Cheikh ajoutera que « *quand ils [les Musulmans] arrivent au bout d'un chemin bloqué qui se termine par un tunnel obscur (...) à ce moment, se jeter vers la mort devient quelque chose de beau* ». Au passage, il dénoncera pêle-mêle « *les mariages des homosexuels, (...) l'apartheid en Palestine, (...) Ariel Sharon, le criminel de guerre, (...) l'oppression des Sionistes* »¹⁷.

En 1997, Jean-François Bastin rejoignait le CIB. Converti à l'Islam en 1972, le désormais Cheikh Jean-François Bastin Abdullah Abu Abdulaziz deviendra le dauphin du Cheikh Bassam. En 2003, le Cheikh Bastin utilisera la plateforme du CIB pour lancer un parti islamiste, le Parti Citoyenneté Prospérité¹⁸ (PCP), qui se revendique antisioniste et qui rencontrera, en mai 2003, le suffrage de plus de 8 000 Bruxellois.

Le PCP se fera également entendre sur la question du voile, et collaborera avec l'AEL pour l'organisation de manifestations à Bruxelles. En janvier 2004, le PCP débarquait à Paris pour défiler aux côtés de l'islamiste antisémite Mohammed Latrèche.

On retiendra enfin la récente arrestation en Turquie de Muhammed el Amin Bastin, fils du leader du PCP, dans le cadre de l'enquête sur les attentats qui, en novembre 2003, avaient notamment pris pour cible deux synagogues d'Istanbul. Le fils du Cheikh Bastin sera également soupçonné par les autorités turques d'avoir fréquenté les camps de formation d'Al-Qaïda en Afghanistan.

Une étrange idée du progrès

En 1967, le transfert de la charge de l'occupation – des mains égypto-jordanaises aux israéliennes – à l'issue de la Guerre des Six Jours aura

suffi pour que de nombreuses ONG et autres âmes dites progressistes s'inquiètent désormais du sort des Palestiniens. Si le soutien au peuple palestinien est légitime, l'activisme à outrance qui s'est développé autour de ce thème versera régulièrement dans les excès que l'on connaît. D'entre tous, c'est probablement à Pierre Galand que reviendrait la palme de cet extrême militantisme.

Fidèle de Castro, Pierre Galand est un cacique du tiers-mondisme belge. De 1967 à 1996, il dirigera la section belge de l'ONG internationale Oxfam¹⁹. La hargne dont il fera preuve pour attaquer, selon ses propres dires, le « véritable système d'apartheid »²⁰ que serait l'État hébreu, laissera des traces au sein de l'ONG et ouvrira la porte aux amalgames les plus douteux. Ce sera le cas de Francine Naveaux, l'une des dix Belges de la mission civile d'Oxfam qui, en juillet 2002, s'est rendue en Cisjordanie. De retour en Belgique, elle déclarait sur les ondes de la radio publique « *qu'il allait falloir faire un travail sur nous-mêmes pour ne pas devenir antisémites* »²¹.

Président de l'Association belgo-palestinienne²² (ABP) et de diverses ONG, Pierre Galand se présentera aux élections législatives de 2003 et, bien que militant sous la bannière socialiste, le Parti communiste appellera ses sympathisants à voter pour le candidat Galand. Trop court en voix, c'est à la bienveillance des instances socialistes – qui le coopteront – qu'il devra le droit de siéger au Sénat belge. Le jeune sénateur de 63 ans posera un de ses premiers actes politiques lorsque, accompagné par des militants de l'ABP et filmé par la télévision publique, il débarquera dans un supermarché pour étiqueter d'un « *STOP – Fruits de l'occupation* » les agrumes en provenance d'Israël.

Pour taire la contradiction, Pierre Galand n'hésitera pas à recourir aux vieilles méthodes staliniennes. C'est ainsi qu'en novembre 2002, quelques coups de téléphone lui auront suffi pour exclure le secrétaire général de l'association des Amitiés belgo-israéliennes (ABI) d'une conférence-débat à laquelle il était également convié. Lorsqu'il sera questionné, le soir du débat, sur l'absence du représentant de l'ABI, il rétorquera que ce dernier est « *un homme de la propagande israélienne* », avant de lâcher un retentissant « *Je suis Belge, moi!* »²³. En parlant en ces termes d'un citoyen exclusivement belge, Galand renouait de la sorte avec l'antienne antisémite du Juif éternel apatride. C'est dans cette atmosphère qu'à l'issue de la conférence, un spectateur coiffé d'une kippa s'entendait dire par un quidam : « *Nous n'aimons pas cela ici!* ».

En octobre 2001, Pierre Galand déclarait : « *Je suis fils de terroriste. C'est sous ce mandat-là que mon père a été arrêté pendant la guerre par les nazis. Que veut dire terroriste quand on parle du peuple palestinien qui se bat contre une occupation?* »²⁴. Une semaine plus tard, le lendemain de l'assassinat du ministre israélien Rehavam Zeevi, Galand réunissait 600 personnes pour une grand-messe anti-israélienne au cours de laquelle un de ses invités, l'antisioniste Michel Warschawski, rendra hommage, sous un tonnerre d'applaudissements, au FPLP qui « *nous a débarrassés de ce pourri de Zeevi* ». En fin de soirée, Pierre Galand conclura, sourire

en coin, en ces termes : « *Les associations sionistes sont en train de nous attaquer parce qu'elles se rendent compte que, petit à petit, les gens deviennent intelligents* ».

Dans un autre registre, le site Internet Indymedia, acteur *online* de la scène altermondialiste, hébergera²⁵ côte à côte des écrits négationnistes, pro-palestiniens, antisémites et antisionistes. Photos à l'appui, les internautes découvriront qu'Israël « *veut construire sur un millier de kilomètres un mur haut de huit mètres* ». Une autre photo montrera Paul Wolfowitz, dans la ligne de mire, avec pour légende : « *Jewish homicidal strategist Wolfowitz* ». Par ailleurs, le modérateur du forum du site jugera utile de préciser aux internautes que « *tout propos raciste, antisémite et sioniste* » sera censuré. Si les propos « sionistes » sont bel et bien interdits de cité, l'antisémitisme a, lui, portes ouvertes, notamment avec ce texte qui, en 2003, dénonçait le « *mythe juif de l'Holocauste, (...) le lavage de cerveaux des lycéens, et des citoyens en général, pour « exterminer » toutes les voix qui peuvent semer le doute sur l'existence de l'Holocauste, (...) les forces du mal [qui] agissent globalement à l'échelon mondial dans une guerre totale pour judaïser notre planète, (...) la domination et l'occupation politique illégitime que le pouvoir juif exerce sur les pays occidentaux* ». L'auteur de conclure par un appel à la mobilisation : « *Ce fanatisme et cet obscurantisme Juifs menacent dangereusement notre civilisation et la paix mondiale. Chacun de nous peut et doit faire quelque chose de concret pour défendre notre liberté* »²⁶.

Le quatrième pouvoir à l'œuvre

La fulgurance de la victoire militaire israélienne en 1967 sur sept armées arabes aura sonné le glas du statut d'*underdog* dont jouissait, jusque-là, l'État hébreu. Pour certains journalistes, Yasser Arafat devenait le récipiendaire de la Révolution, orpheline, cette même année, du Che. C'est ainsi que l'acte de foi allait empiéter sur l'article de fond, et que David deviendra Goliath.

En renonçant à la déontologie au profit de l'idéologie, ces journalistes allaient, au fil des ans et des guerres, retourner l'opinion publique. Si en 1967 des milliers de Belges non-Juifs descendaient dans les rues pour manifester leur solidarité à l'égard d'un État d'Israël dont l'avenir semblait alors incertain, cette nation est aujourd'hui considérée en Belgique comme un grand danger planétaire. En 2003, un sondage de la Commission européenne (CE) révélait que pour 63 % des Belges, Israël représente une menace pour la paix dans le monde, devant les États-Unis (59 %), l'Irak (54 %) et l'Iran (54 %)²⁷. Ces résultats, condamnés entre-temps par le président de la CE Romano Prodi, auront tout de même le mérite d'avoir mesuré scientifiquement l'impact de trois décennies d'information biaisée. S'il est probable que la majorité des Belges soutienne le droit naturel qu'a l'État d'Israël à exister, l'on voit toutefois poindre, çà et là, la contestation de ce droit. Certes, une critique sévère de la politique israélienne ne fait pas du journaliste qui l'émet un agent au service d'un obscur complot qui viserait à la fin d'État juif. Il n'empêche que, des mots en libérant d'autres, cette critique peut servir de marchepied à des opinions nettement plus

radicales. Par ailleurs, la couverture à outrance du conflit israélo-arabe opérée par certains médias laisse perplexe. Comment expliquer que ce conflit de « basse intensité » soit à la Une de l'actualité internationale depuis tant d'années, tandis qu'un génocide était discrètement perpétré au Rwanda, que deux millions de Soudanais payèrent le prix d'une guerre civile aussi meurtrière qu'oubliée et que le Tibet rend l'âme dans l'indifférence la plus totale ? Au sein de la presse écrite, c'est probablement le journal *Le Soir* qui accorde le plus d'espace au conflit israélo-palestinien. Premier quotidien francophone du pays, il l'est aussi par son empathie à l'égard des Palestiniens et sa sévérité envers les gouvernements israéliens successifs. L'omission, l'euphémisme, la périphrase, le titre ou le courrier des lecteurs, seront autant d'artifices utilisés pour formater la pensée du lecteur. Le choix du titre est important car il permet de capter l'attention du lecteur, il donne à ce dernier une idée succincte du texte qu'il chapeaute. Un intitulé porteur de tristesse et d'émotions disposera le lecteur à transférer ces sentiments sur tout le texte. Sur le seul second semestre de l'année 2001, quelques-uns des articles consacrés aux Palestiniens seront ainsi titrés : « *Les Israéliens nous étranglent* », « *Un quotidien et une injustice insupportables* », « *Ils [les Israéliens] sont venus et ont démoli nos maisons* », « *La lassitude désespérée des Palestiniens* ». Dans un même temps, ce sont des intitulés chargés d'indignation et d'agressivité qui chapeauteront les articles se rapportant à Israël : « *La Mort a un gouvernement* », « *Israël : hystérie antibelge* », « *Quand l'armée bâillonne la presse* », « *Humeur guerrière en Israël* », « *Israël a franchi toutes les lignes rouges* », « *Le refus obstiné de la paix* », « *L'intervention israélienne vire au bain de sang* », « *Israël envoie paître les Européens* ».

Le 19 octobre 2001, soit deux jours après l'assassinat du ministre israélien du Tourisme par un commando terroriste du FPLP, le quotidien titrera sans complexes : « *Israël reprend l'initiative militaire* »...

Le militantisme du quotidien transparaîtra également dans le corps du texte. En novembre 2000, Agnès Gorissen relatait la visite de solidarité faite par une délégation de la communauté juive de Belgique en Israël. D'emblée, le ton était donné : « *Le Hezbollah et Israël sont en guerre. De quoi conforter ces Juifs de la diaspora venus manifester leur soutien à l'État hébreu* » ! Elle ironisera ensuite sur le fait que « *les Juifs, israéliens ou non, reprochent constamment à la presse internationale de ne donner qu'une version des événements, celle des Palestiniens* » et, sans même s'en rendre compte, illustrera par l'exemple ce qui lui est reproché : « *Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la visite-provocation d'Ariel Sharon, le chef du Likoud (droite nationaliste), sur le lieu saint musulman qu'est l'esplanade des mosquées* »²⁸. Outre son analyse manichéenne sur le déclenchement de l'Intifada, peu importera pour Agnès Gorissen le fait que « *le lieu saint musulman qu'est l'esplanade des mosquées* » est également « *le premier lieu saint juif qu'est le mont du Temple* ».

Dans un autre article, c'est l'association israélienne des « *Victimes de la Terreur Arabe* » qui, venue à Bruxelles en novembre 2001 pour y déposer une plainte contre Yasser Arafat, sera présentée par les journalistes Serge Dumont et Agnès Gorissen comme étant une « *organisation d'extrême-*

droite»²⁹. En réalité, cette association n'était rien d'autre qu'un rassemblement de quidams israéliens qui, du jour au lendemain, ont vu leur vie tragiquement basculer du fait du terrorisme palestinien : Ouriel Maoz a perdu sa jeune sœur alors qu'elle déjeunait dans une pizzeria de Jérusalem ; la fille, le fils et le gendre de Frida Sweri sont tombés sous les balles de tireurs embusqués alors qu'ils circulaient en voiture ; Irena Rudin a perdu sa fille de 18 ans qui fêtait la réussite de ses examens dans une discothèque branchée de Tel-Aviv. Si les civils israéliens victimes du terrorisme sont, pour Dumont et Gorissen, des fascistes, l'on peut aisément imaginer les sentiments qu'ils nourrissent à l'égard des soldats de Tshahal.

Quelques jours plus tard, Agnès Gorissen adoptera une position diamétralement opposée lorsqu'elle relatait l'acte d'un Palestinien qui, aux commandes de son véhicule, a foncé sur des Israéliens massés à un arrêt d'autobus, à Tel-Aviv, tuant huit personnes. La journaliste indulgente écrira que Khalil Abou Elba, l'auteur de l'attentat, a « *disjoncté* ». Les témoignages énoncés dépeindront Abou Elba comme un paisible père de famille. « *Il n'était pas particulièrement religieux, ni engagé politiquement, rien. C'était juste une personne normale* ».

La journaliste expliquera enfin l'acte par « *un désespoir capable de transformer un Khalil en chauffeur meurtrier* »³⁰.

C'est en faisant preuve d'une même logique qu'Agnès Gorissen et sa consœur Anne-Cécile Huwart dresseront le portrait de Khalil al-Nawareh, l'un des 13 terroristes exilés suite à l'occupation palestinienne, suivi du siège israélien, de la Basilique de la Nativité. Les deux journalistes ne tariront pas d'éloges à l'égard de cet ancien membre des Tanzim : « *Il suit des cours de langue, apprend un métier. (...) Il évolue dans une ambiance familiale. (...) Il vit, tout simplement, goûtant aux joies simples du bowling. (...) Plusieurs sources bien informées s'accordent pour dire que Khalil se conduit en Belgique de façon plus qu'exemplaire. (...) Il semble bien que le jeune Palestinien ne correspond pas tout à fait au profil dressé par Israël. Il se murmure même que la Sûreté belge aurait démonté la plupart des accusations que l'État hébreu avait inscrites dans son dossier* »³¹. La suite des événements allait contrarier la vision romantique de Gorissen et Huwart, lorsque Khalil al-Nawareh sera arrêté pour avoir participé – quatre mois après avoir été présenté comme le gendre idéal dans les colonnes du *Soir* – à l'attaque à main armée d'un bureau de poste dont le butin de 213 000 euros aurait servi à financer l'Intifada.

Serge Dumont, correspondant permanent du *Soir* en Israël, répond également à la ligne éditoriale de la cellule « Proche-Orient » du quotidien. En janvier 2004, le journaliste écrivait que la Convention du Likoud, parti du Premier ministre israélien, réunissait une assemblée « *majoritairement composée d'éléments d'extrême droite* », et il présageait l'arrivée au pouvoir de « *personnalités encore plus extrémistes que les ministres du Likoud déjà en place* »³².

Autre fait troublant, la façon dont Serge Dumont relatera l'assassinat en Cisjordanie de Massoud Mahlouf Allon, un Israélien qui avait pour habitude de se rendre dans les villages arabes de la vallée du Jourdain. Alors que le quotidien israélien Haaretz expliquait la présence d'Allon en

Cisjordanie par le fait qu'il « *avait l'habitude de collecter des vêtements usagés et des couvertures pour les distribuer aux Bédouins et aux Palestiniens* »³³, Dumont écrira que l'Israélien se trouvait là parce qu'il « *avait pour habitude de se rendre dans les villages palestiniens pour y acheter des légumes à bas prix* »³⁴. Altruisme versus mercantilisme.

Le journaliste Baudouin Loos, lui aussi dédié à l'actualité proche-orientale pour le quotidien, dénoncera l'enfermement d'« *une population de plus de trois millions d'âmes dans des réserves* »³⁵ et « *l'érection d'un mur qui déchire la Cisjordanie* »³⁶. Ailleurs, on le verra gratifier le Premier ministre israélien du titre de « *parrain en chef* »³⁷ et utiliser le terme « *résistance* »³⁸, même s'il en dénoncera les excès, pour évoquer le terrorisme palestinien. Force est de constater que le rapport du *Soir* envers Israël relève de l'obsessionnel. Pour le quotidien, l'information israélienne semble même parfois primer sur l'actualité belge. Ainsi, le 3 novembre 2003, le hasard voudra qu'une grève se déclenche simultanément en Belgique et en Israël. Si l'action syndicale en Israël n'aura duré que 4 heures, la grève en Belgique durera, elle, 24 heures. Sur le site Internet du quotidien, la grève israélienne sera expliquée au lecteur en 2.687³⁹ caractères, tandis que 2.149⁴⁰ caractères suffiront pour relater la grève locale. Une semaine plus tard, c'est la cybercriminalité qui servira de trait d'union entre les actualités belge et israélienne. Ce jour-là, *Le Soir* consacra 1.407⁴¹ caractères à l'ouverture du premier procès que la Belgique ait connu dans le cadre d'une affaire de piratage informatique. Le même jour, ce sont 1.683 caractères⁴² qui seront alloués à l'ouverture, à Jérusalem, d'un procès contre un *hacker* accusé d'avoir piraté le site du Mossad. On pourrait en rire – si ça n'en devenait parfois tragique –, à l'instar de la Une du 22 avril 2002 qui intitulera « *Manifestation antisémite* » l'article évoquant le rassemblement de 2.000 membres de la communauté juive venus se recueillir devant une synagogue attaquée, trois semaines auparavant, à l'aide de bouteilles incendiaires.

La tribune du *Soir* sera lieu de sérieux dérapages, notamment lorsque la parole a été donnée, en décembre 2001, à Simon-Pierre Nothomb. De retour de Gaza, celui-ci écrivait que les soldats israéliens « *suscitent puis mitraillent quotidiennement la fronde des enfants. (...) Les soldats israéliens puisent dans l'arsenal du passé tous les moyens de vexation, de confiscation, de torture mentale dont ils ont été les victimes. (...) Le paysage de la Cisjordanie est hallucinant. Comme la Pologne des années noires, il est aujourd'hui parsemée de camps de concentration. (...) La bande de Gaza, elle, est une prison en surpeuplement. Il faut la parcourir en relisant l'histoire du ghetto de Varsovie. (...) Comme à Varsovie, en 1941, on exige aujourd'hui des autorités locales de livrer sans discuter des administrés selon des listes établies par les autorités occupantes. (...) À Jérusalem, l'emprisonnement des Palestiniens est plus subtil. S'ils quittent leur maison quelques heures ou quelques jours, elle est aussitôt investie par des immigrants Juifs* »⁴³.

Deux mois plus tard, François de Cugnac utilisera, à l'instar de Simon-Pierre Nothomb, les colonnes du *Soir* pour véhiculer l'insupportable amalgame qui voudrait faire du rescapé d'Auschwitz le géniteur du nazi

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

contemporain: «*Depuis des années je parcours les écoles pour faire connaître aux jeunes les horreurs du nazisme. (...) Juif, mon Ami, tu honores les Justes (...) et tu massacres sans pitié ceux que tu as chassé de leurs maisons, de leurs terres, de leur patrie. Juif, mon Ami, as-tu perdu ces valeurs spirituelles qui t'ont permis de survivre au travers de toutes ces persécutions que tu as subies, pour profiter de ta force en infligeant à un peuple plus faible que toi la déportation dans des camps de réfugiés indignes de l'humanité? (...) Juif, mon Ami, toi qui as subi les pires humiliations, tu humilies chaque jour un peuple parce qu'il est plus faible que toi* »⁴⁴.

Que Simon-Pierre Nothomb et François de Cugnac aient puisé leur inspiration aux sources de la fantasmagorie antisémite et de la banalisation de la Shoah n'empêchera pas la diffusion de leur prose. Des écrits qui vaudraient probablement à une publication d'extrême-droite de sérieux ennuis, passeront allègrement les filtres de la rédaction du *Soir*. Enfin, comment interpréter cette illustration⁴⁵ d'un Ariel Sharon penaud qui, encadré par deux policiers belges au profil effilé, se verra affublé d'un nez emprunté aux caricatures qui ont jalonné l'histoire de l'antisémitisme ?

La Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) regroupe en son sein les trois chaînes de télévision et les cinq chaînes de radio publiques francophones que compte le Royaume. On retrouvera à la RTBF cette propension à alimenter la dichotomie bourreau-victime qui, dans le cadre du conflit israélo-palestinien, prévaut sur la scène médiatique belge. En novembre 2001, le Premier ministre belge Guy Verhofstadt présidait la délégation de l'Union européenne en visite en Israël. À l'issue de la rencontre avec son homologue israélien, Guy Verhofstadt tiendra avec Ariel Sharon une conférence de presse au cours de laquelle le Premier ministre israélien, selon la RTBF, demandait « *à l'Union européenne de ne plus envoyer d'argent à l'Autorité palestinienne. Votre argent, a-t-il dit, sera utilisé pour acheter des armes de combat, des armes utilisées contre Israël* »⁴⁶.

À la lecture des minutes de la conférence de presse, l'on est en droit de s'interroger sur les règles journalistiques adoptées par la rédaction de la chaîne publique. En effet, replacés dans leur contexte, les propos d'Ariel Sharon prendront un tout autre sens: « *Je vous appelle à aider le peuple palestinien en construisant des usines, en établissant des infrastructures et en investissant dans l'industrie palestinienne.*

Ne transférez pas vos fonds à l'Autorité palestinienne, car dans ce cas, votre argent servira à acheter des armes et du matériel militaire, des armes qui seront dirigées contre l'État d'Israël. Votre rôle aujourd'hui est d'investir dans les gens »⁴⁷.

Devant le tribunal, Pascale Bougoux plaidera la fatigue et un manque de connaissances de la région pour tenter d'expliquer la faute (sans préjuger d'une quelconque relation de cause à effet, on pensait pouvoir attendre de la part de la fille de Jacques Bougoux, l'avocat en Belgique de Yasser Arafat et d'autres intérêts palestiniens, une meilleure appréhension de la problématique israélo-palestinienne).

Cette affaire se soldera par l'acquittement, le 20 avril 2004, de la chaîne publique ainsi que de ses trois journalistes, mais ceux-ci n'échapperont pas

pour autant à une sévère critique de la part des juges belges qui dénonceront le « *travestissement de la réalité en raison d'un traitement aussi hâtif qu'inapproprié des données fournies par les agences de presse* ».

Parlant de « *mésinformation* » dans le chef des accusés, le tribunal poursuivra en soulignant que « *le résultat de cet égarement du sens critique fut certes de prêter au gouvernement, du moins à l'armée israélienne un comportement ouvertement hostile et méprisant à l'égard de lieux saints et de symboles majeurs du christianisme, qui n'est pas sans rappeler les accusations de profanation et de meurtres rituels de chrétiens qui ont nourri pour une large part l'antisémitisme traditionnel en Occident et déclenché les nombreuses persécutions des juifs réputé être un "peuple déicide et maudit" et que de telles connotations sont certes de sinistre mémoire et que l'on peut comprendre que les parties civiles s'en soient émues au plus haut point* ».

Et les juges de conclure ainsi : « *S'il est parfaitement légitime et même salutaire pour un journaliste d'assumer pleinement un regard critique dans le traitement de l'information télévisuelle sur l'action des gouvernements et des états quels qu'ils soient, il lui faut toutefois faire preuve de vigilance dans l'exercice de celui-ci, se garder en particulier d'une certaine dérive de l'esprit critique qui en diabolisant l'action de l'état hébreu et de son gouvernement risque non pas de favoriser directement l'antisémitisme mais de justifier sinon la complaisance, du moins la passivité des opinions publiques et des gouvernements à l'égard d'une « nouvelle judéophobie » qui se développe avec force dans certaines minorités musulmanes en Europe et dont nombres d'événements inquiétants apportent la preuve dans l'actualité récente* »⁴⁸.

Le site Internet de la chaîne publique sera également le théâtre de sérieux dérapages.

Le site Internet de la chaîne publique n'échappera pas à la critique. Les plaintes de nombreux internautes, mais surtout l'interpellation des pouvoirs publics par ces derniers, auront été nécessaires pour que la rubrique « *Proche-Orient* » du site de la RTBF soit revue fin 2001. Jusque-là, cette rubrique renvoyait l'internaute vers 13 sites palestiniens, contre un seul israélien.

Le site du Hamas comptait parmi les 13 sites palestiniens référencés par la RTBF, et bien que l'internaute se trouvait ainsi à portée de souris de la « *Glory of Record* » – la liste exhaustive, photos à l'appui, des attentats commis par l'organisation terroriste – la chaîne publique ne jugera pas utile d'avertir l'internaute quant à la teneur du site proposé, ni même sur l'idéologie véhiculée par le Hamas. Comment expliquer dès lors que, sous l'unique site israélien référencé, celui du ministère des Affaires étrangères de l'État hébreu, il était précisé que « *de nombreux groupuscules israéliens, responsables, comme le mouvement Kahane, d'actions comme le massacre d'Hébron de 1994, possèdent également de nombreux sites prônant la violence* » ?

Ces exemples illustrent la ligne éditoriale adoptée par la RTBF dans le conflit israélo-palestinien. On ne s'étonnera plus, dès lors, d'apprendre que le Hamas fait partie des mouvements islamistes « *modérés(...) qui*

*acceptent le jeu institutionnel et refusent tout recours à la violence»⁴⁹, d'entendre sur les ondes de la RTBF un journaliste dénoncer le « terrorisme d'État » pratiqué par un « Israël hors-la-loi (...) qui asphyxie le peuple de Palestine »⁵⁰, ou de lire une dépêche titrée « Le terrorisme Juif »⁵¹, quand on sait que la chaîne publique se cantonne à l'usage des termes « activistes » et « militants » lorsqu'elle évoque les terroristes palestiniens. D'autres acteurs médiatiques, probablement enivrés par l'anti-Israélisme ambiant, laisseront désormais libre cours à la prose la plus nauséabonde qui soit. On en verra l'application dans l'hebdomadaire néerlandophone à grand tirage *P-magazine*, à la lecture de cet éditorial signé par Rudolphus De Groot :*

« Je n'aime pas la forme du pays Israël. Pour moi, la forme est beaucoup trop étroite et beaucoup trop longue. Ça me fait penser à un ver solitaire. Je n'aime pas la politique du pays Israël. Pour moi, la politique est bien trop féroce et n'a aucun respect pour la population d'origine. Ça me fait penser à un ver solitaire.

Je n'aime pas la religion juive du pays Israël. Pour moi, la religion est trop arrogante et vit implacablement aux crochets d'un sentiment de culpabilité collective vieux d'il y a plus d'un demi-siècle. Ça me fait penser à un ver solitaire.

Je ne suis pas antisémite. C'est un titre qui revient à Israël. Les Palestiniens sont des Sémites. Israël assassine systématiquement des Sémites. Israël a, depuis sa création en 1948, élevé l'antisémitisme au rang de culture populaire et fait du terrorisme d'État une marque commerciale. Je ne suis pas anti-Juif. C'est un titre qui revient à Israël. Un état démocratique qui choisit pour Premier ministre un criminel contre l'humanité ne s'aime pas. Israël a épuisé le sentiment anti-Juif qu'il attribue aux autres et l'a utilisé comme bouclier pour excuser une hécatombe.

Je n'aime pas l'Israël de Sharon, comme je n'aime pas le Cambodge de Pol Pot, la Russie de Staline et le Chili de Pinochet. La seule différence entre ces noms et Sharon réside dans le fait que ce dernier n'appartienne pas encore au passé.

Que Sharon paraisse encore un jour devant le juge pour ses actes de barbarie n'est que d'un intérêt secondaire. Ce qui est digne d'intérêt, c'est que le crédit international d'Israël s'épuise petit à petit. Lentement mais sûrement, l'Europe se libère du fardeau qu'elle supporte depuis la seconde guerre mondiale.

Au fond, c'est bizarre qu'il ait fallu tellement de temps pour que le monde se rende compte qu'un génocide n'en justifie pas un autre. Un énième monument ou musée érigés sous la pression des industriels de l'holocauste ne serviront plus à rien. Danser sur les cadavres des ancêtres est indécent. Le temps est venu d'un musée pour Sabra et Shatila, un monument pour les enfants palestiniens assassinés, et un nouveau repentir européen. On peut rajouter sur la Tour de l'Yser⁵² le texte : "Plus jamais aveugle" ».⁵³

Quelques lignes auront suffi pour que De Groot étale son venin antisémite, dénonce les « industriels de l'holocauste », renoue avec la terminologie nazie de la « vermine juive », ressuscitée, pour l'occasion, sous la forme

d'un ver solitaire, et substitue au Juif d'Auschwitz le Palestinien de Ramallah. Quelles peuvent donc être les motivations de l'auteur de ce texte aussi absurde que scandaleux ? Et quels seront les effets d'un tel texte sur le lectorat, essentiellement jeune, de *P-magazine* ?

L'« affaire Sharon »

En 1993, le Parlement belge dotait le pays d'une loi dite de « compétence universelle » qui permettait de poursuivre les auteurs présumés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide, même s'ils avaient été commis hors de la Belgique, par des non-Belges, et contre des non-Belges. C'est sur la base de cette loi que, le 18 juin 2001, 23 plaignants libanais et palestiniens saisissaient les tribunaux belges pour que soient jugés les auteurs du massacre de Sabra et Chatila commis en 1982.

Dans l'acte d'accusation, nulle mention n'était faite du responsable reconnu du carnage, Elie Hobeika⁵⁴, seuls Ariel Sharon – ministre de la Défense à l'époque des événements – et deux autres officiels israéliens étaient incriminés. Il semblait dès lors manifeste que derrière cette prétendue soif de justice se cachait un procès d'intention, mais la suite de l'histoire montrera que cette évidence n'empêchera pas certains de sonner l'hallali.

De la trentaine de plaintes déposées à Bruxelles en vertu de la loi de compétence universelle, visant notamment Saddam Hussein, Yasser Arafat, Fidel Castro, Hissène Habré et Augusto Pinochet, seule celle déposée contre le Premier ministre israélien aura les faveurs de la presse. Cette affaire, qui empoisonnera deux années durant les relations belgo-israéliennes, sera pour certains acteurs médiatiques et politiques l'occasion d'en rajouter une couche à la diabolisation de l'État hébreu et de ses citoyens. Les intitulés des articles publiés en moins d'une semaine par *Le Soir* – le quotidien francophone le plus lu en Belgique – en donnent un aperçu : « *Ces Israéliens pleins de haine...* »⁵⁵, « *Israël étudie ses repréailles* »⁵⁶, « *Le Mossad se penche sur la Belgique* »⁵⁷, « *Une ligne dure contre la Belgique* »⁵⁸,...

Sur le plan politique, le sénateur écologiste Josy Dubié comptera parmi les plus virulents accusateurs du Premier ministre israélien. Président de la « Commission Justice » du Sénat, il occupait alors une place de choix et ne se privera pas, malgré le devoir de réserve lié à sa fonction, d'alimenter la polémique. En novembre 2001, une dépêche de l'agence de presse Belga relatait que « *Josy Dubié s'en est pris violemment aux autorités israéliennes, jeudi, à l'occasion d'une conférence de presse. (...) "La Belgique est un État de droit, et moi, je m'interroge sur ce qui fait la démocratie en Israël. Nous au moins, nous n'avons pas de sang sur les mains" a-t-il ajouté, dénonçant également l'attitude d'Israël "qui viole toutes les lois internationales"* »⁵⁹.

En janvier 2002, le sénateur et trois de ses collègues parlementaires se rendaient au Liban, dans le cadre d'une mission d'information sur les événements de Sabra et Chatila.

Sur place, Josy Dubié affirmera que « *le gouvernement Sharon pratique actuellement des massacres qui sont totalement inacceptables. (...) Nous*

sommes sûrs que la responsabilité des autorités israéliennes, et particulièrement celle du ministre de la Défense d'alors Ariel Sharon, est évidente. Il est impliqué. Il ne l'a [le massacre de Sabra et Chatila] pas seulement permis, il l'a encouragé »⁶⁰. À Beyrouth, lors d'une conférence de presse donnée par les sénateurs belges, ils déclareront : « *Nous sommes du côté de la justice. Entre 1943 et 1945, elle était avec les Juifs, aujourd'hui, elle est du côté des Palestiniens* »⁶¹.

Dans la foulée, les parlementaires demanderont, contre toute attente, l'ouverture d'une instruction à l'encontre de Shimon Peres pour des faits qui, alors qu'il était Premier ministre, causèrent la mort d'une centaine de Libanais du village de Kfar Kana en 1996. Ils déclareront que « *le lauréat du prix Nobel de la paix devait être jugé pour crimes de guerre* »⁶². Toujours durant leur périple libanais, l'un des sénateurs, Vincent Van Quickenborne, précisera lors d'une visite chez le secrétaire général du Hezbollah que « *l'idée de l'Union européenne d'inclure le Hezbollah dans la liste des organisations terroristes est très mauvaise* »⁶³.

Bien que les socialistes francophones seront, avec les écologistes, les plus ardents défenseurs de la plainte déposée contre le Premier ministre israélien, c'est la maladresse d'un des leurs, le député Patrick Moriau, qui allait enterrer la loi de compétence universelle et, ce faisant, l'action engagée contre Ariel Sharon. En effet, en soutenant la plainte déposée le 18 mars 2003 par des Irakiens contre l'ancien président américain George Bush, Dick Cheney, Colin Powell et Norman Schwartzkopf pour des faits commis pendant la guerre du Golfe en 1991, le député socialiste allait impliquer les Américains dans le débat. Les Etats-Unis n'étant pas Israël, ce nouvel abus ne laissera d'autre choix aux autorités belges que de mettre un terme à la polémique, en abrogeant la loi.

Jusqu'au bout, quelques parlementaires se battront pour qu'Ariel Sharon soit malgré tout convoqué devant les tribunaux bruxellois. Ce fut notamment le cas, à la fin du mois de mars 2003, lorsqu'un amendement fut voté par le Parlement afin d'éviter les usages abusifs de la loi et que la socialiste Karine Lalieux parvint à faire passer, à l'arraché, un bien singulier sous-amendement qui stipulait que la disposition votée ne serait valable que pour les plaintes déposées en Belgique après le 1^{er} juillet 2002. De cette manière, elle neutralisait la plainte déposée la semaine précédente contre les dirigeants américains, faisant ainsi baisser la pression, tout en s'assurant de la poursuite de la procédure entamée contre le Premier ministre israélien. Ce ne sera qu'une victoire de courte durée car la multiplication des plaintes farfelues – contre le Britannique Tony Blair, l'Américain George W. Bush et le ministre belge des Affaires étrangères Louis Michel – et la menace de voir le siège de l'OTAN quitter la capitale auront définitivement raison de la loi controversée, abrogée en juin 2003. Quelques voix notables s'élèveront pour dénoncer le dévergondage politico-judiciaire de « l'affaire Sharon ». En mars 2003, Jean-Pierre et Luc Dardenne, cinéastes belges « palmés » au Festival de Cannes en 1999 avec leur film « Rosetta », feront part de leur malaise à travers un texte intitulé « *Nous comprenons l'indignation des Israéliens* » et publié dans *Le Soir* : « *Ce que nous trouvons inquiétant est la dimension ultra-médiatique qui s'est emparée du processus de la plainte contre Ariel Sharon, et cela dès le*

premier stade de ce processus, avant même de savoir si elle sera fondée et pourra être effectivement reçue. Cette focalisation sur la personne d'Ariel Sharon est d'autant plus troublante qu'elle fait oublier que le seul responsable attesté des massacres de Sabra et Chatila est le commandant des phalanges chrétiennes libanaises, Elie Hobeika.(...) Ne peut-on craindre qu'à travers cette médiatisation incontrôlable le dépôt d'une plainte dans le cadre de la loi sur la compétence universelle ne serve d'abord de tremplin à des campagnes de dénigrement, à des stratégies de déstabilisation d'un individu et à travers lui d'un État ? »⁶⁴.

Si les frères Dardenne étaient, jusque-là, unanimement salués pour leur œuvre empreinte d'humanisme, les amis d'hier eurent tôt fait de prendre leurs distances. Au lendemain de la diffusion du texte des deux cinéastes, une brochette de syndicalistes et d'élus socialistes – Karine Lalieux et Pierre Galand entre autres – rétorqueront à travers les colonnes du même quotidien: *«De tous les combats sociaux, pour preuve encore votre présence à côté des sidérurgistes liégeois, toujours à dénoncer les inégalités quelles qu'elles soient, vous vous retrouvez, malgré vos dénégations, à défendre Ariel Sharon! (...) Chers Frères Dardenne, vous qui en deux heures d'émotions autour de la vie particulière de Rosetta avez dénoncé les conditions d'existence de toute une frange de la société, aujourd'hui dans une carte blanche, vous oubliez l'universalité du droit à la justice pour tous.(...) Votre carte blanche dans le premier quotidien francophone belge participe d'une médiatisation, non pas incontrôlable, mais tronquée »⁶⁵.*

Pour Claude Demelenne, journaliste à l'hebdomadaire «Le Journal du Mardi», les deux «lascars pro-Sharon» Jean-Pierre et Luc Dardenne «*“commettent” leur diatribe au moment précis où les parlementaires vont passer à l'acte et adopter le projet de loi de compétence universelle ou baisser pavillon devant les pressions, essentiellement du lobby ultrasoniste* ». À court d'arguments, le journaliste envisagera enfin que *«les deux frères – qui ne s'étaient jamais exprimé sur la question – pourraient avoir été instrumentalisés [car] certains faits, troublants, lèvent le voile sur ce qui ressemble à une offensive concertée »⁶⁶... par un mystérieux lobby à la solde de l'État d'Israël.*

C'est probablement Victor Dutroux, père du tristement célèbre pédophile Marc Dutroux, qui apportera la cerise au gâteau en déclarant à la télévision belge qu'«*Ariel Sharon, ça c'est un monstre! (...) Marc Dutroux n'est pas un monstre. C'est un bien grand mot* »⁶⁷.

Actions et inaction politiques

La judéophobie qui s'est développée ces dernières années en Belgique est très proche de celle qui sévit en France depuis le mois d'octobre 2000. Mais, si les autorités françaises ont fait preuve ces derniers mois de leur détermination à combattre de manière concertée ce fléau, tel ne semble pas encore être le cas en Belgique. On peut même dire de l'échiquier politique belge que, s'il compte quelques pompiers, ne manque pas de pyromanes. C'est principalement au sein de la gauche, socialiste et écologiste, que l'on

retrouve ceux qui, par leurs déclarations sur le conflit israélo-palestinien, ont participé à l'échauffement des esprits.

Depuis 1988, les socialistes dirigent la Belgique avec, au gré des résultats électoraux, les sociaux-chrétiens, les libéraux ou les écologistes. L'aile francophone du Parti socialiste (PS), bien discrète lorsque les bus explosent en Israël, ne manquera pas une occasion pour vilipender l'État hébreu. En mars 2001, le PS « *condamne la politique menée par le Gouvernement israélien qui recourt à des mesures discriminatoires et contraires aux droits de l'Homme comme la politique de colonisation, le blocage des fonds dus à l'Autorité palestinienne, le déni de justice ou encore le blocus "d'étranglement"* »⁶⁸. Suite à l'intervention américano-britannique en Irak, le président du PS, Elio Di Rupo, déclarait que « *le risque est grand que le gouvernement Sharon profitera de ce que l'attention du monde se focalise sur l'Irak pour décimer plus encore les populations palestiniennes* »⁶⁹.

C'est encore lui qui, pour faire taire la polémique née autour de la présence de Pierre Galand sur les listes socialistes, écrira que « *Pierre Galand est un Juste* ». L'utilisation de la majuscule pour qualifier de « Juste » la star de l'antisionisme locale n'aura pas échappé à certains. Dans un tel contexte, l'appel lancé par Elio Di Rupo « *à tous les progressistes, laïcs, chrétiens et musulmans, au monde associatif, aux altermondialistes* »⁷⁰ à rejoindre le PS aura particulièrement ému les « oubliés » du président.

Plus récemment, c'est l'eurodéputée socialiste Véronique De Keyzer qui a apporté sa pierre à l'édifice de la nazification de l'État juif quand, de retour de Cisjordanie, elle déclarait : « *On est revenu horrifiés. (...) On a trouvé que ce mur n'était pas un mur de sécurité, mais que c'était un mur d'apartheid. Les murs sont équipés de caméras de surveillance, il y a tous les X mètres des miradors avec des soldats qui surveillent. Que là où il n'y a pas de mur en béton, il y a des barbelés, et on a vraiment l'impression de camps de concentration. C'est la première image qui vient à l'esprit, et c'est une image terrible pour nous, qui avons toujours soutenu Israël à cause de la souffrance de la seconde guerre mondiale, de revoir, pour certains d'entre nous, des images qu'on n'aurait plus jamais voulu voir* »⁷¹.

En avril 2002, le sénateur libéral flamand Jean-Marie Dedecker, entraîneur de l'équipe nationale de judo, passait deux journées dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. De retour en Belgique, il déclarera : « *C'est terrible, horrible, ce qui se passe là-bas ; ils [les Israéliens] ne tuent pas seulement les gens avec les armes, ils les affament et étranglent leur société. (...) Ils font de la Cisjordanie un camp de concentration* »⁷². Le lendemain, il ajoutera que « *Gaza peut aisément être comparé à un grand camp de concentration. (...) Il y a une forte ressemblance avec ce qu'il s'est passé à Sabra et Chatila* »⁷³. En juillet 2003, Jean-Marie Dedecker confessait que « *si je devais vivre en Israël et que j'étais Palestinien, je deviendrais moi-même un terroriste* », pour ensuite mettre dans la bouche d'une tierce personne que « *si les Israéliens continuent ainsi, ils préparent leur deuxième holocauste* »⁷⁴.

En Flandre, le parti d'extrême-droite Vlaams Blok (VB) glane aujourd'hui un cinquième de l'électorat flamand. Karel Dillen, nostalgique de l'ère nazie et auteur de la traduction en néerlandais du premier livre négationniste, *Nuremberg ou la terre promise*⁷⁵, sera le co-fondateur, en 1977, du VB dont il assumera la présidence jusqu'en 1996. La jeune garde qui succèdera à Karel Dillen adoptera, du moins en façade, une image plus policée. C'est ainsi que, pour la première fois, un parlementaire du VB se rendait à une cérémonie de commémoration de la Nuit de Cristal, organisée à Gand en novembre 2002. À Anvers, où le parti extrémiste recueille le suffrage d'un électeur sur trois, son candidat au maïorat Filip Dewinter redoublera d'efforts pour séduire un vote juif historiquement hostile. Il mettra à profit les violentes manifestations organisées par Abou Jahjah et l'AEL dans la métropole flamande pour lancer, sans grand succès, une opération de charme⁷⁶. À Bruxelles, en avril 2002, quelques leaders du VB local voudront se joindre aux 2.000 membres de la communauté juive qui se recueillaient devant une synagogue qui avait été la cible de cinq cocktails molotov. Vertement accueillis par la foule, c'est sous l'escorte de policiers présents sur les lieux qu'ils devront précipitamment quitter les lieux.

En y regardant de plus près, on constatera que, outre la peu discrète idéologie raciste anti-arabe qui l'anime, le VB reste hanté par ses vieux démons. En février 2001, au cours d'une interview donnée à une télévision hollandaise, Roland Raes, alors vice-président du parti remettra en question le nombre de victimes juives de la Shoah ainsi que l'authenticité du *Journal d'Anne Frank*. Et, lorsque le journaliste lui demandera s'il doutait du fait que les chambres à gaz ont réellement existé à grande échelle, la réponse de Roland Raes fut : « *Oui, j'ose en douter. Je pense que ce qui nous a été donné à croire sur certains points a été très exagéré* »⁷⁷. Les remous provoqués par ces déclarations obligeront ce dernier à démissionner de la vice-présidence du parti, même s'il y reste depuis actif.

Créé en 1951 par Karel Dillen, le mensuel d'extrême-droite *Dietsland-Europa*, décrit un jour par Filip Dewinter comme étant « *la cellule de réflexion du Vlaams Blok* », publiera dans son édition de novembre 2002 un texte d'Oswald Kielemoes. Ancien élu du VB et membre du bureau du parti, celui-ci écrivait que « *les Juifs ont presque tous les médias de Grande-Bretagne entre leurs mains. (...) À travers ces médias, ils font la promotion uniforme, calculée, méthodique, immuable et intense de la transformation et de l'anéantissement de la Grande-Bretagne pour en faire un État multiracial et multiculturel, ils imposent aux Britanniques les intérêts d'Israël, contre la volonté et les intérêts des autochtones britanniques. En outre, que le terrible holocauste contre le peuple palestinien sans défense et innocent soit minimisé ou tu, va de soi. (...) Si les Britanniques, tant les Anglais que les Ecossois, les Gallois et les loyaux Nord-Irlandais veulent subsister, chacun avec leur propre culture, leurs us et coutumes, il est grand temps qu'ils brisent ce joug juif* »⁷⁸. Une fois repris par la presse démocratique, les propos d'Oswald Kielemoes ne laisseront d'autre choix au parti que de démissionner l'auteur du libelle antisémite.

Il semble donc que, malgré les efforts cosmétiques entrepris par l'actuelle direction du VB, la parole antisémite continue à proliférer au sein du parti

extrémiste flamand. On en aura un exemple supplémentaire en janvier 2004, lorsque Carine Anseeuw, candidate sur les listes électorales du VB, s'exprimait dans un journal flamand en tant que chef de cabine de la compagnie aérienne belge Sobelair. Alors que l'avenir de la société d'aviation était en balance, elle commentera en ces termes l'éventuelle reprise de la Sobelair par deux hommes d'affaires belges renommés et de confession juive : « *Je crois que la direction de la Sobelair a préparé un petit plan, précisément de vendre la société à ses amis Juifs, Victor Hasson et Georges Gutelman, les rabbins de la banqueroute* »⁷⁹.

Les quelques voix politiques que l'on entendra dénoncer avec force et conviction les dérives antisémites et antisionistes émaneront presque exclusivement des rangs de la droite libérale. En novembre 2002, le ministre-président de la Communauté française Hervé Hasquin déplorera le fait que « *la communauté juive a connu une année pénible comme jamais depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Or l'intégration sans renoncement à ses richesses et à ses valeurs dont la communauté juive a fait preuve en s'insérant véritablement dans le tissu social belge est exemplaire. Je répète encore : tolérance zéro pour ceux qui seraient tentés une fois de plus de considérer les citoyens belges appartenant à la communauté juive comme des boucs émissaires tout désignés pour subir des événements qui seraient importés chez nous de manière inacceptable* »⁸⁰.

L'eurodéputée libérale Frédérique Ries⁸¹, anciennement présentatrice-vedette et chef de rédaction du journal télévisé de la chaîne privée RTL-TVI, dénoncera à plusieurs reprises le climat antisémite et anti-israélien ambiant. Le 18 avril 2002, suite à l'incendie criminel qui aura entièrement ravagé un magasin d'alimentation kasher situé à Bruxelles, elle posait les questions suivantes : « *Se trouvera-t-il encore, comme précédemment, des fins analystes pour balayer l'intention, parler plutôt, et encore, de "bêtise et de désinformation", et par là-même excuser l'inexcusable ? Va-t-on continuer à accuser de jeter de l'huile sur le feu à ceux qui dénoncent ces actes odieux et lâches, attentats contre des Juifs, attentats contre des innocents, attentats contre la démocratie ? Faudra-t-il qu'il y ait un mort pour oser appeler les choses par leur nom ?* ». Le mois suivant, Frédérique Ries mettra en cause l'intégrité d'une journaliste de la RTBF, suite à une énième « erreur »⁸² de la chaîne publique sur l'actualité israélo-palestinienne : « *La journaliste passe ici, volontairement ou non (c'est tout le débat), de la subjectivité à la manipulation pure et simple. (...) Pourquoi aucun des filtres sensés prévenir de telles dérives n'a-t-il fonctionné ? (...) Sait-on à cause de qui, comment et éventuellement pourquoi la vérité s'est retournée pour correspondre si parfaitement au courant aujourd'hui politiquement et médiatiquement correct ? (...) Semer le doute et le feu dans les esprits est indigne* »⁸³.

En décembre 2003, le sénateur libéral François Roelants du Vivier exprimait également sa vive inquiétude face à la multiplication des incidents « *renouant avec cette honteuse tradition européenne du juif bouc émissaire. Ainsi, l'antisémitisme se nourrit dans sa version contemporaine d'un conflit au Proche-Orient et du malheur de deux peuples, dont l'un, le*

peuple juif, est supposé être le bourreau de l'autre. Une certaine gauche bien pensante – mais bien peu progressiste – cultive la démonisation non pas d'un gouvernement mais d'un État, celui d'Israël, dont l'existence est présentée comme incongrue». Il conclura par un rappel aujourd'hui devenu nécessaire: « Les leçons du passé doivent servir. À tout jamais »⁸⁴.

En février 2004, François Roelants du Vivier déposera, avec sa consœur libérale Christine Defraigne, une « proposition de résolution relative à la résurgence de l'antisémitisme en Belgique ». Dans le texte soumis au Sénat, les deux parlementaires faisaient part de leur préoccupation face à « *la montée en flèche de l'antisémitisme en Europe et notamment en Belgique. (...) Cette situation est intolérable. Il faut agir et mettre fin à ces attaques récurrentes contre les synagogues et les Juifs. (...) Les Juifs de Belgique forment une minorité d'environ 40 000 personnes, la démocratie ce n'est pas seulement le vote majoritaire, c'est aussi, et peut-être surtout, la protection des minorités et le respect de leurs droits. Nous ne pouvons également que nous interroger sur l'influence de la perception erronée du conflit israélo-palestinien, diffusée par certains médias* »⁸⁵.

La dégradation de la situation ces dernières années amènera le Roi des Belges Albert II à sortir de la traditionnelle réserve liée à son rang. Le 21 juillet 2002, à l'occasion des célébrations de la Fête Nationale, il relèvera que « *depuis quelque temps nous voyons resurgir en Europe certaines formes d'extrémisme. Et pourtant, après avoir subi les conséquences désastreuses de l'intolérance croissante des années 30, nous avons pensé être définitivement libérés de ce fléau. (...) La peur de l'autre est un sentiment qui engendre le racisme. (...) Ces derniers mois nous avons vécu chez nous les tristes effets de ce phénomène. Un couple marocain en a été la victime et a perdu la vie. D'autres communautés ne furent pas épargnées non plus comme en témoignent les attentats contre des synagogues. Il est inadmissible de chercher à importer chez nous les antagonismes qui existent au Moyen-Orient* »⁸⁶.

Des lendemains incertains ?

Volens nolens, les détracteurs de l'État hébreu auront, lentement mais sûrement, contaminé les esprits et, ce faisant, ravivé l'hydre antisémite. Ainsi, c'est après avoir vu un reportage du journal télévisé sur le « mur » qu'une Belge « de souche », caissière dans une grande surface du quartier chic de Bruxelles, déclarera en novembre 2003 à sa collègue: « *T'as vu ce qu'ils ont fait en Palestine avec ce mur... Ah, les Juifs, il faudrait tous les brûler!* ».

De pareils excès rappellent les incidents qui auront jalonné le long processus de déshumanisation qui précédera le génocide des Juifs et des Tutsis. Dans les deux cas, des décennies auront été nécessaires pour préparer les esprits à exterminer son voisin à coups de machette ou de Zyklon B... ou du moins à laisser faire. Aujourd'hui, c'est par un subtil effet domino que certains voudraient, en trois temps, dépouiller le trio Israélien-sioniste-Juif de son humanité.

Une lutte efficace et déterminée contre l'actuelle résurgence de l'antisémitisme ne pourra donc faire l'économie d'un débat sur la responsabilité des pyromanes de la pensée, qu'ils soient issus des rangs politique, médiatique, intellectuel, islamiste ou panarabe.

Un éditorialiste du New York Times synthétisait habilement la perversité de la situation: « *Critiquer Israël n'est pas antisémite. Ne pas l'admettre est hypocrite... Mais faire d'Israël un objet singulier d'opprobre est antisémite, et ne pas l'admettre est malhonnête* ».

Pour mieux l'appréhender, il faudra ensuite admettre que la judéophobie contemporaine n'est plus exclusivement l'apanage des courants traditionnels d'extrême-droite. Les quelques incidents évoqués dans la présente étude confirment que c'est essentiellement à l'opulente poitrine de l'islamo-gauchisme que l'antisémitisme aura été nourri ces dernières années. De même, on ne pourra davantage, au nom de l'antiracisme, taire la violence exercée par des membres d'une minorité, la communauté musulmane, sur les membres d'une autre minorité, la communauté juive. Ce n'est qu'après avoir adhéré à ces principes que l'on pourra faire reculer ce fléau qui, aujourd'hui, se sert du Juif-nation pour assouvir ses instincts les plus vils.

Joël Rubinfeld

NOTES

1. Les actes antisémites survenus en Belgique depuis le mois de janvier 2001 sont répertoriés sur le site www.antisemitisme.be.

2. Troisième rapport sur la Belgique de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, adopté le 27 juin 2003 et rendu public le 27 janvier 2004.

3. Une enquête réalisée en 2002 par le « Centre de Recherche sur l'antisémitisme » de l'Université technique de Berlin, à la demande de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, relate que « *depuis le début de l'Intifada al-Aqsa à l'automne 2000, le nombre d'actions violentes contre les Juifs et les institutions juives a augmenté, avec des auteurs présumés principalement issus des communautés arabes et musulmanes, spécialement ceux d'origine maghrébine* ».

4. Fédération des Etudiants Francophones, « Motion d'actualité sur la situation de l'enseignement en Palestine », 6 février 2003.

5. Fédération des Etudiants Francophones, « Motion de soutien de la FEF aux étudiants Palestiniens », 28 juin 2001.

6. Collectif de 327 universitaires belges, « Appel en faveur de la paix au Proche-Orient », *Le Soir*, 22 avril 2002.

7. Sara Brajbart, « Des étudiants juifs de l'Université libre de Bruxelles menacés de mort », *Proche-Orient.info*, 27 novembre 2002.

8. *Ibidem*.

9. François Robert, « Un acte antisémite secoue l'athénée », *Le Soir*, 20 novembre 2002.
10. Marc Van Impe, « Het wondere leven van Abou Jahjah », *De Standaard*, 30 novembre 2002.
11. www.arabeuropean.org.
12. Stijn, « Islam en homofobie », *Gay Belgium*, 18 décembre 2002.
13. Didier Burg, « Abou Jahjah s'exporte aux Pays-Bas », *Le Soir*, 4 mars 2003.
14. Mia Doornaert, « En wat met het racisme van Abou Jahjah? », *De Standaard*, 29 novembre 2002.
15. www.assabyle.com.
16. Cheikh Abou Al-Walid Al-Ansari, « La fin du « peuple d'Israël » : une vérité coranique », *Assabyle.com*, 2002.
17. Cheikh Bassam Abou Ata Ayachi, « Lorsque la mort devient belle, Monsieur Sarkozy ! », *Assabyle.com*, 2004.
18. www.particip.be.
19. www.oxfamsol.be.
20. Françoise Germain-Robin, « Pierre Galand : nous voulons réveiller l'Europe », *L'Humanité*, 28 février 2002.
21. Interview de Francine Naveaux par la journaliste Françoise Berlainmont au Journal parlé de 13 heures, *RTBF*, 9 juillet 2002.
22. www.association-belgo-palestinienne.be.
23. Eric Picard, « La paix israélo-palestinienne n'a pas été conclue à Lessines », *Agence diasporique d'information*, 26 novembre 2002.
24. Propos tenus lors d'une conférence à l'Université libre de Bruxelles, le 11 octobre 2001.
25. www.indymedia.be.
26. Texte intitulé « Complot contre Radio Islam », rédigé par Jessie et publié sur le site Indymedia.be le 23 mai 2003.
27. Sondage « Flash Eurobaromètre » effectué par EOS Gallup Europe à la requête de la Commission européenne, novembre 2003.
28. Agnès Gorissen, « Juifs, belges et viscéralement attachés à Israël », *Le Soir*, 27 novembre 2000.
29. Serge Dumont et Agnès Gorissen, « Israël envoie paître les Européens », *Le Soir*, 19 novembre 2001.
30. ????
31. Agnès Gorissen et Anne-Cécile Huwart, « Le banni de Bethléem parle au « Soir » », *Le Soir*, 13 août 2002.
32. Serge Dumont, « Ariel Sharon hué par les « ultras », *Le Soir*, 6 janvier 2004.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

33. Jonathan Lis, Arnon Regular et Jalal Bana, « Fatah terrorists kill man in Jordan Valley », *Haaretz*, 3 janvier 2003.
34. Serge Dumont, « Raids et rafles se succèdent », *Le Soir*, 3 janvier 2003.
35. Baudouin Loos, « Un ultimatum pour... gagner du temps ? », *Le Soir*, 20 décembre 2003.
36. Baudouin Loos, « Sharon donne-t-il ses chances à Abbas ? », *Le Soir*, 13 août 2003.
37. Baudouin Loos, « Sharon croit-il en la « feuille de route » de Bush ? », *Le Soir*, 27 mai 2003.
38. Baudouin Loos, « L'impasse désespérante », *Le Soir*, 6 octobre 2003.
39. Dépêche AFP, « Israël en grève pour quatre heures », *Le Soir en ligne*, 3 novembre 2003.
40. Dépêche Belga, « Mons sans bus jusqu'à mardi », *Le Soir en ligne*, 3 novembre 2003.
41. Dépêche Belga, « Cybercriminel belge au tribunal », *Le Soir en ligne*, 10 novembre 2003.
42. Serge Dumont, « Un « hacker » avait piraté le site du Mossad », *Le Soir en ligne*, 10 novembre 2003.
43. Simon-Pierre Nothomb, « L'ordre va-t-il régner à Gaza ? », *Le Soir*, 15 décembre 2001.
44. François de Cugnac, « Juif, mon Ami », *Le Soir*, 13 février 2002.
45. Illustration de Royer, *Le Soir*, 21 février 2003.
46. « Rencontre Verhofstadt-Sharon », *RTBF en ligne*, 18 novembre 2001.
47. Service de presse du Premier ministre de l'Etat d'Israël, 18 novembre 2001.
48. Jugement du Tribunal Correctionnel de Dinant du 20 avril 2004. Ce jugement est définitif.
49. Jonathan Crickx, « Qu'est-ce que l'islamisme ? », *RTBF en ligne*, 6 juin 2002.
50. Hughues Le Paige, « Israël-hors-la-loi », *RTBF dans Matin Première*, 2002.
51. Renaud Dumesnil, « Le terrorisme juif », *RTBF en ligne*, 8 juin 2002. La dépêche relate l'arrestation par la police israélienne de 3 Israéliens accusés d'avoir fomenté un attentat contre une école arabe de Jérusalem.
52. La Tour de l'Yser est un lieu de commémoration flamand de la Première Guerre mondiale. Les lettres AVV (Alles voor Vlaanderen: Tous pour la Flandre) et VVK (Vlaanderen voor Kristus: La Flandre pour le Christ) sont inscrites sur la Tour. À sa base, est inscrit « Nooit meer oorlog » (Plus jamais de guerre).
53. Rudolphus De Groot, « De Vrijdenker », *P-magazine*, 7 décembre 2001.
54. Elie Hobeika était à la tête de la milice des Phalanges chrétiennes qui ont perpétré le massacre de Sabra et Chatila en 1982. Dans le monde arabe, il est de notoriété publique que Hobeika a organisé les tueries. Le quotidien hachémite « Jordan Times » en atteste, le 17 septembre 2000, lorsqu'on y lit que « les familles des victimes [de Sabra et Chatila] pointent un doigt accusateur sur Elias Hobeika, ancien chef des services de renseignements des forces libanaises, qui est maintenant un membre sortant et pro-syrien du Parlement ». En juin 2001, le commentateur politique palestinien Saleh Al-Na'ami écrit, dans l'hebdomadaire du Hamas « Al-Risala », qu'« il est hypocrite d'attaquer Sharon ». Al-Na'ami identifie nommément les coupables, les « vrais criminels de guerre : Hobeika et la bande de misérables de son entourage d'alors ».

55. « Ces Israéliens pleins de haine... », *Le Soir*, 15 février 2003.
56. Serge Dumont, « Israël étudie ses représailles », *Le Soir*, 15 février 2003.
57. Serge Dumont, « Le Mossad se penche sur la Belgique », *Le Soir*, 19 février 2003.
58. « Une ligne dure contre la Belgique », *Le Soir*, 21 février 2003.
59. « Josy Dubié s'en prend violemment aux autorités israéliennes », *Belga*, 29 novembre 2001.
60. Hussain Abdul-Hussain, « Belgian senators decry Sharon as a "mass murderer" », *The Daily Star* (quotidien libanais anglophone), 22 janvier 2002.
61. Scarlett Haddad, « Sabra et Chatila: Les sénateurs belges clôturent leur mission d'information sur les massacres ». Josy Dubié: « La responsabilité de Sharon et des soldats israéliens est évidente », *L'Orient – Le Jour* (quotidien libanais francophone), 22 janvier 2002.
62. Yossi Melman, « Belgian lawmakers want Peres on trial for 96 Grapes of Wrath », *Haaretz* (quotidien israélien), 22 janvier 2002.
63. « Sabra et Cahtila: Les sénateurs belges rencontrent Hoss et Nasrallah », *L'Orient - Le Jour*, 23 janvier 2002.
64. Jean-Pierre et Luc Dardenne, « Nous comprenons l'indignation des Israéliens », *Le Soir*, 12 mars 2003.
65. André Mordant, Joël Mathieu, Karine Lalieux, Jean Cornil, Pierre Galand, Isabelle Simonis, Serge Hustache, Annick Thyre et Jean-Claude Van Der Meeren, « Chers Frères Dardenne, nous ne comprenons pas votre indignation », *Le Soir*, 13 mars 2003.
66. Claude Demelenne, « Pro Sharon. Les frères Dardenne ne font pas que du cinéma », *Le Journal du Mardi*, 18 mars 2003.
67. Interview de Victor Dutroux dans l'émission d'information *Telefacts* diffusée le 1^{er} septembre 2003 par la télévision flamande VTM.
68. Communiqué de presse du Parti socialiste francophone de Belgique, 19 mars 2001.
69. Elio Di Rupo cité dans un communiqué de presse du Parti socialiste francophone de Belgique, 23 mars 2003.
70. Bénédicte Vaes, « Le PS effeuille sa rose mais garde son drapeau », *Le Soir*, 14 janvier 2002.
71. Interview de Véronique De Keyzer dans le journal télévisé de 19h30, *RTBF*, 23 février 2004.
72. Peter Beaumont, « I don't want to be here...but what would you do? », *The Observer*, 7 avril 2002.
73. Communiqué de presse co-signé par les parlementaires Jean-Marie Dedecker, Vincent Van Quickenborne et Jan Roegiers, « Impressions et conclusions sur la visite en Israël et en Palestine, du 4 au 6 avril 2002 », 8 avril 2002.
74. Interview de Jean-Marie Dedecker dans un hebdomadaire flamand à grand tirage, « Zelf terrorist worden », *Humo*, 18 juillet 2003.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

75. « Nuremberg ou la terre promise », écrit en 1948 par le négationniste Maurice Bardèche, beau-frère du collaborateur français Robert Brasillach, dénonce « l'imposture et les mensonges du procès de Nuremberg ». Bardèche sera également à l'origine de la revue « Défense de l'Occident » qui publiera, entre autres, les écrits révisionnistes de Rassinier et de Faurisson.

76. Dans un communiqué de presse diffusé le 4 avril 2002 par le Vlaams Blok, Filip Dewinter s'en prend virulemment aux autorités anversoises qui ont été « incapables de garantir la sécurité de la population anversoise » et, en particulier, de la « communauté juive ».

77. Andrew Osborn, « Belgium's far right party in Holocaust controversy », *Guardian*, 9 mars 2001.

78. Extraits cités dans l'article « Britten moeten joods juk afwerpen » rédigé par Marc Spruyt et publié le 16 novembre 2002 dans le quotidien flamand De Morgen. L'article original d'Oswald Kielemoes, intitulé « Joden domineren de Britse media », est paru dans le mensuel *Dietsland-Europa*, en novembre 2002.

79. Interview de Carine Anseeuw, « Er is een overnemer, maar men wil hem niet », *Het Laatste Nieuws*, 8 janvier 2004.

80. Discours prononcé par Hervé Hasquin lors du centenaire de la synagogue bruxelloise sise avenue de Stalingrad, le 24 novembre 2002.

81. En février 2004, Frédérique Ries sera nommée Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement fédéral belge.

82. Il s'agit de la manipulation suite à laquelle 164 personnes ont assigné la RTBF devant la Cour pénale pour « incitation à la haine raciale », suite à un reportage de Pascale Bourgaux, en date du 24 février 2002, sur le pillage de la Basilique de la Nativité.

83. Frédérique Ries, « L'«erreur» de la RTBF », *Regards*, 28 mai 2002.

84. Extraits de l'éditorial « L'amalgame scandaleux » de François Roelants du Vivier, publié dans l'édition du mois de décembre 2003 du bulletin d'information du sénateur, Echos bruxellois.

85. « Proposition de résolution relative à la résurgence de l'antisémitisme en Belgique », déposée au Sénat belge en février 2004 par les parlementaires François Roelants du Vivier et Christine Defraigne.

86. Discours prononcé par le Roi Albert II lors de la Fête Nationale belge, le 21 juillet 2002.

L'ITALIE

Sergio I. Minerbi

Depuis toujours, on estime que l'Italie est réfractaire à l'antisémitisme. Les lois raciales imposées en 1938 par les fascistes, puis les atrocités de la République de Salò ont provoqué un traumatisme violent chez les Juifs. Après la libération, on était en droit d'espérer qu'un tel phénomène ne se reproduirait plus jamais. Et pourtant, même si de nos jours les lois raciales n'existent plus, l'antisémitisme est de retour et il progresse, masqué derrière les attaques contre la politique de Sharon. Les accusations antisémites font porter sur les Juifs la responsabilité de crimes qu'ils n'ont jamais perpétrés¹.

Ces signes ne sont pas neufs. L'antisémitisme est parfois camouflé sous le nom d'antisionisme, ainsi que l'écrit Gianni Scipione Rossi dans son dernier livre: « L'antisionisme sert de masque «convenable» à une aversion bien plus grave²». Cette situation a empiré lors de la guerre du Liban en 1982-83 et les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir. L'OLP, dans ce contexte favorable, a mené une attaque terroriste contre la synagogue principale du Lungotevere à Rome, le jour de la bénédiction des enfants (le 9 octobre 1982). Stefano, deux ans, y a trouvé la mort.

Quelques années plus tard, le Grand Rabbin de Rome, Elio Toaff, a lancé un cri d'alarme après que des actes antisémites sont survenus dans la capitale: « *Les dénonciations, les lettres anonymes, les graffiti révoltants et les profanations qui viennent de se produire sont peut-être les signes avant-coureurs d'actions déplorables, et pas seulement dirigées contre les Juifs. J'ai l'impression de revivre l'atmosphère d'il y a cinquante ans, juste avant l'adoption des lois raciales par le régime fasciste³* ».

Selon une autre théorie, l'antisémitisme est le moteur de l'opposition à la politique de l'État d'Israël. Sergio Romano, ancien ambassadeur d'Italie à Moscou, un éditorialiste du quotidien le plus important de la presse écrite, le *Corriere della Sera*, est le guide spirituel de cette forme d'antisémitisme.

Il fut l'un des premiers intellectuels italiens à exprimer le changement d'attitude envers Israël par des critiques féroces et teintées d'antisémitisme. Ce nouvel antisémitisme est celui d'un intellectuel de gauche à la mode, pour lequel la construction d'une carrière personnelle passe par l'attaque des Juifs en général et d'Israël en particulier.

La totalité du livre de Romano, *Lettre à un ami juif*⁴, traite de ce sujet. Il faut examiner ce livre avec attention car c'est l'un des exemples les plus significatifs de l'antisémitisme – et aussi parce que cet exemple n'est pas isolé. Son succès fut tel qu'une seconde édition de ce texte diffamatoire a été publiée il y a peu. D'autres intellectuels italiens ont suivi la voie ainsi tracée. Le texte de Romano est superficiel et très virulent envers les Juifs. Il attaque la religion juive, vise à la ridiculiser, sans réellement chercher à la connaître. Il s'arrogé le droit d'employer des termes et des expressions généralement qualifiées d'intolérables et manifestement peu convenables. Ainsi :

«*La dictature des ennuyeuses lois juives, ce catéchisme fossile (248 recommandations et 365 interdictions selon Rabbi Toaff) de l'une des religions parmi plus antiques et les plus rétrogrades jamais pratiquées en Occident*⁵. *Ce judaïsme archaïque, porteur de colère, imperméable à la perception de toute forme de tolérance et de pacifisme, est l'expression d'une réaction aux Lumières*⁷ ». Romano cite de larges extraits du livre de Paolo Orano, *Les Juifs d'Italie*, publié en juin 1937 juste avant la promulgation des lois raciales pour préparer le terrain à ces lois infamantes⁸. Romano présente donc la thèse de l'antisémitisme des fascistes comme si elle avait déjà un droit de cité. Selon Romano, les Juifs sont leurs propres ennemis car « *leur présence massive dans les rangs de la révolution les rend suspects au regard de la bourgeoisie, leur talent dans la finance et leurs parvenus les rendent suspects au regard de la gauche, leur cosmopolitisme rend méfiants les nationalistes, et leur isolement rend méfiant tout le monde*⁹ ». Après une telle description, si Romano avait seulement eu une once d'honnêteté intellectuelle, il aurait bien été forcé d'admettre la fausseté des généralisations et de reconnaître qu'il accusait les Juifs d'une chose et de son contraire.

Romano ajoute deux motifs supplémentaires à ce nouvel antisémitisme : « *le premier concerne la place privilégiée que l'État d'Israël, grâce au soutien de la communauté juive, occupe dans le monde... le second motif est paradoxalement la part grandissante du génocide dans l'histoire de ce siècle*¹⁰ ». N'importe quel observateur impartial de l'ONU sait bien que cette auguste organisation est depuis de nombreuses années le porte-parole de la propagande palestinienne; cet observateur sait également qu'une cinquantaine de résolutions est approuvée chaque année par l'Assemblée générale et que toutes ces résolutions condamnent Israël unilatéralement, sans la moindre parcelle d'objectivité. Le second « motif » est en fait une menace déguisée : « chers « amis » Juifs, cessez d'évoquer la Shoah sinon vous allez réveiller les antisémites ! » Romano écrit : « *De Spinoza à aujourd'hui, le juif le plus intelligent est original, séduisant et toujours, sous certains côtés, c'est un « marrane*¹¹ »... *À la veille de la seconde guerre mondiale, les intellectuels Juifs restaient des intellectuels « marranes », c'est-à-dire des hommes et des femmes appartenant simultanément à deux*

*mondes différents capables de les comprendre parce qu'ils se situaient à leur frontière*¹²». Le terme péjoratif de « marrane » désigne les Juifs qui sont revenus ou ont essayé de revenir à la religion de leurs parents après leur expulsion d'Espagne. L'Inquisition les a considérés comme des chrétiens hérétiques et les a brûlés sur des bûchers élevés sur les places des villes¹³. Romano, lorsqu'il emploie le terme « marrane » entend signifier que, s'ils veulent être acceptés, les Juifs d'aujourd'hui doivent soit renier leur judaïsme soit le cacher puisque la société ne les tolère pas en son sein. Après avoir accusé une partie des Juifs de conforter la thèse de la culpabilité collective des Allemands d'aujourd'hui, Romano soutient maintenant que la thèse de la « responsabilité collective » se retourne contre les Juifs eux-mêmes¹⁴. Qui soutient cette thèse ? Romano reste dans le flou, ne fournit aucune référence précise et ne donne aucun nom ; pour lui, ces idées « *sont émises par certains Juifs* ». Lors du procès Eichmann¹⁵, le gouvernement israélien a suivi une conduite radicalement opposée à l'accusation collective du peuple allemand. Avec minutie, il a déployé des efforts considérables pour démontrer la responsabilité d'un individu face aux crimes que ce dernier avait personnellement commis. La thèse bien connue de la culpabilité collective du peuple allemand est illustrée dans le livre de Goldhagen : *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*. Mais ce livre a reçu de nombreuses critiques en Israël¹⁶, démontrant une fois de plus l'absence de fondement des accusations de Romano.

Il y a ceux qui sont nostalgiques de l'époque où les Juifs, sauf une minorité de sionistes, avaient tellement honte d'être nés avec une telle tache qu'ils s'humiliaient eux-mêmes et rêvaient d'être comme les autres. Ces Juifs – « *ces aïeux étrangers à la violence*¹⁷ » pour Primo Levi – ont appris à se faire tout petits et même à tendre l'autre joue, comme dans le catéchisme catholique. « J'aime le Juif à l'échine courbée » écrit Natalia Ginzburg, italienne et juive, dans les pages du quotidien *La Stampa* en 1973, pendant la guerre de Kippour. Au cours de leur période d'émancipation, les Juifs voulaient acquérir par le combat l'égalité avec leurs concitoyens. La lutte d'aujourd'hui est autre : il s'agit d'obtenir le droit d'être différent et de maintenir sa culture au sein d'un état démocratique.

Insinuer, de manière subtile et révoltante, que les Juifs veulent entretenir le souvenir de la Shoah à des fins personnelles est particulièrement choquant pour tout être humain. Romano écrit ainsi : « *Cette stratégie du souvenir est souvent la réponse à une demande normale de sécurité... le souvenir du génocide est une police d'assurance...*¹⁸ » L'écrivain Primo Levi explique le désir de certaines personnes d'oublier la Shoah : « *Celui qui a infligé des blessures en enfouit profondément le souvenir, pour s'en débarrasser, pour alléger son sentiment de culpabilité*¹⁹ ». « *Supprimer du souvenir un acte coupable est l'illustration la plus exemplaire de la déformation de la mémoire*²⁰ ». Dans son livre *La tentation de l'oubli*, Franco Ferrarotti écrit : « *L'oubli est le dernier refuge de ceux qui préfèrent tout enterrer, qui n'ont pas le courage de regarder leur passé en face, qui veulent l'oublier comme un mauvais rêve : une amnistie collective et rapide grâce à une amnésie générale*²¹ ».

Romano accuse l'État d'Israël de se servir de la Shoah pour obtenir une «légitimité internationale» mais ne fournit aucun exemple à l'appui. Il affirme : « Dans le passé, cette utilisation a fourni à Israël non seulement une précieuse source de légitimité internationale mais aussi une extraordinaire arme diplomatique²² ». Romano ajoute qu'il voit dans « l'évocation du génocide et la dénonciation de l'antisémitisme » un moyen de pression dans les mains d'Israël : « Rien ne peut autant justifier un agresseur que le souvenir des violences qu'il a lui-même subies. Pourrait-il exister un lien entre certaines manifestations déplaisantes des hommes politiques israéliens depuis la guerre du Liban jusqu'à maintenant, et la vigilance contre l'antisémitisme à laquelle nous sommes appelés à faire attention de plus en plus fréquemment ?²³ ».

La Shoah fait bien sûr partie de la mémoire collective d'Israël. Israël est d'abord le seul pays au monde où un Juif est automatiquement un citoyen. C'est ensuite un pays qui doit assumer le rôle de gardien du souvenir de la Shoah, en particulier en ces temps où tant de gens refusent d'admettre qu'elle ait jamais eu lieu. Mais assimiler une telle attitude à l'emploi abusif d'une « arme diplomatique » par le gouvernement israélien est exagéré, d'autant plus que Romano n'en apporte aucune démonstration.

Nolte et le Révisionnisme

Romano a été amené à écrire son livre parce que, se lamente-t-il, « *Le passé de l'Europe ne « passe » pas* ». Il faut rappeler à ce sujet le livre de Gian Enrico Rusconi *L'Allemagne : un passé qui refuse de passer*²⁴. Le sujet du livre est un débat entre des historiens allemands, suivi d'un essai de Ernst Nolte, un historien révisionniste notable. J'ai relevé les contradictions de Nolte et ses thèses inacceptables : l'absurdité de l'idée d'un objectif commun au sionisme et au nazisme ; l'existence d'« une affinité étroite entre Judaïsme et Bolchevisme » ; la justification des persécutions nazies à l'encontre des Juifs en raison de leurs propos provocateurs ; le risque aux yeux d'Hitler d'être lui-même la victime d'une attaque de Staline pour expliquer sa « guerre d'Asie » ; le soupçon de rationalité que l'on trouverait à la base de la haine démente contre les Juifs²⁵.

Dans le même ordre d'idées, Romano affirme, comme Nolte, que les guerres du vingtième siècle ont éliminé pas moins de 87 millions de victimes ; que 12 millions de personnes sont mortes dans les goulags russes s'ajoutant aux 7 millions de morts du collectivisme stalinien ; et il en arrive à une amère conclusion : « *L'opinion publique n'accorde pas la même importance à tous ces génocides. Celui des Juifs occupe une place prédominante dans l'imaginaire collectif de l'Occident*²⁶ ». Reprenant cette discussion, Romano a écrit : « *Le génocide des Juifs, même s'il était « qualitativement » différent des autres massacres du XX^e siècle, n'en demeure pas moins un événement de l'Histoire, qui doit être étudié et expliqué dans le contexte spécifique dans lequel il s'est déroulé*²⁷ ».

Même si la Shoah est analysée dans son contexte historique, elle restera toujours un épisode singulier de l'histoire de l'humanité. L'efficacité des nazis, les tueries à l'échelle industrielle, les meurtres d'hommes, femmes, enfants et vieillards de tous pays – ces actes devenant une fin en soi au point

d'être poursuivis alors même que la tournure prise par la guerre aurait dû dicter leur arrêt – c'est tout cela, le sinistre privilège de la Shoah: être un événement singulier. Selon Romano, « *le génocide, pour les tenants du judaïsme le plus rigide, est en quelque sorte une vengeance par le meurtre*²⁸ ». C'est une absurdité, mais viendra un jour où quelqu'un poussera l'absurdité à son terme en affirmant que ce sont les Juifs qui ont souhaité et inventé la Shoah.

J'ai eu l'occasion de démontrer les erreurs de Romano dans un petit livre que j'ai écrit²⁹. Bien que Romano m'ait cité, il n'a pas tenu compte de mes remarques dans la préface à la nouvelle édition de son livre. Il s'est même surpassé en faisant une différence entre antijudaïsme et antisémitisme, en évoquant la « *présence disproportionnée des Juifs dans les factions révolutionnaires* » ou l'État d'Israël qui « *se sert du génocide pour mieux défendre et justifier son existence.* » Romano évoque en avril 2002 la question de Jénine et s'étend à longueur de pages sur le cas de Cornelio Sommaruga, ancien président du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Il oublie simplement d'informer le lecteur que l'accusation faite à Israël d'avoir tué 5 000 Palestiniens à Jénine avait été ramenée à 500, puis finalement à 52 tués, parmi lesquels se trouvaient de nombreux hommes armés. Ils furent tués dans une bataille si dure que 23 soldats israéliens y ont également trouvé la mort.

Le Mouvement National Juif

Le sionisme est le mouvement national du peuple juif. Il a été fondé en même temps que les mouvements nationaux de libération européens du XIX^e siècle, après le « Printemps des nations » de 1848 et l'émancipation des Juifs instaurée par la Révolution française de 1789. Il fut d'abord conçu comme un mouvement politique par un journaliste, Théodore Herzl, qui en a écrit le programme dans un petit opuscule, *L'Etat juif*, publié à Vienne en 1895. Il est hors de doute que la conception de Herzl a conduit à la création du mouvement national juif. Au cours de sa courte vie (il est mort en 1904 à l'âge de 44 ans), il est devenu le premier et le principal ambassadeur du mouvement sioniste par son activité politique intense. En 1904, il a rencontré le pape Pie X au Vatican, le sultan Abdul Hamid II à Constantinople et l'Empereur d'Allemagne Wilhelm II à Jérusalem. Mais par-dessus tout, il a créé l'Organisation Sioniste dont le premier congrès s'est tenu à Bâle en 1896.

Le 14 mai 1948, Ben Gourion a proclamé la naissance de l'État d'Israël. L'objectif principal du sionisme avait été magnifiquement mené à bien en 50 ans, mais le rêve de rassembler la presque totalité du peuple juif dans un seul et même pays n'a pas été réalisé. Romano persiste à dire que c'est cela le constat de l'échec du sionisme: « *C'est l'écran derrière lequel on a pu cacher cette vérité gênante: le succès remarquable de l'État d'Israël va de pair avec l'échec de l'idéologie sioniste.* » Mais d'autres peuvent affirmer à l'opposé que peu d'idéologies dans le monde peuvent s'enorgueillir d'une réussite aussi pleine et durable que le sionisme.

Dans leur grande majorité, les Juifs d'Italie n'ont pas pris part au mouvement sioniste, au moins dans ses tout débuts. Romano prend pour

exemple un juif italien Arnaldo Momigliano, incontestablement un intellectuel sérieux mais certainement pas un « échantillon représentatif » des masses juives d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Cela lui permet ainsi d'affirmer que *« le refus de partir [en Palestine] n'est que la manifestation la plus aboutie de l'hostilité... avec laquelle le sionisme a été reçu dans la grande majorité de la communauté juive avant ou après la Grande Guerre³⁰ »*.

Romano oublie délibérément que l'entrée en Palestine est soumise au contrôle de la Grande-Bretagne et qu'en général le seul moyen d'obtenir un « certificat » (un visa d'entrée) était de posséder au moins 1000 livres sterling, une somme proprement inimaginable pour les Juifs de Pologne ou d'ailleurs. Les autorités britanniques ont interdit l'entrée des Juifs en Palestine avec leur *Livre Blanc*, publié en 1937 à la veille de la Shoah, qui a conduit ces mêmes Juifs au massacre. Romano ne comprend pas que des vrais Juifs puissent être aussi de vrais Italiens et il affirme que *« depuis presque une centaine d'années... la principale ambition des Juifs de la Péninsule est de se débarrasser du ghetto, de la nourriture cachère, des pratiques religieuses, des automatismes mentaux et rituels de leur tradition culturelle et religieuse³¹ »*. Romano fait un amalgame entre les Juifs qui choisissent de manger de la nourriture casher et les Juifs qui, pendant des siècles, ont été contraints de vivre enfermés dans les ghettos, d'abord par la République de Venise, ensuite par l'État pontifical au XVI^e siècle. Romano exige des Juifs qu'ils rejettent leur foi religieuse pour prétendre devenir *« général, ministre, président du conseil. »* On peut se demander si leurs collègues catholiques du Parti italien démocrate chrétien, par exemple, l'exigeraient également.

Romano affirme que les Juifs italiens ne sont pas attirés par Israël, un pays dont ils ne peuvent partager « l'orientation religieuse excessive ». Il ajoute : *« Ils savaient qu'en Israël, s'ils avaient choisi d'y partir, ils auraient dû vivre avec les Ashkénazes des shtetls ou des ghettos orientaux et avec les Sépharades des pays arabes : des gens d'un monde archaïque avec lesquels ils n'ont rien à voir³² »*. Romano est coutumier d'affirmations totalement dénuées de fondement réel. Parmi les 40 000 Juifs italiens, 5 000 ont choisi de s'établir en Israël et pour eux la réalité est complètement différente, comme le montre une intéressante enquête conduite par Sergio Della Pergola et Amedeo Tagliacozzo³³.

Victimes et bourreaux

L'opinion de Romano sur l'État d'Israël ne repose sur rien lorsqu'il écrit : *« le souvenir des humiliations subies et un sentiment de supériorité intellectuelle ont donné naissance à un peuple arrogant, impérialiste, belliqueux et comme De Gaulle l'a dit en 1967, « dominateur »... Les Israéliens sont les sur-hommes (Urbemensch) du Proche-Orient³⁴ »*. Cette dernière définition qui compare les Israéliens (encore une autre généralisation) au « surhomme » nazi est particulièrement choquante car elle établit une ressemblance entre les Israéliens et les Nazis, ce qui est pour le moins ignoble. Primo Levi a écrit : *« Confondre [les bourreaux] et leurs victimes est une dépravation morale ou une pose esthétique ou un signe de*

complicité morbide; mais c'est par dessus tout un inestimable service rendu (délibérément ou non) à ceux qui nient la vérité³⁵ ».

Selon Romano, Israël est un pays « *courageux, dur, impérieux, méprisant et très souvent capable de mentir sans scrupules³⁶ ».* Pour appuyer sa thèse, Romano ne donne qu'un seul exemple : celui de Ben Gourion qui a refusé d'admettre l'opération de Qibya en 1953³⁷, mais il oublie de mentionner que les autorités israéliennes ont reconnu leur responsabilité dans cette opération depuis lors. Ignorance ou mauvaise foi, Romano ne laisse pas la réalité troubler son raisonnement.

Le raisonnement de Romano est également dominé par l'ignorance et les préjugés lorsqu'il écrit : « *L'origine géographique de la majorité des immigrants a progressivement renforcé dans la composition de la société la proportion des Juifs orientaux ou d'Afrique, c'est-à-dire des communautés les plus repliées sur elles-mêmes et religieuses³⁸ ».* « Israël n'est pas l'État des Juifs » complète-t-il, « *c'est plus simplement l'État d'une partie du judaïsme oriental et arabo-africain³⁹ ».*

Il est clair que Romano ignore tout des données démographiques d'Israël : en 2001, 2,17 millions des 5,25 millions de Juifs vivant en Israël, soit 41,3 %, étaient d'origine européenne ou américaine, alors que 1,57 millions, soit 30 %, étaient d'origine africaine ou orientale. Mais le plus intéressant dans ces données est qu'actuellement 3,252 millions de Juifs, soit 62 % de la population, sont nés en Israël⁴⁰.

Romano persiste à dire que « *pour survivre et s'imposer, le sionisme doit disposer d'un moyen de pression – la solidarité entre les communautés Juives du monde entier et l'internationale juive imaginée par les antisémites – ce qui sur bien des points est à l'opposé de sa philosophie d'État⁴¹ ».* La solidarité avec la communauté est bilatérale : les communautés juives veulent recevoir le soutien et les conseils d'Israël dans les domaines culturels et éducatifs. Il n'y a rien d'anormal à ce qu'Israël ait de nombreux sympathisants parmi les Juifs de la Diaspora et veuille resserrer ses liens avec ces derniers. Mais il n'y a rien de nouveau dans ce débat puisqu'on le trouvait déjà dans le mythe du *Protocole des Sages de Sion*. Il est intéressant de constater que Romano a estimé nécessaire d'inclure le texte de ces *Protocoles*, dans leur totalité, dans l'un de ses livres, *Les faux Protocoles*⁴². Peut-être a-t-il été mû par un souci de vérité historique. Mais l'on peut s'interroger sur la nécessité d'être si scrupuleux. Il faut conclure qu'il leur attribue une grande importance pour avoir jugé nécessaire de les inclure dans leur intégralité.

Alberto Asor Rosa

Alberto Asor Rosa enseigne à l'Université *Sapienza* à Rome et c'est un spécialiste de la littérature italienne. Il se positionne à gauche sur l'échiquier politique italien contrairement à Romano. Et pourtant, il partage avec Romano sa totale critique de l'État d'Israël et sa position a eu un grand retentissement en Italie. Asor manifeste une grande ignorance du judaïsme, presque incroyable à la vérité, à moins que l'on ne se rende compte de l'antisémitisme sous-jacent à son raisonnement douteux.

Il est absurde d'affirmer: «*La culpabilité de l'Occident vis-à-vis du judaïsme a été neutralisée, si l'on veut bien admettre que le poids de la culpabilité envers l'Islam est aussi lourd*»⁴³. L'État d'Israël trouve ses origines dans la célèbre Déclaration Balfour de 1917, adoptée ensuite par la Société des Nations qui l'a introduite dans le préambule au mandat sur la Palestine attribué à la Grande Bretagne en 1922. À cette époque, la culpabilité de l'Occident vis-à-vis des Juifs, grandissante au fil des siècles, n'inclut pas encore la Shoah et il n'y a pas d'équilibre possible. Il n'existe par ailleurs aucune culpabilité envers l'Islam: alors que naît la minuscule patrie des Juifs en Palestine, émerge sur un territoire beaucoup plus étendu un ensemble d'États arabes islamiques, créés de toutes pièces, parmi lesquels la Syrie, l'Irak et la Cisjordanie. Le Liban, un pays alors pluraliste, était devenu une république islamiste et l'Égypte n'avait pas encore acquis son indépendance. Le Moyen-Orient devenait arabe et musulman, les maronites au Liban et les Juifs en Palestine constituant les seules exceptions. L'Occident n'avait nul besoin de se sentir coupable envers l'Islam devant de tels résultats: il avait permis la création de plus d'une dizaine d'États arabes indépendants juste à côté d'une toute petite terre juive.

Dire que «*le judaïsme, pour devenir Israël, a assimilé les grands héritages de l'Occident*» est une erreur. Si Asor fait référence à la création d'un État, les Juifs n'avaient nulle nécessité d'accepter un héritage autre que le leur: ils avaient un État sur cette terre même d'Israël bien avant la fondation de Rome, en même temps que l'empire égyptien et l'empire babylonien, dont les civilisations dépassaient largement celle de l'Occident et dont les Juifs ont pu s'inspirer. Si, d'un autre côté, Asor fait référence à la science, il ne faut pas oublier alors que de nombreux aspects de la science occidentale reposent sur les contributions des Juifs dans les domaines de la médecine, de la psychanalyse, de la physique, des mathématiques. C'est une logique d'échanges, quoique cette position soit à l'opposé des écrits de Giuliano Della Pergola, qui emploie exactement les mêmes thèmes pour démontrer avec force l'appartenance d'Israël à l'Occident: «*Je fais référence à la science, la rationalité, la démocratie et la courtoisie, à la diffusion des ordinateurs, à l'organisation et à la spécialisation des métiers. En un mot, à la modernité*»⁴⁴.

La question de la modernité est cruciale car une bonne partie de l'islamisme radical provient de ce que l'Islam n'arrive pas à trouver le moyen de protéger sa tradition tout en acceptant la modernité. L'Islam a fait de nombreux emprunts au judaïsme, comme l'absence de séparation de la religion et de l'État, ou encore un monothéisme rigoureux dénué d'iconographie. Mais ce que l'Islam n'a pas encore assimilé, c'est la capacité à s'adapter à de nouvelles solutions pour s'ouvrir à la modernité. Après un Âge d'or, durant lequel les Juifs et les musulmans ont assuré le relais entre la science grecque et orientale et l'Occident (il suffit de se souvenir de l'école de médecine de Salerne au IX^e siècle), les Juifs ont continué pour leur part sur la voie du progrès scientifique tandis que la fraction la plus extrémiste de l'Islam refusait de s'y engager.

L'enracinement des Juifs en Occident est très ancien, souligne à juste titre David Sorani: «*Quiconque connaît l'histoire juive et l'histoire de l'Occident mesure bien l'influence du judaïsme sur le mode de vie*

européen depuis plus de deux mille ans et la réciprocité des multiples échanges. L'Occident ne serait pas ce qu'il est s'il n'y avait pas eu la contribution du judaïsme⁴⁵ ». Asor, de son côté, avance sans la moindre preuve: « D'un peuple de prêtres et d'intellectuels est né un nouveau peuple de zélotes. Un État est né et un peuple a disparu. Une armée fabuleuse a été levée, invincible, mais la tradition et la pensée ont fondu comme neige au soleil⁴⁶ ».

Les détracteurs d'Israël l'accusent systématiquement de tout et de son contraire. Tantôt Israël est considéré comme un État religieux, plongé dans la tradition juive et donc ni laïque ni assez moderne, tantôt c'est exactement le contraire. La réalité est plus compliquée et les facettes d'Israël sont multiples. L'extermination organisée des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale a rendu les survivants solidaires d'Israël. Par ailleurs, on trouve des scientifiques, des rabbins, des juges, des philosophes, des écrivains, dans l'armée, y compris parmi les soldats. Chacun a ses propres opinions qui ne sont pas nécessairement en accord avec celles d'une quelconque majorité. Non seulement le peuple israélien ne disparaît pas, mais il sort bien plutôt renforcé par l'État d'Israël. Il est difficile de comprendre pourquoi le droit à l'autodétermination, reconnu pour tous les peuples, devrait être refusé aux Juifs. Il est inconcevable que la création d'un État palestinien soit soutenue alors que dans le même temps celle d'un État israélien ne le soit pas. L'État-nation est une invention européenne du XIX^e siècle dont les Juifs ont accepté la forme mais pas le fond. Israël a interprété d'une manière toute personnelle l'association du respect de la tradition et de l'État moderne.

Asor semble contrarié ou à tout le moins surpris que les Juifs aient abandonné leur statut de victime et il affirme qu'ils ont endossé le rôle du bourreau. Si l'on s'en tient aux faits, les Juifs ne sont pas devenus des assassins, mais ils n'ont aucune raison de se laisser enfermer dans le rôle de « victimes » pour des millénaires. Pour celui qui ne peut tolérer que la victimisation des Juifs soit une période révolue, il est sans doute indispensable d'accuser les Juifs d'être devenus eux-mêmes des bourreaux. On entend encore et toujours répéter que les États arabes sont humiliés en permanence. La Syrie et l'Égypte ont attaqué Israël par surprise en 1973 et leur tentative de supprimer Israël de la surface du globe a échoué de peu. Qu'a fait l'Europe à ce moment-là ? Certains pays ont refusé d'autoriser le transit par leur sol des armes et des munitions américaines, affaiblissant encore plus les positions d'Israël. L'ombre du pétrole arabe planait sur la politique européenne, guidée par la panique d'être à cours de ce liquide vital. En fait, il n'y avait aucune pénurie, comme les dirigeants le savaient parfaitement.

Les nations arabes du Moyen-Orient pouvaient se sentir « humiliées » pour d'autres raisons, comme l'ont brillamment expliqué certains arabes musulmans dans la publication en 2002 d'un compte rendu du Programme pour le Développement des Nations Unies sur le développement des Arabes⁴⁷. Selon ce rapport, trois facteurs constituent des obstacles majeurs au développement économique : il est indispensable de respecter les droits de l'homme et la liberté politique ; d'autoriser les femmes arabes à déployer leurs pleines capacités ; et enfin de consolider l'acquisition des savoirs par

leur mise en pratique effective. Le rapport indique que la participation de la population à la politique intérieure et à l'économie demeurent la plus faible au niveau mondial. L'absence de démocratie dans les pays arabes est l'obstacle principal au développement des ressources humaines et de l'économie, c'est-à-dire les facteurs les plus humiliants pour les nations arabes. Contrairement à ce que prétend Asor, ce n'est pas un « ordre venu d'en haut » qui décrète que les « masses de l'Islam devront ramper dans la boue pendant encore des siècles⁴⁸ » mais ce sont plutôt les sociétés arabes elles-mêmes qui en sont responsables.

Asor accuse Israël d'arriver à la « conclusion monstrueuse mais inévitable de la supériorité raciale du peuple juif en face de pays limitrophes sous-développés. » Il ne prend pas la peine de citer ses sources et nous ne saurons jamais à quel auteur il fait allusion. Aucun chef d'État israélien n'a jamais soutenu une telle position politique et Asor n'apporte aucune preuve de ces déclarations. Les détracteurs professionnels d'Israël suivent ainsi une démarche caractéristique : porter des accusations totalement non fondées qui finissent par acquérir le statut de « faits », simplement parce qu'elles ont été prononcées. Une autre accusation sans fondement vise le « groupe politique para-fasciste » qui a pris le contrôle du gouvernement israélien. Le parti travailliste, dirigé par Barak, a perdu les élections en 2001 face à Ariel Sharon pour plusieurs raisons, parmi lesquelles le refus d'Arafat de discuter les propositions généreuses de Barak, lors du sommet de Camp David et son choix de se lancer plutôt dans l'Intifada.

Asor affirme qu'Israël « est devenu avant tout le monde la référence pour le reste de l'Occident, y compris les États-Unis » dans le domaine des technologies militaires. C'est sans doute exact, mais pour des raisons qu'Asor ignore délibérément. La première est que les fondamentalistes islamistes, dans leur course à la suprématie, ont jugé astucieux pour leurs intérêts d'apaiser l'Occident, en assurant attaquer seulement Israël. Si l'on considère l'Europe, le procédé a été indubitablement couronné de succès. Le vieil antisémitisme européen a été associé à la sympathie pour la cause palestinienne pour des raisons comparables à celles invoquées par Asor : la soi-disant humiliation des Palestiniens, leur sous-développement chronique, le détournement systématique des soutiens des européens pour financer le terrorisme et les fonds personnels de l'un des dirigeants, alors que dans le même temps, aucun Palestinien ne peut exprimer son désaccord parce qu'il n'y a pas de démocratie. Tout ceci contribue à freiner le développement des Palestiniens. Ni l'allégeance des terroristes palestiniens aux Brigades Rouges et aux autres groupes terroristes européens, ni le choix de cibles en Italie et dans d'autres pays européens n'ont éveillé l'attention des Européens et ne les ont amenés à agir. Ils n'ont cherché qu'à poursuivre les affaires, fussent-ils se mettre à genoux devant les fondamentalistes pour obtenir une sécurité précaire. C'est seulement après que les fondamentalistes ont attaqué les États-Unis le 11 septembre 2000 que l'on a assisté à un changement de la politique des États-Unis et par ricochet, à certains changements de la politique européenne.

La deuxième raison est elle aussi politique et non pas militaire. Paul Thibaud traite de la crise morale et politique que l'Europe traverse en raison de l'absence de perspectives, d'une mauvaise conscience collective

et d'un individualisme excessif. Il ajoute : « *La culpabilité de la Shoah est au centre de cette crise*⁴⁹ ». Il n'existe plus de force morale capable de combattre des forces étrangères dans une Europe dont la natalité est tombée à un niveau jamais vu, où triomphe l'hédonisme et où la nouvelle religion s'appelle consumérisme. Les Européens ont traversé la période de la Guerre froide sous le parapluie nucléaire des américains, économisant ainsi des millions de dollars sur les budgets militaires mais se trouvent à présent sans défense. La Guerre froide appartient au passé et l'anti-américanisme rampant est devenu une question d'actualité alors que le véritable danger réside dans le fondamentalisme islamique.

L'Église catholique est viscéralement anti-américaine et pro-islamiste, comme on a pu le constater au cours de la guerre en Irak⁵⁰. Le Pape est peut-être fasciné par la spiritualité de l'Islam, ou alors il s'inquiète du sort des communautés chrétiennes du Moyen-Orient, mais en tout cas, son soutien va aux musulmans. Dans la crise qui a précédé l'attaque de l'Irak, à chaque fois que l'Église a manifesté son opposition à la guerre, elle n'a jamais oublié d'évoquer simultanément les « droits légitimes » des Palestiniens, bien qu'à première vue ces deux propositions paraissent sans rapport. Israël a démontré qu'il était possible et nécessaire de combattre le terrorisme islamique et il l'a fait avant le monde occidental dont la torpeur lui fait choisir l'anti-américanisme plutôt que la lutte contre le terrorisme islamiste.

La troisième raison a été dans une certaine mesure imposée à Israël. C'est le premier État à avoir été l'objet d'attaques terroristes, c'est donc naturellement le premier État à avoir mis au point des tactiques de défense. Le détournement d'un avion de ligne d'El-Al en vol vers l'Algérie a obligé les Israéliens à mettre en place des procédures de contrôle violemment critiquées à l'époque par les autres compagnies aériennes, qui les ont adoptées par la suite. Chaque attaque terroriste appelle de nouvelles méthodes de défense et il est maintenant question d'équiper les avions de ligne d'El-Al de nouveaux systèmes inventés en Israël pour détourner d'éventuels missiles. Contrairement aux affirmations d'Asor, Israël ne s'est pas perdu en se « militarisant » mais a plutôt démontré sa volonté et sa capacité de survie. L'intellect et l'autodéfense vont de pair chez les JUIFS. Israël survit grâce à son armée et les JUIFS participent au monde intellectuel grâce, entre autres choses, à l'existence de l'État d'Israël.

Barbara Spinelli

Barbara Spinelli est une journaliste réputée du quotidien *La Stampa* qui semble avoir voulu suivre les traces de Romano, d'abord dans un livre⁵¹, ensuite dans un virulent article antisémite. En octobre 2001, elle écrit ainsi : « *L'existence d'Israël est un scandale... par la manière dont sa création a été conduite, par les sacrifices supportés de ce fait par les Palestiniens qui n'avaient jamais pris part à l'extermination des Juifs d'Europe. Et enfin, et ce n'est pas la moindre raison, par la manière dont la religion de Moïse avalise dans notre monde des prérogatives qui sont plutôt méta-historiques qu'historiques, apparentées aux textes sacrés plutôt qu'à l'évolution naturelle des peuples et du temps*⁵² ».

Spinelli oublie qu'à la veille de la création de l'État d'Israël, les Palestiniens avaient refusé la résolution du 29 novembre 1947 des Nations-Unies sur la partition de la Palestine et avaient choisi de déclarer la guerre aux Israéliens, parce qu'ils étaient sûrs de pouvoir les jeter à la mer. La Bible est sans aucun doute respectée en Israël, mais l'État se fonde sur des lois internationales et sur le droit des peuples à l'autodétermination.

Spinelli fait en outre preuve d'une ignorance incroyable du judaïsme ou d'une mauvaise foi caractérisée lorsqu'elle écrit que le monothéisme des Juifs inhibe « *la disposition d'esprit propice au doute philosophique et religieux qui est à la base même de l'excellence morale de l'Europe et qui caractérise le monothéisme chrétien, et catholique plus précisément.* » Cette déclaration est particulièrement risible : les Juifs ont donné au monde Maimonide, Spinoza, Freud et Einstein, à l'origine d'avancées de la pensée philosophique depuis des siècles. Elles sont la conséquence de la gymnastique mentale continue que nécessitent les discussions talmudiques, dénuées du dogmatisme qui imprègne le catholicisme.

Spinelli poursuit : « *Il devient urgent de faire enfin son mea culpa devant chaque Palestinien et plus largement devant l'Islam.* » Les Juifs en général, et Israël en particulier, n'ont rien à se reprocher au plan de leurs relations avec l'Islam. Les Juifs vivent dans des pays musulmans depuis des siècles, entretenant d'assez bonnes relations avec leurs habitants, pour autant, ils sont restés des *Dhimmi*, des citoyens de seconde zone. Israël a tenté de maintenir de bonnes relations avec d'autres pays islamiques comme la Turquie et plus récemment l'Égypte et la Jordanie en dépit du conflit avec les Palestiniens. Si l'on se place du point de vue de la religion, les Juifs n'ont aucun ressentiment envers l'Islam. Cette attitude n'est, hélas, pas partagée. Les islamistes fondamentalistes, même s'ils sont minoritaires au sein de l'Islam, justifient leurs actes terroristes par leur foi religieuse.

Et pourtant, selon Spinelli, « *il en est pour penser, en Israël même, que les Israéliens appellent de nouvelles souffrances pour les jours à venir, pour se régénérer tout en aspirant à une sorte de deuxième Holocauste.* » Elle évoque également la « tentation de l'apocalypse » qu'elle attribue aux Israéliens sans mentionner un seul Israélien qui l'aurait prétendu. D'ailleurs, il ne reste qu'un petit pas à faire, entre dire que les Juifs aspirent à un « nouvel holocauste » et suggérer que le premier a été tout aussi appelé de leurs vœux.

Spinelli accuse les Juifs, comme d'autres l'ont fait depuis longtemps, de « *fidélité duelle et contradictoire vis-à-vis d'Israël et vis-à-vis de l'État auquel ils appartiennent.* » De fait, il n'y a aucune contradiction dans cette fidélité, même si Spinelli soutient qu'« *il serait peut-être temps de remettre en cause les liens avec Israël.* » La solidarité avec Israël perturbe certains intellectuels qui ont publié en 1982, dans les pages de *La Repubblica*, un appel aux Juifs italiens pour qu'ils condamnent la politique d'Israël. Le Juif fier, qui se défend, est un importun pour les Juifs timorés qui recherchent l'assimilation complète. Les Italiens, dont des millions de compatriotes vivent aux États-Unis et en Amérique du Sud, savent qu'il est possible d'entretenir un lien spirituel avec la mère-patrie et d'être en même temps d'excellents citoyens du pays d'accueil.

L'Intifada vue depuis l'Italie

« *Je suis depuis longtemps convaincu que le front principal en temps de guerre est celui des media, et j'ai consacré un livre entier à la position anti-israélienne de la télévision belge*⁵³ ». Ferrante Pierantoni a abordé la désinformation dans le contexte plus large de la guerre non-violente qui se substituera à terme, selon lui, à la forme de guerre que nous connaissons actuellement⁵⁴. Les prochaines parties auront pour nom : l'Internet, le piratage informatique et la guerre technologique.

Des sommets de haine contre Israël ont été atteints après le début de la seconde Intifada : nombreux ont été les champions de la campagne anti-israélienne dans la presse italienne, comme par exemple Igor Mann et Ugo Tramballi, et aussi Leonardo Coen et Riccardo Christiano. La grande majorité de la presse italienne a considéré qu'Ariel Sharon a été à l'origine de cette Intifada en se rendant au Mont du Temple à Jérusalem. Peu importe, pour ces journalistes, que le ministre palestinien de la Communication, Imad el Faluji ait déclaré le 5 mars 2002 alors qu'il était au Liban : « *L'Intifada n'avait rien de spontanée ; elle a été organisée à la suite de refus d'Arafat des propositions de Clinton, lors du sommet de Camp David. C'est une erreur de penser que le déclenchement de la violence palestinienne est le résultat de la visite de Sharon au Mont du Temple.* »

Les critiques voudraient bien oublier la proposition du premier Ministre Barak, à Camp David, de céder 96 % des territoires occupés et d'accepter la partition de Jérusalem. Yasser Arafat n'a même pas considéré les propositions de paix d'Israël et a déclenché l'Intifada. Les Palestiniens ont voulu l'Intifada dans l'espoir d'obtenir par les armes et la terreur ce que la table des négociations ne leur apportait pas. Arafat continue toujours d'exiger le droit au retour des réfugiés ce qui n'est qu'une manière détournée de signifier la destruction d'Israël. Il l'a encore dit récemment : « *Personne ne peut abolir le droit au retour*⁵⁵ ». Il ne fait aucun cas de l'installation en Israël de très nombreux Palestiniens depuis une dizaine d'années et de leur naturalisation à la suite de mariages avec des citoyens israéliens. Près d'un million de Juifs ont été contraints d'abandonner leur maison dans les pays arabes et de chercher refuge en Israël. Il sera nécessaire dans le plan final de prendre aussi en compte les droits des réfugiés Juifs et les solutions seront à trouver sur le terrain économique et non territorial.

Les Palestiniens avaient déjà compris en 1982 l'importance qu'allaient prendre les media, et tout particulièrement la télévision, sur la scène des batailles. Dans cette guerre, la plus grande partie de la presse italienne et de la RAI (radio et télévisions nationales italiennes) ont pris le parti des Palestiniens oubliant complètement que leur devoir était de fournir une information objective au public italien. Une partie de la presse italienne a confondu les auteurs des attaques terroristes et leurs victimes, au point même de décompter le terroriste parmi les victimes ; il ne faut pas oublier une mention particulière au terme *kamikaze*, dont l'emploi est un contresens historique lorsqu'il s'agit de parler des assassins de femmes et

d'enfants, comme l'a justement fait remarquer le cardinal Rulli. Le terme « colon », employé par la presse, renvoie au colonialisme et légitime presque la mort des victimes. Deux critères servent de référence pour décrire ce que sont d'une part les soi-disant « exterminations » menées par les Israéliens et d'autre part des attaques minimales menées par les Palestiniens⁵⁶. Aucune humiliation ne justifie l'emploi de la terreur et le terrorisme n'est pas l'acte sporadique de gens désespérés vivant dans des taudis, comme on voudrait nous le faire croire. Le terrorisme est une activité, menée par des organisations comme le Tanzim, le Jihad islamique et le Hamas, qui recrutent des candidats pour les attaques suicides, les payent, leur fournissent une instruction et les conduisent sur le lieu du crime. Après l'attaque, ces organisations apportent leur soutien financier aux familles des terroristes.

Tramballi conclut ainsi son livre: *« Il n'y a qu'un seul responsable à l'origine de la souffrance manifeste que les Palestiniens s'infligent depuis un demi-siècle: Israël. Parce qu'il a mené une politique de répression raciste, parce qu'il a saboté les négociations, Sharon a délibérément entretenu le conflit sur la question palestinienne... Les premiers ministres israéliens se sont tous, à quelques exceptions près, retrouvés dans la même situation: celle du médecin qui ne guérit pas son malade mais l'enfonce de sang-froid dans la dépression⁵⁷ »*. Il est difficile de représenter de manière plus simpliste une réalité aussi complexe que celle du conflit israélo-arabe.

L'Église catholique et les Juifs

L'accusation de déicide est le point de départ de l'antisémitisme des chrétiens qui a pris plusieurs formes au cours des siècles⁵⁸. Manucci a établi une chronologie des mesures antisémites inspirées par l'Église au cours du temps⁵⁹. L'Église elle-même a reconnu que l'atmosphère de haine et de diabolisation des JUIFS créée par ses enseignements a encouragé le massacre des Juifs. Même si l'Église ne peut être tenue pour directement responsable, elle a constitué un terrain fertile pour l'antisémitisme. L'Église a publié en 1998 un document, « Souvenons-nous », dans une tentative d'éluder toute responsabilité durant la Shoah et où il est écrit: *« La Shoah a été l'œuvre d'un régime néo-païen contemporain. Les racines de l'antisémitisme plongent en dehors de la chrétienté⁶⁰ »*. Cette position est discutable et à l'opposé de celle de certains catholiques éminents. Le cardinal Roger Etchegaray écrit: *« Il ne fait aucun doute que les débuts de l'antisémitisme précèdent le christianisme et ont des racines païennes mais il faut bien admettre qu'il a été conforté par les arguments pseudo-théologiques du courant chrétien. Et les chrétiens, ébranlés par ces discours, n'ont pu y rester sourds lorsque l'antisémitisme nazi a éclaté dans toute la brutalité du génocide⁶¹ »*.

Lorsqu'un groupe de Palestiniens armés a investi l'église de la Nativité à Bethléem le 2 avril 2002, le Vatican, et le pape en premier, a mobilisé le monde contre les israéliens qui encerclaient la Basilique sans y pénétrer⁶². Tout au long du mois d'avril et au début du mois de mai, les responsables

du Saint-siège ont tenu des propos violemment anti-israéliens par les voix du Pape Jean-Paul II, du cardinal Jean-Louis Tauran du secrétariat du Vatican, du cardinal Roger Etchegaray, de Michel Sabbah, le Patriarche de l'église latine de Jérusalem et du Père Ibrahim Fares de la Custodie de la Terre Sainte. Les Palestiniens armés ont profané un lieu saint de la chrétienté durant les quarante jours du siège de l'église de la Nativité de Bethléem et pendant tout ce temps, le Saint-siège n'a attaqué qu'Israël qui faisait, depuis l'extérieur de l'église, tous les efforts en son possible pour empêcher les terroristes de s'échapper.

Parmi tous les mensonges proférés pendant ces quarante jours, il y a la dépêche de la RAI annonçant que les Israéliens avaient tué un prêtre Salésien, le Père Jacques Amateis, «alors qu'il célébrait la messe à l'autel⁶³». Il était en réalité parfaitement vivant. Le nonce Pietro Sambi lui-même a démenti l'accusation mais peu de gens en Italie voulaient vraiment reconnaître l'erreur. Les journalistes italiens comme Giuseppe Bonavolonta et Marc Innero ont expliqué dans leur livre comment les treize terroristes palestiniens sont sortis l'église pour être envoyés en exil en Europe : « *Ces femmes [palestiniennes], ces enfants massés sur les toits des maisons ne comprenaient pas la raison de cette injustice. Leurs maris, pères, fiancés étaient des héros, les héros de la cause palestinienne, des combattants pour la liberté de leur peuple*⁶⁴ ». Les journalistes oubliaient de dire que ces mêmes treize palestiniens avaient «du sang sur les mains» et avaient commis des actes de terrorisme avant d'investir la Basilique. Et tandis qu'on les faisait sortir, des mères et des épouses israéliennes n'arrivaient pas à comprendre comment de tels individus pouvaient être libérés alors même qu'ils avaient «héroïquement» assassiné leurs enfants et leurs maris.

Le lynchage de Ramallah et l'ambassadeur Vento

Le 12 octobre 2000, deux soldats de réserve israéliens entrèrent par erreur dans Ramallah et trouvèrent refuge dans le poste de police local. La foule, avec l'aide des policiers, les a lynchés et jetés depuis la fenêtre du second étage. Cet événement a été filmé par un cameraman de Mediaset et le soir même, le monde entier pouvait voir ces images horribles. Quelques jours plus tard, le 16 octobre, un encart facturé était inséré dans le quotidien palestinien *Al Hayat al Jedida* dans lequel le correspondant de la RAI *Riccardo Cristiano* s'adressait aux autorités palestiniennes :

« L'une des chaînes de télévision privées de la concurrence (et non la télévision officielle italienne, la RAI) a filmé les événements... Le public a cru comprendre que nous (la RAI) avions pris ces images. Nous affirmons que ce n'est pas cela qui s'est produit car nous sommes toujours respectueux des procédures journalistiques de l'Autorité palestinienne pour le travail fait en Palestine. »

Il est facile de comprendre derrière le texte de Cristiano que les « procédures » en question consistent à maquiller la vérité et interdire de filmer la réalité quand il n'est pas bon que la vérité soit exposée. On pourrait se demander si la télévision nationale «diffuse seulement les images reflétant le point de vue des Palestiniens» comme nous l'a laissé

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

entendre Enrico Mentana, le directeur de TG5 (la chaîne privée de télévision Mediaset, en concurrence avec la RAI)⁶⁵. En outre, le terme utilisé pour nommer un meurtre sanglant était «événement» puisque ce sont des Israéliens et non de Palestiniens qui ont été lynchés.

La RAI a rappelé Cristiano en Italie et pour sa promotion, l'a nommé au siège de New York. Cette promotion permet de supposer que Cristiano a rédigé le texte du journal palestinien en suivant fidèlement les directives des dirigeants de la RAI; ce texte ignoble, qui accuse les collègues de Cristiano, a obligé ces derniers à quitter la région à cause des menaces pesant sur leur vie. Enrico Mentana (Mediaset) a accusé Cristiano d'avoir proféré « une dénonciation majeure. »

L'ambassadeur italien auprès des Nations-Unies, Sergio Vento, a tenu les propos suivants aux journalistes le 19 octobre 2000: « *Israël était en train de perdre la guerre; c'était évident, il suffisait de regarder les informations télévisées de CNN. Deux événements ont alors apporté une justification morale à cette forme de guerre: la destruction du Tombeau de Joseph et le lynchage des deux soldats à Ramallah. On est en droit de se demander s'il s'agissait d'une pure coïncidence.* »

Selon Vento, les Israéliens étaient au courant du projet de l'attaque du Tombeau [par les Palestiniens] et les deux soldats avaient été envoyés à Ramallah comme des «agneaux expiatoires⁶⁶». En un mot, il s'agissait d'une ruse des Israéliens pour gagner des points dans la guerre des médias. Cette hypothèse est non seulement absurde et superficielle mais aussi inepte de la part d'un diplomate expérimenté. Pire encore, il n'est pas exclu que l'ambassadeur Vento suivait les ordres de son supérieur, le ministre italien des Affaires étrangères, Dini, lequel cherchait à obtenir le soutien des Arabes à l'élection du candidat italien à un poste aux Nations-Unies. Ce qui incite à remonter jusqu'à Dini est que Vento n'a pas été rappelé, qu'il n'a pas été obligé de présenter sa démission et qu'il a été promu à un poste à Washington.

Alitalia et les matchs de football

La compagnie nationale italienne a fait atterrir son vol direct Rome-Tel-Aviv à trois heures du matin dès le début de l'Intifada de manière à ce que ses équipages ne séjournent pas à Tel-Aviv. Aucune mesure de cet ordre n'avait été prise que ce soit vis-à-vis des États-Unis après le 11 septembre, ou des Philippines, de la Finlande, de l'Indonésie – pays qui ont été la cible d'attaques terroristes. Il est difficile dans ce contexte d'y voir autre chose qu'une manière de punir Israël, et Israël seulement, des actions terroristes menées par les Palestiniens.

Ce qui se déroule dans le monde du football est encore plus sérieux. Les Israéliens ne sont plus autorisés à accueillir à domicile, les matchs qui les opposent aux équipes européennes dans le cadre de l'Union des associations européennes de football (UEFA) ou dans le championnat de la ligue européenne des champions. Israël est puni deux fois: par un préjudice moral parce qu'il est privé du soutien de ses supporters locaux, et par un préjudice financier. Tout se passe comme si quelqu'un était puni pour avoir reçu des menaces de la Mafia. À nouveau, aucune mesure de cet ordre n'avait été prise auparavant: ni à l'encontre des équipes italiennes du temps

des Brigades Rouges, ni contre la Bosnie, ni contre les Philippines. La discrimination anti-israélienne dans le domaine du football est assez claire : elle ne s'applique pas à d'autres sports comme le basket-ball, le volley-ball ou la coupe Davis⁶⁷.

À l'école : le crucifix et les manuels scolaires

Un nouveau problème a surgi récemment en Italie à la suite de la décision d'accrocher un crucifix dans les écoles et les bâtiments publics. Le Grand Rabin de Rome Riccardo di Segni estime que le crucifix est avant tout un « signe religieux » et il écrit : « *Pour nous, c'est d'abord l'image d'un fils de notre peuple atrocement supplicié ; mais c'est aussi le rappel impitoyable d'une religion qui, au nom de la croix, brandie telle une arme, a persécuté, exclu et humilié notre peuple et d'autres aussi*⁶⁸ ». Le dernier concile a infléchi sa position mais l'intolérance est devenue une question d'actualité. L'unification de l'Italie s'est faite contre l'avis de l'église catholique. Pendant des décennies, l'État s'est clairement dissocié de l'Église, affirmant l'assise juridique plutôt que religieuse de son fonctionnement. On reste perplexe devant la soudaineté de ce total revirement.

Les mensonges sont nombreux dans les manuels scolaires italiens, et tout particulièrement dans les livres d'histoire et de géographie. Ce n'est pas une nouveauté. Lucia Roditi Forneron avait déjà écrit en 1992 : « *Les manuels sont tendancieux et n'apportent que de la désinformation sur Israël et le judaïsme, créant l'ignorance parmi les jeunes, suscitant le rejet et le mépris du peuple et de l'État Juifs. L'antisionisme, l'anti-sémitisme et le révisionnisme historique sont amenés à prendre de l'ampleur dans ce contexte*⁶⁹ ».

Par exemple, la cinquième classe de l'école secondaire Copernicus de Bologne a choisi de se servir du manuel « *Les territoires de l'Histoire*⁷⁰ ». Le chapitre qui traite de la question palestinienne emprunte à Livia Rokach un texte absolument singulier par le caractère tendancieux et le maquillage des événements historiques qu'il expose. Rokach y soutient que la communauté sioniste a accepté en 1947 la résolution des Nations-Unies « *autorisant tout de suite toute opération de nature militaire visant à « nettoyer » son territoire de la population arabe*⁷¹ ». La vérité était tout autre : les Juifs ont été immédiatement attaqués par toutes les nations arabes voisines et leurs armées dès que la résolution a été adoptée par l'ONU.

Les universitaires contre Israël

Quelques uns des enseignants de l'université Ca'Foscari de Venise ont lancé un appel en février 2003 à ne pas participer à une conférence qui devait se tenir en Israël et à ignorer les demandes scientifiques et culturelles en provenance d'Israël. Selon le recteur de la Ca' Foscari, Maurizio Rispoli : « *Cet appel a été signé à leur initiative par six des cinq cents enseignants et ne peut en aucun cas être considéré comme le reflet de la position de l'établissement.* »

Amos Luzzatto, président de l'union des communautés juives, estime cette attitude contre-productive : « *L'idée d'un embargo culturel est odieuse et*

de plus, les principales forces oeuvrant pour la paix et l'entente avec les Arabes se trouvent dans les universités israéliennes. Le sabotage des universités revient à poignarder dans le dos ceux qui prennent de grands risques pour faire ce que font certains universitaires italiens dans leurs salons à grands traits de plume. »

Giovanni Levi, enseignant en Histoire moderne a parlé d'anti-sémitisme. Mais l'un des signataires, Francesco Gatti, enseignant en Histoire orientale, répond : « *Je suis d'accord avec cette façon de voir les choses car si je suis contre le sionisme, je ne suis pas antisémite : je suis convaincu qu'Israël aurait dû respecter les résolutions de l'ONU concernant les territoires occupés, mais on a assisté depuis 1967 à l'escalade de la violence sans interruption. Les relations avec les institutions israéliennes doivent être reconsidérées à la lumière de ces propos*⁷² ». Le professeur Michelangelo Torri est allé beaucoup plus loin en écrivant dans le magazine Nuvole qu'il affirmait que l'attaque du 11 septembre 2001 contre les Tours jumelles de New-York était le fait d'une conspiration des Juifs⁷³. Le magazine apporte des précisions : « *Naturellement, une fois de plus, l'hypothèse d'une opération montée par de puissants groupes financiers internationaux, bénéficiant de la complicité d'anciens agents des services secrets américains et l'hypothèse d'une action appuyée et menée par les services secrets israéliens ne sont pas mutuellement exclusives*⁷⁴ ».

D'autres voix

Si l'on veut prendre un peu de recul, il faut se souvenir que l'Italie d'aujourd'hui a également été le théâtre de nombreuses réactions au soutien inconditionnel apporté aux Palestiniens. Le président du Sénat, Marcello Pera a exposé lors d'un déplacement à Tirana les risques encourus à oublier les « raisons des israéliens. »

Le cri d'alarme de Petra se rapportait à l'information qui ne devrait pas instaurer « une opinion tellement manipulée et favorable à une seule partie – c'est-à-dire les Palestiniens – ce qui aurait pour conséquence la résurgence de l'antisémitisme⁷⁵ ».

Oriana Fallaci écrit dans l'un de ses articles les plus célèbres : « *Je trouve honteux que les télévisions nationales participent à la renaissance de l'antisémitisme en pleurant sur les seules morts palestiniens tout en dédramatisant les morts israéliens par des commentaires neutres*⁷⁶ ».

Le directeur du quotidien *Il foglio*, Giuliano Ferrara, a organisé à Rome une grande manifestation de solidarité avec Israël le 15 avril 2002, avec pour slogan « Israël doit vivre. » Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, a envoyé de Bruxelles le message suivant : « *en ce jour de solidarité, je voudrais proclamer haut et fort que l'Europe se sent proche des hommes et des femmes d'Israël.* » D'autres messages de soutien ont été adressés par le vice-premier ministre Gianfranco Fini, par le président de la Chambre des députés Pier Ferdinando Casini et par le Premier Ministre Silvio Berlusconi⁷⁷. Parmi les auteurs d'articles équitables, on citera Paolo Lieli, Ernesto Galli delle Loggial⁷⁸ et Enzon Bettiza⁷⁹.

Fiamma Nirenstein, correspondante de La Stampa à Jérusalem, écrit dans

un livre récent : « *Un message important en faveur de la liberté nous est venu en cette fin de journée de Jérusalem, venant d'un État de droit, d'une démocratie parlementaire, d'une armée humaniste, capable de tout par attachement à ces valeurs sur lesquelles cet État s'est bâti. Au monde et à lui-même, Israël, au nom de ces valeurs, a su donner des vies humaines, a su se battre et vaincre*⁸⁰ » Dans l'interview qu'il a accordée au quotidien israélien *Haaretz*, Gianfranco Fini indique : « *J'ai [déjà] dit que le fascisme était contraire aux droits de l'homme et j'ai aussi dit que les lois raciales ont été à l'origine de la période la plus noire de l'histoire de l'humanité... en tant qu'Italien, je me dois d'assumer cette responsabilité. Les Italiens portent le poids de ce qui s'est passé après 1938, depuis les lois raciales jusqu'en 1945. Ils ont une responsabilité historique, une responsabilité nationale mais non pas individuelle*⁸¹ ».

Je voudrais conclure en citant la réponse du Grand Rabbin de Rome, Riccardo di Segni, à la question de savoir s'il percevait les signes d'une renaissance de l'antisémitisme du fait de la situation au Moyen-Orient : « *Le risque en France est élevé. En Italie, nous n'en sommes pas encore là. Le risque existe, pas dans un avenir immédiat, mais il se profile à l'horizon. La condamnation exclusive et radicale de la politique israélienne pourrait prendre la forme, pour certains, de la critique de l'existence même d'Israël. Je vois des signaux de toutes parts en Italie, même peu bruyants, qui relaient une hostilité anti-juive d'inspiration religieuse*⁸² ». Il n'existe pas de différence fondamentale entre le vieil antisémitisme et l'actuelle tendance anti-israélienne, en dépit de nouveautés dans la forme. Le fond commun est la haine. Le parti pris l'emporte, paré de bribes de vérité, hors de tout contexte, et les oublis délibérés des actes des Palestiniens ne sont rien de moins que des crimes contre l'humanité.

Traduction : *Dominique Charmot-Bensimon*

NOTES

1. Cet article est en partie tiré de ma communication à la conférence « Image et identité des italiens », Rome, *Centro Studi Stampa Romana* Francesco De Sanctis, 2002.
2. Gianni Scipione Rossi, *La destra e gli ebrei* (Soveria Mannelli : Rubbettino, 2003).
3. « Toaff lancia l'allarme : l'antisemitismo cresce come cinquant'anni fa », *Il Sole 24 Ore* (19 mai 1988), p. 2
4. Sergio Romano, *Lettera a un amico ebreo* (Milan : Longanesi, 1997) ; nouvelle édition 2002.
5. Sergio Minerbi, *Risposta a Sergio Romano* (Florence : Giuntina, 1998).
6. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, p. 84
7. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, p. 119.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

8. Paolo Orano, ed., *Inchiesta sulla massoneria* (Rome : E. Boderro, 1925), p. 171 ; cité par R. Felice, *Storia degli ebrei italiani sotto il fascismo* (Turin : Einaudi, 1972), pp. 43-44.
9. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, p. 24.
10. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, pp. 138-139.
11. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, p. 74.
12. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1997, p. 82.
13. Anna Foa, *Ebrei in Europa : dalla peste nera all'emancipazione* (Rome-Bari : Laterza, 1992).
14. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 31.
15. Sergio Minerbi, *Eichmann : Diario del processo* (Milan Trente : Luni, 2000).
16. Ilana Hamerman, «La Shoah et les bestsellers», *Haaretz*, 26 décembre 1997, p. D1.
17. Primo Levi, *The Drowned and the Saved*, traduction de Raymond Rosenthal (Londres : Abacus, 1989), p. 110.
18. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 32.
19. Levi, *The Drowned and the Saved*, p. 14.
20. *Ibid.*, p. 19.
21. F. Ferrarotti, *La tentazione dell'oblio, Razzismo, antisemitismo e neonazismo* (Rome-Bari : Laterza, 1993), p. 9.
22. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 32.
23. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 90.
24. G.E. Rusconi, *Germania : un passato che non passa, I crimini nazisti e l'identità tedesca* (Turin : Einaudi, 1987).
25. Nolte dans Rusconi, *Germania*, p. 8. À propos de Nolte, voir : S. Minerbi, «Ernst Nolte and the Memory of the Shoah», *Jewish Political Studies Review*, 14 : 3-4 (Automne 2002), pp. 69-84.
26. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, pp. 26-27.
27. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 31.
28. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 133.
29. Minerbi, *Risposta a Sergio Romano*.
30. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 55.
31. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 71.
32. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 72.
33. Sergio Della Pergola e Amedeo Tagliacozzo, *Gli Italiani in Israele* (Rome : La Rassegna Mensile di Israel, 1978).

34. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 52.
35. Levi, *The Drowned and the Saved*, p. 35.
36. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 138.
37. À la suite d'une tension accrue entre Israël et la Jordanie, en octobre 1953, Israël avait mené une opération de représailles à Qibya, village arabe alors sous domination jordanienne.
38. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 52.
39. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 116.
40. www.cbs.gov.il/shnaton 53/ Table 2.21., les Juifs et les autres, par pays d'origine, lieu de naissance, sexe, âge; Average 2001, *Statistical Abstract of Israel, 2002*, n. 53 (Jérusalem: Central Bureau of Statistics, 2002).
41. Romano, *Lettera a un amico ebreo*, 1977, p. 45.
42. Sergio Romano, *I Falsi Protocolli, il 'complotto ebraico' dalla Russia di Nicola II a oggi* (Milan: Corbaccio, 1992).
43. Alberto Asor Rosa, *La guerra, Sulle forme attuali della convivenza umana* (Turin: Einaudi, 2002), p. 100.
44. Giuliano della Pergola, *Ha Keillah*, avril 2003, n. 2, Année XXVIII-141, p. 20.
45. David Sorani, «Asor Rosa e il mito vuoto», *Ha Keillah*, février 2003, n.1, Année XXVIII, p. 1.
46. Rosa, *La guerra*, p. 100.
47. UNDP, *The Arab Human Development Report 2002* (New York: 2002).
48. Rosa, *La guerra*, p. 111.
49. Paul Thibaud, «Le christianisme et l'écharde juive», *Le Figaro*, 20 août 2003.
50. Sergio I. Minerbi, «The Pope and War against Iraq», communication faite à l'université Bar-Ilan le 21 mai 2003.
51. Barbara Spinelli, *Il sonno della memoria, L'Europa dei totalitarismi* (Milan: Mondadori, août 2001).
52. Barbara Spinelli, «Ebraismo senza mea culpa», *La Stampa*, 31 octobre 2001.
53. Sergio I. Minerbi, *Mentir avec les images, La désinformation à la télévision: le cas de la Belgique* (Bruxelles: Musin, 1985), p. 98.
54. Ferrante Pierantoni, *La guerra incruenta* (Rome: Centro Militare di Studi Strategici, 2002).
55. www.memri.org, Interview de Yasser Arafat, à Saida Hamad, *Al-Hayat*, Londres, 5 octobre 2002.58
56. Miriam e Sergio Della Pergola, «13 articoli di fede», *Kol Ha-Italkim*, n.17 (avril 2002).
57. Ugo Tramballi, *L'ulivo e le pietre, Palestina e Israele: le ragioni di chi? Racconto di una terra divisa* (Milan: Marco Tropea, 2002), p. 233.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

- 58 J'ai déjà développé ce thème dans plusieurs articles : "The Visit of the Pope to the Holy Land," (Jérusalem: Israel Information Center, septembre 2000), pp. 5-18; "La beatificazione di Pio IX", *Kol Ha-Italkim*, Jérusalem, Année III, N.11, octobre 2000, pp. 1-2; "Did a Real Reconciliation Occur in the Relations between the Church and the Jews?" *Kivunim Hadashim*, No. 4, avril 2001, pp. 74-81 (en Hébreu); "Pius XII: a Reappraisal," dans Carol Rittner et John K. Roth (éditeurs), *Pope Pius XII and the Holocaust* (Londres et New York: Leicester University Press, 2002), pp. 85-104; "Pio XII, il Vaticano e il Sabato nero," *Nuova Storia Contemporanea*, Année VI, n.3, Mai-Juin, 2002; "The International Crisis around the Basilica of the Nativity," *Kivunim Hadashim*, volume n°7, septembre 2002, pp. 74-83 (en Hébreu); "The Church: Friend or foe?" *The Jerusalem Post*, 24 janvier 2003, p. B9; "The Christian Palestinians Start a Religious Dispute," (Hapalestinim hanozrim meztim mahloket datit), *Kivunim Hadashim*, no. 8, avril 2003; "Giovanni Paolo II e gli Ebrei," dans Ester Capuzzo et Ennio Maserati (éditeurs), *Per Carlo Ghisalberti, Miscellanea di Studi*, Edizioni Scientifiche Italiane, Naples, mai 2003, pp. 697-708.
59. Cesare Mannucci, *Antisemitismo e ideologia cristiana sugli Ebrei* (Milan: Unicopli, 1982).
60. "We Remember: a Reflection on the Shoah," 16 mars 1998, dans C. Rittner, St. D. Smith, et I. Steinfeldt (éditeurs), *The Holocaust and the Christian World* (Londres: Kuperard, 2000).
61. Cardinal Roger Etchegaray, «Préface», dans *Radici dell'antigiudaismo in ambiente cristiano* (Citta` del Vaticano: Libreria Editrice Vaticana, 2000), p. 5.
- 62^a. Sergio Minerbi, "Il Vaticano e i quaranta giorni della Basilica della Nativita'," *Nuova Storia Contemporanea*, Année VII, n.1, Janvier-Février 2002, pp.131-144.
63. L'agence de presse catholique MISNA avait émis la dépêche : «Jacques Amateis, un père Salésien italien, 65 ans, a été tué ce matin à Bethlehem lors d'un assaut de l'armée israélienne», 2 avril 2002. L'après-midi du même jour, la MISNA a annoncé, en italien, que le Père était vivant.
64. Giuseppe Bonavolonta` e Marc Innaro, *L'assedio della Nativita* (Milan: Ponte alle Grazie, 2002), p. 245.
65. Maria Teresa Meli, "Scontro Rai-Mediaset sul video del linciaggio," *La Stampa*, 9 octobre 2000.
66. Arturo Zampaglione, "I Kamikaze di Ramallah," *La Repubblica*, 20 octobre 2000, p. 8.
67. Ioram Melcer, communication personnelle.
68. <http://www.morasha.it>; Riccardo Di Segni, "Un'opinione ebraica sul crocifisso," 30 septembre 2002.
69. Lucia Roditi Forneron, "Israele nei libri di scuola," *Israele, l'informazione negata* (Roma: Carucci, 1992), p. 79.
70. "I territori della storia," tome trois, édité par Marco Manzoni et Francesca Occhipinti, Einaudi.
71. Livia Rokach, "Questione Palestinese," *Storia dell'Africa* (Florence: La Nuova Italia, 1979), pp. 404-407, cité dans : www.honestreporting.it .
72. Medail Cesare, "Comunita' Ebraica contro i professori anti-Israele: "Fanno il gioco di Sharon," *Corriere della Sera*, 8 février 2003. Ont signé l'appel: Riccardo Zipoli, directeur du *Dipartimento di studi euro-asiatici*; Gabriella Buffa, Alessandro Costantini, Rodolfo

Delmonte, Francesco Gatti, Daniela Meneghini, Malcolm Sylvers. Appartenant à d'autres universités : Giuseppe Martella de Urbino, Federico Zanettin de Pérouse, Ehab El-Shaer de Bari, et Anna Redaelli de Gênes.

73. "Le derive dell'anti-qualcunismo," *Ha keillah*, avril 2003, N.2, Année xxviii, p. 24.

74/ 3 Cité par Guido Fubini, "11 Settembre 2001," *Ha keillah*, février 2003, N. 1, Année xxviii, p. 3.

75. "Pacifismo unilaterale: confronto tra Pera e Casini," *Il Sole 24 Ore*, 6 avril 2002.

76. Oriana Fallaci, "Sull'antisemitismo," *Panorama*, 18 avril 2002, p. 37. Voir également son livre: *Anger and Pride*, (New York, Rizzoli, 2002).

77. Claudia Morgoglione, "Migliaia di persone all'Israele-day," *La Repubblica*, 15 avril 2002.

78. Ernesto Galli Della Loggia, "Israele, il torto di esistere," *Corriere della Sera*, 12 août 2001.

79. Enzo Bettiza, "Per la nuova Jihad il nostro continente coincide con la 'dimora della tregua provvisoria'," *La Stampa*, 7 juillet 2002.

80. Fiamma Nirenstein, *L'abbandono, Come l'Occidente ha tradito gli ebrei* (Milan: Rizzoli, 2002), p. 63.

81. Adar Primor, "What is Post-Fascism?" *Haaretz* (supplément hebdomadaire), 13 septembre 2002 (en Hébreu).

82. Goffredo De Marchis, "Prodi aderisce all'Israele day," *La Repubblica*, 15 avril 2002. Voir également: "Solidarity March for Israel in Rome," *Notizie Italiane*, n.18, juin 2002, Ambassade italienne à Tel Aviv.

L'ESPAGNE

Gustavo D. Perednik

Dans cet article, le mot «judéophobie» se substitue à l'expression impropre «antisémitisme», terme utilisé par de nombreux judéophobes pour dissimuler leur haine¹. Ce terme plus pertinent se généralise en Espagne².

En Espagne, la judéophobie fait l'objet d'une surveillance moins minutieuse que dans les autres pays occidentaux malgré sa profondeur et son intensité. Il y a une cinquantaine d'années, les ouvrages consacrés à ce sujet comme celui de Koppel Pinson³ se concentraient sur la Russie, la Pologne, la France et l'Allemagne. Dans les années 80, Jacob Katz⁴ écrivit sur la haine des Juifs jusqu'à l'Holocauste en Allemagne, en France et en Autriche-Hongrie. Plus récemment, le livre de Meyer Weinberg sur la judéophobie⁵ consacrait des chapitres, autant aux pays susmentionnés, qu'à l'Argentine, la Bulgarie, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Italie, la Roumanie et les États-Unis. Robert Wistrich⁶ y ajouta l'ex-Union Soviétique et les pays d'Islam. Albert S. Lindemann⁷ analysa neuf pays de cette liste. Pierre Birnbaum et Ira Katznelson⁸ prirent en compte les Pays Bas et la Turquie. L'Espagne, elle, est curieusement omise dans la plupart des florilèges de la judéophobie.

Une étude sur les comportements judéophobes dans plusieurs pays européens réalisée vers la fin 2002 par la Ligue contre la Diffamation, désigna l'Espagne comme le pays le plus mal placé⁹ dans un échantillon de cinq pays, mais aussi par rapport à cinq autres pays étudiés deux mois avant.

Dans l'étude consacrée à l'Espagne, 21 % des sondés étaient judéophobes. Un sondage Gallup révéla que seuls 4 % des Espagnols s'identifiaient à Israël dans le conflit du Moyen Orient¹⁰.

Culturellement, l'Espagne est un des pays occidentaux les plus homogènes, presque tous les Espagnols étant catholiques. Jusqu'à la dernière génération, la plupart d'entre eux avaient grandi dans une atmosphère de judéophobie. Bien que presque personne n'ait jamais vu un Juif de ses

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

propres yeux, jouer à « tuer les Juifs » était tenu pour un jeu d'enfant banal. Dans les villes et les villages d'Espagne, la judéophobie populaire est endémique. Au moment des fêtes traditionnelles et des rituels transmis de génération en génération, on ridiculise, on bat et même on assassine symboliquement un Juif en effigie.

En 1999, un journal publia un article au ton neutre, racontant une coutume de la province de Léon où les cafeterias offrent une limonade dans des bouteilles qui « seront utilisées pour tuer des Juifs ». Profondément indifférent à ce qu'il y avait de macabre dans son reportage, le journaliste trouva que la formule était « sans gravité » et joignit la recette de cette limonade insolite¹¹.

On trouve dans le vocabulaire espagnol beaucoup d'exemples frappants d'expression judéophobes, qui dans les autres langues, ont été affadées par le politiquement correct de notre époque moderne. Le dictionnaire officiel de l'Académie royale d'Espagne (vingtième édition, 2001) indique pour le mot « synagogue » une réunion à des fins illicites, et pour « judiada » faire le mal. Quand on demande à l'Académie Royale d'Espagne de retirer les définitions péjoratives des Juifs des éditions suivantes, elle répond que ces expressions reflètent seulement des usages de la langue et qu'il n'y a aucune intention péjorative de sa part. On trouve toujours à « Juif » un sens figuré d'« avare, d'usurier ». Pourtant, l'Académie ne reprend pas dans ses dictionnaires les sens péjoratifs des mots qui se rapportent à d'autres groupes nationaux, comme les Espagnols en Amérique Latine, ou les significations universellement négatives données aux expressions comme nazi.

Espasa Calpe, éditeurs de la plus grande encyclopédie du monde, ont exprimé des regrets en octobre dernier pour l'utilisation d'un vocabulaire judéophobe dans la quatrième édition de son *Dictionnaire des synonymes*. Cependant, les définitions de cette encyclopédie ont à peine changé. Le CD de la version 2000 définit les mots « Juifs » et « sioniste » de la façon suivante :

« **Juif.** *Vient de Judaïsme...Les Juifs attendent le messie...La capitale des Juifs est Tel Aviv...Au sens figuré: avare, usurier; un prêt juif.* »

« **Sioniste:** *Adjectif: Vient de sionisme: parti sioniste; terrorisme sioniste. Substantif: relatif à cette idéologie: les sionistes ont manifesté leur opposition à l'indépendance de la Palestine.* »

Les particularités de la judéophobie espagnole

Dans au moins six domaines la judéophobie se distingue en Espagne de ses comparses occidentales. Elle est d'abord originale par son ancienneté. Dans son ouvrage classique sur la judéophobie¹², Edward Flannery fait naître la judéophobie en Espagne en 589, au moment du Concile de Tolède, après la conversion du roi Recaredo au christianisme. Avant même cette conversion, l'Espagne peut s'enorgueillir du premier cas de baptême obligatoire qui eut lieu dans l'île de Minorque en 418, suite à l'accession du christianisme au statut de religion officielle de l'empire romain. Depuis

lors, la société espagnole est demeurée sous l'influence permanente de la judéophobie.

La seconde particularité de la judéophobie espagnole est sa virulence. Lors des révoltes de 1361 suscitées par Ferrant Martinez, des centaines de Juifs furent tués et des communautés entières furent obligées de se convertir au christianisme. Depuis l'époque du christianisme médiéval, le retour à l'ancienne foi étant assimilé à une hérésie et puni de mort, ces vagues de conversion forcées étaient irréversibles.

Cette irréversibilité nous amène à la troisième particularité de la judéophobie espagnole et c'est la principale. C'est le phénomène des Marranes, produit tragique des conversions forcées en Espagne. Les conversos poursuivaient secrètement certaines pratiques du judaïsme jusqu'au début du XIX^e siècle

Quatrièmement, la judéophobie espagnole avait toujours été exprimée presque ouvertement, même chez les plus grands intellectuels du pays. A l'exception remarquable de Cervantès (dont les ancêtres étaient Juifs selon les principaux historiens), les grands auteurs de l'âge d'or de la littérature espagnole des XVI^e et XVII^e siècles donnèrent libre cours à leurs penchants judéophobes. Tirso de Molina, Lope de Vega, Calderón de la Barca et Alonso Castillo Solórzano s'en prirent aux prétendus apôtres du judaïsme, qui ne se défendaient que rarement, dans l'espoir de voir leurs accusateurs se calmer. Felipe Godinez, l'un de ces Juifs accusés de prosélytisme, prononça un dithyrambe en l'honneur de Lope de Vega, bien que ce dernier ait fait la satire de ses supposés ancêtres Juifs.

Francisco de Quevedo est l'un des auteurs espagnols les plus respectés de tous les temps. Dans ses fulminations contre son rival en littérature, Luis de Góngora, il en vint à écrire : « *J'enroberai mes vers avec du porc pour que tu ne me les dérobés pas, frêle Góngora/Pourquoi voudrais-tu dénaturer la langue grecque/Tu n'es qu'un rabbin dont la langue est juive/Chose que ton nez t'empêche de dissimuler*¹³ ». Encore une fois, cette ironie venimeuse choque : Quevedo se plaint que des Juifs l'aient plagié alors qu'il n'y avait plus un Juif pour plagier qui que ce soit. Les Juifs avaient été expulsés de ce pays depuis plus d'un siècle.

Bien que cette persistance opiniâtre de la judéophobie dans un pays sans Juifs fasse penser aux «dramés sacrés» de la France médiévale, à Christopher Marlowe en Angleterre¹⁴, ou aux débuts de la judéophobie en Amérique Latine avec le roman *La Bourse*¹⁵, le cas Espagnol était particulier car il comprenait non seulement la fiction mais aussi des essais et des plate formes politiques. Cent ans après les écrits judéophobes de Martin Luther, Quevedo écrivit dans la même veine *Anathème contre les Juifs, incorrigibles blasphémateurs*¹⁶. Dans cet ouvrage, il adressait au roi Philippe IV une demande explicite : « *tous devraient périr, avec leurs propriétés. Leur or est impur, leur argent est puant, leur richesse est maléfique. La naissance de notre seigneur Jésus Christ nous apprend à fuir l'or des Juifs... Les Juifs font avec nous ce que Satan a fait avec le Christ* ». Quevedo termine avec le souhait « *d'une expulsion définitive et du tourment*

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

pour les Juifs, toujours malfaisants, pires encore, ingrats avec leur Dieu et traîtres à leur roi», sans se donner la peine de voir qu'il n'y avait plus en Espagne le moindre Juif à expulser.

En cinquième lieu, la judéophobie était plus « officielle » en Espagne que dans les autres pays. La diffamation des Juifs accusés de meurtres rituels n'était pas une pratique exclusive de l'Espagne mais elle était soutenue légalement par l'État espagnol, comme elle le fut en Russie, six siècles plus tard.

Le premier procès pour meurtre rituel eut lieu à Saragosse en 1182. Un siècle plus tard, le Code des Sept Partis (1263) édicte : « *Nous avons ouï qu'en certains endroits, le Vendredi Saint, des Juifs enlèvent des enfants et les mettent en croix en les couvrant de railleries.* » Comme lors de l'expulsion des Juifs d'Angleterre, les Juifs d'Espagne furent bannis après que l'opinion publique ait été chauffée à blanc par les accusations de crimes rituels.

Comme dans les célèbres sermons contre les Juifs, une loi de James I d'Aragon (1242) instaure la présence obligatoire aux homélies ; le roi lui-même prononça un prêche chrétien dans une synagogue.

Il y eut à Barcelone, en 1263, l'une des plus fameuses disputations publiques. Elle se termina avec l'ordre donné par le même James I de supprimer du Talmud les passages soi-disant anti chrétiens. Raymond Martini, le polémiste antisémite le plus féroce de l'époque écrivit alors *Pugio Dei* (« Le Poignard de Dieu ») qui a servi depuis lors de document de référence pour attaquer le judaïsme. La disputation de Tortosa en 1413, fut tout aussi remarquable puisqu'elle restreignit pour les Juifs, le droit d'étudier en Aragon.

Pour finir, et ce n'est pas le moins, l'Espagne peut se vanter de la plus célèbre et de la plus complète proscription des Juifs qui se soit jamais produite. En 1492, des centaines de milliers de Juifs furent expulsés. Il s'agissait de la plus importante communauté juive de l'époque, celle qui avait donné des philosophes, des astronomes, des poètes et des médecins, qui avait apporté des contributions de valeur au bien-être et à la culture de l'Espagne. Elle fut annihilée et cela dura pendant près d'un demi millénaire.

A la suite de l'Inquisition et de l'Édit d'expulsion de 1492, il n'y eut officiellement plus de Juifs jusqu'en 1869, date à laquelle une nouvelle constitution révoqua implicitement l'Édit en instaurant la liberté religieuse. La tentative d'obtenir une révocation explicite échoua.

La force de la judéophobie espagnole tient à l'obsession de ce pays, qui vient du fond des temps, de demeurer « uni », et à la limite, « pur ». Des Espagnols font parfois une analyse rétrospective de l'Inquisition espagnole qui, exempte de judéophobie, serait en fait un instrument politique pour assurer la pureté raciale, Lozano écrit que « *L'antijudaïsme [de l'Inquisition] n'a rien à voir avec la judéophobie ou le racisme... jusqu'à ce que l'Espagne devienne Européenne, nul n'a pensé qu'un Juif n'était*

pas un Espagnol ou qu'il doive être expulsé si il ne se convertit pas... Cela n'arriva que lorsque l'Inquisition, de phénomène anti judaïque, intellectuel et théologique, se mua en instrument de pureté raciale à laquelle la Chrétienté était ramenée et identifiée... La théologie espagnole était le produit du triomphe de la théologie européenne, de l'unicité religieuse, sur les plans intellectuels et religieux. Et elle n'évoluera pas¹⁷».

Dans la guerre pour bouter les troupes napoléoniennes hors du pays, les dirigeants de la résistance tentèrent de mettre sur pied un gouvernement libéral en Espagne. De 1810 à 1813, ils réunirent les Cortes (l'assemblée nationale espagnole) dans la ville de Cadix. Les attestations de « Pureté du sang » furent abolies par une loi du 17 août 1811 en même temps que l'instauration de la liberté de presse, limitée cependant à l'expression des idées politiques.

En 1812, l'assemblée proclamait une constitution qui allait être le « code » sacré du libéralisme et servir de modèle au XIX^e siècle pour les constitutions libérales des nations latino américaines. La constitution de Cadix donnait à l'Espagne une monarchie constitutionnelle et un parlement monocaméral. Elle mettait un terme au pouvoir de la noblesse et de l'église catholique, supprimait l'Inquisition espagnole et assurait la protection des droits de l'individu. En matière de liberté religieuse, la constitution est parfaitement explicite dans son vingtième article : « *La religion de la nation espagnole est et sera pour toujours la religion catholique, apostolique et romaine, la seule religion vraie. La nation la protège et interdit la pratique de tout autre culte.* » Bien que les Juifs étaient absents d'Espagne, la question juive avait surgi pendant le débat acharné entre les libéraux et les catholiques monarchistes.

La constitution de Cadix, victoire du libéralisme, fut promptement abrogée par Ferdinand VII rentré en Espagne pour monter sur le trône, après la défaite de Napoléon. L'histoire de l'Espagne se résume ensuite pour l'essentiel à une lutte pour mettre en œuvre les idéaux de Cadix.

L'obsession de pureté

Le 2 janvier 1492, les Rois Catholiques entrèrent à Grenade en grande pompe. La chute du dernier bastion musulman de la péninsule renforçait la marche vers une totale homogénéité religieuse. Mais il fallait franchir un obstacle de taille : la présence de milliers de convertis qui restaient secrètement fidèles au judaïsme. Leur présence était assimilée à un scandale. Cela prouvait que la ségrégation des Juifs et la restriction de leurs droits n'étaient pas suffisantes. A partir de là, la pureté de la foi devint une obsession nationale. Les nouveaux chrétiens devaient être purgés de toute influence juive.

C'est aussi à Grenade que l'Édit d'expulsion fut signé. L'exode monumental commença et les Juifs furent remplacés par des Nouveaux Chrétiens qui purent rester en Espagne. Ils devinrent alors les victimes de l'obsession de pureté. Les Marranes, appellation désobligeante, et leurs descendants, furent interdits d'emplois publics, ne purent faire partie des

corporations, ni des universités, ni des ordres ; il leur fut même défendu de résider dans certaines villes.

Les postes officiels furent strictement réservés à des chrétiens « d'ascendance irrécusable », à savoir ceux qui ne pouvaient pas être suspectés d'avoir des ancêtres Juifs. Ce changement du point de focalisation de l'obsession impliqua un transfert du siège de la haine. Puisque plus aucun Juif n'était présent, la judéophobie devait trouver de nouvelles victimes pour assouvir ses pulsions sanguinaires. Les Nouveaux Chrétiens feraient l'affaire. Comme le temps passait, on fit des efforts encore plus rigoureux pour exhumer toute trace d'ancêtres impurs qu'on aurait pu avoir laissé passer précédemment.

Jusqu'en 1860 « la pureté du sang » était un préalable pour être admis à l'Académie Militaire. La plus prestigieuse université d'Espagne, San Bartolome de Salamanque, se vantait de rejeter toute candidature sur laquelle pesait le moindre soupçon d'existence d'ancêtres Juifs. Puisque nul ne pouvait être certain de sa « pureté du sang depuis des temps immémoriaux », une tâche possible pouvait être effacée en subornant des témoins, en brouillant les généalogies et en falsifiant des documents. Jusqu'à un passé tout proche, les prétendus titulaires de « l'unité de la Foi » de l'Espagne classique bénéficiaient souvent d'une aura particulière.

Il est remarquable que l'obsession de la pureté du sang n'était pas sans un rapport étroit avec la fréquence de la fabrication des accusations de meurtre rituel en Espagne, où la tromperie susmentionnée avait un fondement dans la loi. A la différence des autres pays occidentaux, il y encore des prêtres espagnols qui rendent hommage dans leurs églises à la fausse mémoire d'un martyr tué rituellement par des buveurs de sang Juifs. Dans l'église Saint Nicolas de Séville, il y a un autel dédié à Dominguito del Val, « tué par les Juifs en 1250 ». L'évêque Carlos Amigo Vallejo, qui répand cette accusation est l'un des patrons d'une fondation publique qui est supposée promouvoir « *la fraternité entre les trois cultures de la Méditerranée* » (judaïsme, christianisme et islam).

La crainte, la méfiance, et l'atmosphère haineuse créées par ces diffamations, provoquaient une hystérie collective. Il n'est pas très étonnant que l'expulsion de 1492 se produisit l'année suivant l'accusation de meurtre rituel de La Guardia qui donna immédiatement naissance au culte de la mémoire du « saint jeune martyr ».

Génération après génération, on ajouta des détails à cette histoire pour lui donner une dimension épique. Chaque siècle produisit un chef d'œuvre littéraire qui renouvelait le sujet. En 1583, Fray Rodrigo de Yepes écrivit *L'Histoire de la mort et du martyr glorieux du Saint Innocent appelé de La Guardia* (presque un siècle après la disparition des Juifs d'Espagne). L'argument de cette œuvre était tiré de *L'Enfant Innocent de La Guardia* de Lope de Vega. Au XVIII^e siècle, José de Canizares en fit une adaptation dans *L'image même du Christ*, de même que Gustavo Adolfo Bécquer (1830-1870) dans *La rose de la passion*. En 1943, Manuel Romero de Castilla publia à son tour le procès sous le titre *Un événement unique à l'époque des rois catholiques*. L'un des deux procès pour meurtre rituel qui

sont encore célébrés dans le monde a pour siège l'Espagne¹⁸. Il commémore la confiscation de la synagogue de Ségovie et l'exécution de ses chefs, après qu'un tremblement de terre eut été interprété comme une punition divine des meurtres rituels Juifs. L'Infant Jean d'Aragon joua un rôle dans certaines de ces accusations. En 1367, à Barcelone, plusieurs sages Juifs (Hasdai Crescas, Nissim Gerondi, et Isaac Ben Sheshet) furent arrêtés avec la totalité de la communauté (enfants compris) et enfermés dans la synagogue pendant trois jours, sans nourriture. Après qu'ils aient fermement refusé de confesser leur crime de sang, le roi ordonna de libérer tout le monde mais trois Juifs furent exécutés. Dix ans plus tard, il y eut des cas semblables à Teruel et à Huesca.

La fin de la magnifique communauté juive d'Espagne ne fut donc pas seulement tragique à cause des souffrances qu'elle occasionna, et exceptionnelle par sa dimension gigantesque. Elle laissa aussi derrière elle dans la mémoire collective, une image démoniaque des Juifs et la peur du sang impur. Selon Rafael Cansinos Assens l'un des plus importants auteurs espagnols: *« Avec l'Édit d'expulsion de 1490, les Juifs disparaissent d'Espagne et de sa littérature... le Juif est effacé de la conscience des Espagnols¹⁹ »*.

L'ambivalente redécouverte des Juifs

La population espagnole s'élève aujourd'hui à 40 millions d'habitants, dont les Juifs représentent au plus 0,05 % (soit environ 20 000 personnes). Ce chiffre est le résultat d'une croissance spectaculaire pendant les dix dernières années. La plupart des Espagnols ignorent encore la présence de Juifs dans leur pays: pour eux, le mot Juif évoque souvent les stéréotypes du passé. Un professeur espagnol a rassemblé presque trente dictons dans la langue du pays où, de nos jours, le mot Juif est utilisé de façon péjorative²⁰. On a redécouvert les Juifs en Espagne, après une absence de quatre siècles au cours desquels leur image a été diabolisée. Un des débats mentionnés plus haut aux Cortes de Cadix eut lieu en janvier 1813, entre les représentants Hermida et Ruiz Padrón²¹. Le premier déclara: *« Ce ne sont pas seulement les lois civiles qui sont nécessaires: les tribunaux sont aussi indispensables pour protéger la pureté de la foi... depuis l'époque des Romains, les Hébreux ont été exilés d'Espagne. Ils ont ourdi de dangereuses révolutions pour lesquelles ils ont été punis par les rois de l'époque gothique. Il s'avère qu'ils ont été la cause du déclin de l'Espagne ... Leur fortune plaisait aux rois et les portes s'ouvraient devant eux... Cependant, le peuple les regardait toujours avec horreur... [En 1396] ils furent isolés pour éviter qu'ils n'aient des liens avec des familles chrétiennes. La loi voulait qu'ils se convertissent pour leur permettre de travailler et les traiter comme des Espagnols, mais leur conversion ne fut jamais fiable... en dépit des prêches de Vicente Ferrer, l'hérésie avait des racines si profondes qu'à l'époque des Rois Catholiques, les juristes prônaient presque la loi de Moïse... Les plaintes incessantes que les Rois Catholiques entendaient, en dépit du Code des Sept Partis, les obligèrent à trouver une solution avec le recours à l'Inquisition... la haine des ennemis du Christ était terrible... il était indispensable de purger le territoire*

espagnol de cette race ennemie et de les rejeter hors du pays. Leurs crimes sont scandaleux... Il n'est pas possible d'éradiquer totalement les vestiges d'un vieux peuple comme les Juifs qui parlent en espagnol et se mélangent facilement à la population... » Le second répliqua : « *Je ne peux pas comprendre, Monsieur, pourquoi les Hébreux nous inspirent depuis l'enfance une mortelle aversion. Les enfants d'Israël... sont le témoignage sûr et éternel des Saintes Écritures. Ils se vantent à bon escient de faire remonter leur origine au sang d'Abraham et selon les Évangiles, Jésus Christ lui-même se présentait comme le fils incarné d'Abraham. Il vaudrait mieux instruire notre jeunesse de ces vérités éternelles, plutôt que de ce cantique puant : « Si vous me donnez un Juif, je vous le rendrais brûlé ». Si l'on trouve parmi nous un Hébreux dissimulé, et s'il a commis un crime, il doit être puni selon les lois de l'État, plutôt que pendu à une poulie, cloué au pilori ou jeté dans un bûcher, uniquement parce qu'il est Hébreu. »*

En 1837, alors qu'aucun Juif ne vivait en Espagne depuis des siècles, le ministre Juan Alvarez de Mendizábal fut accusé d'avoir des ancêtres Juifs quand il expropria l'Église de son patrimoine. Quelque trente ans plus tard, quand courut la rumeur que les Juifs revenaient en Espagne, un professeur influent de Séville publia, dans un magazine catholique réputé, un article mémorable pour sa brutalité et son franc parler : « *Il y a quelques jours, plusieurs journaux ont annoncé que les Juifs de Prusse allaient déposer, devant l'Assemblée constituante, une requête pour l'abrogation des lois qui ont permis leur expulsion. A cette époque où l'Espagne ressemble à un cadavre putride, nous ne sommes pas surpris que ces vermines puantes osent se montrer au grand jour. Peu importe combien ils ont souffert, ils ne seront pas en mesure d'effacer de leurs fronts la malédiction infâmante qui les a réduits à une vie d'errance, sans temple, sans ministres du culte, sans foyer ni patrie, toujours persécutés et haïs, où qu'ils posent leurs pieds répugnants. Les Juifs s'illusionnent eux-mêmes beaucoup s'ils croient que les Espagnols ont oublié leurs antiques trahisons, leurs soulèvements, leurs mensonges, leurs escroqueries, leurs rackets, leurs injustices et leur férocité sauvage... s'ils croient qu'ils peuvent être acceptés par le peuple catholique espagnol, eux qui sont d'une race qui vole les enfants, qui, après leur avoir infligé de terribles tortures, les mutilent et les crucifient,... qu'ils mettent plutôt fin à leur existence dans des tortures horribles, dans la tradition de ces innocents martyrs que nous vénérons sur nos autels. La race des Juifs méprise et vilipende Jésus Christ, injurie la sainte Mère, la Mère de tous les Espagnols, dans des termes sacrilèges. Ils ne peuvent avoir d'existence légale au sein de notre peuple éminent, exclusivement catholique. Le retour des Juifs en Espagne, signifierait le début de nouveaux fléaux... ils ont toujours répandu agitation et insurrection... ce sont eux qui ont crucifié Notre Seigneur Jésus Christ, méprisé sa Sainte mère... [ce sont] des usuriers, des escrocs, des détresseurs du peuple²²».*

Le partisan remarquable de la redécouverte des Juifs d'Espagne fut le sénateur Angel Pulido dont l'œuvre (*Espagnols sans patrie*, 1905, entre autres titres) qui fait preuve de bienveillance à l'égard des sépharades, a été

reniée par les Espagnols. Le nationalisme espagnol moderne a accueilli avec ambivalence cette prise de conscience de l'existence des Juifs. Le nationalisme espagnol cherche d'une part à préserver l'Hispanité Catholique des coutumes étrangères et affirme en même temps que les Juifs (Sépharades) font partie de la nation. Les Sépharades sont considérés comme « ceux qui ont gardé la langue de la patrie » (le Ladino est l'espagnol du XVI^e siècle conservé par les descendants de l'expulsion de 1492).

Ernesto Giménez Caballero, qui fut l'avocat du retour des sépharades en Espagne, était un des principaux idéologues du fascisme espagnol. Il publia une série d'articles écrits en 1939 par Pio Baroja (célèbre romancier du XX^e siècle) *Communistes, Juifs et personnages du même acabit*, où le communisme était présenté comme « la croisade juive contre l'Europe » : alors que les sépharades sont doués pour les arts et d'esprit ouvert, « les ashkénazes sont les avant gardes du communisme ».

Cette ambiguïté, sincère ou feinte, dura pendant les presque quarante années de la dictature de Franco (1939-1975). Le catholicisme était devenu la religion officielle et l'Espagne était à nouveau culturellement monolithique. Il était difficile de conserver à l'époque contemporaine, les mythes caractéristiques des mentalités médiévales à propos des Juifs. D'un autre côté, la judéophobie était encore là et il fallait la justifier. Quoique « *par son attitude envers les Juifs et la question juive, le régime de Franco affichait une espèce de « schizophrénie », il n'y a pas de doute sur la philosophie anti juive de Franco, des Phalanges et de l'Église*²³ ». L'un dans l'autre, cette profession d'un intérêt pour certains types de Juifs était tout à fait superficielle. La communauté juive était pour Franco un des « méchants » de l'époque. Sous Franco, « le complot judéo maçonnique » faisait souvent office de bouc émissaire. Dans son entretien avec l'ambassadeur nazi Dieckhof, Franco soutenait, le 3 décembre 1943 : « *Grâce à Dieu et à la clairvoyance de nos rois catholiques, nous avons été préservés pour des siècles d'un fardeau écœurant*²⁴ ».

Néanmoins, les contributions à la première Conférence sur les études sépharades en Espagne, furent publiées dans les années 60 avec une préface de Blas Piñar, le chef le plus connu de l'extrême droite. Pendant la seconde guerre mondiale, le gouvernement espagnol fournit plus de dix mille passeports à des Juifs sépharades dans l'Europe sous occupation nazie. Plus de quarante mille personnes purent passer par l'Espagne pour aller vers d'autres destinations. C'est pour cela que de nombreux Espagnols bien pensants, sûrement pas judéophobes, rejettent l'idée que l'Espagne ait une dette morale envers les Juifs et considèrent que les Juifs sont trop souvent ingrats avec l'Espagne « qui a sauvé tant de vies juives ». L'exemple le plus fameux est celui du représentant diplomatique de l'Espagne à Budapest pendant la seconde guerre mondiale, Angel Sanz Briz, qui sauva, au cours de l'année 1944, environ mille Juifs qui faisaient valoir leur origine espagnole. Il fonda cette action humanitaire sur la loi espagnole de 1924 qui promettait aux Juifs d'origine espagnole le rétablissement de leur citoyenneté. Sanz Briz leur procurait des passeports pour les soustraire à la déportation.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

Des collaborateurs des nazis trouvèrent un asile en Espagne après la guerre pendant laquelle le pays fut un temps un allié passif de l'Allemagne. Il est remarquable que les volontaires des Brigades Internationales qui combattirent avec les Républicains contre Franco, comprenaient un pourcentage élevé de Juifs (dans certains bataillons, les Juifs faisaient plus de 40 % des effectifs et il y avait un bataillon palestinien composé exclusivement de Juifs).

Dans une certaine mesure l'ambivalence des Espagnols vis-à-vis des JUIFS existe encore aujourd'hui. L'Espagne reconstruit les anciens ghettos à travers le pays, consacrant rétrospectivement la gloire de sa communauté juive médiévale. Cependant, la majorité de sa population continue d'avoir une représentation péjorative des Juifs.

De l'ambivalence à la naïveté

On a présenté un certain nombre de particularités de la judéophobie espagnole, mais le trait le plus remarquable doit être analysé plus loin. La plupart des Espagnols sont parfaitement ignorants de la nature de la judéophobie dans leur pays : ils sont indignés quand on fait état de la haine particulière de l'Espagne pour les Juifs. L'affirmation du diplomate Javier Solana, responsable des affaires étrangères de la communauté européenne, déclarant le 26 juin à la fureur de la Commission des Relations Internationales du Congrès américain, « *il n'y a pas d'antisémitisme en Europe* », était typiquement espagnole. On peut expliquer cette absence de conscience de plusieurs façons.

Premièrement, les Espagnols tendent à relier presque exclusivement la judéophobie au nazisme : en conséquence, ils rechignent à reconnaître les formules antisémites, sauf si elles sont violentes ou extrêmes.

En second, il n'est pas rare qu'une personnalité espagnole connaisse un dérapage antisémite. Il est en principe inadmissible dans les pays européens de se définir soi-même comme judéophobe, sans en craindre les conséquences. Une lettre a circulé sur l'Internet de langue espagnole il y a quelques mois, qui illustre l'impudence avec laquelle un Espagnol peut exprimer ses opinions, phénomène très rare dans les milieux instruits des autres pays.

Le directeur de la galerie d'art andalouse du sud de l'Espagne, *Artmalaga*, adressa le texte signé qui suit en réponse à une question d'un artiste juif (1^{er} février 2003). « *Nous excluons complètement de travailler avec une personne en relation avec Israël parce que nous désapprouvons radicalement sa politique de ségrégation. Nous avons certainement une attitude antisémite contre quiconque entretient des liens avec ce pays où les gens sont assassinés sans qu'on tienne compte de leur âge, pour la seule raison qu'ils sont palestiniens*²⁵ ».

Troisièmement : majoritairement, les Espagnols ne distinguent pas entre Israël et « les Juifs ». Ils ont donc tendance à considérer (parfois ouvertement dans les médias) que la judéophobie est causée par la politique israélienne. Le problème a été récemment analysé sous cet éclairage par un

journaliste juif dans un article du journal le plus lu du pays²⁶. Il y indique que l'Espagne a été le dernier pays occidental à établir des relations avec Israël, en 1986.

Bien qu'Israël et « les Juifs » soient en principe tenus pour une seule et même chose, beaucoup d'Espagnols ne sont pas fâchés d'établir une distinction claire entre les deux quand ils abordent la judéophobie. Dans cette optique, ils estiment que l'antisionisme le plus intransigeant ne conduit pas obligatoirement à attaquer les Juifs. Par exemple, un livre très approfondi sur la judéophobie espagnole d'Alvarez Chillida²⁷, ne parvient pas à mesurer l'ampleur des préjugés contre les Juifs contenus dans la dénonciation espagnole d'Israël. Au chapitre XIV, sous le sous-titre « *L'antisionisme de gauche et l'antisémitisme* », Chillida explique « *Après la guerre des six jours, un nouvel antisionisme est apparu à gauche... les révolutionnaires palestiniens combattant contre Israël faisaient partie du combat pour la libération des peuples, contre l'oppression de l'impérialisme américain... A mon avis, cette aile gauche de l'antisionisme ne devrait pas être confondue avec l'antisémitisme. Ce n'est pas la même chose de penser que l'existence de l'état d'Israël est injuste et de considérer que les Juifs sont dans l'ensemble des gens perfides*²⁸ ».

En plus des déclarations publiques, le procédé le plus simple pour dénicher la judéophobie espagnole est de lire la presse. Les plus importants journaux espagnols et les chaînes de TV, dénigrent de manière venimeuse Israël ; ils diabolisent ce pays de la même façon que les Espagnols ont diabolisé les Juifs au cours des siècles. Le 20 avril 2003, un des éminents journalistes d'un grand quotidien publia un article intitulé : « *Le Problème a pour nom Israël* »²⁹ où l'État juif est mis en cause dans la guerre d'Irak. L'auteur suggère que l'Intifada résulte d'un complot entre Georges Bush, Ehud Barak et Ariel Sharon qui ont délibérément jeté les Palestiniens dans une guerre, en se concertant pour envoyer Sharon visiter le Mont du Temple. Les médias espagnols dérogent rarement à leur orientation anti israélienne. A gauche, on justifie le dénigrement d'Israël par des positions pro-palestiniennes (à savoir pro-Arafat) au nom de la solidarité avec les opprimés. Le fait que la gauche ne soutienne pas les Tchétchènes contre la Russie ne lui donne pas matière à une redéfinition de ses positions. Ni le fait que sa solidarité ne laisse aucune place aux autres peuples sans États (Cachemiris, Kurdes, Tamouls, etc.). Ni le fait qu'elle n'a témoigné d'aucune solidarité avec les Palestiniens quand Israël ne pouvait pas être condamné pour leurs mésaventures, par exemple quand ils furent massacrés par la Jordanie en 1970 ou expulsés du Koweït en 1991.

A droite, la judéophobie prend sa source dans ses racines catholiques. Le journal catholique de grande audience ABC, ajoute systématiquement le mot « revanche » quand il rapporte les actions défensives d'Israël. Cela renforce les *a priori* de beaucoup de ses lecteurs sur l'esprit de vengeance des Juifs qui pratiquent, selon eux, une religion fondée sur la revanche.

A gauche comme à droite, on n'a pas élaboré une théorie articulée sur les Juifs ; on n'a fait que reprendre la ligne européenne qui désigne Israël comme la source du Mal. Israël est systématiquement dépeint comme une

théocratie raciste financée par les États-Unis. De ce point de vue la position de l'Espagne n'est pas distincte de celle du reste de l'Europe, à la différence près que le président espagnol Felipe González qui visitait Yad Vashem, refusa de mettre une kippa à l'intérieur et, à la place, il se couvrit la tête d'une casquette de baseball.

Le journal le plus lu, *El País*, situé à gauche, est vraisemblablement le plus acharné dans sa démonisation permanente du sionisme et d'Israël. Miguel Angel Bastenier, son éditorialiste pour les affaires étrangères publie sans discontinuer des anathèmes contre l'État juif : les termes employés par le journal ne laissent pas de doute sur ses options. Avant les élections en Israël, un professeur d'une des plus prestigieuses universités d'Espagne, Gema Martín Muñoz, écrivit que Sharon avait planifié la « solution finale de la question palestinienne³⁰ ».

Gesher, une association de jeunes intellectuels Juifs, a réalisé une étude sur les bandes dessinées des principaux journaux³¹. Elle a établi que l'actuelle judéophobie en Espagne « s'exprime le plus franchement à travers la rhétorique antisioniste³² » et que « les précédents des actuelles caricatures des Juifs ont pour origine la façon dont ils étaient représentés dans les peintures religieuses et dans les tableaux populaires de la période de l'Inquisition ainsi que dans les illustrations des livres d'enfant de l'époque franquiste » C'est ainsi que les dessinateurs renvoient à une « vision imaginaire péjorative du Juif, par le biais des Israéliens, qui personnifient le Juif de notre époque ». L'étude a pris soin de ne retenir « que les bandes dessinées où les préjugés traditionnels, les stéréotypes, et les stigmatisations des Juifs sont employés pour construire un récit critique contre Israël ou son gouvernement ». C'est seulement dans ces exemples, disent les auteurs « que nous serons témoins de l'expression indiscutable de la judéophobie contemporaine ». Cinq principaux journaux furent analysés³³ sur une période de trois ans (2000-2002) avec plus de trente bandes dessinées. Les dessinateurs Reboredo, Cain, et Ferreres et les journalistes Maruja Torres et Antonio Gala se sont montrés les plus venimeux.

L'un des plus véhéments prototypes de l'actuelle judéophobie est un juriste devenu journaliste, Javier Nart, qui parle souvent à la radio et à la TV : il trouve qu'Israël est le principal problème du monde moderne. Dans l'arène du monde des ayatollahs, d'Oussama Ben Laden et de Saddam, le seul chef de gouvernement que Nart qualifie publiquement « de bestial et de criminel » est le chef du gouvernement juif³⁴.

Pilar Rahola, une journaliste de gauche qui a courageusement dénoncé la judéophobie de gauche, explique dans *El País*, que Nart et compagnie, par ces déclarations, démontrent que la gauche espagnole est profondément judéophobe. Voici ce que dit Rahola : « Israël n'est pas seulement un pays qui tente, pour le meilleur et pour le pire, de survivre depuis cinquante ans, mais il est réduit à une seule image : celle d'un pays qui occupe des territoires et dont la seule vocation est de rendre la vie impossible aux pauvres Palestiniens. L'histoire de la Terre Sainte est en train d'être réinventée. Tout s'organise comme si il y avait des directives. Jamais le

moindre rappel des fautes et des erreurs des Palestiniens, jamais la moindre évocation de leur alliance avec des États voyous comme l'Irak, pour couvrir un peu plus d'opprobre les États-Unis et Israël. Les raisons profondes de cette guerre n'ont jamais été éclaircies, ni discutées³⁵ ».

L'obsession de la presse espagnole pour Israël sort de l'ordinaire. Par exemple, alors que la presse allemande et anglaise évoquait dès le début le « massacre de Jenine » comme une éventualité, au même moment, la presse espagnole, elle, le tenait pour une certitude. Imputer à Israël une étiquette de criminel ne requiert aucune preuve. Les journaux parlent de « nettoyage ethnique » à Jenine, et même d'« Holocauste de Jenine ». L'un des pires tenants de ce mensonge fut *Telecinco* (TV canal cinq) pour qui l'exhibition d'un cadavre en décomposition fait office de présomption de preuve du « massacre ». Un programme télévisé sur TVE1, tout aussi excessif, était diffusé le 4 juillet 2003. C'était une émission sur les souffrances de la population de Gaza, dans laquelle l'acteur Jorge Sanz pleura de compassion face aux caméras, présentant les terroristes palestiniens comme des combattants de la liberté, nobles et héroïques, et réclamant qu'Israël mette fin à ses agissements criminels. Le tournage du côté juif montrait en tout et pour tout une scène de religieux au Mur Occidental ; la seule explication fournie indiquait que les hommes et les femmes étaient séparés.

Il n'est pas besoin de dire que quand il fut avéré que le soi-disant massacre de Jenine était une fumisterie inventée par la propagande, aucun journal ne présenta d'excuses. Israël est coupable même quand il se trouve qu'il est innocent. C'est ainsi que l'histoire du gamin de 12 ans, Mohamed Al-Dura, continue d'être « véridique » en Espagne seulement³⁶. Le lecteur espagnol est régulièrement « informé » que la « spirale de violence » au Moyen Orient a été initiée par les Juifs.

L'Espagne surpasse aussi ses équivalents de gauche dans les autres pays européens. Gaspar Llamazares, chef de *Izquierda Unida* et dénonciateur obsessionnel d'Israël proclama que son parti était saturé des six millions de Juifs tués lors de l'Holocauste, concluant qu'il ne participerait plus à aucun hommage en leur mémoire. Un éditorial de *Libertad Digital*, périodique hors normes puisqu'il soutient Israël, répondit en ces termes : « *Un homme politique [européen] qui ose dire qu'il est saturé par un trop plein de discours sur ce détail qu'a été le meurtre de six millions de Juifs par les nazis, est une honte nationale, un cadavre politique irrécupérable. Malheureusement, la judéophobie connaît toujours l'impunité dans ce pays : elle a même un bon rendement électoral. Le comportement de Llamazares est à la limite de la criminalité... Il doit penser qu'il insulte le peuple juif quand il crache sur l'Holocauste. Il a tort. Il crache sur l'espèce humaine³⁷ ».*

L'information sur le terrorisme

Les informations diffusées sur les attaques terroristes en Israël sont un exemple typique du comportement de la presse. Les nouvelles mentionnent des « activistes » ou des « militants » (le mot « terroristes » est exclusivement réservé au mouvement basque ETA, ou parfois aux opérations de l'armée israélienne) ; les commentaires, eux, condamnent Israël, même s'il a été

attaqué. Comme le disait Pilar Rahola : « *Les victimes juives en Israël finissent par avoir le même statut... que leurs meurtriers. Il n'y a pas de victimes juives, comme il n'y a pas de bourreaux palestiniens. La principale déformation de la vérité vient de ce que le terrorisme arabe est justifié et même accepté*³⁸ ».

Un exemple particulièrement éloquent est le contraste dans les présentations de la presse sur les deux attaques terroristes d'Octobre et de novembre 2002. La première, celle de Bali en Indonésie, éveilla une indignation unanime ; la seconde, à Mombassa au Kenya, où il s'avéra que les victimes étaient juives, fut condamnée du bout des lèvres.

Un exemple plus récent est l'attaque terroriste d'Haïfa, du 5 mars 2003, où il y eut quinze morts et des dizaines de blessés. Les éditoriaux des journaux condamnèrent Israël et non l'attaque. Les informations de *El Pais* du 6 mars... annonçaient que « *Onze palestiniens avaient été tués lors d'une opération israélienne* » et seul un petit sous-titre mentionnait l'attaque du bus. L'éditorial du journal était titré : « *Œil pour œil* » et expliquait que l'attaque suicide répondait à une attaque israélienne dans laquelle neuf Palestiniens avaient été tués. L'éditorial du catholique *ABC*, bien que n'attaquant ni les victimes ni leur gouvernement, se flattait d'une impartialité morale en soulignant que les morts « des deux côtés » ne diminuaient pas.

Un autre procédé caractéristique de la presse espagnole est de citer des Juifs qui critiquent Israël ou qui éprouvent pour lui une haine sans limite. En mars 2003, dans une critique de livre, l'extrémiste anti-israélien Shahak³⁹ expliquait que pour comprendre la prétendue nature criminelle du sionisme, il fallait remonter à sa source, aux fondements maléfiques de la religion juive.

Une des interviews de Yasser Arafat à la presse espagnole a été publiée le 13 octobre 2002 dans *La Vanguardia*, un quotidien de grande audience. Le journaliste israélien ne questionna pas Arafat sur une seule de ses déclarations. Il commença l'interview sur un mode empathique, avec « *Comment vous sentez-vous M. le Président ?* » et il permit à Arafat de soutenir que « *les meurtriers de Yitzhak Rabin sont en ce moment au pouvoir, en Israël* », sans protester.

La technique consistant à utiliser des Juifs contre Israël fut appliquée en 2002 lors de l'attribution du Prix de la Concorde du Prince des Asturies (en parallèle au prix Nobel de la Paix). Il fut décerné à un Palestinien et à un Juif. Le premier, Edward Saïd est un adversaire des Accords de Camp David. Le Juif, le pianiste Daniel Barenboïm, est un dénonciateur régulier d'Israël et un adepte de Wagner. Le message adressé au public espagnol était une fois encore en apparence impartial. L'Espagnol moyen demeurerait ainsi sans la moindre conscience d'une quelconque hostilité envers les Juifs. Barenboïm demanda que le drapeau palestinien soit hissé (personne n'a remarqué l'asymétrie, ni imaginé l'hypothèse où Saïd aurait demandé de hisser le drapeau israélien). Mieux, Barenboïm annonça qu'il serait heureux de se produire en concert en Syrie, et qu'il inviterait à cette

occasion le président Bashir Assad, alors que, quand il se produit en Israël, il n'invite jamais le premier ministre.

Une autre forme de cette judéophobie particulière de l'Espagne est le consensus sur l'utilisation de l'expression « lobby juif », considérée comme légitime et pertinente. Le mythe judéophobe moderne de la domination juive du monde devrait être dépourvu de sens dans un pays vidé de ses Juifs depuis près d'un demi millénaire. Le fait qu'il n'y ait plus de Juifs alors qu'on évoque leur domination, prouve encore une fois que les mythes judéophobes, contrairement aux mythes racistes ou xénophobes, ne sont pas des distorsions de la réalité mais des fantasmes sauvages. *Les Protocoles des Sages de Sion* ont paru en Espagne sous trois versions. La première a été publiée en 1927 par un judéophobe peu connu, Pablo Montesinos y Espartero. La seconde sortit en 1933 avec le soutien de l'ambassade d'Allemagne, dans le journal du fondateur du groupe qui allait devenir plus tard la *Phalange*, Ramiro Ledesma. Une nouvelle édition des *Protocoles* a vu le jour en 1977. L'Espagne était en train de se transformer en une démocratie. Le parti d'extrême droite (*Fuerza Nueva*) soutenait que cette démocratisation faisait partie d'un complot juif. Le meurtre de l'amiral Luis Carrero Blanco (successeur désigné par Franco) lors d'un attentat de l'ETA, le 12 décembre 1973, fut attribué à un complot juif. Après le 11 septembre, le mythe que « les Juifs étaient derrière » se répandit sur Internet et dans les médias. En Espagne, le « lobby juif » est librement cité dans les cercles intellectuels. L'actrice Marisa Paredes, présidente de l'*Académie espagnole des Arts et du Cinéma*, affirmait en avril 2002 à l'agence *Europe Press* que Roman Polanski avait reçu un oscar pour son film *Le pianiste* grâce aux manœuvres du « lobby juif ». Le 3 novembre 2002, un important journal, *El Mundo*, publia une critique du livre de Alfonso Torres, *Le lobby juif*. L'article déclinait les « révélations du livre » et dressait à la fin une liste de Juifs connus, sous l'intitulé : « *L'essentiel sur l'Espagne juive* » le parallèle avec la *France Juive* d'Edouard Drumont est évident. Selon cette critique, « *ils sont dans la banque, la justice, l'industrie hôtelière, la construction et le textile. Ils fréquentent les cercles de pouvoir les plus puissants et gardent le contact avec l'élite économique et politique. Ils peuvent même faire sortir des gens de prison pour les remercier d'un soutien au lobby hébreu* ». Il est intéressant de noter ici la réponse outragée du rédacteur en chef⁴⁰ du supplément dans lequel l'article était paru, à un lecteur qui s'indignait du caractère judéophobe de l'ouvrage. La réponse du rédacteur est un exemple caractéristique de la « naïveté » mentionnée plus haut : « *[Cette protestation est] démagogique... [parce que] l'auteur n'a jamais dit que les Juifs devaient être exterminés... Critiquer un Juif ne signifie pas qu'on désire le tuer... je ne sais pas ce que signifie être un antisémite mais au moins, je sais ce que l'on met sous cette définition toujours plus large et mensongère de l'antisémitisme... si demain quelqu'un prouve que la moitié des hommes d'affaire espagnols viennent de la ville de Cadix, je pourrais demander un article sur ce sujet sans que personne à Cadix ne m'accuse d'en vouloir à sa vie...* »

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

Le même journal, qui touche un million de lecteurs, publia le 15 juin 2003, une interview compatissante d'un terroriste non repent de Ramallah, Ahmed Jubara, sous le titre « *Le Mandela des Palestiniens*⁴¹ ». Le 29 juin 2003, une interview de trois pages le présentait comme un héros de légende. Il avait placé une bombe dans un réfrigérateur, à un endroit bondé, pour tuer le plus de Juifs possible. Les vingt Juifs qui furent tués n'étaient pas des victimes dans l'interview, parce que Jubara avait affirmé (sans être contesté) « *ce que nous faisons n'est pas du terrorisme* ». Raúl Gonzalez Blanco est un exemple supplémentaire qui montre que la judéophobie ne cause pas d'ennuis aux personnalités. Considéré comme le meilleur footballeur espagnol, il posa pour les photographes en tenant le drapeau d'un groupe néo nazi, *Ultra Sur* (qui sponsorise l'équipe du Real de Madrid où Blanco joue). Dans aucun de ces épisodes (qu'il s'agisse de *El Mundo*, Paredes, et de Blanco) il n'y a eu d'excuses ou d'explications, parce que de fait, les préjugés judéophobes passent inaperçus ou sont tolérés en Espagne.

L'auteur Rafael Cansinos Assens (1882-1964) est connu pour avoir découvert les origines juives supposées de sa famille, grâce apparemment au le travail signalé plus haut du sénateur Angel Pulido⁴². Cansinos écrit plusieurs romans et des essais dans lesquels il traite de différents aspects historiques et littéraires de la condition juive. Même lui, aussi bienveillant qu'il ait été à l'égard du peuple juif, eut la plus grande difficulté à condamner sans équivoque la judéophobie. Dans son livre *Les Juifs dans la littérature espagnole*, qui a été publié d'abord en Argentine en 1937 et dans une nouvelle édition espagnole en 2001, Cansinos étudie les personnages Juifs dans les œuvres de neuf auteurs espagnols⁴³ depuis deux siècles et demi, mais ne voit jamais la judéophobie de la plupart d'entre eux. La naïveté de cette erreur est patente dans la déclaration suivante de Cansinos : « *L'arrogance juive est punie dans cette pièce... les Juifs aspirent à dominer et à s'imposer... il avait une approche impérialiste de la vie... Il n'y a pas une ligne haineuse dans la pièce... l'absence de judéophobie est évidente...*⁴⁴ » Dans une pièce mettant en scène le mythe de Juifs utilisant le sang humain pour leurs rituels et le crime de déicide, où tout ce qui concerne les Juifs est repoussant, où, même Cansinos l'admet, le héros « *était rancunier et vindicatif envers les personnes de sa race [juive]* », il conclut que l'auteur « *n'est pas antisémite*⁴⁵ ». Sauf dans un cas, la candeur de Cansinos blanchit tous les judéophobes étudiés.

De l'autre côté

Il y a des exceptions à la règle espagnole. Chez les conservateurs, Camilo José Cela, qui a souvent critiqué la judéophobie espagnole, a été un des artisans de l'établissement de relations diplomatiques entre l'Espagne et Israël. Il présida pendant des années l'Institut pour l'amitié entre les deux pays (ces choses sont trop souvent omises de ses biographies et des articles de presse écrits au moment où on lui a décerné le Prix Nobel de littérature en 1989).

Deux intellectuels espagnols très connus ont rédigé des ouvrages très chaleureux sur Israël quand ils l'ont visité en 1957 pour Josep Pla, et en

1968 pour Julián Marías. Pla est considéré comme le meilleur romancier catalan ; une seconde édition de son livre est parue en 2002. Marías est un des plus grands philosophes espagnols contemporains. La publication virtuelle *Libertad Digital* est ouverte à la défense du peuple juif et de l'État d'Israël. A gauche, Pilar Rahola cité plus haut est journaliste et ancienne parlementaire de *Izquierda Republicana* : elle est devenue très populaire dans les cercles Juifs à travers le monde. Elle doit être remerciée pour sa dénonciation loyale et courageuse de la judéophobie au vitriol des milieux de la gauche espagnole.

En 2002, le célèbre écrivain Horacio Vázquez-Rial a travaillé à la publication d'un recueil d'essais de vingt intellectuels espagnols, *Pour la défense d'Israël* (c'est le titre de l'anthologie). Cependant, il n'est pas parvenu à trouver une maison d'édition prête à accepter ce défi, malgré la participation d'autorités prestigieuses comme Gabriel Albiac, Joan B. Culla, Jesús del Campo, José Jiménez Lozano, Reyes Mate, Marta Pessarrodona, Valentí Puig, Fernando Rodríguez Lafuente, Juana Salabert, Carlos Semprún Maura, and Vicenç Villatoro. Ce sont tous des personnalités espagnoles réputées qui sont de vraies amies du peuple juif.

De nombreux espagnols se sont intéressés de plus en plus à leur histoire juive. De petites villes, dans lesquelles il y avait eu une présence juive au Moyen Age, sont en train de devenir fières de leur passé et essaient de le recréer pour attirer des touristes (l'Espagne est un leader mondial en matière de tourisme). Un nombre croissant d'Espagnols – bien que ce groupe soit encore très petit – se considèrent même comme Juifs ou partiellement Juifs, en vertu de leur ascendance juive supposée⁴⁶.

Il y a eu des progrès ces dernières années en matière juridique. Le nouveau code pénal espagnol (dans lequel le racisme, la judéophobie, et la négation ou la justification du génocide sont des délits criminels pour la première fois) est devenu effectif depuis le 25 mai 1996. Cela s'est produit après que la Cour Suprême a refusé, en février 1996, d'extrader l'ex-officier de l'armée nazie Otto-Ernst Remer qui vivait dans une résidence d'été espagnole depuis 1994 (Remer est mort en 1997).

En juin 2003, la police espagnole (Guardia civil) arrêta quatre néo-nazis. Il y a plusieurs groupes néo nazis actifs en Espagne, devenue le refuge pour une centaine de groupes et de partis d'extrême droite qui s'étendent des traditionnels « Falangistes » aux skinheads néo-nazis. Tous les 20 novembre, ils commémorent les disparitions du dictateur Franco et du fondateur de la « Falange » José Antonio Primo de Rivera (tué en 1936 par un détachement armé). L'extrême droite espagnole est actuellement divisée et isolée. Elle ne s'est pas remise de son désastre électoral de 1982 après l'échec du coup d'État du 23 février 1981. Elle n'a plus eu de représentation au Parlement depuis. Un des groupes néo-nazis les plus anciens et les plus actifs en Europe est en déclin. CEDADE, dirigée par le néo-Nazi Pedro Varela, a été fondé en 1965 : il était basé à Barcelone jusqu'en janvier 1993. Il a reçu l'estocade quand Valera a été arrêté et détenu pendant que sa librairie était investie par la police catalane.

Jusqu'alors, Varela contrôlait un réseau international d'édition : c'était le plus important distributeur de propagande néo nazie en Europe. Au bout du compte il a été libéré.

Une évaluation

La profondeur des racines de la judéophobie en Espagne la rend particulièrement dangereuse, surtout si on prend en compte que le chômage est en Espagne le double de la moyenne européenne. Cependant, sa naïveté peut devenir un avantage, en faire un phénomène qui peut être contrecarré et dans une certaine mesure neutralisé.

En mars 2002 l'auteur de cet article a été invité pour une conférence à Rovira i Virgili, l'Université catalane de Tarragone où un étudiant avancé demanda avec candeur : « *On me l'a expliqué des centaines de fois, mais je suis encore incapable de le comprendre : pourquoi Israël a-t-il le droit d'exister ?* » De nombreux Espagnols posent cette question de façon explicite ou implicite. Si l'auditoire de Tarragone n'avait pas été hostile, j'aurais pu fournir à mon questionneur la 101^e explication, bien que je puisse douter qu'une centième de plus lui fasse comprendre quoi que ce soit – la judéophobie limitant les facultés de compréhension.

Je choisis de ne pas justifier mon existence mais plutôt de lui retourner sa question. « *Puisqu'il y a cent quatre vingt douze pays dans le monde, je voudrais féliciter le cent quatre vingt onzième qui a passé votre examen sur le droit d'exister. Ne trouvez-vous pas étrange qu'il y ait un seul pays, plus petit que la Catalogne, en butte aux régimes les plus atroces, auquel vous ne parvenez pas à consentir un droit à exister ?* »

Dans mon expérience, cette méthode choque les Espagnols à cause de leur absence de conscience de leurs préjugés anti-juifs, même contre les Juifs de tous les pays (Israël). Questionner le questionneur peut le faire prendre conscience d'une erreur dans le raisonnement, qui ne peut être facilement redressée si elle relève de l'a priori. Quand sa judéophobie est révélée à un bien-pensant, la révélation brise souvent le préjugé.

De ce point de vue, les prises de position de la communauté juive sont vitales. La communauté juive organisée en Espagne a tenté d'adopter un profil très bas et de ne pas contre-attaquer ouvertement la judéophobie. Sa jeunesse estime souvent qu'il est trop difficile d'entrer en conflit dans l'atmosphère extrêmement hostile des campus universitaires à cause d'un manque de soutiens de la communauté juive au sens large. Aux pires moments de l'Intifada, quand Israël était diabolisé partout, la communauté juive de Madrid changea son nom officiel de Communauté *Israélite* pour celui de Communauté *juive* de façon à réduire « l'attache à Israël » de l'existence juive. Les choses sont aujourd'hui en train de changer. Une génération de Juifs plus jeunes exprime sa judéité, en partie sous l'influence de l'immigration de Juifs très actifs, en provenance de certains pays Latino-américains (particulièrement du Venezuela) où être Juif est un sujet de fierté. L'effort d'éducation de la communauté juive organisée doit encore porter ses fruits : quand un Espagnol est rendu conscient de sa

tentative de discréditer un seul peuple ou un seul État, il peut aboutir à une de ces deux conclusions : soit Israël est effectivement l'œuvre la plus diabolique de l'histoire humaine, soit les attaques venimeuses auxquelles l'État Juif est soumis prennent directement leur source dans la cruauté avec laquelle on a persécuté le peuple Juif depuis des siècles. Dans les deux cas, la présence de la judéophobie aura été mise en évidence.

Traduction : *Jean-Pierre Bensimon*

NOTES

1. Le premier chapitre du livre de l'auteur *Judéophobie* (Barcelone : Flor del Viento, 2001) traite du caractère impropre du terme *antisémitisme*. Parmi les historiens cités dans ce livre qui utilisent le mot judéophobie, on trouve Walter Laqueur, Edward Flannery, J. Halévy, Jacob R. Marcus, Leon Pinsker, Peter Schäfer, Henry Weinberg, Robert Wistrich, and Zvi Yavetz.

2. Dans une interview au quotidien *La Nueva España* (Asturias, 13 juillet 2003) le journaliste Javier Neira déclare que « le mot *judéophobie* est un des plus utilisés de nos jours pour désigner la persécution du peuple Juif ».

3. Koppel Pinson, ed., *Essais sur l'antisémitisme* (New York : Conference on Jewish Relations, 1946).

4. Jacob Katz, *Du préjugé à la destruction : Anti-Sémitisme 1700-1933*, (Cambridge : Harvard University Press, 1980).

5. Meyer Weinberg, *Parce qu'ils étaient Juifs, Une histoire de l'Antisémitisme* (New York : Greenwood Press, 1986).

6. Robert S. Wistrich, *Antisemitisme, La très longue haine* (London : Thames Mandarin, 1991).

7. Albert S. Lindemann, *Les larmes d'Esau, antisémitisme moderne et essor des Juifs*, (New York : Cambridge University Press, 1997).

8. Pierre Birnbaum and Ira Katznelson, eds., *Les chemins de l'émancipation : Juifs, États et citoyenneté* (Princeton : Princeton University Press, 1995).

9. *Les attitudes européennes vis à vis des Juifs : une étude dans cinq pays* (Anti Defamation League, septembre 2002). Cinq cent personnes de chacun des pays suivants ont été interrogées : Autriche, Hollande, Italie, Espagne, et Suisse.

10. L'étude a été conduite en juin 2001 par Intergallup S.A. On a interviewé plus de deux mille adultes 19 % étaient en faveur des Palestiniens, 19 % ont dit qu'ils n'avaient de sympathie pour un parti, et seulement 4 % favorable à Israël. L'erreur à la marge était de 2.2 %.

11. José Luis Gonzalez Arpide dans *A Fuego Lento*, León, 1^{er} avril 1999.

12. Edward Flannery, *L'angoisse des Juifs : Vingt trois siècles d'antisémitisme* (New York : Macmillan, 1965). Spanish version : Paidós, ed., *Veintitrés siglos de antisemitismo*, (Buenos Aires : Paidós, 1974), 150.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

13. Francisco de Quevedo, *Obras Inmortales* (Madrid : E.D.A.F., 1969), 1346, 1348, 1353, 1363.
14. Nous ne mentionnons pas William Shakespeare puisqu'il est hautement controversé pour son drame : *Le marchand de Venise* qui est judéophobe.
15. Julián Martel, *La Bolsa*, serialized in *La Nación*, Buenos Aires, 1891. Un essai de Perednick sur son roman a été publié dans *Coloquio*, (Buenos Aires : Latin American Jewish Congress, 1989).
16. Le titre complet de cet essai de 1633 est "Execration for the Catholic Faith against the Stubborn Blasphemy of the Portuguese-speaking Jews who in Madrid hang up Sacrilegious and Heretical Posters, Recommending the Remedy to Stop What Happened, that Cannot Begin to be Punished with all the Torments of this World."
17. José Jiménez Lozano, "Anti judaïsme en Espagne," in Reyes Mate, ed., *Philosophie après l'Holocauste* (Barcelone : Riopiedras, 2001), 223, 229.
18. L'autre est Deggendorf, Bavière, 1337. Cf. *Encyclopaedia Judaica* (Jerusalem : Keter, 1972), 8 : 1043.
19. Rafael Cansinos Assens, ed., *Los judíos en la literatura española* (Valencia : Pre-Textos, 2002), 31.
20. José Manuel Laureiro, "El refranero, sabiduría popular?" (non publié, 2002). Laureiro a fondé cet article sur Gonzalo Álvarez Chillida, *El antisemitismo en España. La imagen del judío (1812-2002)* (Madrid : Marcial Pons, 2002).
21. Actas de las Cortes de Cádiz, anthologie, Enrique Tierno Galván, Madrid, 1964, second volume, pages 1026-1229.
22. León Carbonero y Sol, "Appels des Juifs pour leur établissement en Espagne" *La Cruz*, vol. 2, Sevilla, (1854) : 623-627. *La Cruz*, le magazine catholique en Espagne, a été publié jusqu'en 1915.
23. Nehemiah Robinson, *L'Espagne de Franco et sa politique envers les Juifs* (New York : Institute of Jewish Affairs, World Jewish Congress, 1953), 8-9.
24. Ibid.
25. La réponse était signée par Juan Carlos Rica, *Artmalaga*.
26. Hermann Tersch, "El Retorno de la judeofobia," *El País*, Madrid, 4 May 2003.
27. Gonzalo Álvarez Chillida, *El antisemitismo en España. La imagen del judío (1812-2002)* (Madrid : Marcial Pons, 2002).
28. Ibid., pages 465-466.
29. Enrique Curiel, «Le problème a pour nom Israël», *La Razón*, Madrid (20 April 2003).
30. Gema Martín Muñoz, *El País* (27 January 2003).
31. Alejandro Baer et Federico Zukierman, *Antisemitismo dans les dessins humoristiques – Caricatures et images dans la presse espagnole à propos du conflit israélo-palestinien* (Madrid : Guesher, 2003), 2-3.
32. Ibid., page 4.
33. *El País*, *La Vanguardia*, *ABC*, *El Periódico*, and *La Razón*.

34. Déclaration de Nart lors de son apparition le 9 juillet 2003 dans la ville de Gijón, pendant une conférence organisée par la *Gustavo Bueno* Foundation.
35. Marc Tobiass, "La judéophobie explique l'hystérie pro palestinienne de la gauche européenne" *Proche-Orient* (2 octobre 2002) – une interview de Pilar Rahola.
36. *Takeopen* a un site web sur la presse espagnole et son traitement du conflit du Moyen Orient.
37. *Libertad Digital* (30 April 2003).
38. Conférence de Pilar Rahola au Conseil Juif Américain 97th Meeting annuel, 7 May 2003.
39. José María Ridaio, *La Esparta Judía*, (1 March 2003).
40. Agustín Pery Riera, rédacteur en chef de *Crónica* supplement (13 novembre 2002).
41. D'un autre coté, le même quotidien publia le 8 juillet 2003 le plus important rapport que les services secrets d'Argentine (SIDE) préparèrent sous Miguel Angel Toma, sur la façon dont l'attaque de la communauté Argentine avait été planifiée et perpétrée en 1994.
42. Introduction de la dernière édition de l'œuvre de Cassens, par Jacobo Israel Garzón (Valencia: *Pre-Textos* editions, 2001) 8.
43. García de la Huerta, Gustavo Adolfo Bécquer, Benito Pérez Galdós, Isaac Muñoz, Adolfo Reyes, Vicente Blasco Ibáñez, Antonio Cases, Juan Pujol, and Concha Espina.
44. Rafael Cansinos Assens, *Les Juifs dans la littérature espagnole* (Valencia: *Pre-Textos* editions, 2001), 45, 47, 48.
45. *Ibid.*, page 51.
46. Le livre *Sang Juif* parut à Barcelone en 2000, et la première édition fut rapidement épuisée. L'auteur, Pere Bonnin, de Chueta, raconte les malheurs des « Nouveaux Chrétiens » dans l'Espagne moderne.

L'ALLEMAGNE

Gilad Margalit

Depuis la seconde Intifada de septembre 2000, à l'instar de tous les autres médias européens, les reportages et les commentaires de la presse allemande sur la politique israélienne à l'égard des Palestiniens sont partisans et négatifs pour l'État Juif englué dans un conflit ethnique sanglant et très complexe. En Allemagne comme partout en Europe, les médias n'ont aucune honte à utiliser les éléments bien connus du discours antisémite envers Israël et son peuple. La recherche menée par Margarete et Siegfried Jäger, de l'Institut de recherche Sociale et Linguistique de Duisbourg (DISS) sur les reportages parus dans la presse écrite allemande a eu pour ambition d'étudier en détail les tendances dominantes des principaux quotidiens allemands¹. Cette publication a provoqué une furieuse critique des auteurs incriminés, non seulement dans *Junge Freiheit*, l'organe des intellectuels d'extrême droite mais aussi dans la conservatrice *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, et dans la *Neue Züricher Zeitung*².

Ce climat anti israélien qui, depuis le début des années 90, va de pair avec une ambiance générale plus tolérante pour des expressions manifestes d'antisémitisme, a conduit à briser le tabou qu'était l'antisémitisme dans la culture politique allemande³. Mon article se fonde principalement sur deux scandales, qui se sont passés presque simultanément en Allemagne au début de l'été 2002; l'affaire Mölleman, dans la sphère politique, et l'affaire Walser, dans le monde culturel. Dans les deux cas les médias allemands furent amenés à propager et à répandre les vieux clichés antisémites

Je commencerai par un compte rendu de ces scandales, et une analyse de leur contenu antisémite, puis je m'intéresserai au rôle des médias allemands dans de telles affaires.

Le scandale Mölleman

Depuis le mois d'avril 2002, Jürgen Mölleman vice-président du parti Libéral (FDP) et président de l'Association Germano-Arabe (Deutsch-

arabische Gessellschaft) s'était laissé aller à exprimer des critiques anti-Israéliennes et antisémites à l'adresse des leaders de la communauté juive allemande aussi bien que d'Israël et de son premier ministre Ariel Sharon. Möllemann y adoptait le style et les thèmes des groupes d'extrême droite allemands. Après Auschwitz, l'antisémitisme avait perdu son prestige d'autrefois. Aucun antisémite allemand n'aimerait aujourd'hui être considéré comme tel. Les antisémites présentent la critique de leurs diatribes cinglantes comme des atteintes à la liberté d'expression, ou à la liberté artistique (dans le cas de Martin Walser): ils avancent que ces critiques sont dues au caractère sensible des sujets touchant aux Juifs dans la culture politique allemande, à cause du passé nazi. Ces antisémites donnent comme argument que leurs contradicteurs ont pour but de «délégitimer» leurs critiques justifiées contre certains JUIFS bien identifiés, ou l'État d'Israël et sa politique envers les Palestiniens

Pour arriver à ses fins, Möllemann s'est servi d'un sémite antisémite, un certain Jamal Karsli, d'origine syrienne, ancien homme politique «Vert» de la région de Westphalie. Karsli a pris le rôle autrefois principalement attribué à certains Juifs (les Juifs-alibis) qui, en tant que victimes du nazisme, ou membres d'une communauté victime, jouissent dans la politique culturelle allemande d'un statut public de martyr. Ce statut lui permet de faire ce qu'en général l'allemand moyen n'ose pas; briser les tabous.

Sans équivoque, Karsli a assimilé le sionisme au nazisme. Ce type d'affirmation serait tenu pour trop provocant en Allemagne, même dans la bouche de Möllemann. Les philippiques de Karsli fournirent à Möllemann un vocabulaire importé du monde arabe, mais dont le style, de facture européenne, était familier aux antisémites allemands.

Le 24 avril 2002, Karsli fit son apparition lors d'une conférence de presse, en compagnie de son nouveau patron, Jurgen Möllemann. Il déclara qu'on l'avait choisi pour rejoindre le Parti Libéral. Karsli avait décidé de quitter le parti des Verts à cause de son opposition à la politique pro-Israélienne, du ministre des affaires étrangères des Verts, Joscka Fisher. Après la bataille de Jenin, Karsli accusa l'armée israélienne d'utiliser «des méthodes nazies» contre les Palestiniens. Il défendit les attaques-suicides et déclara que les Forces de Défense d'Israël avaient concentré les Palestiniens dans des camps et leur avaient tatoué des numéros sur les bras.

Bien qu'il ait fait des excuses pour cette version des événements lors de la conférence de presse, il continua à distiller des propos antisémites. Une semaine plus tard, Karsli donnait une longue interview au journal d'extrême droite *Junge Freiheit*, dans laquelle il déclarait: «*L'influence du lobby sioniste est très grande; il contrôle l'essentiel du monde des médias et rien ne lui résiste. Voyez l'affaire Monica Lewinski et le Président Clinton. En Allemagne, les gens sont effrayés par ce pouvoir et c'est compréhensible*». Cette version avait été donnée pour la première fois en 1998 par le leader du Hamas à Gaza, Cheik Ahmed Yassine. Yassine affirmait que l'affaire Lewinsky était une conspiration des sionistes pour faire chanter Clinton et l'obliger à s'aligner sur leur option pro israélienne. Les cercles d'extrême droite en Allemagne étaient tout prêts à approuver cette interprétation⁷. Le tout puissant lobby juif tient entre ses mains

l'homme le plus puissant du monde, et contrôle ses plus importantes décisions politiques, comme par exemple déclarer la guerre à l'Irak.

A partir de là, Müllemann prit part à une campagne médiatique au cours de laquelle il approuva les déclarations de Karsli et attribua la responsabilité de l'antisémitisme en Allemagne à Ariel Sharon et Michel Friedman, le vice président du Conseil Central Juif en Allemagne, qui anime aussi une émission télévisée de débats très populaire. « J'ai peur » dit Müllemann « *que pratiquement personne n'apporte autant de grain à moudre aux antisémites, qui existent malheureusement en Allemagne et que nous devons combattre, que MM. Sharon et Friedman avec leur comportement arrogant et partisan. L'arrogance, ce n'est pas bien* ». (Friedman avait soutenu qu'Israël avait le droit de se défendre contre les attaques suicides des Palestiniens).

Finalement, le calcul présomptueux de Müllemann consistant à attirer les votes d'extrême droite grâce à une campagne antisémite, et à trouver un soutien de masse au FDP (Projet 18), échoua devant le verdict des urnes. Son parti et sa propre carrière en furent considérablement affaiblis. Les positions antisémites de Müllemann déclenchèrent immédiatement une campagne de protestation dans les médias contre lui même et son parti, à laquelle tous les hommes politiques de premier plan prirent part, dont le Chancelier allemand et l'ancien chef du Parti Libéral

A la suite de ce tollé, Karsli, le protégé de Müllemann, fut contraint de démissionner du FDP. D'anciens chefs du parti Libéral firent pression sur le Président du FDP, Guido Westerwelle, pour qu'il réfère les propos publics de son adjoint. Müllemann dut s'excuser auprès de ses compatriotes Juifs pour ses mises en cause, mais il le fit à contre cœur et refusa absolument de s'excuser auprès de Friedman « *Je ne vais pas ramper devant Mr Friedman... Si le Conseil juif réitère ses demandes, le peuple va dire « ça suffit ». On ne devrait jamais refuser une main tendue* ». Deux jours avant les élections, il avait utilisé des fonds d'origine douteuse pour publier une brochure dans laquelle il réitérait ses attaques contre Friedman et Sharon et se dépeignait comme un politicien impartial, luttant pour une paix juste entre Israéliens et Palestiniens. Müllemann fut exclu du FDP, après son fiasco aux élections seulement (le parti Libéral ne recueillit que 7% des voix), et à cause du scandale des fonds secrets qu'il avait utilisés pour financer l'édition de la brochure anti israélienne, et non pour son antisémitisme. Le soutien de l'appareil du parti, dont il jouissait auparavant évita récemment qu'il ne fût renvoyé du parlement local du Nord Rhin Westphalie, qui siège à Düsseldorf¹⁰. Cependant, après s'être retiré du parti Libéral, il publia un livre antisémite où il accusait le Président du FDP, Guido Westerwelle de l'avoir trahi, lui et la politique anti israélienne arrêtée d'un commun accord, après que le Mossad israélien ait fait pression sur Westerwelle, pendant sa visite en Israël de mai 2002¹¹. Dans l'éternelle lutte contre l'antisémitisme en Allemagne, ces résultats pourraient signifier une victoire à la Pyrrhus. Les venimeux propos antisémites de Müllemann avaient circulé dans les médias pendant quelques mois et atteint un large public. Il semble que le puissant écho que les messages antisémites reçoivent dans les médias, leur assure une légitimation à travers tous ceux qui s'y identifient secrètement mais n'osent pas l'exprimer en public. Et il

ne s'agit pas de quelques cas isolés. Bien que la majorité des Allemands rejettent les propos antisémites les plus agressifs, il y en a encore trop qui approuvent des gens comme Möllemann. Par exemple, selon les sondages de la seconde chaîne de télévision allemande (ZDF), 28 % des Allemands justifiaient les accusations de Möllemann contre Michel Friedman¹². Cela confirme les résultats d'un autre sondage lancé au début de 2002 qui rapportait que 31 % des Allemands de l'ancienne Allemagne de l'Ouest, considéraient que l'influence juive était trop importante. Quatre ans plus tôt, un sondage similaire donnait seulement 14 %.

L'affaire walser

Le 29 mai, alors que l'affaire Möllemann se déchaînait, Frank Schirmmacher, l'un des éditeurs du prestigieux journal conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, alluma un second débat public sur l'antisémitisme en Allemagne en publiant une lettre ouverte à Martin Walser dans laquelle il déclarait que son journal s'abstiendrait de publier des extraits de son nouveau roman *Tod eines Kritikers*. « *Votre roman est une exécution* » écrivait Schirmmacher et il critiquait l'auteur pour avoir laissé libre cours dans son roman à des fantasmes de meurtre à l'encontre d'un critique juif très connu, Marcel Reich-Ranicki. Il l'accusa aussi d'utiliser toute une batterie de clichés antisémites dans son livre¹⁴.

La prise de position sans précédent de Schirmmacher, fut à l'origine d'un débat dans les médias allemands sur le caractère supposé antisémite du roman, ainsi que sur son choix inhabituel d'une mise en cause publique, alors que le livre n'était même pas encore sur le marché. Beaucoup de commentateurs, même parmi ceux qui ne le considéraient pas comme un bon livre, ne trouvèrent cependant aucun cliché antisémite dans le nouveau roman de Walser. Le journaliste Andreas Isenschmid, a été l'exemple typique de cette incapacité à comprendre le caractère antisémite du livre. Lors d'une émission littéraire à la TV animée par Daniel Cohn-Bendit, Isenschmid maintint que le livre était insipide, mais pas antisémite¹⁵.

Puisque beaucoup de grands critiques et auteurs allemands, comme par exemple Joachim Kaiser et Gunter Grass se sont opposés à l'analyse de Schirmmacher, j'aimerais faire à mon tour un rapide examen de l'intrigue du roman et de ses personnages principaux. Le roman de Walser utilise dans le champ de la littérature, quelques uns des clichés utilisés par Möllemann et Karsli dans leur domaine : la soi-disant domination juive et la manipulation des médias. Walser attaque sournoisement le fameux critique littéraire juif allemand, Marcel Reich-Ranicki, un survivant de l'holocauste. Comme Reich-Ranicki, le héros principal du roman, André Ehrl-König anime une émission télévisée en Allemagne et est dépeint comme une star de la TV comme le « pape » de la littérature allemande contemporaine. Ce personnage dominateur qui est Juif, soumet à son joug despotique tous les participants allemands à son émission ; il les manipule et les humilie. André Ehrl-König est décrit d'une façon outrancièrement stéréotypée, comme quelqu'un à qui manque la profondeur de l'âme allemande, mais qui ose néanmoins s'introduire dans le cercle sacré de la culture allemande et diluer ses brillants principes dans une culture du

divertissement insipide et dégénérée, celle du marché de la littérature américaine, appelée la culture EO (éjaculation et orgasme)¹⁶. Un tel portrait dans lequel les Juifs sont présentés comme des gens désireux de détruire l'authentique littérature allemande et la vie intellectuelle de ce pays, est un procédé bien connu d'une tradition antisémite qui remonte au XIX^e siècle. Dans le roman, le critique littéraire cosmopolite Juif¹⁷, Andre Ehrl-Koenig (alias Marcel Reich-Ranicki), a disparu, laissant derrière lui, en tout et pour tout, un pull plein de sang. Le suspect n° 1 du crime est Hans Lach, un auteur allemand dont le dernier livre a été critiqué sans pitié par Ehrl-Koenig (EK) dans son émission de TV. Les policiers, tout comme le monde littéraire allemand, sont certains que Lach est le meurtrier. Michael Landolf, lui aussi écrivain et ami de Hans Lach, mène une enquête personnelle pour prouver l'innocence de son ami. La manière qu'a Walser de bâtir l'intrigue justifie la haine des protagonistes bouleversés à l'endroit du personnage juif. Les lecteurs sont avertis de la personnalité de Ehrl-Koenig, à travers des discussions qu'a Lanforf avec plusieurs célébrités du monde littéraire allemand. Tous les témoignages dépeignent EK comme un être mesquin, plein de vices, qui n'a aucune qualité positive. Les fantasmes obscènes de meurtre du poète Bert Striff contre EK apparaissent alors comme la punition justifiée de ce prétendu « dictateur juif » de la littérature allemande, qui humilie les auteurs et profane la littérature nationale.

Selon un autre cliché antisémite traditionnel, EK est dépeint comme un personnage lubrique, doté d'un appétit sexuel insatiable qui le pousse à harceler les jeunes femmes écrivains. Encore une fois, conformément à la tradition antisémite, Walser met l'accent, de façon médiocre, sur l'accent étranger de EK: il se moque en particulier de son accent français dans sa prononciation du mot 'Literatür' (au lieu de 'Literatur') ou de 'doitsch' (au lieu de 'deutsch'). Ça sonne comme si on disait 'Garman' au lieu de 'German'. Se moquer de la prononciation juive de l'Allemand est un thème antisémite classique. Walser déclare à plusieurs reprises que EK apprécie l'auteur juif-américain Philip Roth, mais méprise l'auteur Allemand Botho Strauss (lui qui est célèbre, pourrait publier des ordures!) et proclame de façon impertinente qu'après avoir lu pendant quelques jours de la littérature allemande contemporaine, il commence à envier les ramasseurs d'ordures¹⁸. En fait, l'innocence de Hans Lach est prouvée. EK n'a jamais été assassiné. Il a tout simplement disparu avec la jeune écrivaine Cosi von Syrgenstein. Quand il apprend à quel point les médias se sont mobilisés sur sa disparition, il décide de rester caché et d'observer les développements de l'affaire. « On pourrait tirer des enseignements de cet événement » dit il¹⁹. *C'est l'expression suprême de sa monstruosité. Il prend plaisir à observer le développement de l'affaire comme si il ne s'agissait pas de vie réelle mais de littérature ; il est clair qu'il se moque de la souffrance humaine qui en découle, comme celle de Hans Lach qui ne peut faire la preuve de son innocence, seul en prison, accusé de meurtre*

EK ne fut jamais puni pour sa conduite. A la fin, il est fait Chevalier par la Reine d'Angleterre et devient Sir André²⁰.

Schirmacher permit au livre de Walser de recevoir une publicité énorme: il a sans doute contribué à en faire un best-seller en Allemagne. Si la

critique de Schirrmacher avait été plus discrète, on peut se demander si le livre aurait connu un tel succès.

L'antisémitisme, Israël et les Medias

Après l'holocauste et la politique de rééducation des Alliés, il y eut un tabou sur l'utilisation d'expressions antisémites en Allemagne. Il s'agissait pour une part d'une auto-censure. Traiter de problèmes Juifs était une matière si « sensible » dans l'Allemagne d'après guerre que c'était considéré comme relevant sûrement de la politique²¹ : ils étaient abordés avec la plus grande prudence dans les médias. Tous les sujets concernant l'État d'Israël, considérés comme mettant en cause les Juifs, étaient traités de la même façon. Jusqu'en 1968, la presse allemande de l'Ouest dans son ensemble approchait ces sujets avec un respect convenu, sur un ton empreint de sympathie pour Israël et le sionisme. Mais ce tabou n'était pas indemne de toute transgression, en public comme dans les medias, et pas seulement du fait des Nazis. Quand le tabou était violé, les medias allemands servaient généralement de tremplin pour diffuser les commentaires antisémites.

Les premières atteintes au tabou, postérieures à la Shoah, étaient survenues dès l'époque de l'occupation de l'Allemagne par les Alliés. Mentionnons simplement le « scandale Adolf Bleibtreu » de 1948, où une lettre antisémite fut publiée dans le *Süddeutsche Zeitung*. Trop souvent la critique de la politique israélienne par les médias Allemands contenait des relents d'antisémitisme. Je rappelle ici le retour à la caricature antisémite, en 1947-1948, pour décrire le Juif israélien sous la plume de Marion Gräfin Dönhoff, dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, où elle assimilait le sionisme au nazisme²³. Accuser les JUIFS d'agir comme des Nazis, est devenu depuis, habituel en Allemagne. Cela a pour effet de soustraire des générations d'Allemands à tout sentiment de culpabilité envers les Juifs. Qu'on me laisse citer ici l'éditorialiste de *Die Zeit*, Josef Joffe : « Si les Juifs agissent comme des nazis... alors les crimes de nos ancêtres sont mis en perspective, renvoyés à l'Histoire, et les enfants des victimes ne peuvent plus nous montrer du doigt²⁴ ».

Le changement de génération et l'escalade du conflit israélo-palestinien depuis 1967 ont permis la montée de positions pro-palestiniennes dans les médias. Certains journalistes ne purent s'empêcher d'y ajouter des insinuations et un ton antisémite, dans leurs reportages et analyses sur Israël. Ce courant a atteint des sommets pendant la guerre du Liban de 1982 et durant la première Intifada en 1987-1993, puis plus récemment, avec la seconde Intifada.

La politique de la plupart des médias allemands concernant l'antisémitisme, et d'abord ses manifestations culturelles, est généralement indulgente. La démarche de Franck Schirrmacher relève de l'exception. En principe, les médias permettent aux antisémites de s'exprimer librement, comme s'ils étaient respectables, et leur accordent même une certaine légitimité. L'éditeur du *Der Spiegel* fit par exemple le choix d'atténuer la virulence d'un article très critique sur le Parti Libéral de l'un de ses journalistes. Il compensa une vive attaque de l'antisémitisme allemand par

le journaliste juif Henryk Broder au moment de l'affaire Walser, en donnant dans le même temps la parole au polémiste israélien Uri Avneri, provocateur bien connu. Sous le titre scandaleux « Nous ne voulons pas de Traitement Spécial ! » (*Sonderbehandlung* veut dire « meurtre de masse » dans le jargon nazi), Avneri s'indignait qu'Israël qualifie d'antisémite toute critique justifiée de sa politique. Le journal d'extrême droite, *Junge Freiheit*, fut très désireux d'interviewer Avneri. Dans son interview, Avneri osa qualifier l'Association judéo-allemande de « succursale de l'ambassade d'Israël²⁵ » Ce faisant, par ses critiques acerbes de l'establishment juif allemand, Avneri apportait du crédit aux discours de Möllemann et Karsli, selon lesquels, en les accusant d'antisémitisme, on poursuivait un plan pour les empêcher de formuler la moindre critique de l'État d'Israël, en particulier de sa politique envers les Palestiniens. La position d'Avneri porte tort à ceux qui dénoncent avec ardeur cette tentative grossière de briser le tabou de l'antisémitisme dans la politique culturelle de l'Allemagne. Pour servir ses objectifs en Israël, ce dernier n'a pas hésité à coopérer avec des antisémites allemands et à s'en prendre à ceux qui luttent contre l'antisémitisme en Allemagne.

Même Jamal Karsli, immigrant syrien en Allemagne, a mesuré l'importance, dans la culture politique allemande, d'utiliser des « Juifs-alibis » pour légitimer les calomnies antisémites. Sur son site, Karsli prétendit que ses positions étaient soutenues par un survivant juif de l'Holocauste d'Auschwitz (Hajo Meyer) ainsi que par certains israéliens de la gauche radicale tels que Ilan Pappé, Lea Tzemel, Shraga Elam, et Michael Warschawski.

Alors que, pendant le scandale, la plupart des commentateurs politiques critiquaient durement Möllemann et les Libéraux pour leur stratégie (Claudia Roth à la tête du parti des Verts le poursuivit même pour diffamation), le journal *Die Welt* organisa une rencontre de réconciliation entre des membres du *Conseil Central des JUIFS d'Allemagne* et des leaders du FDP. Möllemann ne se montra pas lors de cette rencontre²⁶. Cette initiative rappelle la tentative pour réconcilier le dernier président du Conseil Central, Ignatz Bubis, et Martin Walser ; elle était à l'initiative de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en 1998. Il semble que les journaux d'influence en Allemagne, aient plus à cœur de réconcilier Juifs et antisémites que de prendre sans équivoque position contre eux. Bien que les provocations manifestement antisémites de Möllemann aient été rejetées par la majorité des allemands, ce politicien populaire ne fut pas contraint à la démission comme l'avait été Philip Jeninger, président du Bundestag à la suite de son discours ambigu sur les Allemands et leur soutien au nazisme²⁷. Il semble que les protestations contre l'antisémitisme n'aient pas réussi à rendre illégitime l'usage de clichés antisémites dans le monde culturel et artistique. Certains, même parmi ceux qui critiquent Walser, trouvent très difficile de le définir, lui et son livre, comme antisémites. Selon l'ancien éditorialiste du *Süddeutsche Zeitung*, Joachim Kaiser, qui a soutenu Walser, l'antisémitisme représente « une attitude entièrement et fondamentalement malveillante contre les Juifs, et pas simplement une attitude nuancée ». Sa référence, pour qualifier manifestement une publication d'antisémitisme, c'est le *Mein Kampf*

d'Hitler²⁸. Utiliser Hitler pour mesurer l'antisémitisme, fait bien sur paraître n'importe quelle autre manifestation d'antisémitisme comme moins virulente, et à la limite, innocente. En juillet dernier, le magazine satirique allemand *Titanic* eut l'attitude la plus appropriée dans cette atmosphère empestée, en posant la question apparemment absurde : « *Un doute affreux : Hitler était il antisémite ?*²⁹ ».

Traduction : *Daniel Mayer*

NOTES

1. Margarete et Siegfried Jäger, *Medienbild Israel. Zwischen Solidarität und Antisemitismus*. Münster 2003.
2. E.g. Jobst Paul, "Medien und Diskursanalyse – Eine heftige Begegnung", *kultuRRevolution, Zeitschrift für angewandte Diskurstheorie* No. 44 (2002) pp. 47-50.
3. L'acquittement de l'activiste d'extrême droite, Herman Joseph Reichertz par le tribunal de Kempten en août 2002 accusé de diffamation envers le vice Président du Comité Central des Juifs d'Allemagne, Michel Friedman, reflète la pénétration du climat hostile de la rue dans les tribunaux de la République Fédérale. Le juge statua que les termes dont Reichertz avait fait usage pour qualifier Friedman, "Juif Bohémien" (Zigeunerjude), étaient neutres et non offensants". "Unerträgliche Urteil", *Focus* (August 30, 2001). En juin 2002, ce verdict scandaleux fut révisé et Reichertz fut condamné à une amende. "Zigeunerjude' teur" *TAZ* No. 6766, (June 5, 2002).
4. Interview de Möllemann à *Die tageszeitung*, (April 4, 2002): « *C'est la politique d'Israël qui encourage le terrorisme. Que ferions-nous si l'Allemagne était occupée? Je me défendrais aussi, éventuellement par des moyens violents. Je suis officier dans les troupes parachutistes de réserve. Il serait de mon devoir de me défendre. Et je ferais ceci, non seulement dans mon pays, mais aussi dans celui de mes agresseurs* ».
5. Voir une interview avec l'auteur et le journaliste satirique Eckhard Henscheid; Moritz Schwarz, "Ganz große Gaunerei", *Junge Freiheit* 24/02 (7 juin 2002).
6. "Fischer hat die Ideale der Grünen verraten", *Junge Freiheit* 19 (May 2, 2002): "der Einfluß der zionistischen Lobby auch hat den größten Teil der Medienmacht in der Welt inne und kann jede auch noch so bedeutende Persönlichkeit "klein" kriegen. Denken Sie nur an Präsident Clinton und die Monika-Lewinsky-Affäre. Vor dieser Macht haben die Menschen in Deutschland verständlicherweise Angst".
7. "Verschwörung gegen Clinton. Stuerzt US-Praesident ueber Israel-Lobby?" *DNZ* No. 6, (January 30, 1998).
8. "Möllemann bezeichnet Friedmann als 'übergeschnappt'", *Die Welt* (22 mai 2002).
9. *Focus* (1^{er} juin 2002).
10. "Möllemann bleibt in Düsseldorf FDP-Landtagsfraktion", *Frankfurter Rundschau*, (4 février 2003).
11. Möllemann: "Israelischer Geheimdienst erpresst FDP- Chef Westerwelle", *Stern* (10 mars 2002)
12. "Inszenierter Tabubruch", *Der Spiegel* No. 23 (3 juin 2002) p. 24.

13. "Antisemitismus wird stärker", *Berliner Zeitung* (6 septembre 2002).
14. Frank Schirrmacher, "Lieber Martin Walser, Ihr Buch werden", *FAZ* (29 mai 2002).
15. Andreas Isenschmid dans *Literatur Club* 3 Sat (7 juillet 2002).
16. Martin Walser, *Tod eines Kritikers* Suhrkamp: Frankfurt 2002, pp. 41ff.; p. 202.
17. Walser, *Tod eines Kritikers*, p. 216; Ehrl-Koenig, est né en France, y a grandi et vit en Allemagne, possédant une double citoyenneté, allemande et anglaise.
18. Walser, *Tod eines Kritikers* pp. 35ff; p. 41
19. Walser, *Tod eines Kritikers* pp. 181-182.
20. Walser, *Tod eines Kritikers* p. 216.
21. Frank Stern, *Im Anfang war Auschwitz. Antisemitismus und Philosemitismus in deutschen Nachkrieg*, Gerlingen 1991 pp. 241ff.
22. Gilad Margalit, "Israël vu à travers la presse ouest allemande, 1947 – 1967", *Jahrbuch für Antisemitismusforschung* 11 (2002) pp. 235-248.
23. Y. Michael Bodemann, *Gedaechtnistheater. die juedische Gemeinschaft und ihre deutsche Erfindung*, Hamburg 1996 pp. 139-143.
24. Josef Joffe, "Die Freie Demokraten und ihre Verführer" *Die Zeit* No. 22, (24 mai 2002).
25. "Keine Sonderbehandlung!", *Der Spiegel* No. 23 (3 juin 2002) p. 34; Moritz Schwarz, "Wir wollen keine Sonderrolle", *Junge Freiheit* 23/02 (31 mai 2002).
26. "Um Verzeihung bitten, zur Vergebung bereit sein", *Die Welt* (12 juin 2002)
27. Ruth Wodak u. a., *Die Sprache der Vergangenheiten. Öffentliches Gedenken in österreichischen und deutschen Medien* Frankfurt a.M. (1994) pp.163-190.
28. Moritz Schwarz, "Logisch nicht zu halten", *Junge Freiheit* 28/02 (5 juillet 2002).
29. "Schrecklicher Verdacht: War Hitler Antisemit?", *Titanic* Nr. 7 (2 juillet 2002).

LA HOLLANDE

Par Manfred Gerstenfeld

«*La France, la Belgique, la Hollande et le Royaume Uni ont été le théâtre d'incidents antisémites plutôt sérieux : nombreuses agressions physiques, insultes antijuives et actes de vandalisme contre les établissements Juifs (synagogues, magasins, cimetières)*». Cette citation est extraite du résumé d'un rapport sur l'antisémitisme européen, portant sur la première moitié de l'année 2002, édité par le Centre européen de Vigilance sur le Racisme et la Xénophobie (EUMC). La Hollande, réputée dans le passé pour être un pays où l'antisémitisme était un phénomène relativement mineur, a été ainsi inclus dans la liste des pays les plus touchés en l'Europe par ce type de racisme¹.

Cette conclusion d'un des principaux instituts de recherche européens sur l'antisémitisme n'est pas un fait isolé. En novembre 2003, l'Union européenne a publié un de ses sondages Eurobaromètre. Il posait une question sur les pays que les Européens considéraient comme un danger pour la paix du monde. Cinquante-neuf pour cent des Européens considèrent Israël comme tel. Ce pourcentage était plus élevé que pour les autres États cités y compris ceux qui sont les principaux soutiens du terrorisme comme l'Iran².

Avec 74 %, les Hollandais ont eu le pourcentage le plus élevé des pays qui ont considéré Israël comme un danger pour la paix du monde. Le suivant sur la liste était l'Autriche qui, pendant l'Holocauste, avait été, si c'est possible, encore plus zélée en matière de nazisme que l'Allemagne de Hitler.

Le chiffre de 74 % a immédiatement provoqué chez moi une association étrange, puisque 74 % des Juifs hollandais ont été assassinés par les Nazis durant la Seconde Guerre Mondiale. Ce pourcentage était bien plus élevé que dans n'importe quel autre pays d'Europe occidentale. Dans les phases initiales d'arrestation, de transport et de détention des Juifs voués au massacre, les autorités hollandaises ont joué un rôle déterminant par leur assistance aux occupants allemands.

Les inquiétudes des Juifs hollandais

Quelques jours avant que les résultats de l'Eurobaromètre paraissent, un quotidien néerlandais *De Volkskrant* a publié un article sur les inquiétudes des leaders Juifs hollandais actuels. Plusieurs d'entre eux ne craignent pas seulement l'antisémitisme en Hollande : ils le relient aussi à leur expérience personnelle. Ils ont ainsi fait état des insultes verbales qui sont monnaie courante dans les rues hollandaises quand on porte une kippa.

Ruben Vis, le secrétaire du NIK, l'organisation centrale de la communauté ashkénaze hollandaise, raconte qu'il est régulièrement insulté quand il porte sa kippa. Il lui est arrivé d'être bousculé dans un tramway. Désormais, il ne porte jamais de kippa dans les quartiers ouest et est d'Amsterdam et rarement au centre-ville où il y a beaucoup de Néerlandais d'ascendance arabe.

Le rabbin Menachem Sebbag raconte au journaliste comment un jeune hollandais d'origine marocaine s'est approché de son épouse avec un tournevis et lui a dit, «*Je vous arracherai le cœur*». Sebbag – qui est de père marocain – comprend l'arabe. Il a été insulté, par exemple, au cri de «*Je vais t'abattre comme un porc*». Parfois on lui crie “Suppôt de Sharon, meurtrier !” Il sort maintenant le moins possible et tient le discours suivant : «*Depuis que je ne vais nulle part, j'ai moins de problèmes*». Une fois on lui a jeté une canette de coca-cola à la tête. Les journaux hollandais mentionnent habituellement que les auteurs de ces crimes sont d'origine marocaine³.

Le 4 mai 2003, jour de la commémoration nationale des victimes de la Seconde Guerre Mondiale, plusieurs cérémonies du souvenir ont été sabotées. Dans la périphérie d'Amsterdam, à Baarsjes, pendant les deux minutes de silence en mémoire des morts, des jeunes ont hurlé environ 20 fois «*Il faut tuer les Juifs!*» Les responsables de ces cris étaient de jeunes Néerlandais d'origine marocaine. Dans un autre secteur de la ville, à Slotervaart, des jeunes ont joué au football avec les couronnes du mémorial⁴.

Tous les Hollandais sont-ils égaux ?

Il est difficile d'évaluer ce qui se joue dans le conscient et l'inconscient des journalistes qui font état des origines de ceux qui s'en prennent aux JUIFS. Veulent-ils montrer que l'on trouve parmi eux uniquement des Néerlandais dont les parents ou les grands-parents viennent du Maroc ?

La mention que les auteurs d'une attaque sont d'origine marocaine implique-t-elle dans les codes des médias qu'on ne peut pas attribuer à la société hollandaise la responsabilité des attaques antisémites puisque ces jeunes n'appartiennent pas “vraiment” à cette société ? Ou cela signifie-t-il que dans la société égalitaire hollandaise tous les Néerlandais ont des droits et devoirs égaux, mais qu'on ne peut pas attendre de certains d'entre eux, qui sont de descendance marocaine, qu'ils se comportent d'une manière civilisée ?

Cela pourrait même signifier que ces descendants de Marocains sont trop difficiles à maîtriser pour la police et la justice hollandaise. Faut-il en conclure qu'on ne saurait attendre davantage des instances nationales et

locales du gouvernement néerlandais lorsqu'un nombre disproportionné de jeunes Marocains – en comparaison de la moyenne hollandaise – attaque d'autres citoyens néerlandais, parmi lesquels on reconnaît un nombre disproportionné de Juifs ?

Les réponses à ces questions seront progressivement apportées au cours des années à venir. Elles conduisent à d'autres questions tout aussi désagréables. Les autorités hollandaises ont indiscutablement la responsabilité d'appliquer la loi et d'assurer que les Juifs du pays ne soient pas plus menacés que la moyenne des Hollandais.

Autrement, il s'avèrerait que les Juifs en tant que tels sont d'une manière ou d'une autre « moins égaux » dans le système égalitaire néerlandais et doivent vivre avec un niveau d'insécurité supérieur à la moyenne des citoyens hollandais. Cela consiste à reconnaître que les Juifs doivent vivre dans une telle situation, « comme ils l'ont toujours fait ».

Cela n'est jamais arrivé dans la démocratie hollandaise

L'hypothèse ci-dessus n'est pas forcément vraie. A la connaissance de l'auteur, de tels incidents, avec cette fréquence, sont une première dans l'histoire des Pays Bas en tant qu'État démocratique, c'est-à-dire si l'on omet les années 1940-1945 d'occupation allemande. On a connu des incidents moins nombreux avant la seconde guerre mondiale quand des centaines de milliers d'Hollandais votaient pour le Parti National Socialiste hollandais aux élections. En d'autres termes, il y a des indices pour penser que l'antisémitisme actuel en Hollande, qu'il soit verbal ou violent, est plus fort qu'il n'a jamais été au siècle dernier ou au siècle précédent, à l'exception de la période de l'occupation nazie.

Pour formuler un jugement plus équilibré, on doit aussi signaler ce qui est considéré aujourd'hui comme « une bonne nouvelle. » La Hollande n'est pas la France. A une seule exception, il n'y a pas eu de synagogue brûlée en Hollande depuis la seconde guerre mondiale. On a quand même jeté des pierres à travers les vitres de synagogues, et tagué leurs murs. Des cimetières Juifs ont parfois été profanés. Dans ce dernier cas, les auteurs sont généralement d'extrême droite⁵.

Cela signifie-t-il que la Hollande est un pays antisémite ? Pas nécessairement. Récapituler une série de faits ne donne pas nécessairement une image réaliste d'un pays. Les nombreux ennemis d'Israël dans les médias étrangers ont découvert cela depuis longtemps, eux qui fournissent continuellement à leur public une sélection de faits négatifs concernant ce pays.

Une approche plus classique

Après cette introduction qui nous a fait rencontrer quelques uns des aspects les plus extrêmes de l'antisémitisme, on peut choisir de suivre une approche plus classique pour décrire et analyser l'antisémitisme en Hollande. Il y a une large gamme d'événements antisémites dans le pays dont, probablement, seule une fraction est rapportée dans les médias. En font partie l'antisémitisme d'extrême droite, arabe, islamique, d'extrême gauche et chrétien. Les Juifs sont soumis à un antisémitisme verbal, des

cimetières sont profanés et les gens qui sont identifiables comme Juifs sont parfois attaqués physiquement⁶.

La question à poser concerne le niveau de l'antisémitisme en Hollande par rapport aux autres pays. En octobre 2002, la Ligue contre la Diffamation (Anti-Defamation League) a publié une étude sur l'attitude des Européens vis-à-vis des Juifs dans cinq pays : la Suisse, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche et les Pays Bas⁷. En juin de cette année, elle a fait de même pour la France, le Danemark, le Royaume Uni et la Belgique⁸. Dans cette étude, on posait 11 questions aux personnes échantillonnées. Celles qui répondaient oui à six ou plus des affirmations proposées étaient considérées comme « très antisémites. » Selon l'étude de l'ADL, 7 % de la population hollandaise affiche des opinions très antisémites. Ce qui peut être considéré comme une information positive à une époque où 34 % de la population espagnole relève de cette catégorie, comme 23 % des Italiens, 22 % des Suisses et 19 % des Autrichiens.

Dix-huit pour cent des Hollandais pensent que les Juifs ont trop de pouvoir dans les marchés financiers, 15 % répondent que les Juifs sont indifférents à tous ceux qui n'appartiennent pas à leur communauté, 35 % pensent que les Juifs se serrent les coudes davantage que les autres Hollandais, 48 % de la population hollandaise croit que les Juifs sont plus loyaux à Israël qu'à leur propre pays⁹. Ce dernier a priori est le plus absurde car la majorité des Juifs des Pays-Bas sont à ce point assimilés qu'il ne sont pas reconnaissables, même par les autres Juifs. Seuls 8000 Juifs hollandais appartiennent à une organisation juive sur 40000 qui peuvent peut-être être considérés comme Juifs. Il est impossible de savoir ce que la majorité des Juifs hollandais pense des questions d'actualité.

La Seconde Guerre Mondiale

On ne peut pas discuter de la situation présente des Juifs en Hollande sans faire une référence rapide au passé. Il y a un mythe largement répandu selon lequel il n'y avait pas d'antisémitisme en Hollande avant la Seconde guerre Mondiale. C'est vrai dans une grande mesure pour ce qui est de l'antisémitisme violent. Des formes moins agressives d'antisémitisme et de discrimination existaient quand même. L'antisémitisme social était même considérable. On n'a pas fait de recherche adéquate sur le détail de ces manifestations.

Comme on l'a dit plus haut, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, 74 % des 140000 Juifs hollandais ont été assassinés, le pourcentage le plus élevé des pays d'Europe occidentale. Grâce à l'histoire d'Anne Frank, le mythe du bon Hollandais s'est installé, donnant l'impression qu'une grande partie de la population hollandaise avait résisté aux Nazis et aidé les Juifs.

La vérité est tout autre. Sous les ordres des Allemands, les autorités hollandaises ont contraint les Juifs à faire leurs premiers pas sur le chemin de leur extermination. Les Allemands ont eu besoin d'engager très peu des leurs ; les policiers hollandais arrêtaient les Juifs. Ils étaient parfaitement conscients du caractère criminel de leurs actes. Le rôle de la police, c'est d'arrêter des personnes soupçonnées de crimes et non des citoyens innocents et des bébés.

Le gouvernement nie la vérité

Des cheminots hollandais transportaient les Juifs jusqu'aux camps de transit. Des policiers hollandais les gardaient sur place. Seule une petite minorité qui a aidé les Juifs à se cacher, a mérité un grand respect. Le nombre des collaborateurs hollandais des Nazis pendant la guerre a cependant dépassé le nombre de ceux qui ont été actifs dans la résistance. En proportion de leur population, les Hollandais ont compté le plus grand nombre de volontaires de la Waffen SS de toute l'Europe occidentale¹⁰. Plus grave, 8000 Juifs, qui avaient été cachés, ont été trahis par des Hollandais contre une récompense qui représentait en monnaie actuelle environ 30 ₤ par victime. La plupart de ceux qui furent trahis moururent dans les camps de la mort¹¹.

Le gouvernement hollandais en exil à Londres ne s'intéressait pas au destin des Juifs qui avaient été déportés en Pologne¹². Il ne donna aucune consigne aux Hollandais sous occupation de ne pas collaborer avec les nazis. Après la guerre le ministre hollandais des Transports fit l'éloge des Chemins de Fer hollandais pour ne pas avoir fait de grève au moment du transport des Juifs car cela aurait été mauvais pour l'économie¹³. Dans ses discours prononcés pendant plus de quatre ans à la radio depuis Londres, la Reine hollandaise Wilhelmina a consacré en tout cinq phrases aux Juifs hollandais et à leur destin¹⁴. Les récents gouvernements hollandais refusent toujours d'admettre, malgré les preuves du contraire, que les Pays Bas ont une quelconque responsabilité dans le destin des Juifs hollandais pendant la guerre. M. G. Zalm, chef actuel du parti libéral et vice-premier ministre de la Hollande était ministre des Finances quand un officiel de son administration écrivit en son nom à un survivant de l'Holocauste : « En ce qui concerne le destin des Juifs hollandais pendant l'Holocauste, le gouvernement hollandais croit fermement qu'il n'a pas abandonné ses obligations civiques envers les citoyens Juifs¹⁵ ». Après la guerre, les Juifs survivants ont subi des discriminations dans de nombreux domaines, du fait des gouvernements démocratiques successifs¹⁶. Bien qu'il y ait des preuves solides du contraire, le gouvernement hollandais nie jusqu'à aujourd'hui que de nombreux cas de cette discrimination étaient intentionnels¹⁷.

L'antisémitisme aux Pays Bas : 2001

Il est relativement facile d'avoir une vue d'ensemble des multiples manifestations de l'antisémitisme classique dans les Pays Bas d'aujourd'hui. Le Centre d'Information et de Documentation sur Israël (CIDI) dispose d'un site Internet détaillé qui décrit les manifestations présentes de l'antisémitisme classique aux Pays Bas¹⁸. Ses principales conclusions pour l'année 2001 et 2002 seront résumées ici. Pendant de nombreuses années, il n'était pas dangereux d'être reconnaissable comme Juif en Hollande et de se promener dans les rues avec une kippa. Aujourd'hui, c'est beaucoup moins vrai. Il y a eu, en 2001, quatre cas indépendants de violence contre les Juifs qui allaient à la synagogue à Amsterdam, avec à la clé, menaces de couteau, jets de pierres, etc... Les intimidations étaient aussi bien destinées à des Juifs reconnaissables ou à des officiels Juifs comme le directeur du CIDI, Ronny Naftaniel qu'à des institutions juives, menacées d'attentats à la bombe.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

La violence verbale se manifeste de différentes façons. Un rabbin qui visitait des prisonniers a été apostrophé dans plusieurs prisons aux cris de « Hamas, Hamas, les Juifs au gaz. » C'est un aboiement ordinaire sur les terrains de football, mais cela arrive aussi dans d'autres endroits comme les transports publics. Les supporters hollandais en sont les principaux coupables sur les terrains de football. Ailleurs, ce cri est caractéristique des descentes des jeunes d'origine marocaine ou des skinheads.

Croix gammées sur les maisons, insultes à l'école ou au travail sont aussi relevées par le CIDI. « Ils ont oublié de vous gazer » est une expression récurrente. CIDI est la cible d'e-mails et de fax de menace. Il est difficile de quantifier les incidents parce que, comme on l'a dit plus haut, c'est vraisemblablement une fraction de ceux-ci qui sont comptabilisés. Le nombre d'incidents antisémites qui est parvenu à la connaissance du CIDI était approximativement de 200 en 2001, comme en 2000. En 2002 leur nombre a grimpé à 337.

En 2001, les fenêtres de la maison du gardien d'un des cimetières juifs des environs d'Amsterdam ont été fracassées deux fois. En 2001, plusieurs cimetières Juifs ont aussi été profanés. A Oosterhout, 70 tombes ont été couvertes de croix gammées, des lettres gothiques et des inscriptions comme « Juifs dehors » et « Nous sommes de retour ».

Les auteurs de ces forfaits qui appartiennent à une organisation d'extrême droite ont été attrapés. Ils ont été condamnés à moins d'un mois de prison. La communauté juive a exprimé son dépit devant cette sanction minime. Plus tôt la même année, des croix gammées etc, avaient été trouvées sur les pierres tombales dans le cimetière juif de Zaltbommel. Plusieurs institutions juives et des monuments aux morts avaient été souillés avec des croix gammées et d'autres signes de vandalisme.

En Hollande, le dernier jour du Ramadan, des musulmans fondamentalistes avaient manifesté contre les États-Unis et Israël. Cette tradition avait été initiée en Iran par l'ayatollah Khomeini. Quelques néo-nazis se joignaient parfois à ce genre de manifestations

2002 : Encore davantage

L'année 2002 apporta une moisson de manifestations antisémites plus importante qu'à l'accoutumée et seuls quelques exemples sélectionnés sur le site du CIDI peuvent être évoqués ici. En avril, une jeune fille juive était allée chercher son frère à la sortie d'une école non-juive. Elle demanda à ses camarades de classe où il était. Un des enfants répondit: « Il est dans la chambre à gaz. » La directrice de l'école dit ensuite à la mère de l'enfant qu'elle trouvait que c'était terrible mais qu'elle ne pouvait rien faire contre cela.

La violence a augmenté en 2002. Dans une compétition de football pour les jeunes, une équipe de Juifs orthodoxes qui jouait contre une équipe d'Hollandais d'origine marocaine a été tabassée. Un jeune juif a eu une commotion cérébrale, un autre, une cheville brisée. Les agresseurs arabes ont poursuivi les Juifs dans les vestiaires. Plusieurs passants ont fait le salut hitlérien.

En janvier 2002, 80 membres d'extrême droite manifestaient à Rotterdam, criant « Honneur à la Waffen SS. » Le maire de Rotterdam avait interdit la

manifestation mais les extrémistes firent appel devant un juge qui statua que la constitution hollandaise octroyait la liberté de manifestation. Une année plus tôt, un juge de Maastricht avait rendu une décision semblable. Il y avait eu encore des profanations de monuments commémoratifs de la guerre. De nombreux incidents ne relèvent que de l'antisémitisme classique et ne comportent aucun élément anti-israélien – ou néo-antisémite, c'est tout comme. D'autres incidents en comportaient.

Un pic de l'antisémitisme hollandais se produisit lors d'une manifestation anti-israélienne à Amsterdam en avril 2002 au cours duquel des Juifs furent tabassés et d'autres insultés.

Il y eut ainsi de nombreux exemples d'antisémitisme, bien plus que les Pays Bas n'en avaient connus depuis des décennies. L'étude d'ADL prouve que l'antisémitisme fait partie intégrante de la société hollandaise, bien qu'il ne soit pas sa caractéristique dominante.

L'un dans l'autre, l'antisémitisme est vivant en Hollande et il frappe régulièrement.

Les évolutions futures

Il est plus important d'évaluer les facteurs clé de l'antisémitisme en Hollande, qui déterminent l'évolution de ce phénomène et de s'interroger sur que l'on peut faire contre eux, que de décrire la réalité quotidienne de l'antisémitisme de ce pays. L'une des principales conclusions est qu'il y a un lien entre l'antisémitisme classique qui cible les Juifs comme individus et le nouvel antisémitisme centré sur l'État juif.

On ne peut pas évaluer ce que l'avenir est susceptible d'apporter si on ne réfléchit pas sur la société hollandaise et sur ses valeurs. Dans les dernières décennies, le christianisme protestant, qui a été longtemps la religion dominante, a perdu beaucoup de son influence sur la société. Environ la moitié des Néerlandais déclarent qu'ils n'ont pas de religion. Cela soulève la question de savoir quelles sont les valeurs des Hollandais, question qui, dans un sens plus étendu, est aussi pertinente pour l'Europe. Ce qui constitue le socle des valeurs communes des Hollandais demeure bien obscur. La nation hollandaise est plus pragmatique qu'intellectuelle. La question des valeurs nationales a fait surface au moment du changement de gouvernement en 2002. Le catalyseur en a été le meurtre au printemps, peu avant le jour des élections, de Pim Fortuyn, le chef du nouveau parti populiste LPF. Son meurtrier était membre d'un mouvement extrémiste militant pour les droits des animaux.

Des majorités fluctuantes

Dans une société qui a abandonné des valeurs classiques, les nouvelles valeurs sont rarement autres que superficielles. L'opinion de la majorité peut changer rapidement comme l'a prouvé le 11 septembre. Tout à coup un sondage a montré qu'une majorité de Néerlandais désiraient expulser les musulmans fauteurs de trouble, même ceux qui avaient la nationalité hollandaise.

Les Hollandais de gauche croient souvent à une forme vague de multiculturalisme. Ils imaginent que la société hollandaise devrait

s'imprégner jusqu'à un certain point de certaines particularités des musulmans et laisser une place à leurs valeurs dans la société sans les assimiler. Cependant, même pour de nombreux adhérents du principal parti de gauche, le Parti Travailleiste, le mot multiculturalisme n'est pas aujourd'hui revêtu de connotations particulièrement positives.

Un autre point de vue important en Hollande, c'est que les musulmans doivent s'adapter davantage à la société hollandaise. Ceux qui croient cela espèrent qu'au bout du compte, ce sera favorable à leur intégration. Ils proclament que la société hollandaise doit trouver la voie de l'intégration des musulmans, sans savoir exactement comment procéder. Ceux qui sont plus proche de la droite croient qu'un noyau dur de musulmans, plus précisément les Hollandais d'origine marocaine, ne sera jamais intégré. Ils préférèrent ne pas examiner en détail ce que cela peut impliquer pour la société hollandaise.

Les menaces contre les Juifs des Pays Bas dans le futur

On ne peut que se livrer à des spéculations sur l'antisémitisme hollandais dans le futur. Bien que l'antisémitisme d'extrême droite est très désagréable, il est peu probable qu'il soit à l'avenir un danger important pour la communauté juive des Pays Bas. Ses pratiques violentes sont circonscrites à une frange infime de la société. Il n'y a pas un seul élu en Hollande – pas même un élu local – qui soutienne l'antisémitisme classique, et encore moins qui ne condamne sa forme violente. Cependant, si la situation d'insécurité généralisée reste ce qu'elle est, l'extrême droite peut devenir un problème.

L'avenir de l'antisémitisme musulman est moins lisible. Trois facteurs déterminants peuvent influencer son évolution. D'abord la globalisation de la haine antisémite et de la haine des Juifs qui émane du monde arabe. Oussama Ben Laden a démontré une fois pour toutes que dans la société post-moderne, il n'est pas nécessaire de réunir des bataillons de fanatiques pour infliger des dommages majeurs loin de chez soi.

Un fanatisme musulman existe en puissance dans la société hollando-musulmane. Si les attaques contre les Juifs par des fanatiques islamistes se développent au plan international, il n'y a aucune raison de penser que les musulmans de ce pays seront immunisés face à l'incitation totalitaire et raciste à la violence. Comme les promoteurs de la haine systématique sont à l'étranger les autorités hollandaises ne pourraient pas contrôler les appels continuels à la violence. Le second facteur qui va probablement peser sur le niveau de l'antisémitisme dans le futur en Hollande, est la situation au Moyen-Orient. Une focalisation moindre des médias sur le conflit au Moyen-Orient, quelle qu'en soit la raison, devrait réduire les agressions antisémites des musulmans.

La sécurité et la justice

Le troisième facteur notable relève de la situation interne de la société. Dans une optique pratique, il est impossible de définir les Pays Bas comme un État où la justice règne. Une grande partie des infractions à la loi n'est pas poursuivie en justice. En même temps, le taux relatif de criminalité des

Néerlandais communément appelés « non autochtones », c'est-à-dire les résidents d'origine non européenne, est très fortement disproportionnée par rapport à celui de la population globale. Ce n'est pas seulement vrai pour les musulmans : c'est aussi le cas de ceux dont les parents viennent des anciennes colonies hollandaises des Caraïbes et d'Amérique latine. Les prévisions sont par nature aléatoires. On peut imaginer des scénarios d'horreur et dire qu'il y a un potentiel suffisant de musulmans fanatiques et/ou de hooligans pour occasionner aux Juifs des problèmes sérieux à l'avenir. Mais on peut supposer aussi que si la Hollande devient un pays plus sûr en général, les extrémistes de la communauté marocaine seront plus étroitement surveillés et les éléments criminels, punis plus sévèrement. Ce qui diminuerait la menace future sur les Hollandais respectueux des lois et, dans une proportion encore supérieure, sur la communauté juive du pays.

Le nouvel antisémitisme

Le nouvel antisémitisme est un sujet qui requiert une analyse propre. Il y a, en Hollande, plusieurs degrés dans les attitudes de discrimination envers Israël. Les reportages des médias sur Israël sont souvent tendancieux. Bien que le CIDI combatte ces informations déformées, son action dans ce domaine n'est pas très efficace. Dans les cercles de centre-gauche de Hollande, les postures discriminatoires envers Israël ont de l'audience. Elles sont également poussées en avant par des Juifs anti-israéliens, en petit nombre mais bruyants et bien financés, organisés dans un groupement appelé « Une autre voix juive. »

L'activisme anti-israélien en Hollande est parvenu à être internationalement célèbre par les soins d'une personne qui n'est pas connue pour ses mérites propres. Il s'agit de Greta Duisenberg dont la notoriété tient exclusivement au fait qu'elle est la femme de l'ancien président de la Banque Centrale Européenne, Wim Duisenberg, qui ne prit pas lui-même ses distances avec les positions de sa femme.

En 2001, Mme Duisenberg a organisé la campagne de boycott d'Israël et déclaré en réponse à une question de la télévision hollandaise, qu'elle avait reçu 6000 signatures. À la question sur le nombre qu'elle *voulait* obtenir, elle répondit, en faisant une allusion évidente à l'Holocauste, 6 millions. Un avocat juif hollandais la poursuivit en justice, sans succès. Lors de l'anniversaire de la Nuit de Cristal 2003, elle participa à une manifestation au Leidseplein, une place bien connue d'Amsterdam où avait été dressé un point de contrôle des Palestiniens comme en Israël. Seuls manquaient à cette démonstration les Palestiniens candidats à l'attentat suicide¹⁹...

Après l'attaque suicide de janvier 2003 à Tel-Aviv au cours de laquelle vingt civils israéliens ont trouvé la mort et plus d'une centaine ont été blessés, Greta Duisenberg a déclaré que cela démontrait que la spirale de la violence devait être cassée, ce qui arriverait si Sharon arrêtaient son agression²⁰.

La discrimination politique

La discrimination politique d'Israël par les hommes politiques hollandais soi-disant progressistes est courante. L'un des exemples est celui de l'ancien leader des Travaillistes (PvdA), Ad Melkert, qui a conduit son parti

à l'une des plus cuisantes défaites de son histoire lors des élections générales du mois de mai 2002. Il avait proposé lors d'un débat télévisé en avril 2002 au sujet de l'Opération Rempart en Israël que tous les membres de l'Union européenne rappellent leur ambassadeur auprès d'Israël.

Cet appel n'ayant pas reçu d'écho favorable, il proposa à la Chambre basse du Parlement de rappeler l'ambassadeur hollandais de Tel-Aviv. Il s'en est fallu d'une voix que la motion obtienne la majorité et elle a donc été rejetée. Elle avait l'appui du Parti travailliste et des autres partis du centre – gauche. Les politiciens hollandais de gauche auraient pu proposer le rappel de l'ambassadeur des Pays-Bas auprès de nombreux autres États, si l'on avait bien voulu comparer leur comportement à celui d'Israël. Les partis qui soutenaient Melkert n'ont jamais fait une telle proposition. Leur attitude était le reflet de leur parti pris contre Israël.

Pendant des décennies, la réponse-type à l'accusation d'antisémitisme classique fut : « *Certains de mes meilleurs amis sont Juifs.* » Les nouveaux antisémites ont imaginé une nouvelle variation sur ce thème. Lorsqu'on leur reproche d'adopter des critères différents envers Israël par rapport aux autres pays, la réponse est souvent : « *On exige plus de 'nos amis' que des autres.* » C'est une expression très hypocrite du fait que ces personnes sont le contraire des amis d'Israël.

L'hypocrisie hollandaise

Cette hypocrisie est avérée. On peut la démontrer en analysant comment le comportement des Hollandais eux-mêmes est loin de se conformer à celui qu'un certain nombre d'entre eux souhaite imposer à Israël. Il aurait été très facile d'illustrer cette déclaration par des exemples de l'attitude des Hollandais pendant l'occupation allemande et dans la collaboration des autorités hollandaises avec les Allemands pour conduire les Juifs à la mort. On peut toutefois prouver la même chose, à partir d'une histoire plus récente, et cela peut être considéré comme un modèle de l'hypocrisie européenne contre Israël. Cela ne concerne pas les Pays-Bas seuls, mais aussi l'ensemble flou des Nations unies, les Français et quelques individus d'autres nationalités. Le gouvernement hollandais a décidé en 1993 de prendre part à la Force de sécurité des Nations unies envoyée en Bosnie. Le Conseil de sécurité déclara le 16 avril de cette année-là que la ville de Srebrenica était sous sa protection ce qui impliquait qu'il était sans danger pour les Bosniaques d'y vivre. Le gouvernement canadien avait annoncé que ses troupes devaient être relevées. Plusieurs pays furent sollicités pour envoyer des soldats à Srebrenica et tous refusèrent²¹.

Une mission « chargée d'honneurs »

En décembre 1993, les généraux hollandais déclarèrent au Ministère de la Défense que l'envoi d'un bataillon à Srebrenica était une mission « chargée d'honneurs. Elle n'était pas facile, mais faisable²² ». Un contingent néerlandais fut donc envoyé à Srebrenica.

Le 11 juillet 1995, l'armée serbe de Bosnie envahissait l'enclave de Srebrenica. Le bataillon hollandais (le Dutchbat) de l'UNPROFOR (la Force de protection des Nations unies), les seuls soldats de l'ONU dans la

ville, quittèrent la zone de Srebrenica pour Zagreb. De six à huit mille Bosniaques furent assassinés, en particulier après le départ des troupes hollandaises, ce qui en fait le plus grand massacre de civils en Europe depuis l'Holocauste. Les habitants de Srebrenica avaient cru être en sécurité en raison des déclarations des Nations unies et du fait de la présence des soldats hollandais. On a appris seulement des années plus tard qu'il n'y avait jamais eu de véritables discussions au sein du gouvernement hollandais sur la décision d'envoyer les troupes à Srebrenica. Celui-ci n'avait pas correctement questionné sur leur mission les soldats canadiens qui portaient. Sept ans après les faits, le Ministère hollandais de la Défense a enfin ouvertement admis qu'il savait parfaitement que des massacres étaient probables et que la ville était indéfendable.

Des réactions tardives

Cinq ans après le massacre, l'armée hollandaise a soudainement commencé à dire publiquement que Srebrenica était dès l'origine une « mission impossible²³ ». Il n'était plus question de « mission d'honneur ». Une commission d'enquête parlementaire a finalement été constituée aux Pays-Bas sept ans après le massacre, en 2002 seulement. Comme cela a été évoqué plus haut, les politiciens de gauche n'attendaient pas de leur pays ce qu'ils exigent d'Israël. On devrait se rappeler que la Commission Kahane a déposé ses conclusions sur le massacre de Sabra et Chatila par les Chrétiens libanais moins de cinq mois après les événements. La première commission ad hoc du parlement hollandais, la Commission Bakker, n'a travaillé que cinq ans après les événements. L'Institut néerlandais de la Documentation de la guerre (NIOD) auquel était confié une enquête approfondie, a mis cinq ans pour étudier les faits et n'a publié ses résultats qu'en 2001. L'attitude des Pays-Bas dans l'enquête sur Srebrenica soutient mal la comparaison avec l'enquête israélienne sur Sabra et Chatila.

Incompétence, irresponsabilité et négligence

On a rarement vu dans le passé récent de l'Occident un enchaînement d'incompétence, d'irresponsabilité et de négligence meurtrière tel que celui que l'on a vu chez les différents acteurs occidentaux de l'affaire de Srebrenica. Le comportement des hollandais a été l'un des éléments essentiels qui a permis le massacre. Pour les Pays-Bas, la culpabilité revient aux Nations unies – un support idéal pour une culpabilité qui peut se diluer de cette manière universellement. Les Français portent aussi leur part de responsabilité dans le désastre de Srebrenica puisque le commandant de la force des Nations unies était un français.

Il ne faudrait pas considérer l'échec des Pays-Bas dans le désastre de Srebrenica comme celui du gouvernement seul, mais comme celui, aussi, de toutes les couches de la société hollandaise. Le Parlement n'a commencé à poser des questions que trois semaines après le massacre. On a su des années plus tard que le ministre hollandais de la Défense n'était pas informé correctement par les chefs de son armée. Les Hollandais ont mis plus de temps à ordonner au NIOD de mener une enquête sur Srebrenica que ce qu'il fut nécessaire à la Commission Kahane pour terminer

l'enquête sur Sabra et Chatila.

La presse hollandaise a poussé le gouvernement à envoyer des troupes en Bosnie sans examiner les conséquences possibles de cette initiative. Les intellectuels ont réagi de manière organisée pour la première fois après la tragédie lors du cinquième anniversaire du massacre. Le travail du NIOD, qui a nécessité cinq années pour être achevé, conclut que le gouvernement des Pays-Bas ne pouvait pas savoir lors de ces journées fatales de juin 1995 que les musulmans de Bosnie couraient des risques. Depuis, deux ministres ont déclaré que cette conclusion, qui a nécessité tant d'années de travail, était fautive. L'ancien ministre Jan Pronk a déclaré en 2002 devant la commission d'enquête parlementaire : « *Nous savions tous que les Serbes considéreraient tous les hommes et les garçons de plus de quinze ans comme des soldats et les abattraient²⁴* ».

De la bière et de la musique pour les réjouissances

Les soldats hollandais ont fui Srebrenica pour sauver leur peau. Par la suite, alors que les premières nouvelles des massacres étaient connues, ils ont festoyé à Zagreb avec de la bière et de la musique. Le Premier ministre, le Prince Héritier et le ministre de la Défense ont fait le voyage jusqu'à Zagreb pour participer aux festivités. L'historien hollandais Henri Beunders écrivit un an plus tard : « *Alors que les Bosniaques étaient dans leur sang jusqu'aux genoux, les soldats hollandais étaient debout jusqu'aux chevilles dans la bière, applaudis par le Prince Willem Alexander, le Premier Ministre Kok et le Ministre de la Défense Voorhoeve²⁵* ».

On a su plusieurs années après qu'il y avait parmi les soldats hollandais des racistes radicaux qui, sous l'uniforme des Nations unies, avaient fait le salut nazi à Srebrenica. Un soldat avait pris des photos qui témoignaient de l'existence des massacres. La pellicule a été abîmée lors de son développement par le laboratoire de l'Armée. Les autorités ont soutenu qu'il s'agissait d'un accident.

Le lien entre l'affaire de Srebrenica et l'attitude anti-Israélienne de certaines fractions de la population hollandaise ne semble pas évident au premier abord. Et pourtant le cas de Srebrenica offre un excellent modèle permettant de comprendre le « nouvel antisémitisme » contre l'État d'Israël en Europe. La société hollandaise dans ses principales strates : le gouvernement, le parlement, l'armée, les médias, les intellectuels, a échoué systématiquement et de manière durable. L'autocritique de cet échec complet des Pays-Bas fut plus modéré que les fréquentes critiques à l'encontre d'Israël. Les gouvernements des Pays-Bas n'ont pas semblé rencontrer de difficultés majeures quand ils ont affronté les sujets aux conséquences meurtrières dont ils portaient la responsabilité. Cela ne les a pourtant pas empêché de critiquer régulièrement le gouvernement israélien pour ses décisions en des circonstances autrement plus difficiles.

Une image qui change

Les Pays-Bas ont bénéficié d'une image positive dans l'opinion juive mondiale pendant des décennies. Un changement est apparu récemment. L'une des raisons de ce changement est qu'il est peu à peu devenu clair que

les principaux « faits » de la Seconde Guerre mondiale à la base de cette image étaient faux. Le mythe du bon Hollandais est fondé de manière très exagérée sur l'histoire d'Anne Frank et la manière dont elle a été cachée. Il fait l'impasse sur sa probable trahison par un Hollandais et son transfert au camp de transit hollandais de Westerbork, où elle a été gardée par des policiers hollandais. La seconde raison du changement d'opinion est l'intégration des Pays-Bas dans l'Union européenne où la domination française représente un moteur de la politique anti-israélienne. L'opinion négative des Hollandais sur Israël s'est trouvée confirmée dans un récent sondage d'Eurobaromètre. La troisième raison tient à ce que les informations sur les incidents antisémites aux Pays-Bas arrivent bien lentement à la connaissance de la communauté juive internationale. L'image pro-juive des Pays-Bas aux yeux des Juifs doit être corrigée pour une quatrième raison encore. Le gouvernement n'a pas reconnu à ce jour le rôle des autorités hollandaises dans la préparation du massacre des Juifs hollandais par les Allemands. Il n'a pas non plus présenté d'excuses pour le désintérêt complet du gouvernement hollandais en exil à Londres durant la Seconde Guerre mondiale, pour le destin des Juifs hollandais. Il a aussi minimisé la discrimination des Juifs par les autorités des Pays-Bas durant l'après-guerre.

Pour conclure, quiconque parle aujourd'hui de l'antisémitisme en Europe ne peut se limiter à étudier ses éléments ordinaires. L'attitude antisémite européenne et l'hypocrisie européenne envers Israël sont si étroitement imbriquées qu'elles sont maintenant inséparables, comme deux sœurs siamoises. Étudier l'antisémitisme aux Pays-Bas sans prendre en compte l'hypocrisie hollandaise conduit à une représentation déformée. Il est donc nécessaire de procéder à une étude fine des positions des Pays-Bas envers les Juifs et Israël.

Traduction : *Jean-Pierre et Dominique Bensimon*

NOTES

* Article écrit à partir d'une conférence à l'Institut pour la Recherche sur la Communauté juive de Hollande de l'université hébraïque, le 26 novembre 2003.

1. Centre de recherche sur l'antisémitisme, Technical University, Berlin, "Manifestations d'antisémitisme dans l'Union européenne: Rapport de synthèse, Premier semestre 2002," mars 2003.

2. Commission européenne, "L'Irak et la paix dans le monde" *Enquête Eurobaromètre*, No. 151, novembre 2003.

3. Steffie Kouters, "Les Juifs se sentent dépaysés dans leur propre Mum" *de Volkskrant*, 1^{er} novembre 2003. [en néerlandais]

4. "Les personnes d'origine étrangère troublent la commémoration du 4 mai," *Het Parool*, 8. mai 2003. [en néerlandais]

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

5. www.cidi.nl/

6. www.cidi.nl/

7. ADL, "Comportements européens à l'égard des Juifs: une étude sur cinq pays" octobre 2002 [en anglais].

8. ADL, "Comportements européens à l'égard des Juifs, Israël et conflit israélo-palestinien" 27 juin 2002 [en anglais].

9. ADL, "Comportements européens à l'égard des Juifs: une étude sur cinq pays " octobre 2002 [en anglais].

10. Sytze Van der Zee, *Pour le Fuhrer, la nation et patrie: Les SS aux Pays-Bas*, Alphen a/d Rijn: Sythoff, 1997, pp. 56-7. [en néerlandais]

11. Ad van Liempt, *L'argent par tête: Les chasseurs de prime néerlandais à la recherche des Juifs*, (Balans: Amsterdam, 2002). [en néerlandais]

12. Dienke Hondius, "Un accueil glacial: les survivants de l'Holocauste aux Pays Bas et leur retour" *Patterns of Prejudice*, vol. 28, no. 1 (Sage Publications: London, 1994) [en anglais].

13. Manfred Gerstenfeld, Interview d'Isaac Lipschits, dans *L'effondrement des mythes de l'Europe: Les origines post-Holocauste de l'antisémitisme contemporain, Europe's Crumbling Myths: The Post-Holocaust Origins of Today's Anti-Semitism*. (JCPA, Yad Vashem, WJC: Jérusalem, 2003) p. 185. [en anglais]

14. Nanda Van der Zee, "Pour éviter le pire" (Meulenhoff: Amsterdam, 1997), p. 194. [en néerlandais]

15. Lettre de M. A.W.B.M. Hendriks, Directeur des affaires juridiques, Gouvernement affaires judiciaires, de la part du Ministre des Finances, au Prof. E. Landsberg, 29 septembre 1999. [en néerlandais] Communication privée.

16. Isaac Lipschits, *Le petit Sjoa: Les Juifs dans les Pays-Bas d'après-guerre*, (Amsterdam: Mets & Schilt, 2001). [en néerlandais]

17. Government of The Netherlands. *La réaction de gouvernement suite aux rapports sur les crédits de la deuxième guerre mondiale*. 21 mars 2000. [en néerlandais]

18. www.cidi.nl/

19. Rob Rombouts, "Protestation contre le mur entre Israël et la Palestine," *Het Parool*, 10 novembre 2003. [en néerlandais]

20. ANP, "Le VVD trouve la réaction de Greta Duisenberg unilatérale et dégoûtante," *de Volkskrant*, 6 janvier 2003. [en néerlandais]

21. Manfred Gerstenfeld, "Srebrenica: Le Sabra et Chatila hollandais," *Jerusalem Viewpoints*, No. 458, 15 juillet 2001. [en anglais]

22. Rapport de la Commission Bakker 2000, p. 146. [en néerlandais]

23. *NRC Handelsblad*, 31 mai 2000. [en néerlandais]

24. *NRC Handelsblad*, 21 novembre 2002. [en néerlandais]

25. *NRC Handelsblad*, 13 juillet 1996. [en néerlandais]

LE DANEMARK

Arthur Arnheim

Au Danemark, l'antisémitisme post-Holocauste a suivi les mêmes tendances que dans les autres pays européens.

On peut trouver l'origine de cet antisémitisme danois dans trois environnements politiques distincts : le préjugé de gauche contre les Juifs et Israël ; les provocations d'immigrés musulmans (surtout ceux venant du Liban et de Palestine) ; et l'antisémitisme chrétien déguisé en compassion pour les souffrances du peuple palestinien.

Qu'est-ce que l'antisémitisme ?

L'antisémitisme est un objet d'étude et de recherche depuis presque cent ans. Toutefois il semble que personne n'en ait donné une définition dépourvue d'ambiguïté. Une explication fréquente de ce phénomène réside dans la thèse selon laquelle l'antisémitisme est un état psychologique sous-jacent – toujours et partout présent à l'état latent – qui peut s'embraser à l'apparition de conditions économiques et sociales favorables. La définition habituelle de l'antisémite est simple : c'est une personne qui déteste les Juifs.

L'antisémitisme a une structure, contrairement à la xénophobie ordinaire. Celle-ci se révèle lors de la plupart des vagues antisémites, passées et présentes. Son point de départ est la présentation d'une légende, de fausses accusations ou de mensonges fabriqués de toutes pièces décrivant les Juifs comme un danger pour la société, la religion, le régime en place, ou la culture et la civilisation. En toute logique, l'étape suivante devrait être d'instituer des lois et réglementations servant à limiter ou éliminer le danger que les Juifs sont supposés représenter. C'est ainsi qu'on isole les Juifs et qu'on les met hors-la-loi. Il devient alors "légal" de les attaquer et de piller leurs biens. Le processus qui va *de la diffamation à la discrimination* puis à la *destruction* constitue la colonne vertébrale de l'antisémitisme et en fait un phénomène unique. La définition habituelle d'un antisémite comme individu détestant les Juifs peut être trompeuse. Nous connaissons beaucoup d'exemples de gens qui, durant la période de

l'Holocauste, ont participé aux persécutions pour d'autres raisons que la haine des Juifs (comme par exemple la carrière, l'appât du gain, un serment d'allégeance, etc.). Une définition de travail serait celle-ci : une personne qui participe à une étape ou une autre au processus antisémite.

L'antisémitisme post-Holocauste

Le Danemark est considéré comme une exception dans l'histoire de l'Holocauste. Dans la plupart des autres pays occupés par les Allemands pendant la deuxième guerre mondiale, les gouvernements, les administrations, et les habitants ont aidé les nazis à persécuter, arrêter et envoyer les Juifs vers les camps de la mort. Cela n'a pas été le cas au Danemark. Ici le gouvernement a essayé de protéger les Juifs, et quand les Allemands ont commencé à attaquer les Juifs danois, la population s'y est opposée et a aidé la plupart des Juifs à s'enfuir vers la Suède, pays neutre.

Ainsi, après la guerre, beaucoup ont pensé, que la population danoise était immunisée contre l'antisémitisme. Toutefois, des traces d'antisémitisme sont apparues peu de temps après que les Juifs danois sont retournés de leur exil en Suède et ont entrepris leur réintégration dans la société danoise. Un ancien grand rabbin du Danemark, aujourd'hui décédé, Dr Marcus Melchior, a décrit ce phénomène dans une publication sur le mouvement de résistance danois¹. Il l'a expliqué sous les angles sociaux et culturels et a mis en garde contre les dangers qu'il représentait. Cette sorte d'antisémitisme – qui est très semblable à la xénophobie ordinaire – n'est pas caractéristique de l'antisémitisme qui a progressé régulièrement au cours des cinquante dernières années au Danemark. La nouvelle sorte d'antisémitisme pourrait être désignée comme un antisémitisme politique. L'antisémitisme politique fonctionne en utilisant les techniques antisémites habituelles – décrivant les Juifs comme un ennemi et comme un danger pour la société et le monde – mais en les plaçant dans un cadre politique et idéologique. L'image délibérément fabriquée des Juifs comme ennemis s'insère dans la théorie de l'idéologie ou du programme politique d'un régime.

Quand on étudie cette sorte d'antisémitisme, il faut garder à l'esprit une autre remarque : après l'Holocauste, nul ne pouvait reconnaître son antisémitisme sans que sa crédibilité personnelle ne soit détruite. En conséquence, la nouvelle sorte d'antisémitisme devait trouver un autre mot que celui de "Juif" pour sa propagande. "Sioniste" ou "Israël" furent choisis, créant ainsi un écran de fumée. Ce tour de passe-passe a bien fonctionné puisque beaucoup ont accepté l'idée qu'il est possible d'être anti-Israël sans être antisémite. Au début, cette tendance est apparue dans le débat public danois en 1953 après le "complot des blouses blanches" en Union Soviétique. *Land og Folk*, le quotidien porte-parole du Parti Communiste Danois (DKP), a écrit : "Il a été prouvé que des animaux portant forme humaine ont violé leurs devoirs scientifiques et ont été des agents rémunérés de services de renseignement étrangers. Ils étaient connectés au Joint, l'organisation juive bourgeoise-nationaliste²". Cet

événement a créé une certaine sensation dans le débat public danois. La plupart des journaux l'ont décrit comme absolument antisémite. Une foule compacte s'est réunie dans un amphithéâtre de Copenhague pour discuter du sujet. Des communistes Juifs ainsi que non-Juifs et leurs sympathisants ont défendu le régime soviétique. Un des communistes les plus en vue, le professeur Mogens Fog, qui avait été une figure marquante de la résistance danoise et ministre dans le premier gouvernement danois après la guerre, a défendu l'Union Soviétique. Il tint les propos suivants: "En toute probabilité, des espions sionistes sont intervenus". À la suite de cette affaire, Peter P. Rohde, un dirigeant communiste, ancien membre du comité central du DKP quitta le parti et sa femme, Ina Rohde, fut exclue du parti après avoir accusé ce dernier d'antisémitisme.

Peu de temps après la Guerre des Six Jours, Klaus Rifbjerg, un jeune auteur danois parmi les plus prometteurs, a publié le poème intitulé "Les bottes" dans *Politiken*⁴, le journal libéral (au sens anglo-saxon) le plus important". Avant le poème se trouvait une photographie de bottes jetées dans le désert du Sinaï par des soldats égyptiens fuyant face à l'avancée de l'armée israélienne. C'était apparemment un poème anti-guerre exprimant de la compassion pour les victimes de la guerre, mais pris dans le contexte de certaines voix libérales (au sens anglo-saxon) et de gauche qui désignaient la guerre de "Blitzkrieg à l'allemande" cela apparaissait soutenir cette opinion. Klaus Rifbjerg ne pouvait être considéré comme antisémite, mais l'image qu'il avait créée pouvait l'être et les forces politiques pratiquant l'antisémitisme s'en serviraient pour promouvoir leur cause. Le poème ne pouvait pas avoir été produit par de purs sentiments anti-guerre. Si cela avait été le cas, il y avait une meilleure occasion de montrer de la compassion, ne serait-ce que deux semaines plus tôt, quand le monde entier non seulement savait que le président Nasser allait mettre en oeuvre ses intentions de "jeter les Juifs à la mer" dans une solution finale à l'arabe, mais en plus, pensait bien qu'il allait y parvenir. Avec le recul, on s'aperçoit que le poème de Rifbjerg était un avant-goût des images plus agressives produites dans les années 80 et 90 pour diffamer Israël et les Juifs.

L'antisémitisme de gauche

Dès 1970, les mouvements d'extrême gauche au Danemark ont expliqué - et défendu - dans leurs revues les prises d'otage et le terrorisme contre Israël et des cibles juives. Dans l'une d'elles on pouvait trouver: "Les prises d'otages du FPLP ont leur point de départ dans la stratégie selon laquelle il s'agit de combattre l'ennemi là où on peut le trouver". Les lecteurs de cette revue n'étaient pas laissés dans l'ambiguïté quant à savoir quel était le but du FPLP et qui était "l'ennemi".

Le public danois et les politiciens ont généralement condamné les actes de terrorisme des années 1970. La libération des otages d'Entebbé en 1976 par l'aviation israélienne a été applaudie par le premier ministre danois Anker Jørgensen⁶. Les actions de ce type contre Israël et des cibles juives par des Palestiniens et des groupes terroristes internationaux n'étaient pas

considérées comme antisémites, mais étaient vues plutôt comme une conséquence du conflit israélo-arabe. Cette fois néanmoins, des voix se firent entendre pour défendre les terroristes et condamner les actions destinées à contrer leurs activités. En général, les terroristes étaient décrits comme “des gens qui n’avaient pas d’autres moyens d’exprimer leur situation désespérée.” En ce qui concerne l’opération d’Entebbé, elle fut décrite par un commentateur de la télévision publique danoise comme une “violation d’un État africain souverain”. C’était le premier exemple d’une technique où les auteurs de violence antisémite et leurs protecteurs étaient décrits comme des victimes – et que ceux qui essayaient d’aider les véritables victimes étaient appelés des agresseurs. Cette technique de transformer les terroristes en victimes a été fréquemment utilisée depuis dans le débat public danois pour commenter des attaques terroristes comme des cibles juives.

L’extrême gauche et l’antisémitisme

Les révolutions des étudiants et de la jeunesse, en France et en Allemagne en 1968, ont profondément influencé une génération entière d’intellectuels danois. La conséquence en a été que le centre politique s’est déplacé vers la gauche et que la gauche s’est déplacée vers l’extrême gauche. De nouveaux partis politiques sont apparus, avec des programmes qui reposaient sur des restes de l’idéologie marxiste-léniniste-stalinienne la plus rigide avec toutes ses implications antisémites. “Venstre-Socialisterne” (VS), les « Socialistes de gauche », le plus important de ces partis, finit par avoir des représentants élus au Parlement danois. L’idéologue en chef du parti était Anne Grethe Holmsgaard. Dans plusieurs publications elle a dénoncé le sionisme et a présenté ses activités comme une conspiration mondiale. Les mots ont été suivis par des actes. En 1978, le comité central de VS a conclu un accord de coopération avec le FPLP. Quatre ans plus tôt, soixante-douze intellectuels et célébrités culturelles danois signaient un manifeste de “soutien inconditionnel” au FPLP. Gardons à l’esprit que personne à cette époque ne pouvait ignorer le fait que le FPLP avait perpétré des actes de terreur contre des cibles à la fois juives et israéliennes. Un “soutien inconditionnel” au FPLP⁸, dans ces conditions, pourrait très difficilement être interprété autrement que comme un soutien à l’antisémitisme actif.

Pourquoi VS a-t-il choisi de présenter le conflit israélo-arabe comme le sujet le plus important de son programme politique international ? Dès le début le mouvement a puisé une grande partie de son inspiration dans les révolutions étudiantes de 1968, à Paris et Berlin. À cette époque, on pouvait voir de jeunes révolutionnaires participant à des manifestations où ils portaient des bannières avec le slogan : “*Schlagt die Zionisten tot, macht den nahen Osten rot*” (Tuons les sionistes, peignons le Proche-Orient en rouge). En d’autres termes : l’obstacle à un Proche-Orient socialiste/rouge, c’était les Juifs et personne d’autre. On s’est emparé de la haine du Juif et on l’a utilisée comme un outil servant à promouvoir une cause idéologique. Il n’y avait rien de neuf là-dedans. D’autres

mouvements politiques fanatiques avaient déjà utilisé cette tactique en concevant une image fabriquée des Juifs comme ennemis de leur idéologie. Il est évident que le VS au Danemark s'était mise à utiliser ces tactiques éprouvées pour gagner des soutiens.

La guerre du Liban en 1982 a généré encore d'autres manifestations d'antisémitisme au Danemark. Les accusations selon lesquelles Israël était responsable de supposées atrocités ont non seulement causé des manifestations devant l'ambassade d'Israël à Copenhague mais aussi des manifestations distinctes devant le Centre Communautaire Juif. Ainsi, en attirant l'attention sur les Juifs danois et en les rendant collectivement responsables, on appliquait une technique antisémite classique.

L'accord ci-dessus mentionné entre le VS et le FPLP a conduit un groupe d'extrémistes à dévaliser un bureau de poste, vraisemblablement au bénéfice du FPLP. Au cours de cette attaque de cette bande appelée Blekingegade, un policier danois a été tué. L'enquête criminelle sur ses activités a montré que cette bande était en possession d'une liste contenant les noms et les adresses d'un certain nombre de Juifs danois⁹. La raison pour laquelle la bande tenait une telle liste de Juifs n'a pu être déterminée. Il ne serait pas trop illogique de faire le lien avec les fréquentes menaces anonymes reçues par les dirigeants de la communauté.

L'antisémitisme chrétien

L'Église et l'État ne sont pas séparés au Danemark. Le statut de l'Église danoise est défini dans la Constitution. Au cours des 100 dernières années, l'Église danoise a été très amicale vis-à-vis des Juifs. Ce fut donc une surprise quand, le 30 décembre 2001, dans la principale église de Copenhague, Anders Gadegaard, un des dirigeants de l'Église danoise, a prononcé un sermon qui avait clairement une coloration antisémite. Le sermon fut reproduit plus tard sur le site Internet officiel de l'Église avec le titre suivant: *“Des enfants sont encore tués à Bethléem par les autorités qui redoutent les exigences de justice et de liberté de la population opprimée.”* Le sermon parlait de l'épisode consacré au Roi Hérode dans le Nouveau Testament. Celui-ci avait ordonné que tous les enfants âgés de moins de deux ans soient tués pour éviter l'émergence du Messie qui, selon les trois Mages, venait de naître à Bethléem. Gadegaard passait alors directement aux événements récents avec les mots suivants: *“À la télévision nous avons pu voir les images terribles, qui ont fait le tour du monde, d'un petit garçon et de son père à Ramallah (sic!) qui a été pris sous des feux croisés israéliens (!). Nous avons pu voir aussi ces gens sans défense, suppliant qu'on les laisse en vie, tués de sang froid.”* Non seulement le prêtre a donné une version fautive et déformée de la mort de Mohammed Al-Dura à Gaza le 30 septembre 2000, mais il y a ajouté des détails inventés, renforçant ainsi la diffamation d'Israël. Il a fait le lien avec l'histoire des Évangiles sur le mauvais roi juif Hérode, faisant revivre par là un antisémitisme chrétien vieux de plusieurs siècles qui avait été oublié au Danemark. Il n'est pas étonnant que les chefs de la communauté juive à Copenhague aient protesté vigoureusement. Signalons en toute

justice qu'un certain nombre de prêtres et de chrétiens ordinaires se sont aussi opposés au sermon de Gadegaard¹⁰.

Il y a autre chose à signaler à propos du débat sur le sermon de Gadegaard. Il aurait dû normalement passer inaperçu, comme tous les sermons qui ne sont écoutés que par l'assistance peu nombreuse de l'église où il est prononcé – et les médias ne s'intéressent généralement pas aux affaires de l'Église. Ainsi était-il remarquable que le quotidien *Information* ait publié le texte du sermon en première page¹¹. Ce n'était pas seulement remarquable, mais donnait à réfléchir, ce journal ayant constamment mis en avant ses opinions anti-israéliennes, proches, depuis 1970, de celles de l'extrême gauche telles que mentionnées plus haut. Comme on pouvait s'y attendre, le prêtre – et même son évêque – nièrent être antisémites. Mais qui est antisémite ? Il ne fait aucun doute que quiconque diffame les Juifs et fomenté la haine contre eux peut difficilement s'attendre à ne pas être appelé antisémite.

L'antisémitisme musulman

Il y a entre 150 000 et 190 000 musulmans au Danemark (sur une population d'environ 5 millions d'habitants). La plupart d'entre eux ont toujours été pacifiques. À partir des années 90, toutefois, des groupes et organisations formés par des musulmans extrémistes ont présenté une menace sérieuse pour la communauté juive danoise. Au printemps 2001, une affiche anonyme écrite en arabe a été épinglée sur le tableau des annonces de l'université Niels Brock à Copenhague. Elle promettait une récompense de 250 000 couronnes danoises (environ 35 000 dollars) à quiconque tuerait des Juifs. L'enquête de police n'est pas parvenue à trouver le(s) conspirateur(s). Plus tard, un journaliste a attiré l'attention sur l'existence d'une liste de douze membres de la communauté juive sélectionnés pour des attaques, mais il a été aussi impossible de connaître le(s) instigateur(s) dans ce cas là¹².

À l'automne 2002, un leader de l'organisation Hizb-ut-Tahrir au Danemark a été jugé pour incitation et appels à la violence. Il avait appelé à l'assassinat des Juifs et a reçu une peine de soixante jours de prison avec sursis. Bien que cette organisation ait été interdite en Allemagne, elle est encore active au Danemark – mais tient la presse à distance de ses activités¹³.

La police a considéré comme sérieuses les menaces de grande violence dangereuse contre les Juifs. À l'été 2002, une manifestation pro-israélienne a eu lieu à Copenhague. À la fin de cette manifestation, la police a exigé que le grand rabbin et le président de la communauté juive soient ramenés chez eux sous protection policière. Presque personne ne peut se souvenir d'un politicien danois, d'un leader syndical ou d'un dirigeant communautaire qui ait eu besoin de protection policière après avoir participé à une manifestation.

«Maintenant, ça suffit»

À la fin 2002, la violente campagne d'un certain nombre de médias et politiciens danois contre Israël et les Juifs a atteint un sommet. Beaucoup

ont trouvé particulièrement douloureux le fait que le journal *Politiken* ait participé à la calomnie, ce journal ayant été perçu pendant des décennies comme un des chefs de file des idées libérales (au sens anglo-saxon) et de tolérance dans les affaires publiques.

Il devenait alors évident que le journal avait renié ses opinions tolérantes pour ce qui concernait Israël et les Juifs. Une publicité occupant une pleine page fut insérée dans le journal. On y trouvait une protestation signée par plus de 700 personnes – Juifs aussi bien que non-Juifs – avec le titre: *Nu er det nok* (Maintenant, ça suffit). Quelques extraits permettront de comprendre ce qui avait déclenché cette réaction : «*Depuis un certain temps, Politiken a contribué à aigrir les humeurs et les attitudes envers Israël et les Juifs. C'est ce que l'on peut constater à partir des éditoriaux, des articles et du courrier des lecteurs. En comparant l'occupation israélienne à l'Holocauste et aux atrocités nazies durant la guerre, Israël est démonisé et les Palestiniens élevés au niveau de symboles de la souffrance. Les articles du journal ont insisté sur le fait que les menaces publiques et collectives à l'encontre des Juifs danois sont pardonnables à partir du moment où tous les Juifs ne se dissocient pas de la politique israélienne... Nous nous opposons à cette idée que la seule et unique démocratie au Moyen-Orient puisse faire l'objet de haine et être décrite comme la racine de tous les maux du Moyen-Orient et du monde. Politiken fait l'amalgame entre des attitudes politiques avec la conception des Juifs comme minorité. Cela fait dérailler le débat et crée une occasion de singulariser les Juifs et de les attaquer d'une façon que l'on n'a pas vue en Europe depuis les campagnes nazies et communistes contre les Juifs... Ça ouvre des portes et donne des opportunités gratuites à ceux qui haïssent les Juifs¹⁴*». La réplique de *Politiken* est apparue le même jour dans un éditorial. Si les 700 signataires de la protestation s'étaient attendus à une réaction de compréhension ou peut-être même de remords de la rédaction, ils ont été déçus. Rien de tel ne fut exprimé dans la réponse.

Conclusion

Il y a une différence entre la façon dont on a discuté publiquement de l'antisémitisme au Danemark dans les années 30 et celle dont on traite de l'émergence du nouvel antisémitisme après l'Holocauste. Bien que le Danemark, avant la deuxième guerre mondiale, craignait l'Allemagne hitlérienne et essayait d'éviter de critiquer officiellement le dangereux voisin situé à sa frontière méridionale, les journaux et publications danoises condamnaient l'antisémitisme allemand. Mais à présent que les nouvelles vagues antisémites se sont déversées sur les côtes danoises, la critique est absente. À une conférence tenue en mars 2001 au Centre danois pour l'étude de l'Holocauste et du génocide sous le titre "Un antisémitisme au Danemark?", un participant, le journaliste danois Bent Blüdnikov, a parlé de la répugnance qu'il avait rencontrée chez ses collègues quand on leur demandait de faire des commentaires au sujet de l'antisémitisme actuel. C'est une nouvelle tendance qui ne devrait pas être négligée quand on analyse l'antisémitisme au Danemark depuis

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

l'Holocauste. Mis en perspective, l'antisémitisme au Danemark au cours des cinquante dernières années a suivi le rythme du développement international de ce qu'on appelle le nouvel antisémitisme. Ce phénomène est basé sur des mythes et des faits inventés sur les Juifs et Israël et instille une haine utilisée pour promouvoir des idéologies ou des objectifs politiques spécifiques. En tant que petite nation, les Danois ont toujours été influencés par les développements politiques et culturels venus de l'étranger. La révolution des communications modernes et la mondialisation ont renforcé cette influence. La nouvelle haine internationale du Juif a donc laissé sa marque sur le Danemark.

Traduction : *Emmanuel Mayer*

NOTES

1. Marcus Melchior "Jodiske problemer" (problèmes Juifs), *Frit Danmark* (publication de la Résistance danoise), IV (1946) no. 13.
2. *Land og Folk* (14.1.1953).
3. *Jodisk Samfund* (mensuel de la communauté juive de Copenhague), (janvier 1953): 9.
4. Stovlerne af Klaus Rifbjerg," *Politiken* (12.6.1967).
5. Palaestinakomiteens blad (1970): 5-6.
6. Discours d'Anker Jorgensen a *Rebild* (4.7.1975).
7. Jorgen E. Pedersen, "Orientering," Danmarks Radio (6.7.1975).
8. Pendant plusieurs années Blent Blüdikownok a fait des recherches sur la vision politique et les tactiques des groupes politiques de gauche au Danemark. À une conférence organisée par Centre danois pour l'étude de l'Holocauste et du génocide, il a donné une conférence intitulée "La gauche et l'antisémitisme". Cette conférence a été publiée plus tard dans *Working Paper* no. 5 du Centre (Copenhague 2002).
9. *Working Paper* no. 5, p. 129.
10. *Berlingske Tidende*, courrier des lecteurs (15.2.2002).
11. *Information* (2.1.2002).
12. Information donnée par la communauté juive de Copenhague.
13. *Politiken* (2.3.2002).
14. *Politiken* (14.12.2002).

LA SUEDE

Henrik Bachner

À l'exception de certaines formes de haine d'origine musulmane contre les Juifs, l'antisémitisme dans l'Europe d'aujourd'hui constitue au fond le même phénomène qu'autrefois : un ensemble de croyances et d'attitudes vis-à-vis des Juifs tirant leur origine dans l'histoire et la culture et transmises de génération en génération. Mais de nouveaux éléments qui nourrissent, activent et quelquefois modifient ces croyances et attitudes entrent continuellement en scène. Et de nouveaux contextes émergent dans lesquels ces croyances et attitudes peuvent s'exprimer dans leur nouvelle version.

L'historien allemand Wolfgang Benz écrit que, dans une large mesure, l'antisémitisme post-Holocauste ou contemporain en Europe "se nourrit de sentiments de culpabilité et de honte, s'exprime par la négation ou la banalisation de l'Holocauste, et se cache sous la critique du sionisme et l'hostilité envers Israël". La recrudescence de l'hostilité anti-juive en Europe au cours des dernières années semble confirmer la caractérisation de Benz, mais il fait aussi ressortir le besoin de mieux comprendre comment l'antisémitisme est relié aux perceptions et aux attitudes envers Israël et le conflit israélo-palestinien, et aux problèmes liés à l'Holocauste.

Cet article discute de ces sujets selon une perspective suédoise. En examinant le débat sur le conflit israélo-palestinien entre 2000 et 2002 et en le comparant à celui qui a eu lieu lors de l'invasion du Liban en 1982, j'essaierai de tracer le contour et d'examiner les caractéristiques de l'antisémitisme comme élément du débat public sur Israël en Suède. L'attention sera surtout portée sur les principaux thèmes anti-Juifs qui apparaissent².

Ainsi, vu l'angle serré de l'analyse, je ne traiterai pas de l'extrémisme d'extrême droite, puisque ces groupes – souvent fortement antisémites – n'ont pas accès au débat public qui se déroule dans le cadre de la culture

politique dominante. Je ne traiterai pas non plus en détail des manifestations plus directes, ouvertes ou physiques de l'antisémitisme. Il est toutefois important de souligner que, parallèlement aux tendances plus visiblement anti-juives au sein du débat public suédois au cours des deux dernières années, le développement de la propagande extrémiste et des incidents antisémites est profondément inquiétant.

Antisemitism Worldwide, le rapport annuel publié par le Stephen Roth Institute de l'Université de Tel Aviv, parle d'"une montée du nombre des incidents antisémites" en Suède en 2001 et d'une "forte augmentation des incidents" au cours des premiers mois de 2002. Le rapport note aussi que depuis plusieurs années a lieu une "augmentation spectaculaire" de la propagande antisémite provenant de l'extrême droite³. L'historienne Hélène Lööw a souligné que les attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont fait d'Oussama Ben Laden un héros dans le mouvement suédois dit du White Power. Même si certains se cramponnent à la théorie conspirationniste selon laquelle ce sont Israël et les Juifs qui sont derrière les attaques, la plupart les voit comme des attaques contre les Juifs et les en félicitent⁴. Sans aucun doute, les événements du 11 septembre ont aussi nourri l'hostilité latente envers les musulmans en Suède⁵.

D'après les statistiques des services secrets suédois, on dénombre 131 délits à caractère antisémite en 2002. Cela correspond à une augmentation de 14 % par rapport à 2001, où 115 délits de la sorte ont été signalés à la police. Toutefois, les chiffres de 2002 sont au même niveau que ceux de 2000. Sur les 131 délits de 2002, 23 sont liés à l'extrême droite ou à la mouvance White Power. Dans les autres cas, les auteurs ne sont pas identifiés. Parmi les incidents antisémites signalés, on trouve notamment des provocations, des menaces, des attaques physiques et le vandalisme contre des institutions juives⁶.

Il est difficile d'évaluer de quelle façon l'antisémitisme arabe et musulman contribue à la situation présente, mais selon un rapport écrit par l'historien Mikael Tossavainen, les attitudes anti-juives sont manifestes au sein de nombreux milieux des communautés arabo-musulmanes en Suède. Des rapports récurrents, particulièrement troublants concernent les manifestations d'antisémitisme parmi des groupes d'élèves à l'arrière plan arabo-musulman. Ces découvertes se fondent cependant sur une enquête limitée. Une recherche plus approfondie est nécessaire avant de pouvoir tirer des conclusions plus générales. On peut trouver un exemple extrême de propagande anti-juive sur le site Internet de Radio Islam, animé par un Suédois d'origine marocaine, Ahmed Rami.

L'antisémitisme a aussi trouvé à s'exprimer dans les manifestations pro-palestiniennes. Un incident de ce genre s'est produit à Stockholm le 18 avril 2002, lorsque des groupes de protestataires pro-palestiniens ont attaqué une manifestation contre l'antisémitisme et l'islamophobie, organisé par l'Organisation de la jeunesse libérale (LUF). Plusieurs participants de la manifestation anti-raciste, pour certains des survivants de

l'Holocauste, furent attaqués et l'on a pu entendre crier "cochons de Juifs!"⁸.

L'antisémitisme en Suède

L'antisémitisme en Suède remonte au Moyen Âge et n'est pas très différent, en termes d'idéologie, de la tradition anti-juive chrétienne qui prévaut dans beaucoup d'autres pays européens. Des études récentes ont montré que, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les préjugés anti-Juifs traditionnels, d'origine religieuse ou laïque, sont demeurés une partie intégrée et bien acceptée de la culture suédoise. Les perceptions négatives des Juifs ont aussi influencé les attitudes populaires ainsi que les politiques restrictives du gouvernement envers les réfugiés Juifs qui fuyaient l'Allemagne nazie dans les années 30⁹.

Comme dans beaucoup d'autres pays, l'impact de l'Holocauste a conduit à une forte délégitimation de l'antisémitisme dans la culture populaire dominante de la Suède d'après-guerre. Mais les préjugés anciens et fortement enracinés n'ont pas complètement disparu. On peut discerner un renouveau, limité sans aucun doute mais significatif, de la pensée anti-juive à la fin des années 60 et au début des années 70, principalement dans le contexte de l'antisionisme d'extrême gauche. Toutefois, au fil des années et avec l'apparition d'une attitude plus critique envers Israël au sein de segments plus larges de la population, des tendances similaires ont pu être observées dans certaines parties de l'opinion politique modérée¹⁰.

On a pu voir les conséquences de ces développements dans les réactions à la guerre du Liban de 1982, qui a déclenché des réactions anti-juives marquées dans de nombreux pays¹¹, y compris la Suède. Les thèmes antisémites ont aussi fait surface au début de la première Intifada en 1987-1988.

Les thèmes anti-Juifs pendant la guerre du Liban en 1982

Prenons comme point de départ le débat qui a eu lieu en Suède à propos de la guerre du Liban menée par Israël: il permet d'élucider à la fois la persistance et la flexibilité de la pensée anti-juive. Il montre comment des préjugés et des croyances largement absents du débat public pendant des décennies peuvent être facilement ressuscités et adaptés à de nouvelles circonstances. Bien que la Suède soit l'un des pays les plus laïcs d'Europe, l'humeur anti-israélienne créée par la guerre du Liban a déclenché un torrent de très vieux préjugés anti-Juifs d'origine chrétienne qui ont ensuite convergé dans une critique des politiques du gouvernement israélien (et justifiée comme telle)¹². On peut dire en général que la construction théologique originelle du judaïsme défini comme l'antithèse du christianisme a constitué un leitmotiv dans l'argumentation teintée d'antisémitisme qui a été utilisée pendant la guerre. Par exemple: le contraste entre l'amour et la miséricorde chrétiens et l'absence de miséricorde et la malveillance juives. Un thème récurrent à savoir la soif de vengeance et la cruauté typiquement juives, souvent qualifiées de mentalité "œil pour œil, dent pour dent", la colère et l'appétit pour le sang, présents

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

dans l'esprit de l'Ancien Testament, caractérisait, disait-on, le comportement israélien.

Un autre thème courant consistait à utiliser le concept de "peuple élu" quand on s'est mis à critiquer l'invasion israélienne. La notion d'élection était interprétée comme signifiant le racisme et le nazisme Juifs ou la prétendue volonté juive de puissance et de domination. Elle servait fréquemment à expliquer l'invasion du Liban par Israël et les conséquences souvent brutales pour les civils de la guerre israélienne.

Le débat en Suède s'appuyait aussi sur d'autres croyances antisémites traditionnelles. Parmi lesquelles le mythe du contrôle juif sur la finance internationale, la politique et les médias, ainsi que les fantasmes conspirationnistes qui accompagnent souvent ces idées. Mais en 1982 ces idées pouvaient être observées principalement dans l'argumentation des anti-sionistes radicaux, même si on pouvait en trouver des traces dans la sphère politique modérée.

Un troisième thème majeur : l'analogie entre Israël et l'Allemagne nazie et entre l'invasion israélienne et l'Holocauste. Le débat suscité par la guerre montrait que ce thème n'était plus, comme depuis la fin des années 60, cantonné à la propagande anti-sioniste, mais qu'il était devenu légitime pour une partie importante de l'opinion publique.

Il y a probablement plusieurs raisons à ce changement de climat. Toutefois, la difficulté à faire face au meurtre des Juifs d'Europe et ses conséquences historiques, politiques et psychologiques, semble avoir été le facteur explicatif le plus important de la popularité et de l'utilisation croissantes de telles images. Ce processus a été facilité par le fait que le tabou de l'antisémitisme s'est graduellement affaibli avec le temps, ce qui a augmenté le niveau de tolérance aux marques d'hostilité envers les Juifs. Il ne fait pas de doute que des concepts comme le nazisme et l'Holocauste sont devenus des symboles du mal dans le monde de l'après-guerre et que, comme tels, ils sont utilisés à bon ou mauvais escient pour diverses raisons. Mais il y a une différence fondamentale entre l'application de ces concepts aux Juifs et à l'État juif et leur utilisation comme métaphore à propos d'autres sujets de discussion. Dans un contexte européen et suédois, on peut mieux saisir la nature de ce genre de fantasme quand on l'interprète comme une démonologie de la libération. La transformation de la victime en bourreau, du "Juif" en Nazi, a non seulement apporté du soulagement mais a aussi donné libre cours à une agressivité et une frustration qui semblent provenir du sentiment de culpabilité et de la prohibition de toute expression à ce sujet. De plus, à travers la construction du "Juif" comme nazi et auteur d'un nouvel Holocauste, les Juifs deviennent à nouveau des cibles légitimes et les sentiments anti-Juifs peuvent être formulés sous la bannière de l'anti-racisme.

Ce type d'interprétation de ce phénomène comme principalement une forme de démonologie de la libération apparaît plausible quand on regarde attentivement l'argumentation qui soutient ces représentations – les références qui reviennent toujours à la "culpabilité", l'irritation de ne pouvoir parler en termes non ambigus d'Israël et les affirmations généralisatrices sur la transformation des "Juifs". De plus, la crédibilité de cette interprétation tient aussi à l'étendue, l'intensité et, surtout, l'aspect

sélectif du mode d'association Nazi/Juif¹³. L'examen d'un certain nombre de journaux suédois montre que d'autres conflits et atrocités qui ont eu lieu dans le monde à la même époque que la guerre du Liban n'ont jamais suscité d'analogies ou d'évocations du nazisme et de l'Holocauste¹⁴.

Mais la facilité à accepter l'image d'Israël ou des Juifs comme nazis et auteurs d'un nouvel Holocauste doit aussi être expliquée en référence à de vieux modes pré-existants de la pensée anti-juive – principalement la construction intellectuelle des Juifs comme symbole du mal.

En Suède, le fantasme de la guerre du Liban comme nouvel Holocauste s'est répandu rapidement, comme une épidémie, apparaissant dans des centaines d'éditoriaux, d'articles de journaux, de courrier des lecteurs, etc. L'image a reçu sa légitimité par l'emploi qu'en ont fait les politiciens les plus en vue : Olof Palme par exemple, le dirigeant du Parti Social-Démocrate et chef de l'opposition à l'époque¹⁵. Bien qu'Israël ait été le centre de l'attention, les concepts "Israël" et "les Juifs" étaient souvent utilisés comme des synonymes. Israël ne pouvait s'empêcher de commettre à son tour les crimes perpétrés contre les Juifs en Europe, révélant de la sorte la véritable personnalité des Juifs ou ce qu'ils étaient devenus. Ainsi, dans ce contexte, Israël fonctionnait comme "le Juif collectif", à la fois un symbole et un objet de projection. Cela devenait parfaitement clair quand on regardait la façon dont le message central était souvent formulé : "Les victimes de traitements inhumains dans les années 30 sont devenus les Nazis de notre époque", les anciennes victimes de la politique raciste d'extermination des Nazis ont changé de rôle et sont devenus les bourreaux", "les enfants qui, il y a 37 ans, étaient les victimes de (...) l'annihilation, utilisent aujourd'hui sans aucune hésitation les mêmes moyens contre de nouveaux enfants¹⁶". Ayant construit idéologiquement Israël comme un État nazi commettant un Holocauste au Liban, on ne cessait de tirer des conclusions à propos des anciennes « victimes » et des Juifs comme groupe.

Thèmes anti-Juifs 2000-2002

En ce qui concerne la situation actuelle et la recrudescence de l'antisémitisme constatée en Europe depuis le déclenchement de la deuxième Intifada en 2000, il est clair que la Suède n'est pas restée à l'écart de cet événement, mais on a besoin de plus de recherche avant de pouvoir évaluer son impact de façon adéquate.

L'observation de la couverture journalistique et du débat public concernant Israël dans certains médias de masse pendant cette période nous permet toutefois de tirer certaines conclusions préliminaires sur la façon dont le préjugé anti-juif a coloré les discussions. Je voudrais souligner, toutefois, que l'on ne peut dire, sur la base de cette observation limitée, que la critique d'Israël en général est teintée d'antisémitisme. Une partie de la critique l'est, mais ce n'est pas le cas général.

Il est aussi important de souligner que certaines parties de la critique générale dirigée contre Israël semblent être influencées par des motivations irrationnelles qui pourraient être, mais pas nécessairement, antisémites. Je fais référence principalement à ces nombreuses occasions où s'exprime une extrême indignation face aux politiques israéliennes dans une partie de

l'opinion publique, réactions que l'on retrouve rarement vis-à-vis de pays impliqués dans d'autres conflits, à l'exception peut-être des États-Unis. Mais si ces accès de colère ne sont pas accompagnés d'expressions linguistiques spécifiques, les motivations sous-jacentes sont bien sûr difficiles à déterminer et à analyser.

Pourtant, si l'on se concentre sur les médias et les thèmes anti-Juifs identifiables, on peut en conclure que ces derniers sont très semblables à ceux apparus en 1982. Cette fois encore, l'imagerie anti-juive d'origine chrétienne – particulièrement l'idée que l'Ancien Testament était animé d'un esprit vindicatif – est souvent mêlée à des descriptions ou des critiques des politiques israéliennes. Selon le journal libéral *Expressen*, par exemple, Israël, dans sa réplique à la violence palestinienne, “mettait en oeuvre l'enseignement primitif « oeil pour oeil, dent pour dent¹⁷ »”, une analyse reprise également par le correspondant de la chaîne publique suédoise, qui expliquait que les actes de guerre d'Israël était une expression du “commandement provenant de l'Ancien Testament du « œil pour œil, dent pour dent¹⁸ »”.

Pendant la Pâque 2002, le journal social-démocrate *Aftonbladet*, aujourd'hui le plus grand quotidien du pays, a fait revivre – intentionnellement ou non – l'accusation du meurtre du Christ: dans sa page éditoriale, il a condamné la politique d'Israël envers les Palestiniens sous le titre: “La crucifixion d'Arafat¹⁹”. Le journal conservateur *Svenska Dagbladet* a publié une lettre qui évoquait l'image des Juifs comme tueurs d'enfants en décrivant le premier ministre israélien Ariel Sharon comme agissant de la même manière que “son équivalent biblique – le roi des Juifs de l'époque, Hérode – avec son abominable massacre d'enfants²⁰”.

Un second thème qui a refait son apparition, et beaucoup plus fortement qu'en 1982, c'est le mythe du pouvoir juif et de sa manipulation de la politique et des médias. Ces idées semblent aujourd'hui plus attrayantes et aussi plus tolérées dans l'opinion politique générale. On peut l'observer dans les descriptions fréquentes, proches du fantasme, de la toute-puissance du soit-disant “lobby juif” aux États-Unis²¹. Un lobby qui dans l'esprit de certains observateurs suédois dirige seul la politique étrangère américaine. On le constate aussi à travers les insinuations selon lesquelles la politique américaine envers l'Irak baassiste est dirigée secrètement par les Juifs et conduite dans les intérêts d'Israël.

La pénétration très profonde de ces idées dans la société suédoise peut aussi être signalée dans d'autres contextes. Une accusation souvent répétée est qu'Israël est protégé de toute critique, que les vérités sur Israël sont taboues et censurées. Selon cette mythologie, les politiciens et les médias en Suède et dans les autres pays occidentaux sont soit contrôlés par les intérêts Juifs ou “sionistes”, soit ont si peur de ces “forces puissantes” ou de ces “lobbys” – les deux principaux mots de code pour désigner le pouvoir juif dans le discours suédois – qu'ils n'osent pas “dire ce qu'ils pensent vraiment.”

Inutile de préciser que l'argument selon lequel Israël bénéficierait d'un traitement de faveur dans les médias suédois n'a pas grand chose à voir

avec la réalité. Quiconque suit les reportages et le débat sur Israël dans les médias suédois sait bien que la critique des politiques israéliennes est répandue, ouverte et aiguisée. Dans un article intitulé “Le pire au monde?”, Nathan Shachar, correspondant au Moyen-Orient pendant de nombreuses années du très respecté quotidien libéral *Dagens Nyheter*, a attiré l’attention sur un rapport montrant que le conflit israélo-palestinien non seulement avait représenté 23,5 % des articles du journal traitant de conflits internationaux sur la période 1996-1998 mais que de plus Israël était “le plus grand pays au monde mesuré par le niveau d’indignation”. 77 % de tous les articles publiés sur Israël étaient négatifs²². Il ne serait pas improbable que nous trouvions une tendance similaire dans la plus grande partie des médias suédois.

On peut trouver un exemple typique du genre de mythologie décrit ci-dessus dans les écrits de Herman Lindqvist, l’un des journalistes les plus connus de Suède et auteur de livres d’histoire très populaires. Dans un article dans *Aftonbladet* à la fin 2000, Lindqvist prétendait que la plupart des journalistes suédois visitant Israël étaient “choqués par l’arrogance israélienne et le racisme envers les Arabes.” Cela n’est toutefois jamais mentionné à la population suédoise, poursuivait-il. La raison étant que peu des journalistes osaient écrire à ce sujet, sachant que ceux qui le faisaient “se faisaient immédiatement déverser du venin en provenance des groupes de pression puissants et influents acquis à la cause pro-israélienne²³.” Comme toujours dans cette sorte d’articles, les “influents groupes de pression” restent anonymes.

On peut trouver un autre exemple avec le programme *Mediemagasinet*, produit et diffusé par la télévision publique suédoise. L’émission, spécialisée dans l’analyse des médias, a soutenu que la vérité pleine et entière sur le conflit israélo-palestinien n’était jamais révélée dans la presse suédoise. La raison en était, nous expliquait-on, que trois des six correspondants suédois au Moyen-Orient étaient des Juifs et que la pression exercée par le “lobby juif” et l’ambassade israélienne faisait en sorte que les journaux suédois censuraient certaines informations qui pouvaient être négatives pour Israël²⁴.

L’image des puissants Juifs manipulant les médias a aussi été invoquée pendant la controverse dite Hillersberg en 2001. Le débat s’est déclenché quand le gouvernement suédois a annoncé à la fin de l’année 2000 que l’artiste Lars Hillersberg allait se voir attribuer une rente annuelle de la part de l’État en récompense de ses réalisations artistiques. Cette décision a amené bien des critiques d’un certain nombre d’historiens et d’intellectuels. Ils ont fait ressortir qu’Hillersberg, un antisioniste de gauche, avait fait des dessins clairement antisémites à partir de la fin des années 60. Ils ont aussi fait remarquer que l’artiste avait apporté son soutien à la station de radio féroce antisémite et révisionniste Radio Islam (aujourd’hui transformée en site Internet) et qu’il avait dessiné certaines des images utilisées sur la couverture de livres écrits par le rédacteur de Radio Islam, Ahmed Rami. La couverture de l’un de ces livres violemment

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

antisémites et négationnistes était illustrée par un dessin de Hillersberg montrant Rami crucifié par des Juifs²⁵.

Très vite, pourtant, il devint clair que Hillersberg était soutenu par un nombre important d'intellectuels suédois. Ceux-ci expliquaient que les dessins qui avaient suscité tant de critiques n'étaient pas du tout anti-Juifs. La plupart se sont rangés derrière l'interprétation de Lars Lönnroth, professeur de littérature et président du comité qui avait accordé la récompense à Hillersberg. Il faisait remarquer que les dessins devaient être vus comme "une satire anti-capitaliste et anti-israélienne de gauche²⁶". Folke Edwards, à la tête du musée d'art de Gothenburg pendant de nombreuses années, était l'un de ceux qui ont adopté la même position. Il a décrit les critiques comme des "torpilles à la solde d'intérêts puissants²⁷". Gunnar Fredriksson, l'ancien rédacteur en chef de *Aftonbladet* où il est désormais chroniqueur, a aussi innocenté les dessins d'Hillersberg de tout soupçon d'antisémitisme et condamné le "groupe puissant" qui a formulé des critiques contre l'artiste²⁸. La controverse Hillersberg, plus généralement, a servi d'indicateur très inquiétant de l'augmentation du niveau de tolérance et d'attrance pour l'antisémitisme dans certaines parties de l'opinion politique non-extrémiste. Un autre exemple illustrant cette même tendance a été l'accueil réservé à *L'industrie de l'Holocauste*, le livre de l'auteur américain Norman Finkelstein. Dans une certaine mesure, ce livre met l'accent sur des problèmes très réels (quoique connus) liés à l'utilisation parfois abusive de l'Holocauste. Mais il invoque aussi de façon très claire l'idée d'une conspiration mondiale juive ou "sioniste" fondé sur la cupidité et de sinistres buts politiques. Si, en Allemagne, ce sont principalement les milieux extrémistes de droite qui ont acclamé Finkelstein, en Suède, ses idées ont été chaudement accueillies par certains segments de la gauche radicale²⁹.

L'idée d'un pouvoir juif et de la manipulation de la société par les Juifs colore aussi souvent le débat sur l'antisémitisme comme problème contemporain. Ici, je ne fais pas référence à la juste critique dirigée contre ceux qui ont tendance à qualifier d'antisémites les critiques tout à fait légitimes contre certaines politiques anti-israéliennes. Ce que j'ai en tête pourrait être décrit comme une mythologie nouvelle qui prend une importance grandissante. Celle-ci nie ou banalise largement le problème de l'antisémitisme et prétend que l'antisémitisme d'aujourd'hui est presque une invention de sinistres "lobbys Juifs" dans le but de faire taire toute critique contre Israël. Ces sortes d'affirmations et d'insinuations, qui sont fondées de façon indirecte sur l'idée du contrôle juif et de la manipulation de l'opinion publique, sont très courants dans le débat général en Suède, même quand l'attention s'est portée sur des formes évidentes et vulgaires de haine des Juifs (Radio Islam, l'affaire Bergman, la controverse Hillersberg)³⁰.

La diffusion de l'émission satirique intitulée "Le troisième pouvoir" à la télévision publique suédoise en août 2002 est une autre indication de la tolérance que rencontrent ces fantasmes de l'omnipotence et des

conspirations juives et de leur nouvelle force d'attraction. Dans une séquence, on montrait que ce n'était pas toujours mauvais d'être une victime. L'Holocauste en constituait une illustration convaincante. Des images de Juifs assassinés dans des camps de concentration nazis, de stocks de lingots d'or et d'Israéliens radieux étaient accompagnés d'un texte qui expliquait que l'Holocauste n'avait pas été si mauvais pour les Juifs après tout. En effet, il leur avait donné un État et des milliards de dollars de l'Allemagne et des banques suisses. De sorte que, poursuivait l'argumentaire, la position des Juifs était plus forte que jamais. La séquence se terminait sur une image du World Trade Center et sur une insinuation qu'il pourrait y avoir un lien entre le pouvoir juif et les événements du 11 septembre. On peut trouver une utilisation sans ambiguïté du mythe du contrôle juif sur les médias occidentaux et suédois sur quelques-uns des sites Internet appartenant à certains groupes au sein du mouvement anti-mondialisation suédois, un mouvement qui combine quelquefois l'anti-capitalisme et l'anti-sionisme radical³².

Le troisième thème dont on a discuté à propos de la guerre du Liban, la projection du nazisme et de l'Holocauste sur Israël et les Juifs, est aussi présent dans le débat actuel. Au sein de la gauche radicale cela constitue un élément central de la propagande anti-israélienne. Dans certaines publications et sites Internet de la mouvance d'extrême gauche, il est très fréquent de trouver des dessins mettant sur le même plan l'étoile de David et la croix gammée ou les souffrances des Palestiniens avec l'Holocauste. Ces groupes ont aussi exploité le jour anniversaire du pogrom des nazis contre les Juifs le 9 novembre 1938 pour tracer des parallèles entre la persécution des Juifs par les Nazis et le traitement des Palestiniens par les Israéliens.

Il est parfaitement clair, répétons-le, que ces fantasmes démoniaques ont peu à voir avec le conflit au Moyen-Orient mais beaucoup à voir avec le passé de l'Europe. Dans un numéro récent de *Ordfront Magasin*, qui est peut-être le périodique de gauche le plus influent de Suède, Katarina Mazetti, une journaliste très connue ainsi qu'un auteur à succès, a commenté le conflit israélo-palestinien comme suit : « *Il est peut-être temps d'arrêter de faire des efforts pour envoyer nos jeunes Suédois à Auschwitz pour qu'ils apprennent les conséquences du racisme et du nettoyage ethnique. Peut-être devrions-nous plutôt les inviter à se rendre, à l'occasion de Noël, à Bethléem, pour qu'ils puissent voir ce que les petits-enfants des victimes d'Auschwitz font quand ils se consacrent au nettoyage ethnique*³³ ! » Que Mazetti n'ait attaqué ni le gouvernement israélien, ni l'armée israélienne, mais « *les petits-enfants des victimes d'Auschwitz* » et qu'elle en ait conclu que ce groupe répétait les crimes de l'Holocauste est particulièrement révélateur.

Conclusion

Quelles conclusions générales peuvent donc être tirées ? Tout d'abord, l'analyse du débat public sur Israël démontre qu'il y a une relation intime entre l'antisémitisme et les perceptions, les attitudes et les réactions sur Israël et le conflit au Moyen-Orient, et cela montre que le débat sur Israël est un lieu important d'expression de l'antisémitisme au sein de la culture

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

politique dominante. Cela est ainsi principalement parce que les politiques, les actions israéliennes, et la critique qu'elles encourent, servent de stimulus aux sentiments et préjugés anti-Juifs pré-existants et les rendent manifestes. Mais le débat sur Israël devient aussi un lieu important d'expression du préjugé anti-juif parce qu'il constitue la seule arène publique où des attitudes négatives à l'égard des Juifs peuvent être exprimées de façon légitime. Dans ce contexte elles peuvent être formulées et se justifier comme une critique d'Israël ou du sionisme. L'analyse montre aussi que l'antisémitisme au sein de la culture politique au sens large et des médias dominants reste principalement, aujourd'hui comme il y a vingt ans, un phénomène de gauche.

En outre, l'examen montre la persistance, dans l'antisémitisme suédois de l'après-guerre, de mythes et préjugés traditionnels chrétiens et laïcs. Mais il indique aussi l'adaptabilité et la flexibilité de l'antisémitisme ainsi que son aptitude au renouveau. L'examen montre aussi que les conséquences de l'Holocauste jouent un rôle crucial dans la formation des caractéristiques de la pensée anti-juive d'après-guerre et indique que la projection du nazisme et de l'Holocauste sur l'État juif, ou sur les Juifs en général, constitue un élément central du discours anti-juif contemporain.

L'examen indique aussi qu'avec la montée de l'exaspération anti-israélienne, il semble aussi y avoir une plus grande tolérance envers les opinions anti-juives dans les médias dominants. Le niveau d'acceptation de l'antisémitisme semble ainsi monter et descendre selon les fluctuations de l'opinion publique sur Israël.

Enfin, beaucoup d'éléments semblent indiquer que, par rapport à 1982, il y a aujourd'hui au sein de la culture politique au sens large une attraction plus forte et une acceptation plus grande des mythes du pouvoir juif et plus spécifiquement, du contrôle et de la manipulation de la politique et des médias par les Juifs.

Traduction : *Emmanuel Mayer*

NOTES

1. Wolfgang Benz, "Tradierte und wiederentdeckte Vorurteile im neuen Europa: Antisemitismus, Fremdenhass; Diskriminierung von Minderheiten," article présenté à la conférence *Antisemitismus in Europa*, Berlin, 1992, p. 2.

2. La discussion sur le débat de 1982 se base sur le chapitre VI in Henrik Bachner, *Återkomsten. Antisemitism i Sverige efter 945* (Resurgence. Antisemitism in Sweden after 945), (Stockholm: Natur och Kultur, 1999). Pour le débat sur 1982, voir aussi Henrik Bachner, "Anti-Jewish motifs in the public debate on Israel. Sweden: A case study", *Antisemitism Worldwide 2002 and 2002/3*, The Stephen Roth Institute for the Study of Anti-Semitism and Racism, Tel Aviv University, <http://www.tau.ac.il/Anti-Semitism/asw2002-2/bachner.htm>. J'ai traité des thèmes anti-Juifs dans le débat suédois sur Israël 2000-2002 in "Israeliskt agerande och latent antisemitism", *Judisk Krönika*, No. 4, 2002, et dans "Israeldebatten och den 'nya' antisemitismen", qui sera publié par le Bertil Ohlin Institute 2003. Les sources utilisées dans l'analyse des débats de 1982 et de 2000-2002 consistent en

des articles – nouvelles, éditoriaux, opinions, courriers des lecteurs, dessins – dans la presse et dans quelques cas à la radio et dans des émissions de télévision, qui appartiennent tous à la culture politique dominante.

3. Voir le texte sur la Suède dans *Antisemitism Worldwide 2002/2 and 2002/3*, The Stephen Roth Institute for the Study of Anti-Semitism and Racism, Tel Aviv University, <http://www.tau.ac.il/Anti-Semitism/annual-report.html>.

4. Helene Lööw, "Durban och terrorattackerna mot USA – antisemitismen förenar", Nyhetsbrev Novembre 200, Svenska Kommittén Mot Antisemitism (The Swedish Committee Against Antisemitism), <http://www.skma.se>.

5. Voir *Summary Report on Islamophobia in the EU after 11 September 2001*, EUMC, mai 2002, http://eumc.eu.int/eumc/material/pub/2001/Synthesis_report-en.pdf, p. 28.

6. cf. le rapport *Brottslighet kopplad till rikets inre säkerhet*, Säkerhetspolisen (Secret Service) 2003. http://www.sakerhetspolisen.se/Publikationer/brott_2002.pdf, pp. 29-33. Les statistiques données par les services secrets ne signalent pas d'augmentation dramatique du nombre des incidents depuis l'année. En 1995: 125, et en 1998: 110 crimes constatés avec motif antisémite ont été enregistrés. Voir le rapport des services secrets pour l'année 2000: http://www.sakerhetspolisen.se/Publikationer/brott_2000.pdf. Dans la mesure où les statistiques n'incluent pas les incidents non communiqués à la police, il ne s'agit là, bien entendu, que d'une partie de la réalité.

7. Mikael Tossavainen, *Rapport sur l'antisémitisme arabe et musulman, Det förnekade hatet. Antisemitism bland araber och muslimer i Sverige*, (Stockholm: The Swedish Committee Against Antisemitism, 2003). Pour un résumé en anglais, voir http://www.skma.se/pdf/dfh_v2.pdf.

8. Fredrik Malm, *Eskilstuna-Kuriren*, 26 avril 2002.

9. Lars M. Andersson, *En jude är en jude är en jude... Representationer av "juden" i svensk skämtpress 1900-1930* (Lund: Nordic Academic Press, 2000); Steven Koblik, *The Stones Cry Out. Sweden's Response to the Persecution of the Jews. 1933 – 1945* (New York: Holocaust Library, 1988); Paul A. Levine, *From Indifference to Activism. Swedish Diplomacy and the Holocaust; 1938 – 1944* (Uppsala: Acta Universitatis Upsaliensis, 1996); Ingvar Svanberg & Mattias Tydén, *Sverige och Förintelsen. Debatt och dokument om Europas judar 1933 – 1945* (Stockholm: Arena, 1997); Rochelle Wright, *The Visible Wall. Jews and Other Ethnic Outsiders in Swedish Film* (Carbondale/Edwardsville: Southern Illinois University Press, 1998).

10. Bachner, *Återkomsten*, pp. 236-330, 354-68.

11. Bernard Wasserstein, *Vanishing Diaspora. The Jews in Europe since 1945* (London: Hamish Hamilton, 1996), pp. 23 –2, Robert Wistrich, *Hitler's Apocalypse. Jews and the Nazi Legacy* (London: Weidenfeld & Nicolson, 1985), pp. 236-255. Voir aussi Simon Epstein, *Cyclical Patterns in Antisemitism: The Dynamics of Anti-Jewish Violence in Western Countries since the 1950s*, ACTA. 2 (1993), pp. 4-6.

12. Il faut souligner que la plus grande partie du débat de 1982, qui était principalement très critique d'Israël, ne peut être jugée antisémite. Néanmoins, un nombre substantiel d'articles contenait bien des éléments antisémites.

13. Voir aussi Wistrich, *Hitler's Apocalypse*, pp. 237-40.

14. Voir Bachner, *Återkomsten*, pp. 46-20

15. Voir Olof Palme, discours au congrès du TCO juillet 1982, publié in *Dagbladet Nya Samhället*, 9 juillet 1982.

16. Voir Bachner, *Återkomsten*, pp. 439-40.
17. *Expressen*, 3 Oct. 2000.
18. Cité par Mikael Hancock in *Expressen*, 26 mars 2002.
19. *Aftonbladet*, Avril, 2002. Ce n'était pas la première fois que *Aftonbladet* faisait ce lien. Quand Israël a envahi le Sud du Liban en 1978, le journal l'a condamné de la même façon. Sous le titre "Oeil pour oeil, dent pour dent" un dessin politique montrait les victimes de l'invasion d'Israël comme le Christ souffrant. *Aftonbladet*, 27 Mars 1978.
20. Peter Tornborg, *Svenska Dagbladet*, 25 février 2002.
21. Comme indication du niveau d'acceptation de ce mythe, il faudrait mentionner que l'ancien ministre suédois des affaires étrangères, Sten Andersson, a attaqué en 2000 le premier ministre Göran Persson en disant qu'il s'était adapté aux souhaits du "lobby juif" au moment de l'organisation du Forum de Stockholm sur l'Holocauste. Voir la lettre d'Andersson au Parti Social-Démocrate, août 2000.
22. *Dagens Nyheter*, 9 octobre 1998.
23. *Aftonbladet*, 26 Novembre 2000.
24. Mediemagasinet, *Television Suédoise*, Novembre 2000.
25. Voir par exemple Kristian Gerner, *Svenska Dagbladet*, 22 Janvier 2000, Jackie Jakubowski, *Dagens Nyheter*, 2 mars 2000, Henrik Bachner, *Dagens Nyheter*, 7 mars 2000, Lars M Andersson et al., *Dagens Nyheter*, 5 mars 2000.
26. *Svenska Dagbladet*, 22 Janvier 2000. Pour une discussion sur le soutien à Hillersberg, voir Henrik Bachner, "Israeldebatten och den 'nya' antisemitismen", sous presse par le Bertil Ohlin Institute 2003.
27. *Göteborgs-Tidningen*, 9 avril 2000.
28. *Aftonbladet*, mars 2002.
29. Pour l'accueil réservé à Finkelstein en Suède, voir Henrik Bachner, *Expressen*, 2 Décembre 2000. Pour le débat en Allemagne, voir par exemple Rolf Surmann, ed., *Das Finkelstein-Alibi. "Holocaust-Industrie" und Tätergesellschaft*, Köln: Papyrossa 2000.
30. Pour des exemples de ce type de raisonnement, voir Jan Guillou dans *Aftonbladet*, 6 avril 2000 et 5 avril 2002, et dans *Journalisten*, 23 au 23 avril 2002, Folke Edwards, *Göteborgs Tidningen*, 9 avril 2000, Gunnar Fredriksson, *Aftonbladet*, mars 2002.
31. Tredje makten, *Swedish Television*, 7 août 2002.
32. Des thèmes de la sorte ont été exposées sur des sites Internet tels que www.44an.com et www.sweden.indymedia.org durant 2002.
33. Katarina Mazetti, *Ordfront Magasin*, 2 (2002).

ANTISÉMITE OU ANTISOCIAL ? LE « NOUVEL ANTISÉMITISME » DE RUE EN GRANDE-BRETAGNE

Paul Iganski et Barry Kosmin

« Le nouvel antisémitisme » qui, à ce qu'on prétend, a envahi les pays européens, évoque pour certains commentateurs le spectre d'un violent extrémisme qui poursuit les Juifs dans l'Europe du ^{xxi} siècle. Pourtant, un simple coup d'œil jeté sur les incidents intervenus dans différents pays européens et rapportés dans la presse montre que, malgré certains points communs, les manifestations de l'antisémitisme de rue ne sont pas identiques dans tous les pays. Dans le cas de la Grande-Bretagne, nous soutenons ailleurs (Iganski & Kosmin, 2003) que le « nouvel antisémitisme » ne se trouve pas essentiellement dans la rue, mais dans des lieux plus « prestigieux », dans certains organes de presse libéraux, ou ailleurs encore, dans des Églises, des universités ou des syndicats. Cependant, la manière dont la presse juive de Grande-Bretagne continue à rendre compte dans ses colonnes des incidents antisémites de la rue, ainsi que l'attention qui leur est accordée dans le récent *Rapport de synthèse* réalisé pour l'Observatoire européen du racisme et de la xénophobie, (Bergman & Wetzel, 2003), nous ont conduit à développer notre présente analyse, tout en restant dans les limites des données disponibles, en suggérant qu'un grand nombre des incidents qui se produisent dans la rue revêtent un caractère plus « antisocial » qu'« antisémite ».

L'antisémitisme de rue

Les données sur les « incidents antisémites » en Grande Bretagne montrent, certes, une récente recrudescence. À la demande du Conseil Représentatif du judaïsme britannique (*Board of deputies of British Jews*), le *Community Security Trust* étudie ces incidents en se fondant sur les comptes-rendus des victimes, de la presse et de la police. Les données publiées sur les incidents montrent l'existence, sur le long terme, d'un modèle sous-jacent constant, avec des phases de déclin et de regain. Le nombre d'incidents enregistrés atteint un sommet au début des années 1990, période durant laquelle on

affirmait couramment que l'Europe connaissait une « vague » de violence raciste (cf. Read & Simpson, 1991). Au milieu des années 1990, le nombre d'incidents chuta, avant d'augmenter à nouveau pour atteindre un sommet en l'an 2000 et un autre en 2003. Les fluctuations épisodiques des incidents sont, semble-t-il, liées à l'état de tension au Moyen-Orient, ainsi qu'à leur couverture dans les médias britanniques (Whine, 2003). Par exemple, juste après le début de la seconde Intifada en octobre 2000, le nombre d'incidents augmenta considérablement en octobre 2000, pour décliner peu après. On enregistra des variations similaires lors des attentats d'Al Qaida contre le World Trade Center et le Pentagone en 2001, et plus récemment au printemps 2002, à la suite de l'intervention de l'armée israélienne dans des villes de Cisjordanie.

La majorité des incidents concerne, par ordre décroissant, les comportements offensants, les dommages relevant du pénal et les destructions de biens. Les incidents extrêmement violents ainsi que les coups et blessures ne représentent qu'un faible pourcentage.

Qui sont les auteurs des agressions ?

Lorsqu'on évoque les *hate crimes*, c'est-à-dire des crimes et délits dictés par la haine, on a très naturellement tendance à penser qu'ils sont le fait d'extrémistes, de skinheads racistes ou autres activistes fanatiques. Il en va de même lorsqu'il s'agit d'incidents « antisémites ». En effet, le récent *Rapport de synthèse* de l'EUMC établit que « *d'après les auteurs identifiés ou au moins identifiables avec quelque certitude, on peut conclure que les incidents antisémites recensés durant la période observée ont été commis en général soit par des extrémistes de droite soit par des islamistes radicaux ou encore par de jeunes musulmans d'origine arabe, qui sont eux-mêmes des victimes potentielles de l'exclusion ou du racisme* » (Bergman et Wetzell 2003, p. 7). La marginalisation croissante des extrémistes d'extrême droite les prédispose à recourir plus facilement à la violence. De ce point de vue, l'apparente recrudescence des incidents antisémites pourrait paradoxalement signifier un recul du climat antisémite. D'un autre point de vue, certains commentateurs attirent l'attention sur l'importance grandissante de l'extrémisme et non pas sur sa marginalisation, en avançant que les extrémistes islamistes radicaux et leurs sympathisants sont responsables d'un grand nombre d'incidents (cf. Wistrich, 2003).

Ces arguments seraient cependant plus plausibles si *la plupart* des incidents « antisémites » étaient vraiment commis par des extrémistes. Or, ce n'est vraisemblablement pas le cas. Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, Kushner se demandait pour quelle raison les recherches sur l'antisémitisme avaient porté principalement sur des individus, des meneurs antisémites ou sur des organisations extrémistes « avec le même intérêt évident porté par les médias ». Pour les médias en particulier, les témoignages photographiques d'agissements fascistes – notamment la croix gammée – « se vendent » beaucoup mieux que n'importe quelle autre manifestation d'activités antisémites. Bref, le drame de l'extrémisme, c'est qu'il fait la Une, aussi bien chez les universitaires que chez les journalistes (Kushner, 1990, pp. 18-19). Selon Kushner, l'attention privilégiée accordée à l'extrémisme a eu pour conséquence que « *l'opinion populaire, les*

relations quotidiennes entre Juifs et non-Juifs, les liens entre l'antisémitisme et les cultures locale, nationale et internationale ont été généralement ignorés » (Kushner, 1990, pp. 18-19).

Bien que les données publiées sur les caractéristiques et les motivations propres aux auteurs d'incidents antisémites soient extrêmement limitées en Grande-Bretagne, les recherches plus générales effectuées sur les délits dictés par la haine permettent de tirer certaines conclusions, entre autres, que les extrémistes semblent bien n'être responsables que d'un faible pourcentage d'incidents. Les actes des agresseurs ont été expliqués de diverses façons : mauvaises plaisanteries d'hommes ivres, raisons économiques et sociales, incitation par les médias et bien d'autres encore¹. Compte tenu de la diversité tant des victimes de ces délits que des agresseurs impliqués et du contexte dans lequel ils se produisent, il ne peut, de toute évidence, y avoir d'explication unique. Tout incident peut faire l'objet d'un faisceau d'explications. Un élément cependant semble se distinguer nettement : de nombreux incidents semblent avoir été commis autant « pour le plaisir » que pour d'autres raisons. D'après Jack Levin et Jack MacDevitt, chercheurs à l'Université de Northeastern à Boston, « tout comme des jeunes sortiraient un samedi soir pour aller jouer aux cartes », certains « fauteurs de haine » décident de sortir ensemble pour se livrer au vandalisme ou bastonner des membres de minorités. Ils veulent s'amuser et s'exciter un peu aux dépens de quelqu'un. Dans le cas de cette délinquance dictée par la haine d'individus « en quête de frisson », pour reprendre l'expression de Levin et McDevitt, la rétribution est autant d'ordre psychologique que d'ordre social. Ils goûtent l'euphorie et l'ivresse obtenues en faisant souffrir quelqu'un. Pour ceux qui ont une tendance au sadisme, c'est le fait même d'infliger une blessure et de faire souffrir qui s'avère gratifiant. De plus, les jeunes coupables se savent approuvés par leurs amis qui considèrent la haine et la violence comme « hot » ou « cool », « génial » ou « super » (Levin et Mc Devitt, 2002, p. 67)...

Les victimes de ce fanatisme hétéroclite, apanage des individus en quête de frissons et de sensations fortes, sont souvent interchangeableables. Selon Levin et Mc Devitt, « quand la victime de prédilection n'est pas disponible, on lui en substituera une autre » (1995, p. 7). On peut soutenir que le fanatisme invétéré ne joue qu'un faible rôle dans les motivations des auteurs de tels incidents. Lorsqu'il joue effectivement un rôle, ce n'est pas tant parce que les agresseurs mettent en œuvre leurs idées extrémistes que parce qu'ils cèdent à leur tempérament fanatique pour décider qui sera ou ne sera pas la victime désignée.

Un incident récent qui s'est produit dans une rue de Londres offre un exemple édifiant de ce type de « délit de haine perpétré par des individus en quête de frisson. » *The Jewish Chronicle* relate que, fin juin 2002, une grave agression perpétrée un vendredi, à neuf heures du soir, contre un jeune Juif orthodoxe, aboutit à son hospitalisation. La victime avait été témoin, auparavant, de l'agression, par ses propres agresseurs – deux jeunes Blancs –, d'un homme d'origine asiatique. La victime juive rapporte qu'« ils émettaient des bruits de singes et lui donnaient des tapes sur la tête... Puis ils me virent et dirent : "tiens, voilà un youpin". Comme je venais de rentrer d'Israël, j'étais remonté et leur dis : "je suis juif et fier de

l'être!" Cela les rendit fous... Ils se mirent à me pousser et à me faire tourner; ils brisèrent mes lunettes et me donnèrent des coups de poings sur le nez. Je sentis le sang couler sur mon visage puis sur mon pull-over. Ensuite, ils me jetèrent à terre et me donnèrent des coups de pieds au visage et au cou. Je ne cédaï pas et me montrai indifférent. Je les entendais qui criaient: "Et, toi enc... de Juif, file-nous du pognon, sale Juif", les expressions habituelles²». Lors d'un autre incident, survenu début août 2002, on rapporte qu'un groupe d'adolescents jetèrent des pierres et proférèrent des injures racistes pendant deux nuits consécutives, dans le hall d'une résidence de Swansea où séjournèrent des familles juives orthodoxes en vacances. Ces événements intervenaient à la suite de la profanation de la synagogue de Swansea en juillet, par des agresseurs suspectés d'appartenir à l'extrême droite. Constatant que cette résidence se trouvait dans la partie « chaude » de la ville où les jeunes jettent des pierres aux groupes de visiteurs..., un des membres de la communauté de Swansea, interviewé lors de l'enregistrement du procès-verbal, estime qu'il n'existait aucun lien direct entre les deux événements. « S'il s'était agi d'un groupe de visiteurs chinois, c'eût été la même chose³ ».

Il y a peu de preuves que ces attaques soient le fait d'extrémistes issus de la frange marginale de l'extrême droite ou de groupuscules islamistes radicaux se livrant à une chasse aux victimes juives. Il s'agirait plutôt de formes de récréations, destinées non pas à manifester un mécontentement, une marginalisation ou une aliénation, mais seulement à s'amuser et à « prendre son pied ». De ce point de vue, la délinquance, le comportement antisocial et la violence sont pour certains individus des moyens de s'amuser qui procurent à leurs auteurs une gratification d'ordre sensuel. La « criminologie culturelle » a déjà attiré l'attention sur l'attrait sensuel qu'exerce la transgression (cf. Katz, 1988 ; O'Mailey et Mugford, 1994 ; Presdee, 1994) et, dans cette veine, les incidents « antisémites » peuvent être envisagés comme possédant, eux aussi cet attrait – comme c'est le cas, de façon plus générale, pour les délits inspirés par la haine. Pour un grand nombre d'entre eux, ces incidents tiennent donc davantage de l'« amusement » que de la « haine ».

Ce serait induire en erreur que de suggérer que des fanatiques invétérés animés par la haine ne sont pas du tout impliqués dans certains incidents antisémites récents. On pense par exemple qu'un groupe d'extrême droite est responsable de la profanation de la synagogue de Swansea en juillet 2002, lorsque des croix gammées et des graffitis antisémites furent barbouillés sur les murs de la synagogue, que des vitres et du mobilier furent brisés et des rouleaux de la Thora brûlés⁴. Mais ces incidents semblent eux aussi avoir procuré une satisfaction sensuelle à ceux qui les ont perpétrés. La violence et la passion avec laquelle sont souvent réalisées ces destructions qui, dans le cas de la profanation de la synagogue de Finsbury Park, en avril 2002, s'accompagna de souillures d'excréments sur le sol, de vitres brisées, de peinture répandue et du vin de cérémonie versé sur des objets religieux⁵, donnent à penser que les agresseurs ont probablement tiré une satisfaction physique de leurs actes. Ils n'agissaient pas seulement par haine viscérale. Lors d'un incident moins grave mais non moins agressif, rapporté par le *Jewish Chronicle* en janvier 2002, quatre

skinheads firent en passant en voiture des saluts nazis aux cris de « *Sieg Heil* » à l'intention de membres de la sécurité, postés devant une synagogue du nord de Manchester. Considéré avec du recul, un tel acte pourrait être considéré comme une parodie comique que les agresseurs feraient d'eux-mêmes, digne de figurer dans le script de Mel Brook, *The Producers*. Cela fait également penser à une réminiscence de ce jeu d'enfants *knock down ginger* dans lequel l'excitation naît davantage de l'acte même de la transgression et la décharge d'adrénaline de la poursuite – le cas échéant – que de l'irritation infligée au locataire âgé qui répond au coup frappé à sa porte pour découvrir qu'il n'y a personne.

L'analyse des mécanismes qui se cachent derrière ces incidents « antisémites » s'avère instructive dans la mesure où elle éclaire le fanatisme à l'œuvre ou, comme c'est le cas dans de nombreux incidents, la *relative insignifiance* du fanatisme, par rapport à d'autres motivations. En particulier, le fait de voir à l'œuvre principalement de l'extrémisme derrière ces incidents risque d'occulter le rôle *véritable* que joue ce fanatisme qui, lorsqu'il n'est pas manifestement explicite, peut passer inaperçu.

À cet égard, la profanation des cimetières fournit un exemple intéressant. Le Community Security Trust enregistre les incidents « antisémites » lorsque le motif antisémite est prouvé. Ainsi, par exemple, des incidents comme des dommages d'origine criminelle non accompagnés de preuves telles que des graffiti antisémites ne seraient pas classés comme antisémites. Ce fut le cas des actes de vandalisme perpétrés dans le cimetière de la Memorial Synagogue de Chatham rapportés dans la *Jewish Chronicle* en février 2002. Selon le président de la synagogue, « *les intrus ont réussi à mettre en pièces une tombe, à en retourner quatre autres, dont une construite bien avant la synagogue, à mettre à sac les abords et à briser des poteaux... (mais) il n'y avait aucun graffiti si bien que l'on n'est même pas certain qu'il s'agisse d'une attaque antisémite*⁶. »

De façon similaire, en juin 2002, une trentaine de tombes environ, furent endommagées lors d'une attaque menée contre le cimetière de la Fédération des synagogues d'Edmonton, à Londres. Selon le rapport de la *Jewish Chronicle*, « *la police pense que ces destructions sont l'œuvre de jeunes hooligans et ne sont pas inspirées par l'antisémitisme*⁷ ». Dans ces deux cas, en l'absence de preuves flagrantes d'antisémitisme, telles que des croix gammées ou des insultes barbouillées sur les tombes, le divertissement plus que le fanatisme semble avoir été le facteur dominant de motivation. De tels incidents ont récemment incité un éditorialiste du *Jewish Telegraph* à poser la question suivante: « *Quel type d'individus attaquent un cimetière ?* »

« *Je viens de voir l'ouvrage de voyous sans cœur qui mettent en pièces un Ohel et laisse le lieu dans un désordre révoltant. Des morceaux de verres tombés d'une fenêtre fracassée jonchaient le sol, des lavabos étaient bourrés de serviettes en papier toilette trempées, une cuvette de cabinet était brisée et le lieu dégageait une odeur répugnante.* » Lorsque cela se produit dans le cimetière juif d'un autre pays européen, nous considérons cela comme un exemple de plus d'antisémitisme. Mais, récemment, j'ai eu la surprise de prendre connaissance du nombre d'incidents dans ce pays, concernant des actes de vandalisme sur des tombes de non-Juifs.

Il semble ainsi que de telles attaques n'aient pas toujours grand chose à voir avec l'antagonisme avec des Juifs. N'importe quelle tombe de quelque origine que ce soit peut être considérée comme un objet possible de jeu, pour peu qu'un vandale qui passe par là, ait envie de faire des ravages. Il considère probablement cela comme un peu de sport !....Des individus de cette espèce n'ont pas de sentiments délicats. Ils tirent du plaisir du pouvoir de détruire⁸.

Les agressions contre les morts sont si révoltantes qu'une première réaction – compréhensible – est d'y voir à l'œuvre l'extrémisme, notamment si les dégâts causés témoignent d'un certain degré d'organisation... Quand l'extrémisme n'est pas prouvé, on a tendance, dans les cas de profanation de cimetières, à considérer que l'on a affaire à de la délinquance insensée davantage qu'à du fanatisme. En réalité, il peut fort bien s'agir d'une combinaison des deux. Ce pourrait bien être le cas dans la profanation récente de tombes dans le cimetière juif de Plashet à l'est de Londres, en mai 2003. L'acte criminel, auquel fut consacrée une pleine page de reportage dans le *Jewish Chronicle* – avec une liste complète des profanations de cimetières intervenues au cours des cinq dernières années – fut considéré comme l'acte de déprédation antisémite enregistré le plus grave concernant un cimetière britannique. Le délit suscita bien évidemment une grande angoisse et fit l'objet d'une condamnation quasi unanime. Bien que les auteurs n'eussent laissé aucun graffiti antisémite, le reportage du *Jewish Chronicle* ne laissait aucun doute sur l'origine antisémite de cette attaque et soulignait que cette profanation intervenait seulement une semaine après que le CST ait annoncé que les incidents antisémites avaient augmenté de 75 % au cours du premier trimestre de l'année. Dans cette affaire, deux jeunes adolescents furent déclarés coupables du délit. L'un se décrivit lui-même comme musulman devant le tribunal pour enfants et l'autre déclara avoir une mère chrétienne et un père musulman. Ils nièrent qu'il s'agissait d'un délit aggravé de racisme. Ils déclarèrent être entrés pour jouer au football, avoir donné des coups de pieds dans des tombes pour les renverser, puis, en revenant avec des amis, en avoir détruit et endommagé d'autres.

Le fanatisme, une norme culturelle

À l'instar de tous les délits généraux dictés par la haine, les incidents « antisémites » ne se produisent pas dans le néant. Ils se produisent dans un contexte culturel où le fanatisme – et dans certains cas l'usage de la violence en tant que recours social – constituent des normes sociales fondamentales (Hewitt, 1996) pour les auteurs de ces délits, en déterminant qui est susceptible de servir de cible.

Les résultats d'une étude réalisée sur les communautés juives de Londres, (Becher et al., 2002), fournissent des indicateurs quantitatifs sur le contexte culturel des incidents antisémites.

Interrogées sur le nombre de formes d'« antisémitisme » rencontrées au cours des douze derniers mois, un peu plus de 7 % seulement des 2665 personnes de l'échantillon déclarent avoir été traitées de « Juifs » de façon insultante. Les hommes, beaucoup plus que les femmes, semblent être la cible d'injures (8,9 % contre 5,7 %).

L'échantillon se trouve faussé par l'importance relative des adultes interrogés, ce qui introduit une distorsion quant à la généralisation de ces conclusions à l'ensemble de la communauté juive. Une autre manière de procéder consiste à évaluer l'expérience de l'antisémitisme à l'intérieur d'une même classe d'âge; on découvre alors une nette corrélation entre l'âge et le fait d'être pris pour cible d'injures. Environ 18 % des personnes interrogées de sexe masculin, de la tranche d'âge 18-35 ans, déclarent avoir été traitées de « Juifs » de manière insultante au cours de l'année écoulée, contre 9 % seulement, lorsqu'il s'agit de l'échantillon masculin dans son ensemble.

On a également demandé aux personnes interrogées si elles avaient entendu des remarques désobligeantes à propos des Juifs en général, pendant les douze derniers mois. Environ une sur cinq affirment avoir entendu des remarques de toute évidence désobligeantes; il existe une légère différence entre les hommes (21,6 %, soit 1 452) et les femmes, (20,9 %, soit 1 334).

Préjugé racial: auto-estimation

Dans le cadre de l'enquête réalisée chaque année sur les attitudes sociales britanniques, il a été demandé aux personnes interrogées si elles avaient été victimes de préjugé racial. Un certain déclin des préjugés se manifeste au cours du temps (Evans, 2002). On peut affirmer que ces données fournissent un indicateur fiable des préjugés dans la mesure où il existe une nette corrélation entre les préjugés avoués et les attitudes sociales correspondantes (Evans, 2002, p. 215).

Depuis que la question a été posée pour la première fois, un faible pourcentage des personnes interrogées ont répondu qu'elles avaient de « forts » préjugés, bien que le pourcentage ait baissé entre 1985 et 2001, passant de 5 % à 2 %. De même, les personnes interrogées qui déclarent avoir « peu » de préjugés sont passées de 29 % à 23 % (Evans, 2002).

Optimisme multiculturel

L'enquête d'Eurobaromètre fournit une comparaison avec d'autres États membres de l'Union européenne, ainsi qu'une comparaison dans le temps des tendances de quelques variables.

La comparaison des données des années 1997 et 2000 aboutit à des observations variées. Dans le Royaume-Uni, les personnes interrogées se prononcent davantage en faveur de la diversité que la moyenne de l'UE. Un déclin a cependant été enregistré entre les deux enquêtes: en l'an 2000, 67 % des personnes interrogées au Royaume-Uni déclaraient « *avoir tendance à accepter* » que « *c'est une bonne chose pour toute société d'être constituée de personnes de races, de religions et de cultures différentes* », contre 75 % en 1997 (EUMC, 2001). Les sondages d'opinion réalisés par des organismes spécialisés et commandités pour la plupart par la presse et par des organisations menant des campagnes ont porté principalement sur les attitudes de la population à propos de l'immigration et de l'asile politique. Dans une récente enquête réalisée en janvier 2003 par MORI pour Migration Watch UK, 85 % des personnes interrogées ont déclaré « *avoir tendance à désapprouver* » ou « *à désapprouver vigoureusement* » que « *le gouvernement contrôle l'immigration* »: le même pourcentage

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

n'était pas d'avis que « *le gouvernement était ouvert et honnête à propos de l'ampleur de l'immigration en Grande-Bretagne* ». 71 % des personnes interrogées reconnaissaient que les « *demandeurs d'asile arrivés en Grande-Bretagne et originaires d'un pays d'Europe ne présentant pas de danger devraient y être renvoyés* ». 67 % estimaient que les « *lois sur l'immigration devraient être plus fermes* » et 13 % que « *l'immigration devrait être tout à fait stoppée* ». MORI concluait cependant que l'inquiétude manifestée à propos du droit d'asile et de l'immigration, évidente dans son sondage, ne semblait pas constituer une simple réaction xénophobe et raciste, puisque 70 % des personnes interrogées admettaient que « *c'était une bonne chose que la Grande-Bretagne soit une société multiculturelle*⁹. »

La signification des incidents « antisémites »

Il est connu que les données officielles minimisent l'étendue réelle des délits. Selon une estimation prudente, se fondant sur « *L'enquête sur la criminalité en Grande Bretagne* », seul un incident raciste sur quatre est en général signalé dans les rapports de police. Il est probable également que le nombre d'incidents « antisémites », tels qu'ils sont comptabilisés par la Community Security Trust de Grande-Bretagne, minimise considérablement l'étendue réelle du problème. Bien que les récentes profanations de synagogues et de cimetières à Swansea, Finsbury Park et Plashet aient été abondamment commentés, les incidents « antisémites » enregistrés sont très peu nombreux, comparés aux incidents racistes enregistrés par les forces de police. Un écart semblable pourrait bien s'appliquer à la majorité des incidents dont il n'est pas fait état dans les rapports de police.

Le fait que les caractéristiques juives soient moins visibles que celles des minorités noires et asiatiques par exemple, réduit les occasions de devenir victime. Lorsqu'il est visible qu'une personne est juive, elle risque davantage de devenir la cible d'insultes. Il n'est donc pas surprenant que les incidents « antisémites » – à ce qu'on en juge à travers les détails relatés dans la presse – soient invariablement dirigés contre des cibles rendues visibles par leurs vêtements, ou par leur proximité avec des lieux de culte ou des bâtiments communautaires, tels que des écoles. À cet égard, il est remarquable que, sur les 21 des Juifs ultra-orthodoxes de l'enquête de 2002 sur les Juifs de Londres et du sud-est de Londres, 13 aient été traités de « *Juifs* » de manière insultante.

Lors d'une enquête sur la communauté ultra-orthodoxe de Stanford Hill, au nord de Londres, en 2002 également, 42 % des familles ont eu au moins un de leurs membres insulté verbalement, au cours de l'année écoulée. Un langage raciste a été proféré dans plus des trois quarts des incidents. Les enquêteurs en ont conclu que « *bien que la communauté ait subi très fréquemment tous les types de délit, ce qui stupéfie, c'est la nature profondément ambiguë des délits racistes, particulièrement l'insulte verbale. Les commentaires ajoutés au questionnaire décrivent une situation de harcèlement permanent et au quotidien. Cette constance donne à penser que les taux relevés sont sous-estimés. Interrogées, plusieurs femmes (lesquelles ont moins tendance à être prises pour cibles) font remarquer*

que leurs maris et leurs fils ne signalent pas toujours qu'ils ont été insultés, de crainte d'inquiéter leur famille (Holman & Holman).

La corrélation entre l'allure extérieure d'une personne et le nombre d'insultes ou de violences subies est illustrée par un incident rapporté dans le *Jewish Chronicle* et dont a été victime un rabbin de Mill Hill. Alors qu'après l'office du vendredi soir il sortait de la synagogue et rejoignait son domicile en compagnie de ses trois jeunes fils, ils furent suivis par une voiture et subirent d'odieuses insultes racistes. D'après le rapport, « l'incident détermina le rabbin à prononcer un sermon le jour du Shabbat, dans lequel il demanda aux Juifs de faire front à l'« antisémitisme » et de « ne pas troquer leur kippa contre une casquette de base-ball. » Un grand nombre ont en effet choisi de ne pas afficher leur judéité dans la rue. Remplacer sa kippa par une casquette de base-ball, c'est céder à l'arme perverse du « préjugé raciste¹⁰ ».

Les implications des incidents

Bien que le nombre d'incidents « antisémites » dans la rue anglaise soit faible comparé au nombre total d'incidents racistes, un seul incident peut à lui seul terroriser toute une communauté, comme c'est le cas pour tous les délits de haine en général. De toute évidence, les crimes racistes délivrent un message de terreur aux membres du groupe auquel la victime appartient, dans son voisinage immédiat et bien au-delà. Selon un commentateur, « la violence constitue une menace de violence accrue pour les membres d'une minorité. » (Weinstein, 1992, p. 8).

Certes, un seul incident peut avoir des implications au-delà de la victime immédiate et l'impact des incidents ne devrait pas être sous-estimé du fait de la relative faiblesse statistique des Juifs dans le tableau des victimes d'incidents racistes dans la rue. Cependant, le nombre d'incidents « antisémites » enregistré peut difficilement évoquer un climat d'hostilité explosive envers les Juifs dans les rues britanniques. De plus, la communauté juive est très bien organisée avec le Community Security Trust pour traiter avec efficacité de tels incidents. Elle peut aussi espérer le soutien actif du public, de la police et des autorités locales.

Traduction : Claire Darmon

* Remerciements à Mme Bettan-Marteau pour le défrichage du texte

NOTES

1. Pour une recension des explications dans les cas de violence raciste, voir Tore Bjorgo and Rob Witte, « Introduction », in Bjorgo, T. and Witte, R. *Racist Violence in Europe*, Basingstoke, Macmillan, 1993.

2. Leon Symons, « Brutal assault », *Jewish Chronicle*, 14 juin 2002, pp. 1 et 3.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

3. Lorraine Kirk, « Stones and racial abuse in Swansea », *Jewish Chronicle*, 9 août 2002, pp. 2-3.
4. Jacobus et Kirk, 2002.
5. Summers, 2002.
6. Jacqui Kohn, « Graves hit by vandals », *Jewish Chronicle*, 22 février 2002.
7. Lee Lixenberg, « Cemetery vandalised », *Jewish Chronicle*, 28 juin 2002.
8. Leita Donn, « What type of person attacks a cemetery ? » *Jewish Telegraph*, 16 août 2002.
9. MORI, 2003, *Concern about immigration but acceptance of multi-culturalism*, <http://www.mori.com/polls/2003/migration.shtml>
10. Symons, 2002.

Références bibliographiques

- Geoffrey Alderman, *Modern British Jewry*, Oxford, Clarendon Press, 1992.
- Harriet Becher, Stanley Waterman, Barry Kosmin and Katarina Thompson, *A Portrait of Jews in London and the South-east: a community study*, London, Institute for Jewish Policy Research, 2002.
- Jonathan Freedland, “Is anti-Zionism anti-Semitism?” in Iganski, P. and Kosmin, B., *A New Antisemitism? Debating Judeophobia in 21st Century Britain*, London, Profile Books, 2003.
- Murray Gordon, *The 'New Anti-Semitism' in Western Europe*, New York, The American Jewish Committee, 2002.
- Roger Hewitt, *Routes of Racism, the Social Bases of Racist Action Amongst Adolescents*, London, Trentham Books, 1996.
- Christine Holman and Naomi Holman, *Torah, worship and acts of loving kindness: baseline indicators for the charedi community in Stamford Hill*, London, The Interlink Foundation, 2002.
- Paul Iganski and Barry Kosmin, *A New Antisemitism? Debating Judeophobia in 21st Century Britain*, London, Profile Books, 2003.
- Jack Katz, *The Seductions of Crime*, New York, Basic Books, 1988.
- Barry Kosmin, Anthony Lerman and Jacqueline Goldberg, *The Attachment of British Jews to Israel*, London: Institute for Jewish Policy Research, 1997.
- Tony Kushner, “The social and cultural roots of contemporary anti-Semitism”, *Patterns of Prejudice*, 25, 1, pp. 18-31, 1991.
- Lawyers Committee for Human Rights, *Fire and Broken Glass*, New York and Washington: Lawyers Committee for Human Rights, 2002.
- Tony Lerman, “Sense on Antisemitism”, *Prospect*, août 2002.

- Jack Levin and Jack McDevitt, “Landmark study reveals hate crimes vary significantly by offender motivation”, *Klanwatch Intelligence Report*, août 1995, Southern Poverty Law Center.
- Jack Levin and Jack McDevitt, *Hate Crimes Revisited. America’s War on Those Who are Different*, Boulder, CO, Westview Press, 2002.
- Arthur Miller, “The bored and the violent”, *Harper’s*, vol. 25, novembre 1962.
- Pat O’Malley and Stephen Mugford, “Crime, excitement and modernity”, in Gregg Barak *Varieties of Criminology. Readings From a Dynamic Discipline*, Westport, Ct: Praeger, 1994.
- Mike Presdee, “Young people, culture, and the construction of crime: doing wrong versus doing crime”, in Gregg Barak, *Varieties of Criminology. Readings From a Dynamic Discipline*, Westport, Ct, Praeger 1994.
- Mel Read and Alan Simpson, *Against a Rising Tide: Racism, Europe and 1992*, Nottingham, Spokesman/Nottingham racial Equality Council and European Labour Forum, 1991.
- Michael Whine, “Antisemitism on the streets”, in Iganski, P. and Kosmin, B. *A New Antisemitism? Debating Judeophobia in 21st Century Britain*, London, Profile Books, 2003.
- Robert Wistrich, “Muslims, Jews and September 11: the British case”, in Iganski, P. and Kosmin, B., *A New Antisemitism? Debating Judeophobia in 21st Century Britain*, London, Profile Books, 2003.

LA SUISSE

de Simon ERLANGER

Ces dernières années, la Suisse a connu une recrudescence sans précédent de l'antisémitisme dans ses formes les plus traditionnelles et dans des déguisements plus nouveaux, comme « l'anti-israélisme » et « l'antisionisme. »

La façon dont les médias suisses ont relaté les événements en Israël et au Moyen-Orient depuis le déclenchement de la seconde Intifada a joué un rôle majeur dans ce phénomène. La communauté juive forte de 18 000 membres en a été profondément troublée (mais presque personne en dehors d'elle). Un sondage récent a établi que plus de 86 % des Juifs suisses déplorent les a priori et les distorsions des médias et pensent que cela a contribué à l'affaiblissement majeur de la sécurité individuelle et collective qui est largement ressenti dans les communautés. Les attaques verbales et, à un moindre degré, physiques, qui sont devenues ordinaires, sont rarement enregistrées et rapportées aux autorités. Toutes les communautés ont été forcées d'accroître drastiquement les mesures de sécurité.

Les sentiments anti-israéliens qui sévissent dans toutes les strates de la société suisse ne sont presque plus accessibles à un quelconque raisonnement rationnel. Les Juifs et Israël semblent jouer le rôle de l'incarnation du Diable que l'antisémitisme traditionnel a longtemps assignée au « Juif ». Dans la critique de la politique d'Israël, et depuis 2002 de celle des États-Unis, on peut souvent entendre des allusions à peine cachées à des théories de la conspiration qui font référence au « cercle des Juifs connus » ou à « certains cercles Juifs. » Tout ceci se conjugue à un anti-américanisme très intense et populaire, qui a pris son essor dans l'année qui a suivi le 11 septembre, et trouvé son expression dans un retournement spectaculaire de la politique étrangère suisse. Auparavant, et bien avant que ne se déroule la guerre d'Irak de cette année, la Suisse s'était alignée sur les positions de l'Allemagne et de la France contre les États-Unis, abandonnant sa politique ancienne de neutralité et sa proximité traditionnelle avec Washington. En tout cela, la Suisse n'a pas été un cas isolé. Son état d'esprit est actuellement partagé par beaucoup de sociétés

européennes. Dans son discours public sur les Juifs, la Suisse emboîte le pas à l'Allemagne et à la France.

Les fonds juifs cachés

Ce qui est particulier à la Suisse, c'est que l'actuelle « vague antisémite » – comme beaucoup l'appellent – n'a pas commencé en l'an 2000 avec le déclenchement de la Seconde Intifada, mais qu'elle trouve son origine dans des circonstances locales. Ce qui a provoqué ce nouvel antisémitisme en Suisse, c'est en premier lieu l'affaire des comptes Juifs cachés et la discussion qui a suivi depuis 1995, sur le rôle de la Suisse durant la seconde guerre mondiale. Depuis que la question de l'attitude du pays durant la seconde guerre mondiale a été posée, les Suisses se sont trouvés brutalement face à un passé qui ne correspondait pas à l'image populaire de leur nation, qu'ils avaient appris à chérir depuis bientôt trois générations. En particulier les aînés, qui avaient dû endurer beaucoup d'épreuves pendant la guerre quand ils avaient été mobilisés dans la défense nationale contre une invasion allemande. Ils ne pouvaient pas prendre à la légère l'idée que, pendant qu'ils étaient en poste aux frontières, une grande partie des élites politiques et économiques suisses collaborait et faisait du commerce avec l'Allemagne nazie. Le débat sur les comptes Juifs cachés, le blanchiment de l'or nazi, la collaboration économique et, pire, l'infâme politique des réfugiés qui avait été appliquée aux Juifs, eurent pour effet de détruire le mythe populaire d'une résistance suisse, militaire et morale, à l'Allemagne nazie. L'image que le pays avait de lui-même s'est ainsi dégradée: il s'est senti agressé, ce qui l'a conduit à réagir de façon d'autant plus détestable. Ce qui n'a rien arrangé, c'est que ce débat, souvent orageux, agressif, où les attaques verbales et les répliques étaient jalonnées de trêves fugace, fut ressenti comme étant imposé de l'extérieur. Les commentaires des responsables du Congrès Juif Mondial, du sénateur de New York d'Amato, de l'avocat Ed Fagan et d'autres, n'étaient pas perçus comme des mises en cause des auteurs réels du forfait dans le gouvernement et les banques et/ou de leurs héritiers respectifs, mais comme des dénonciations de la nation suisse dans son entier. L'opinion suisse plongea dans un délire collectif que quelques politiciens suisses utilisèrent à leur avantage. Quand plus tard, le Président suisse Pascal Delamuraz, dans une interview, fin 1996, fit allusion au « Fonds de l'Holocauste » nouvellement constitué (dans le but de distribuer de petites sommes d'argent aux survivants de l'Holocauste) comme à « une rançon » ou à « un chantage » et se demanda à haute voix si Auschwitz était localisé en Suisse, il ouvrit les vannes d'un antisémitisme à peine dissimulé. Les discours publics, les lettres aux rédacteurs en chef des principaux journaux, les articles et les prises de parole en étaient pleins. Pour la première fois depuis les années 1930, l'antisémitisme était à nouveau permis. Bon nombre d'exemples d'événements antisémites ont été rapportés dans les années 1997 à 1999.

Il est assez intéressant que dans le même temps une grande partie de la société suisse ait tenté de se réconcilier avec son passé. Une commission officielle destinée à enquêter sur le dossier suisse pendant la seconde guerre

mondiale (commission Bergier) fut constituée. Ses résultats en 2001 furent approuvés facilement et promus comme nouvelle histoire officielle suisse, sans discussion préalable. Entre temps le problème de la restitution avait été résolu durant l'été 1998 par un accord entre les banques suisses et les organisations juives. Cela permit de dépassionner le débat. Le discours public s'apaisa. Les déclarations antisémites commencèrent à diminuer. La communauté juive, qui s'était trouvée prise entre des positions adverses et exposée à des incriminations verbales, pensait que le pire était passé. Cela devait se révéler faux. Durant le débat public sur le comportement de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale, il était devenu légitime et courant d'exprimer des sentiments antisémites en public, de façon soigneusement dissimulée, mais parfois ouvertement et avec du tapage. Les choses que le peuple pouvait avoir pensé au fil des années depuis 1945, mais qu'il n'avait jamais osé dire en public, devinrent tolérables dans toutes les strates de la société. Une digue avait été rompue. Ainsi en mars 2000, un sondage montra que brutalement un sixième, soit 16 % de la population suisse, partageait d'intenses sentiments antisémites. Bien que ce résultat n'était pas très différent de la moyenne européenne, il révélait le doublement du pourcentage correspondant des sondages précédents.

L'interdiction de l'abattage rituel

Cela devint palpable en 2001. Cette année-là, le ministre d'État de l'Économie d'alors, Pascale Couchepin, suggéra, en collaboration avec la Fédération suisse des communautés juives (FSCI/SIG), d'abolir l'interdiction de l'abattage rituel. Cette prohibition existait d'abord dans la constitution, puis dans la loi, depuis les années 1890, quand elle fut introduite comme une mesure antisémite à peine cachée, comme conséquence de l'Affaire Dreyfus, pour limiter l'immigration juive en Suisse. Bien que l'abattage rituel fût interdit depuis plus d'un siècle, l'importation de viande cachère était toujours permise. La réaction à l'abolition suggérée de cette prohibition fut d'une extrême intensité. Les « ténors » habituels des groupes militant pour les droits des animaux réagirent violemment, mais une grande partie de l'opinion publique les rejoignit pour s'élever massivement contre l'abattage rituel. Il y eut à nouveau un déluge d'articles et de lettres aux rédactions des principaux journaux. Un très fort pourcentage de ces réactions utilisait des formules et des arguments traditionnellement antisémites tout à fait ouvertement, fait impensable dix ans plus tôt. L'argument selon lequel la liberté religieuse est un droit constitutionnel de base n'y changea pas grand chose. Sous l'influence de l'opinion publique, le gouvernement et le FSCI/SIG renoncèrent petit à petit à cette demande vers la fin de 2001. Mais non seulement l'abattage rituel est toujours interdit en Suisse, mais voilà que les groupes qui défendent les droits des animaux ont récemment lancé une initiative pour interdire aussi d'importer la viande cachère.

L'Intifada

Ainsi quand l'Intifada débuta à l'automne 2000 et que les choses tournèrent mal dans toute l'Europe, en Suisse le sol sur lequel le nouvel antisémitisme

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

s'apprêtait à prendre pied, était bien préparé. Les communautés juives mirent un certain temps à réagir. C'est seulement après l'opération militaire israélienne à Jénine au printemps 2002 qui déclencha une nouvelle vague anti-Israël et antijuive que les communautés juives commencèrent à réagir. La fédération suisse des communautés juives fonda le *Forum des médias Juifs* à Zurich. En collaboration avec des organisations déjà existantes comme la CICAD à Genève et plusieurs organisations et comités plus modestes émanant des différentes communautés, elle entreprit de combattre l'antisémitisme et l'anti-israélisme dans les médias et auprès du public. Pour la première fois, des efforts étaient faits par le FSCI/SIG pour rechercher les preuves des incidents antisémites et des agressions. Une autre initiative prise par le FSCI/ SIG est la promotion de LIKRAT grâce à qui des adolescents sont envoyés comme « ambassadeurs » dans les écoles pour parler du judaïsme, des Juifs et d'Israël. Toutes ces organisations et comités nationaux et locaux sont basés sur le travail bénévole, si bien que leur efficacité ne peut être encore mesurée. Mais au moins c'est un commencement dans le combat contre un antisémitisme que le pays n'avait pas connu depuis les années 1930.

Traduction : *Annie Côte*

Chapître II

L'EUROPE CENTRALE ET LES BALKANS

LA HONGRIE

János Kôbányai

Ayant sa propre langue, sa propre histoire, sa propre culture particulière, chaque pays européen a ainsi sa propre relation aux Juifs et à l'antisémitisme. Chaque événement de l'actualité qui concerne les Juifs se construit sur ce socle de la tradition et engendre des réactions à l'actualité en fonction des repères enracinés dans l'histoire. Le phénomène du "nouvel antisémitisme" européen ne s'enracine pas dans les événements de la deuxième intifada, mais dans le conflit millénaire judeo-chrétien (ce conflit a déjà révélé une fois son vrai visage lors de la Shoah); l'actualité lui sert de prétexte et d'occasion pour réapparaître sous une nouvelle forme. Les réactions des Hongrois au conflit israélo-palestinien fonctionnent comme un masque qui cache et révèle la survivance d'une relation traumatique entre Hongrois et Juifs; depuis la Shoah cette relation reste chargée d'une responsabilité non admise et non assumée. Ajoutons à cela le poids des conflits politiques, économiques et culturels qui ont suivi le changement du régime en 1989. "La question juive" occupe alors le devant de la scène, pour camoufler et occulter les véritables conflits et problèmes liés à la relève du pouvoir; le processus en cause est la réapparition d'une fausse conscience par rapport aux événements du passé.

Pendant les cinquante années du régime communiste (1949-89), le nom d'Israël et celui de sionisme ont pénétré dans le langage quotidien et dans la conscience collective associés aux injures et aux adjectifs dégradants. Bien que l'Union Soviétique – puissance occupante et opprimante – ait été détestée par la majorité de la population (ce qui a permis tout de même que le petit David ait bénéficié d'un peu de sympathie face au géant Goliath), la haine d'Israël et du sionisme est restée l'expression légale de l'antisémitisme traditionnel et des mêmes préjugés et comportements qui ont mené à Auschwitz .

La condamnation officielle d'Israël et du sionisme, l'expression de solidarité avec le peuple palestinien démunis sont devenues le nouveau

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

visage d'une ancienne tradition et servent de prétexte à justifier le mépris envers le voisin juif qui s'est permis d'envisager son avenir dans le pays au mépris des intérêts de la population hongroise "de souche".

La perspective historique

Les données historiques et géographiques de la Hongrie ne permettent pas d'envisager l'interprétation de ce phénomène en lien avec les musulmans ou avec le colonialisme. En Hongrie, c'est le problème de la minorité tzigane – à l'image de l'émigration maghrébine en France – qui génère des tensions de plus en plus vives. Face à une population de dix millions d'habitants hongrois, déclinante depuis des décennies, la forte expansion des cinq cent mille Tziganes laisse présager un glissement démographique dans les générations à venir. Cette minorité s'organise de plus en plus radicalement sur le plan politique et culturel ; des conflits de plus en plus aigus se font jour autour de son intégration.

A la veille de l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, une nette majorité de la population ne pourra réussir son examen d'entrée, car elle est incapable d'adapter aux normes européennes son mode de vie, ses connaissances, son travail.

La xénophobie traditionnelle comme la nouvelle s'expriment d'une façon éclatante envers les Tziganes. La raison manifeste en est que la population hongroise, comme les autres peuples des sociétés démocratiques, doit faire face aux incertitudes liées aux conditions de la vie moderne : chômage, crainte de perdre sa situation, incertitude existentielle. Ces craintes aboutissent à la vision métaphysique de l'anéantissement de toute la culture hongroise. Pendant que l'inquiétude de la France concerne la perte de son glorieux statut, ce petit peuple, coincé tout au long de son histoire entre deux grandes puissances étrangères à sa langue et à sa culture, est traversé par l'angoisse de la perte de son identité, par "la mort de la nation".

En 1944, la Hongrie a résolu d'une façon radicale "la question juive" qui ne présentait que des similitudes superficielles avec le problème des Tziganes d'aujourd'hui. C'est avec la collaboration active des autorités politiques et gouvernementales (et aussi avec l'assentiment passif mais quasiment unanime de la population), que les Juifs ont été "transférés" sous l'autorité du Reich ; il en a résulté l'extermination de six cent mille Juifs hongrois. La population juive – les survivants de la guerre, y compris les quelques rescapés revenus d'Auschwitz et les survivants du ghetto de Budapest qui devaient leur vie à l'arrivée rapide de l'Armée Rouge – a été évaluée à 200 000 personnes après la guerre. Parmi eux, nombreux étaient ceux qui ne pouvaient supporter de continuer à vivre sur la "terre de la Shoah" ; à peu près 100.000 Juifs ont quitté le pays entre 1946 et 1956. En dehors d'une petite minorité restée au pays "par hasard", ceux qui ont choisi de rester étaient les communistes, anciens et nouveaux, qui voyaient dans le nouveau régime des perspectives nouvelles, jamais imaginées auparavant. Les nouveaux occupants ne pouvaient avoir confiance que dans cette partie déracinée de la population hongroise, appelée "ethnie invisible". Ce sont ces Juifs qui ont pris en main la plus haute direction du Parti pendant l'époque du communisme stalinien ; ils ont également

constitué le noyau de la direction des organes de la Défense d'État et du Ministère de l'Intérieur durant la transition et l'organisation de la dictature, c'est eux également qui sont devenus la colonne vertébrale de l'intelligentzia au service du pouvoir. Cette position est restée permanente, bien que le soutien au pouvoir ait pris des formes plus professionnelles pendant le "communisme de la goulash" du régime Kadar.

Ce rôle rempli par les Juifs en Hongrie est unique, sans autre exemple dans l'histoire mondiale ni dans l'histoire juive. Il en résulte une confusion persistante. Depuis la chute du communisme, un musée a été inauguré pour commémorer les victimes du totalitarisme ("La Maison de la terreur") tandis que les victimes de la Shoah (les plus nombreuses dans ce pays après celles originaires de Pologne) n'ont eu droit à aucun monument public jusqu'à nos jours. Un projet – annexé à l'examen de passage de la Hongrie à l'Union Européenne – vient de voir le jour : il est question d'installer un Musée de la Shoah dans une synagogue de banlieue – endroit qui n'est ni géographiquement, ni historiquement "un lieu de mémoire".

Après la chute brutale du rideau de fer, la direction à prendre était loin d'être claire pour la Hongrie. C'est pour cette raison, et uniquement pour cette raison, que la grande majorité des Juifs de Hongrie ont cherché en tâtonnant leur voie dans la "renaissance juive", orientation qui s'est révélée rapidement vaine. J'ai analysé ce phénomène dans une publication en le comparant "à la barbe poussée sur le visage d'un cadavre". Il faut admettre que la majeure partie de la population juive du pays n'a pas utilisé la liberté offerte par le changement de régime pour renouer avec son histoire interrompue par la Shoah, ni pour analyser et comprendre les événements qui l'ont précédée et qui l'ont suivie, mais ils se sont jetés – corps et âme – dans la lutte pour le pouvoir politique, économique et culturel. Ils ont investi leur énergie dans des constructions qui vont tracer le destin des générations à venir (une opportunité qui se présente une fois par millénaire) et créer les conditions pour donner naissance à une nouvelle classe dirigeante et à une élite émergente. Parmi les conséquences de 1989 nous pouvons évoquer la transformation de l'Europe centrale quasiment en espace "judenrein" durant des dizaines d'années consécutives ; pendant ce temps les Juifs hongrois n'ont pas bougé car – selon l'expression de l'un de leur représentants reconnus, qui est par ailleurs l'un des hommes les plus riches du pays – pour eux "c'est ici l'Amérique".

Une autre formulation de la question posée est : à qui va profiter le changement de régime politique et économique qui a suivi la chute sans combat de la puissance Soviétique ? La droite politique "nationale" ou "conservatrice" répond sans ambiguïté : c'est aux Juifs. Les partis politiques libéraux, les socialistes, leurs cercles d'intellectuels "bien pensants", en principe non-Juifs, répondent : c'est à la droite, aux nationalistes, aux conservateurs, donc aux "antisémites".

Je reste malgré les apparences fidèle à mon thème, qui est celui des réactions antisémites liées à la deuxième intifada, et je continue mon exploration de l'abîme du passé – pas si insondable que ça en réalité – en posant la question : mais qui étaient ces 600 000 Juifs dont il ne restait que 100 000 après l'extermination ? Répéter que c'étaient des Juifs ne nous avance pas beaucoup dans la recherche de sens ; elle nous mène plutôt dans

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

une direction erronée. Ces Juifs constituaient en fait la bourgeoisie hongroise, le Tiers-Etat. C'est la clef de leur identification. C'est ce qui permet de comprendre les Juifs hongrois autant que le jugement des Hongrois concernant Arafat – et tout ce qui touche du près ou du loin au concept de Juif.

Dans une Hongrie ravagée par les Turcs, opprimée par les Habsbourg (ou faudrait-il dire par l'Europe?), figée en dépendance coloniale par des structures féodales, ce sont les Juifs qui ont assumé le rôle de la bourgeoisie. Ils ont saisi les conditions politiques favorables lors de la fin du XVIII^e siècle pour poser les fondations d'une Hongrie moderne: ils ont activement participé à la lutte de libération contre les Habsbourg en 1848; sans encore avoir droit à la citoyenneté, ils ont donné leur vie, leur intelligence, leur fortune pour soutenir la cause de l'indépendance.

Ce sont les Juifs qui ont créé et développé l'industrie, le commerce, le système bancaire, les infrastructures. Leur rôle décisif dans le domaine scientifique (surtout en ce qui concerne les sciences juridiques et linguistiques) a heurté la sensibilité nationale. Ils sont à l'origine de l'épanouissement de la vie littéraire et artistique moderne – ce qui a provoqué des réactions d'angoisse encore plus fatales. L'Europe occidentale, avec sa population musulmane, nous fournit actuellement l'exemple de la difficulté d'intégrer des masses d'une culture différente, et dont l'échelle des valeurs est étrangère à celle du pays d'accueil. Mais cette partie bienheureuse de l'Europe n'a pas connu le supplice de voir une population de parias, d'étrangers voici encore quelques générations réaliser à sa place tout ce qui répond au défi de la modernité. Les Juifs ont joué un rôle prépondérant, et c'est par eux que le pays a acquis une renommée et une reconnaissance internationales. Ainsi pouvons-nous définir la Shoah comme une tentative de se débarrasser de l'angoisse aiguë des Hongrois écartés en grande majorité des bienfaits de la modernité. Profitant des circonstances de la Seconde Guerre mondiale, ils ont saisi l'occasion de se débarrasser de leurs concurrents, pensant ainsi se débarrasser du même coup du cauchemar de voir le pays démographiquement et spirituellement "judaisé".

Lors du recensement de 2001, il n'y a eu que 12 000 personnes, pour une population évaluée à 80 000 à 100 000 Juifs, à se déclarer comme tels; parmi eux il n'y en a que quelque milliers à avoir un contact organique avec les institutions juives. Par contre l'élite du gouvernement socialiste et libéral se compose en majorité de cette "ethnie invisible" qui dénie ses origines. Il en va de même de la presse et des organes de communication audio-visuels.

Le pouvoir économique ne se trouve pas aujourd'hui entre les mains des Hongrois, le régime précédent a dépossédé tout le monde des capitaux nécessaires; mais ces Juifs "invisibles" jouent un rôle privilégié auprès des investisseurs internationaux en tant que conseillers, ils représentent aussi les intérêts de ces multinationales en Hongrie. Durant le régime socialiste, ils ont appris à utiliser leur "capital relationnel", ce qui les a prédisposés à remplir ces nouvelles fonctions. Ils n'ont sauvé qu'une seule tradition juive: l'intérêt pour les études, surtout celle des langues. Il est impossible dans la Hongrie contemporaine de trouver un travail intéressant sans la

connaissance d'une ou mieux de deux langues européennes. Le sentiment d'infériorité est de loin le plus insupportable pour un peuple (car nous savons qu'il n'y a pas de réalité objective mais seulement subjective) car il attise les frustrations ; il ne reste plus d'énergie disponible pour affronter les réels problèmes d'intégration de populations venant d'une culture inférieure ou différente. La Hongrie a à faire face à ces deux difficultés à la fois. Telle est la situation existentielle de ce peuple. Il faut y ajouter l'image qu'il se fait de l'avenir pour les vingt prochaines années, avec la prise de conscience que l'intégration dans l'Union Européenne va générer de profondes souffrances et accroître l'écart entre les différentes couches de la population.

Une expérience personnelle

J'ai rédigé ces observations à Jérusalem où je vis depuis juin 2000. Je suis venu en Israël pour un an en tant que boursier avec le projet de renforcer les liens de la revue que je dirige en Hongrie avec ce pays ; je voulais aussi approfondir mes connaissances en hébreu. Je souhaitais également réaliser mon rêve de journaliste : vivre le début du nouveau millénaire dans ce pays ; assister à la création d'un État palestinien, vivre sur place la dimension humaine de "l'éclosion de la Paix". Nous savons ce qu'il est advenu en lieu et place de ce rêve...

La déception m'a poussé à me concentrer sur l'apprentissage de la langue pendant un certain temps. J'avais commencé cet apprentissage il y a douze ans dans le cadre d'une bourse d'étude. Mais la Guerre du Golfe et le retour de la gauche sur la scène politique israélienne, le grand espoir de réconciliation m'ont détourné de ce but initial. Je suis alors devenu le correspondant en Israël du plus grand quotidien hongrois *Népszabadság* (*Liberté du peuple*) ; j'ai transmis chaque jour à ce journal, ainsi qu'à d'autres médias hongrois, analyses, reportages et interviews. Lorsque je suis revenu dans le pays en 2000, je n'avais aucunement l'intention de m'engager dans une activité journalistique, mais de me consacrer uniquement à l'étude de la langue. Mais je me suis rapidement rendu compte que je ne pouvais pas me taire, que je ne pouvais m'abstenir de faire connaître la réalité de ce pays "en flammes" et le terrible défi auquel il doit faire face. J'ai donc entrepris de rédiger des résumés de la situation, d'envoyer des articles aux différents journaux hongrois, pour m'apercevoir ensuite que mes écrits n'étaient pas publiés. J'avais pourtant acquis une certaine notoriété et les rédacteurs m'avaient souvent appelé auparavant pour me réclamer des articles sur les événements rendus publics par CNN ; mes activités de correspondant durant la Guerre du Golfe et les événements de Sarajevo m'avaient assuré un public fidèle. Lors de mon retour en Europe pour quelques semaines, en octobre et novembre 2000, j'ai pu constater, lors de ma visite au Marché du Livre de Francfort, ainsi que durant mon séjour à Paris, le parti pris de la presse des pays libres et démocratiques à propos de l'information sur les événements du Proche-Orient. Je ne connais que trop bien la servilité de la presse hongroise (se soumettant auparavant aux exigences de Moscou et adoptant par la suite avec la même servilité les "normes" de la presse occidentale). La prise de

conscience m'est venue avec la médiatisation du cas du petit garçon palestinien de 12 ans, Mohammed Jamal Al-Dura.

Quand j'ai pris connaissance des informations de *Haaretz* (ceux qui le lisent savent très bien que ce journal est très critique par rapport à Israël), j'ai appris que derrière le petit garçon et son père les Palestiniens avaient ouvert le feu en direction des soldats israéliens, il était donc plus que probable que la balle qui avait tué l'enfant venait d'eux. Plus grave encore paraissait l'attitude de l'opérateur palestinien qui avait attendu quarante minutes avant de prévenir les belligérants de la présence de l'enfant et de son père dans leur champ de tir. J'ai rédigé un article sur cet événement en l'envoyant à tous les quotidiens libéraux ; aucun ne l'a publié. Mes amis hongrois m'ont fait parvenir plusieurs e-mails en réclamant des explications ; ils étaient choqués par la seule version publiée et maintes fois répétée dans les médias. En réponse j'ai fait parvenir à tous les rédacteurs en chef une copie de l'article de *Haaretz* afin que le public hongrois puisse être informé par une autre source. Cette démarche aussi est restée sans effet.

J'ai alors fait une dernière tentative, sous l'empire de la colère : j'ai envoyé l'article en question à un quotidien de droite, *Magyar Nemzet* ("La nation hongroise"). Ce journal est connu pour publier régulièrement les élucubrations et délires anti-israéliens d'István Lovas, un journaliste (d'origine juive) sado-masochiste, non dénué pourtant de talent (ses écrits ont été notamment repris par plusieurs télévisions, par des sites webs arabes mais aussi par les publications auto-accusatrices d'un correspondant du *Haaretz* dans le but de démontrer la neutralité du Rédacteur en chef, mais aussi pour renforcer l'effet des mensonges des plus absurdes). C'est donc le seul journal qui ait publié mon article, mais cette provocation de ma part n'a eu aucune suite ni aucune conséquence ultérieure. Avec amertume, je me suis senti obligé de me poser cette question : avais-je encore ma place dans un pays prétendument libre dont tous les organes de presse refusaient de publier un article qui exonérait Israël de l'accusation d'infanticide (l'évocation de l'histoire d'Hérode n'a pas tardé à se faire jour un an plus tard lors de l'occupation de l'Eglise de la Nativité de Bethléem) ?

Tout en cherchant une réponse à cette question, j'ai donc entrepris de préparer un diplôme de PhD à l'Université Hébraïque afin de pouvoir rester dans le pays (j'espère que mes professeurs ne liront pas cet article).

Ma première interview en hébreu, *Le pessimisme de l'histoire*, a été réalisée avec Shlomo Avineri, le politologue bien connu. Il bénéficie d'une bonne renommée en Hongrie en tant que chercheur marxiste connu pour ses positions de gauche. Lors de notre entretien en 2001, il a déclaré que la responsabilité de l'échec de Camp David revenait sans nul doute à la direction palestinienne, qu'il n'y avait pas d'espoir de paix avec les pays arabes, car leur structure politique était profondément antidémocratique, leur richesse provenant du pétrole et non du travail et leur système de redistribution des biens étant fondé sur la corruption. La seule solution qui reste, c'est la séparation : la "*hafrada*". Même cette interview, que je voulais faire passer grâce au nom d'un personnage de gauche bien connu et apprécié, n'a pu paraître dans la presse quotidienne ni hebdomadaire. Elle n'a été publiée que dans ma revue à tirage restreint, mais a provoqué des

réactions bouleversées. Pendant qu'avec l'énergie du désespoir je m'efforçais de rendre compte de la situation en Israël, je me suis heurté au refus de mes compatriotes, tous d'origine juive (ceci découle de ce que j'ai développé dans mon introduction). Une seule fois encore j'ai pu rompre le mur du silence, à la suite de l'attentat sanglant de l'Hôtel du Parc de Natanya à Pessah. Le terroriste avait tué jusqu'au dernier membre d'une famille hongroise amie. J'ai fait parvenir mon article à un confrère et néanmoins ennemi, Zoltàn Kovàcs (j'avais même eu par le passé un procès de presse contre lui), avec le commentaire suivant: "Vous pouvez imaginer la gravité de la situation, si je suis amené à m'adresser à vous." Il a tout de même publié mon écrit, bien qu'en version condensée. Il ne s'agit pas d'une histoire personnelle, d'un cas particulier. J'en donnerai pour preuve le cas d'Imre Kertész, prix Nobel de littérature. A l'inverse de la majorité écrasante de l'intelligentzia juive européenne, Imre Kertész n'a jamais boycotté Israël, il s'y est au contraire rendu, et il a exprimé sa solidarité avec ce pays dans un article émouvant (intitulé "Jérusalem, Jérusalem"). Avant d'être lauréat du prix Nobel, il a exprimé, avec des mots tranchants mais justes, sa condamnation des propos de José Saramago, qui comparait à Auschwitz des actions menées par l'armée israélienne. Peu de temps après, Kertész a été violemment attaqué par un ténor de la vie littéraire hongroise, István Eörsi lui-même survivant de la Shoah, poète, écrivain et traducteur, qui, du haut de sa situation dans les médias, l'a traité de moins que rien, lui donnant une leçon de "vérité" en utilisant tous les stéréotypes anti-israéliens en vogue. Même le couronnement littéraire de Kertész, intervenu entre temps, ne l'a pas empêché de renouveler ses attaques en réaction à une autre déclaration par laquelle Kertész approuvait l'intervention de Bush en Irak, et dans laquelle il osait se souvenir de ce que que ses libérateurs du camp du Buchenwald étaient des soldats américains, ce qu'il n'a pas manqué aussi de rappeler au président Schröder et au peuple allemand lors de sa conférence à Berlin. Et Eörsi, l'une des voix la plus écoutées de l'intelligentzia libérale, membre de la direction du l'Union des Démocrates Libres, va plus loin encore en portant contre Kertész toutes les accusations formulées dans les lieux communs de la pensée devenue unique des conformistes européens: "Les Juifs font aujourd'hui aux Palestiniens ce que les nazis leur avaient fait pendant la Seconde Guerre mondiale".

Une autre figure emblématique de l'élite hongroise, Tamás Gáspár Miklós (son nom a été prononcé en tant que dirigeant possible du Parti de l'Union des Démocrates Libres, SzDSz), député au Parlement pendant huit ans, philosophe choyé par les média, est l'autre personnage qui donne le ton dans l'attaque contre les Juifs et Israël (sa mère descend d'une lignée de rabbins de Transylvanie – j'ai fait personnellement sa connaissance à l'occasion des cours du Talmud Thora fréquentés par son ex-femme et son fils). Ses nombreux articles parus dans la presse libérale traitaient quasiment Oriana Fallaci de "vieille pute" en raison de ses positions pro-israéliennes, pour plus tard la qualifier tout simplement de fasciste.

Le seul espoir au sein de cette élite juive décapitée par la Shoah est György Tatár, philosophe et historien des religions. Il a publié un livre émouvant sur son vécu, lors de son séjour en Israël. Il avait commencé à regarder le

monde en se basant sur les normes de l'intelligentzia juive libérale pour aboutir à un examen de conscience. Le quotidien des Israéliens éprouvés par un terrorisme aveugle a bouleversé ses convictions bien établies. S'affranchissant des partis pris de gauche, il a pu devenir un esprit libre et analyser sans préjugé le conflit israélo-palestinien. Sa révolte lui a attiré les foudres de Tamás Gáspár Miklós, qui d'une manière venimeuse lui a reproché ses points de vue et est allé jusqu'à lui conseiller de quitter le pays. D'avoir été ainsi "remis à sa place" a eu un effet radical : le philosophe s'est tu dans la presse. En dehors de son livre, il a encore écrit quelques autres réflexions pro-israéliennes, notamment à la demande d'un institut de sondage qui lui avait commandé une étude sur la couverture médiatique de l'Intifada. Il a révélé et souligné la similitude éclatante des arguments de la gauche et de la droite dans leurs positions et leurs jugements de valeur anti-israéliens. C'est uniquement sous la forme de manuscrit que j'ai pu lire cet article, car les commanditaires de l'étude n'avaient d'intérêt que pour la critique de l'antisémitisme de droite. Tatár est le dernier intellectuel hongrois qui ait osé élever la voix pour défendre Israël. Depuis il soigne les blessures de sa judaïté en traduisant des poèmes de Juda Halévi.

Le discours de la presse

Un autre drame est le rôle de Jehuda Lahav, correspondant israélien du quotidien le plus influent, *Népszabadság*. Il s'agit cette fois avant tout d'une question de professionnalisme. Ce journaliste retraité, d'origine ungaro-slovaque, est devant sa télévision dans une petite ville israélienne, lit ses journaux, et à partir de ces sources fait parvenir ses articles, destinés à la population hongroise, sur la situation de son pays. Passe encore s'il n'y ajoutait des commentaires et opinions personnels, attitude tout à fait contraire à la mission d'un correspondant. Il se trouve que selon les critères israéliens il fait partie de la mouvance d'extrême gauche, ce qui est tout à fait son droit, mais le problème vient de ce que ses écrits portent, à côté de sa signature, la mention : "de notre correspondant à Tel-Aviv." Ainsi paraissent plusieurs fois par semaine des articles haineux, présentant Israël en conquérant fasciste, dans le plus grand organe de presse hongrois. De tels avis peuvent bien sûr légitimement s'exprimer dans la très tolérante démocratie israélienne, mais être publiés en tant que commentaires objectifs de l'autre côté de la Méditerranée induit le lecteur en erreur, participe à la construction de la fausse conscience et aggrave encore la situation.

Nous venons d'illustrer la position du plus grand quotidien *Népszabadság*, qui représente le courant socialiste-libéral. La situation n'est pas meilleure du côté de la presse du droite. Joseph Hering, auteur des articles les plus haineux contre Israël dans les publications du *Magyar Fórum*, de tendance extrême droite et antisémite, n'est autre que l'ancien correspondant en Israël, remplacé depuis par Lahav, de ce même journal de gauche *Népszabadság*. Cette coïncidence n'est pas due au hasard ; elle exprime de profonds troubles identitaires qui se font jour à travers des attitudes à l'égard des Juifs et d'Israël. Hering s'était converti au judaïsme, il est

devenu sioniste et a lutté avec détermination pour pouvoir émigrer de Hongrie socialiste en Israël. Une fois arrivé en Terre Promise, il entre au Parti Communiste arabe, c'est à cette époque qu'il devient également le correspondant de *Népszabadság*. De retour d'Israël, il emploie son talent à publier chaque semaine un article attisant la haine contre Israël dans un journal d'extrême droite qui est tiré à 60 000 exemplaires et financé par ses propres lecteurs. Malheureusement, aussi bien Hering que Lahav participent à un courant déjà préexistant. *Népszabadság* était déjà le plus grand organe de presse sous le régime stalinien de Rákosi ; il a maintenu sa position de leader tout au long du règne de Kádár. Depuis le changement du régime, ce sont les mêmes dirigeants qui déterminent la ligne de ce journal, qui est allé jusqu'à embaucher des spécialistes arabes pour couvrir les événements en Israël, pays où "un honnête homme refuse de mettre les pieds".

Sous le régime précédent, outre les frustrations quotidiennes, il fallait encore supporter les commentaires haineux et antisémites de Sándor Böcz, correspondant au Caire puis à Beyrouth. La même tendance dominait les émissions de la télévision ; c'est Alajos Chrudinák, spécialiste en culture arabe, fier de son amitié avec Arafat, participant assidu des congrès de l'Autorité Palestinienne depuis "les beaux temps de Tunis", qui a modelé l'opinion publique en nourrissant l'antisémitisme existant ou en le faisant naître. Il est intéressant de constater que Chrudinák est devenu la star de l'extrême droite nationaliste après avoir été celle du régime communiste - un pur joyau pour les chercheurs en sciences sociales. Malgré quelques reproches, les différents gouvernements respectifs qui se relayent tous les quatre ans lui ont assuré la pérennité de l'émission "Panorama" (fondée par lui-même sous le régime communiste), dans laquelle il continue de maltraiter les Juifs dans des propos à connotation ouvertement antisémite. Il faut aussi parler d'un autre personnage, István Csurka, représentant internationalement connu de l'extrême droite hongroise. La comparaison avec Le Pen me paraît pourtant inexacte et superficielle, bien que les deux se produisent souvent ensemble. Csurka représente sans doute un courant plus extrême, il est plus original, il a davantage de talent. Il a consacré une grande partie de sa vie à son activité d'écrivain. Il ne s'agit donc pas d'un artiste dilettante à la manière de Hitler, mais d'un homme de talent (dans un de mes écrits, non publié, j'ai démontré qu'il a tout appris des Juifs : conception de l'histoire, intrigue, dramaturgie, humour). Au temps du socialisme, il a critiqué le régime en s'y opposant autant que c'était possible. Aujourd'hui son parti, le MIÉP, avec le mouvement qui s'y rattache, le Nouveau Cercle Hongrois, a une position clef dans la vie politique : avec moins d'électeurs que le Front National, qu'il soit ou non représenté au Parlement, il détermine la politique nationale, car l'équilibre entre la droite et la gauche est tellement stable et établi que le moindre vote peut pencher la balance. (Aux dernières élections Csurka n'est pas entré au Parlement. Mais le parti libéral, qui n'a obtenu qu'un demi pour cent de voix de plus, y est entré et a obtenu autant de poids dans la coalition socialiste-libérale qu'en 1994, quand 19 % des électeurs avaient voté pour elle, en regard des 5 % d'aujourd'hui qui lui ont tout juste permis de se glisser dans les rangs parlementaires. Il est donc difficile d'évaluer son poids effectif, compte tenu de la culture politique hongroise ; Csurka est

sujet au même isolement que Le Pen en France.) Si nous nous fondons sur un calcul de bon sens – vraisemblable mais pas forcément vrai - pour dire qu'il y a plus d'antisémites que de Juifs ou de philosémites en Hongrie, nous pouvons affirmer que la "question" du conflit israélo-palestinien, la "question juive" et la mémoire de l'Holocauste sont prises dans un mouvement circulaire renforçant de plus en plus les préjugés; ces problèmes suivent les aléas de la lutte pour le pouvoir. Les Juifs sont également responsables et coupables dans ce processus morbide, ceux qui se disent Juifs comme ceux qui se disent d'origine juive. Responsables sont aussi les dirigeants communautaires qui se sont engagés à côté de la gauche socialiste et libérale. Les uns et les autres, tant la majorité, qui veut se dissoudre définitivement dans le peuple hongrois, que ceux qui veulent assumer leur judéité, n'ont en commun que de partager les mêmes espoirs et la même détermination aveugle : leur stratégie, pour assurer leur destin, se fonde sur la conviction partagée qu'il faut d'abord bétonner le pouvoir, pour s'atteler ensuite – une fois acquise la sympathie du régime, c'est-à-dire du pouvoir socio-libéral – à extirper la racine empoisonnée de l'antisémitisme. En attendant, il vaut mieux faire le dos rond, ne pas manifester de sympathie pour Israël, ni pour les Juifs et la culture juive, car seul le pouvoir qui peut servir de garant contre l'antisémitisme.

Les effets de la deuxième Intifada

Nous nous proposons de conclure notre propos sur les effets de la deuxième intifada en Hongrie avec la vision poétique de István Csurka. Le titre du pamphlet laisse déjà deviner ses idées : "Quelques observations concernant les palais, les investisseurs immobiliers, l'invasion de la Hongrie". Selon l'analyse de l'écrivain dramaturge d'antan, la vraie raison de la présence des Israéliens dans les programmes de construction des centres commerciaux (en grande partie réalisés par des entrepreneurs et des investisseurs israéliens) ainsi que dans les grands programmes de construction de logements et d'achats immobiliers (où, faute de capital national, les Israéliens sont placés en deuxième position après les Allemands) – est à chercher dans le conflit israélo-palestinien. Selon Csurka, les événements sanglants de ses dernières années ont amené les Israéliens à la conclusion qu'ils ne pourront plus défendre leur pays face à la majorité écrasante et hostile des pays arabes; ils ont donc commencé à entamer une retraite et ils cherchent un nouveau pays. Ils ont évalué les merveilleuses qualités de la Hongrie, ayant acquis quelque connaissance des lieux au cours des cent cinquante dernières années.

En attendant leur retour définitif en Europe (conformément aux recommandations panarabes), ces Israéliens d'avant-garde préparent le terrain sur les plans du pouvoir, de l'économie et des infrastructures. La vision de Csurka plonge ses racines dans des considérations anthropologiques et culturelles. Selon lui la population hongroise est affaiblie et abrutie par une culture de masse et de consommation orchestrée par les Juifs, enfermée dans des centres commerciaux gigantesques; elle ne peut échapper à ces espaces clos que pour effectuer son travail de production, évidemment dans une industrie dirigé par les Juifs, pour gagner

de quoi s'acheter des drogues et retourner dans sa réserve, à l'instar des Indiens d'Amérique en grande partie exterminés avec des perles et de l'alcool. Les Juifs sont une race qui veut s'emparer du pouvoir. Il n'est que de constater les splendides résidences qu'ils se font construire – où les individus de la pauvre race hongroise exploitée ne peuvent pas même mettre les pieds sauf pour accomplir les tâches les plus humbles : ménage, maintenance...

Cette vision du présent et de l'avenir (qui se construit à partir d'éléments réels) se passe de commentaires sinon pour souligner son processus d'élaboration : la systématisation de quelques éléments épars de la réalité en une vision apocalyptique.

L'analyse de Csurka n'a soulevé de protestations ni dans les milieux gouvernementaux ni dans les cercles juridiques. Ainsi un autre député du parti de Csurka, Lóránd Hegedűs junior, a pu écrire dans un journal : "Il faut mettre à l'écart de la vie hongroise cette race de vauriens galiciens avant qu'ils n'éliminent les Hongrois". Voici quelles ont été les suites judiciaires de ces affirmations : le député a été condamné en première instance non pour délit public, mais pour délit d'ordre privé, à une peine d'un an et demi de prison avec sursis. En seconde instance cette peine a été annulée et le député a été acquitté par le jugement définitif. Il est instructif de lire les attendus de cette décision.

Le tribunal d'appel n'a pu établir l'infraction car – tenez vous bien – les écrits du député en question n'ont pas provoqué de réaction de haine chez les Juifs. Je ne me livre pas ici à une caricature mais je cite le texte d'un tribunal responsable dans un pays démocratique. Plus affligeante encore la position du président-fondateur du parti libéral SzDSz János Kis, philosophe, l'un des plus influents leaders d'opinion, qui appelle à ne pas protester contre l'acquiescement.

Il n'est donc pas à craindre – c'est ce que les motifs de l'acquiescement nous rappellent – que les invectives de Hegedűs junior éveillent des réactions agressives des Juifs de nature à menacer la population hongroise. C'est l'auteur de ces lignes qui prolonge ce raisonnement que la vision de l'écrivain dramaturge n'a pas explicité.

Je suis pourtant amené, d'après mon expérience de vie à Jérusalem, à approuver quelques vérités évoquées par Csurka : non pas dans le domaine politique mais dans son intuition (prophétique) d'écrivain. Il a tout à fait raison quand il affirme que les Israéliens (les Juifs) sont dans le pétrin. Ils sont dans un très grand pétrin, tout près d'une catastrophe de la dimension de la Shoah – ce que peu de gens ici acceptent d'entrevoir, certainement parce qu'ils ne veulent ou ne peuvent avoir de vision extérieure. Il n'est pourtant pas nécessaire d'avoir une imagination débordante pour trouver dangereux de mettre dans un seul panier le destin de tout le peuple juif (en lien à travers le monde avec Israël). Il n'est pas rassurant de tout baser sur la bienveillance d'une seule grande puissance, d'autant plus que la politique internationale des dernières années n'est autre chose qu'une recherche des moyens de faire descendre, du haut de son piédestal, cette grande puissance qui garantit la sécurité d'Israël contre le monde entier.

Les signes les plus évidents du mal israélien ne sont pas les dégâts causés

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

par les actions terroristes quotidiennes et le deuil permanent, mais la détresse encore plus déprimante de la perte d'espoir économique, culturel et psychique. Ici, à Jérusalem, on peut sentir les strates des traces qui demeurent après que le sang des victimes ait été nettoyé des trottoirs.

Le pire vient des réactions hostiles du monde, surtout de l'Europe, de l'absence de solidarité et de responsabilité. C'est ce que fait ressortir le flair artistique de Csurka. Les partis politiques antisémites qui siégeaient au Parlement à la fin du XIX^e siècle prônaient une Hongrie sans Juifs, en leur conseillant de trouver le bonheur en Palestine. De même Csurka n'accorde pas à ces marginaux de l'Europe et notamment de Hongrie le droit de séjour; au contraire il dénonce le danger de leur retour. Mais où donc trouve-t-il une place adéquate pour les Juifs au troisième millénaire, après deux mille ans d'errance?

Ce lieu-là, il ne le nomme pas, mais nous l'avons déjà connu et expérimenté une fois.

En principe, le raisonnement abrupt et brutal d'un politicien extrémiste ne mériterait pas qu'on y attache trop d'importance (tout comme pour les idées d'Hitler). Ce qui en revanche me paraît grave, c'est que l'Europe elle-même n'ait pas trouvé de réponse claire à cette question.

L'Europe se garde donc de donner une réponse sans équivoque, elle laisse la question en suspens (le fait que cette position coûte chaque semaine de nombreuses vies humaines paraît de peu de conséquence eu égard à l'enjeu de la bataille). Cette Europe tarde à répondre à la question car sa réponse sera conditionnée par la place qu'elle obtiendra dans un monde qui, de bipolaire, est devenu unipolaire.

Jérusalem, janvier 2004

Traduction par *Judith Gachnochi-Tattay*,
avec la collaboration de *Georges Gachnochi*

LA POLOGNE*

Sergiusz Kowalski et Magdalena Tulli

La présence physique très faible des Juifs en Pologne reste en disproportion choquante par rapport à leur puissante présence symbolique. L'imagination collective polonaise est peuplée des Juifs bien davantage que ne le sont les rues des villes polonaises. Le stéréotype actuel du Juif est un réflexe d'un temps dépassé, une mémoire déformée, composée de lambeaux de transmissions familiales, d'un « savoir » compilé à partir de généralisations, de transformations, de lacunes.

D'un côté il faut remarquer une renaissance de l'intérêt existant pour la thématique juive ; sa manifestation la plus importante est l'annuel festival de la culture juive à Cracovie : des concerts, des rencontres et des ateliers de musique, de danse, de découpages graphiques et de cuisine juive, avec une grande finale où une foule de plusieurs milliers de personnes s'amuse gaiement jusqu'à la nuit, accompagnée par des ensembles musicaux Juifs du monde entier ; il faut ajouter que le public consiste surtout de Polonais. D'autre côté, on trouve une attitude ancienne qui adopte différentes formes : la langue quotidienne abonde en tournures anti-juives involontaires. Le « Juif », en jargon : l'usurier ; le « jarret juif », c'est celui qui se présente bien mais qui est dur, même si on le fait cuire pendant des heures ; « enjuiver le langage » c'est le déformer de façon ridicule ; de nombreux termes empruntés à la langue yiddish, possèdent dans le polonais une nuance fortement péjorative ; il existe une subculture des stades, où la haine contre une équipe rivale polonaise s'exprime en chants rimés : « des Juifs, des Juifs, la honte de tout le monde » ; des graffitis : « les Juifs au gaz », « les Juifs, hors d'ici », « la Pologne pour les Polonais » que personne ne se sent obligé d'enlever de nos murs. L'image traditionnelle du Juif-déicide persiste, curieusement amalgamé avec celle du Juif-communiste ; et cela jusqu'aux argumentations développées dans des publications ouvertement antisémites, accessibles dans la majorité des kiosques et maisons de la presse de la capitale, dans des stands de rue dans les centre-ville, dans de nombreuses églises et des librairies de renommée. Le public ne semble pas du tout gêné par tout cela ; on ne trouve pas qu'il

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

s'agit d'un phénomène extraordinaire mais plutôt d'un supplément quotidien au discours politique.

L'antisémitisme polonais radical croit à l'omniprésence du Juif. Le nom, le physique, les actions entreprises, tout est bon pour reconnaître l'ennemi en dépit de son camouflage. Selon cette règle, suivant une tautologie significative: « *le Juif c'est l'ennemi, donc l'ennemi c'est un Juif* ». Deviennent Juifs à volonté Lech Walesa, l'évêque Jozef Zycinski ou le président Aleksander Kwasniewski.

Ce qui est symptomatique, c'est que personne ne se reconnaît jamais aucun antisémitisme – même dans le cas fameux de Leszek Bubel, publiant dans le périodique *Tylko Polska* des listes de noms Juifs présentés comme des « noms véritables » d'éminentes personnalités de la vie publique. On peut remarquer ironiquement qu'est ainsi devenu possible non seulement un antisémitisme sans Juifs, mais aussi un antisémitisme sans antisémites.

Les phobies antisémites de certains prêtres et catéchètes se montrent en public, en dépit des directives et encycliques du Vatican. Un tel langage est parfois utilisé dans sa version politique à l'occasion de campagnes électorales.

Approches du discours de la haine : les perspectives libérale et défensive

Dans la perspective *libérale*, le discours de haine apparaît comme l'inévitable prix de la liberté de parole. C'est, dit-on, un phénomène marginal, certes désagréable, mais qui ne mérite pas l'attention du débat public. Il y a là une approche qui respire un optimisme injustifié. Face à la haine, elle avance qu'il ne faut pas lui faire une publicité gratuite, surtout dans la presse à grand tirage. C'est dans cet esprit, par exemple que s'est faite la critique de la publication par *Gazeta Wyborcza*, le plus grand quotidien polonais, d'un long entretien avec un leader (à l'époque) de l'extrême droite antisémite (10 juillet 1991).

Le phénomène était comparé à une infection enkystée qu'il valait mieux ne pas toucher, afin qu'elle ne se répande pas. Beaucoup de personnes obéissent à l'illusion que la haine pouvait être guérie par le silence. Mais en réalité le silence conduit à la légitimation du discours de haine comme perspective intellectuelle et historique « normale » et, en conséquence, comme on le voit, il favorise pour le milieu qui le propage, une avancée politique.

La perspective libérale insiste sur la liberté de parole, reconnue comme une valeur supérieure de l'ordre public libéral-démocratique (c'est par un certain côté, une tentative pour implanter sur le terrain polonais l'esprit du Premier Amendement de la Constitution Américaine). La référence au système de valeurs est accompagnée d'un avertissement pratique; « *ne soyons pas un ministère de la vérité* », dit la droite et la gauche, se souvenant de la censure d'avant 1989: « *ne limitons pas la liberté de la parole au nom des valeurs auxquelles nous adhérons, car d'autres feront de même et dès lors, revendications et interdits n'auront pas de fin. Résultat ? La liberté de parole, si difficilement gagnée, sera ruinée.* »

Nous avons qualifié de *défensif* l'autre type de discours de haine, représenté par plusieurs auteurs de droite. Ils soutiennent que la critique publique du

discours de haine, et en particulier de l'antisémitisme, n'est qu'un procédé calculé, dont le but consiste à jeter un discrédit moral et politique sur la droite en tant que telle. Peu intéressés aux manifestations des extrémismes nationalistes radicaux, ils affirment au plus tout comme les représentants de la variante libérale, que tout cela c'est un problème inventé ou tendancieusement exagéré. Par contre, ils consacrent une attention abondante et ironique aux « *pourchasseurs d'un antisémitisme sans symptômes* » (car ils soutiennent aussi qu'il n'y en a pas de symptômes en Pologne) en démasquant leurs procédés comme calculés pour introduire une censure nouvelle.

Abstraction faite des étiquettes et de l'opinion douteuse sur l'absence de manifestations antisémites, ce n'est pas une façon absurde de penser. Il est possible et en plus nécessaire de discuter les mécanismes complexes qui gouvernent la communication publique, y compris le rôle des intellectuels, une fonction ancienne et spécifique, s'opposant à tout monopole politique et protégeant la collectivité d'une monoculture – missions que les intellectuels d'aujourd'hui parfois ne parviennent pas à accomplir. Un tel débat ne peut, bien entendu, se dérouler sans tenir compte de l'actualité politique; toutefois il ne peut non plus, sous peine d'une inévitable trivialisaton, s'y ramener.

Il y a quelques années, *Zycie*, un journal conservateur, d'ordinaire indifférent aux manifestations antisémites, pour montrer qu'il prend au sérieux le problème, publia une première page à sensation concernant les brochures antisémites vendues dans un kiosque près du siège du gouvernement. Le journal exprimait sa juste indignation en demandant des sanctions contre un tel procédé honteux. *Zycie* n'a pas pourtant mentionné que les publications en question (« Connais le Juif ou le Talmud et l'âme juive », « Hitler fondateur de l'État d'Israël », « La peur d'être un Polonais » et beaucoup d'autres livres et journaux du même genre), peuvent être achetées toujours et partout en Pologne dans plusieurs kiosques de la presse, et entre autres, à l'aéroport international de la capitale, à la gare centrale, aux universités, dans les églises et les librairies. L'article semblait poursuivre deux buts: premièrement, il démontrait qu'en dépit des critiques, la droite, dont le journal lui-même faisait partie, n'est pas antisémite, secondement que l'ampleur du phénomène se réduisait à l'activité d'un seul auteur antisémite, Leszek Bubel, et à un seul point de vente. Ajoutons que les cinq journaux polonais antisémites que nous avons examinés se distanciaient fermement de Bubel, surtout parce que sa liste comptait au nombre des Juifs même certains éminents personnages de droite. En montrant du doigt un antisémite « réel » de Pologne, les dits périodiques se réservaient à eux-mêmes la position du critique d'un antisémitisme « réel », qu'ils croyaient végéter péniblement dans une marge lointaine, tout en se montrant indemnes de « l'excès hystérique » des « pourchasseurs », c'est à dire des gens qui prennent l'antisémitisme au sérieux. Situer sur des positions extrêmes d'une part un Bubel, d'autre part « les pourchasseurs », permit aux journaux modérément antisémites de prétendre occuper une position neutre.

Les deux perspectives, la *libérale* et la *défensive*, viennent d'endroits idéologiques différents et portent sur la situation différents diagnostics.

Mais elles convergent au point où le discours de haine dans sa forme de droite extrême, radicale et nationaliste est considéré comme inoffensif. Cette opinion, émise habituellement de bonne foi, témoigne d'une méconnaissance des choses, méconnaissance au demeurant compréhensible. La majorité des gens partagent à ce propos les stéréotypes de la « marginalité » du problème, sans même pressentir quelle nouveauté leur apporterait une autre lecture même fragmentaire. S'ils lisaient ce que nous avons lu, la discussion prendrait peut-être une autre tournure. A la place de réactions automatiques, apparaîtrait alors un besoin de collaboration, visant non pas tant à aménager un canon politiquement correct qu'une compréhension située au-dessus des divisions politiques et qui ne conduirait pas à une élimination officielle des contenus haineux les plus extrêmes mais à leur isolement social spontané. Peu se rendent compte des formes drastiques prises par la haine diffusée dans les journaux en question. Peu, hormis le cercle des lecteurs habituels, savent que dans ces journaux paraissent des personnalités politiques connues et influentes, ainsi que d'éminentes figures du monde de la science et de la culture. En 2000, durant une seule année (et à un moment où la droite était au pouvoir), dans un seul journal radical et nationaliste (« Nasza Polska »), ont été publiés : le Président de l'Assemblée Nationale, les Présidents des quatre commissions de l'Assemblée (la Santé, la Culture et les Moyens de Transmission, les Finances Publiques, ainsi que l'Agriculture et le Développement de la Campagne), le Président de la Commission Législative du Sénat, le Vice-Président de la Commission de la Politique Sociale, le Vice-Ministre de la Justice, le Chef du Comité d'Intégration Européenne, deux Porte-Paroles de l'Intérêt Public, le Président de l'Office polonais du Travail, le Président d'Union des Assurances sociales, le Commissaire de la Mairie de Varsovie, le Préfet du district de Varsovie, le Président de l'Association Solidarité des Agriculteurs Individuels, le Président de l'Association AWS de la Région Mazowsze, et bien d'autres. Ajoutons qu'en Mars et avril 2003 deux longs entretiens ont été accordés à cet hebdomadaire par deux députés, membres de la Commission d'enquête concernant l'affaire de Rywin, un Watergate à la polonaise, l'un d'eux représentant une partie libérale, la « Plate-forme Citoyenne », et l'autre celle de « Droit et Justice », les conservateurs catholiques.

En se prononçant dans ces journaux, les personnalités publiques mentionnées ne propagent pas de haine, ni n'énoncent d'idées compromettantes. Comme acteurs politiques, elles ignorent le profil de ces journaux. Néanmoins, par leur présence dans ces pages, dans le voisinage du discours de haine et des images de dérision, elles confèrent à ces journaux leur autorité.

Le thème du complot juif

Le style actuel des écrits concernant le prétendu complot anti-polonais de l'« union juive mondiale » et d'autres « agissement étrangers », remonte à la tradition d'avant-guerre du « Maly Dziennik », du Rycerz Niepokalanej, des publications de ONR « Falange » et de la presse de droite des années trente.

Pour n'en donner qu'un exemple, en 1937, *Kultura*, journal relativement modéré de Poznan, annonçait que « la ville de Lwow (...) est enjuivée d'une manière épouvantable, quasiment collante. Il ne suffit pas de dire que l'on y voit des Juifs partout. Quoi que l'on veuille concevoir, ou demander quelque chose quelque part, partout, au sein de l'activité culturelle, éducative, dans le travail concernant la prise de conscience nationale, à chaque pas et à chaque pensée, le Polonais tombe sur un Juif et bute sur lui partout ». Soixante-quatre ans après, dans *Tygodnik Katolicko-Narodowy Glos*, nous lisons : « Le but essentiel du messianisme juif et du judaïsme international est une totale domination sur le monde : la subordination des *goim* au « peuple élu » privilégié ». Le même journal nous apprend que le but des Juifs est « la destruction de l'identité nationale des pays occidentaux » et « la création du Grand Israël avec Jérusalem comme capitale mondiale ». Ici même un autre auteur propose comme solution du conflit au Proche-Orient, l'expulsion des Juifs vers la Floride : « ce sera la Terre Promise de rechange, promise par les peuples du monde. D'autant plus que les Juifs n'ont pas de respect pour la Terre Sainte. Les récents bombardements [sic !] de la Basilique de la Nativité en témoignent ».

Les arguments sont les mêmes, maintenant et toujours, ils visent d'une même manière les Juifs, auxquels est refusé l'appartenance à la communauté civique et auxquels sont attribuées les intentions les plus malveillantes. Dans le texte cité d'avant-guerre, le principal reproche fait aux Juifs était qu'ils se trouvent « partout ». Mais, puisque a présent, on n'en voit plus, les modèles d'argumentation hérités doivent servir non pas tant pour lutter avec « l'élément étranger » que pour accentuer une nécessité de découvrir et de démasquer celui-ci. Un Juif *imaginaire* constitue un sujet encore plus gratifiant que le Juif *réel*, puisque aucune réalité ne vient plus limiter l'invention des auteurs. Il en résulte un contenu des accusations différentes, parfois même plus bouleversant. Les auteurs se rappellent cependant qu'une collectivité juive reconnaissable et comptant plusieurs millions de personnes fut victime des plans hitlériens d'exterminations. Ces auteurs souhaitant se distancier du crime, du moins au niveau du langage, substituent à la rhétorique agressive et insistante de la presse d'avant-guerre un nouveau langage fait d'euphémismes et d'allusions ironiques. Le discours de haine, surtout dans sa forme xénophobe, n'est pas une spécialité polonaise. A l'ouest de l'Europe, les radicaux bénéficient d'appuis croissants surtout grâce à leur rhétorique anti-immigration. A l'est, on met en garde contre le complot anti-national, libéral-gauchiste, mais ici et là, sur le fond du tableau se cachent les différents (ou les mêmes) « étrangers », « invités », etc. Parfois, la similarité et même l'identité des schémas de pensée sont stupéfiantes, nonobstant la dissemblance des traditions, des cultures et de l'histoire. Ces schémas apparaissent dans différents pays – ceux qui ont vécu le communisme et ceux à qui la bienveillance du destin a épargné cette expérience. Le terme lui-même, « discours de haine » (de l'anglais « hate speech ») ne serait pas créé, si le phénomène ne se manifestait pas avec une pénible opiniâtreté dans tous les pays plus ou moins civilisés de l'Europe et du monde. On comprend la résistance des Polonais aux tentatives de les installer dans le rôle de ceux qui « ont absorbé l'antisémitisme avec le lait de leur mère ».

Cependant, dans les écrits par nous examinés, cette résistance prend la forme caricaturale d'une théorie du complot fomenté par les Juifs, qui provoquent des critiques incessantes contre la Pologne et les Polonais. De plus, n'est pas un témoin de confiance, qui affirme des idées ouvertement antisémites, tout en assurant qu'il n'est pas du tout un antisémite mais au contraire, une victime des Juifs perfides.

En revanche, ce qui semble singulariser la Pologne, par rapport à l'Europe de l'ouest, c'est l'indifférence de la société, ce qui a pour effet la présence généralisée des contenus xénophobes et une forte implantation des écrits qui les propagent dans le principal courant de la vie politique et sociale. Dans de nombreux pays, pour acheter le journal où l'on débat des complots Juifs anti-nationaux, il ne suffit pas de se rendre au kiosque au coin de la rue, il faut entrer dans le cercle d'une distribution illégale, où cette publication est colportée au sein d'un groupe de personnes de confiance, membres potentiels, présents et futurs, d'une organisation radicale. En Allemagne, les actes de violence contre les «étrangers» sont incomparablement plus fréquents qu'en Pologne, non sans lien avec la quantité des masses d'immigrants qui y vivent. Cependant ce que l'on peut définir comme une « violence verbale », ne s'y manifeste que comme un phénomène beaucoup plus limité et également soumis à une critique sévère.

Le droit polonais reconnaît comme délit poursuivi d'office la diffusion de la haine concernant l'ethnie, la race et la religion (article 13 de la Constitution, articles 256 et 257 du Code Pénal), ainsi que le négationnisme, soumis à l'accusation en vertu du décret sur l'Institut de la Mémoire Nationale (un bureau du gouvernement central, poursuivant les crimes contre la nation). La pratique est habituellement tout autre. Dans des cas concrets le Procureur refuse d'ouvrir une enquête. Dans les attendus des décisions juridiques, nous lisons par exemple: *« les publications que comportent les journaux cités ont indubitablement un caractère susceptible d'accusation et souvent un caractère franchement choquant, cependant, elles ne comportent pas de contenus susceptibles d'être considérés comme appel à des discordes concernant la nationalité ou la religion; elles ne comportent pas non plus d'offense à l'égard de qui que ce soit (...). De telles idées entraînent la plupart du temps, des effets sociaux négatifs. Néanmoins, l'inadéquation sociale d'un comportement donné ne préjuge pas, en tant que telle, du fait de commettre ou de ne pas commettre un délit, en l'occurrence celui qui est poursuivi dans le cadre d'une inculpation publique »* (Extrait du justificatif transmis le 27 avril par le Procureur, grâce à l'association polonaise « Otwarta Rzeczpospolita »).

Citons quelques exemples de contenus qui, selon l'avis du Procureur, n'offensent personne: *« les Juifs sont une minorité perfide qui sème la zizanie, mais on ne peut pas les qualifier de traîtres dans la mesure où on ne peut trahir que son propre pays. » « Le Juif vit et agit de façon cachée », « ils ont su génialement tromper et rouler... Leur génie de la bassesse dépasse toute les limites de la décence »*. De surcroît, les Juifs *« volent tout ce qu'on peut emporter »*; *« depuis des siècles jusqu'au jour d'aujourd'hui [ils sont caractérisés] par la déloyauté, la criminalité et carrément une attitude hostile anti-polonaise »*. *« Les Juifs eux-mêmes ont fait de sorte que tout Polonais est aujourd'hui devant le choix suivant: devenir soit un*

antisémite, soit un minable, un salaud véral ». « *En effet, on ne peut admettre que la maladie, en l'occurrence le paganisme, dont fait partie le judaïsme contemporain, échappe au contrôle et menace la vie de gens innocents. Comme autrefois on isolait les lépreux, il convient d'isoler aujourd'hui les foyers de cette maladie cent fois plus menaçante* ».

Difficile de trouver une démonstration plus puissante du caractère fictif de la loi ordonnant de poursuivre les symptômes particulièrement graves du discours de la haine. Comme, du reste, nous le voyons dans notre ouvrage³, il n'est pas difficile de diffuser la haine en évitant de l'adresser à des personnes concrètes, mentionnées avec leur nom et leur prénom; et aussi, sans employer de termes vulgaires et sans en appeler au crime. D'où notre suggestion de ne pas compter sur la lettre de la loi, mais seulement sur un changement des mœurs. En effet, le droit est une partie de la culture et ses exécutants appartiennent à la société. Ils reconnaissent comme « *de nocivité sociale peu importante* » ce qui ne gêne pas les gens ordinaires. Ces derniers, en attendant, ne sont pas gênés, remarquons-le, par les inscriptions sur les murs: « *Les Juifs au gaz* » et « *La Pologne aux Polonais* ».

« Nous » contre « eux », une dimension fondamentale

Ce qui frappe le plus dans les textes qui nous préoccupent est l'incessante volonté de faire des différenciations, l'omniprésente passion de diviser le monde. Comme l'écrivait Felix Koneczny, un auteur d'avant-guerre justement oublié, rappelé seulement par certains auteurs d'extrême droite: « *Comme il y a quatre types de vie collective qui se développent en Pologne, il y a aussi quatre méthodes politiques: la juive, la touranne [sic!], la byzantine, toutes trois alliées contre la nôtre, latine* » (*Nasz Dziennik* du 24 avril). Les différenciations « nous – eux », « le Polonais – l'étranger », domine tous les autres différences possibles. En outre, ce qui est « étranger », « celui qui appartient aux autres » ou « autre », est connoté de façon uniquement négative. C'est « étrange » et bizarre, immoral, vicieux, menaçant. La principale ligne de partage passe entre les Polonais et les non-Polonais, entre « nous », répondant à certains critères religieux-ethniques-culturels et « les autres » qui, pour différentes raisons n'y répondent pas. « Les Polonais » idéaux représentent une catégorie tout aussi homogène que « les Juifs » imaginaires: ils seraient l'émanation d'un esprit national supra-temporel. Les caractères propres à de tels Polonais devraient se manifester au sein de chacun des domaines de la vie collective: dans la vie spirituelle, par le catholicisme (en sa variété traditionnelle, intégriste, comportant l'exclusion d'autres confessions); dans la politique consistant à soutenir les formations politiques reconnues comme « authentiquement nationales », ainsi que dans la lecture d'une presse « authentiquement nationale »; dans ce qui touche aux mœurs et à la culture, par un traditionalisme radical (condamnation des divorces, de l'avortement, de l'euthanasie, de l'homosexualité et de l'art moderne, ainsi que d'autres concepts libertins). Au sein des questions économiques il se manifeste par des demandes de soutien à la production nationale, de droit protecteur, d'exclusion du capital étranger etc. En tant que collectivité imaginaire, les

Polonais idéaux sont naturellement doux, généreux, organiquement incapables de mensonge et de bassesse ; la pureté de cœur et l'inaltérable fidélité à l'Eglise sont leur force. Cependant, suggère la presse « nationale » ces vertus mêmes les livrent à d'impitoyables ennemis. Évidemment, les critères sévères de l'appartenance à la collectivité nationale se posent en contradiction avec le postulat principal, selon lequel les Polonais idéaux constituent l'écrasante majorité de la société polonaise. Rien que l'identification de la catégorie idéologique « nous », avec ce qui lui correspond sur un plan empirique, « les Polonais », rencontre un obstacle sous forme d'observations courantes, démontrant de façon indubitable que les Polonais diffèrent entre eux. Ainsi, parmi eux, une partie souhaite l'intégration au sein de la Communauté Européenne, elle porte une boucle à l'oreille, pratique une sexualité extraconjugale ou l'homosexualité, elle divorce, procède à l'avortement, etc. Cela produit un effet qu'on appelle en psychologie la dissonance cognitive : un état insupportable, réclamant une intervention immédiate qui expliquerait les irrégularités et rendrait à l'univers perçu intelligibilité et cohésion.

La rationalisation la plus fréquemment proposée est la théorie de l'infiltration et de la séduction. Conformément à elle, les Polonais qui ne remplissent pas les conditions postulées, soit ne sont pas vraiment des Polonais, soit ont été trompés, séduits et dépravés. Les premiers doivent être découverts, stigmatisés et exclus, les seconds doivent être guéris. Il y a, on suggère, des non-Polonais simulant l'appartenance, les étrangers *cachés* – qui peuvent être identifiés de plusieurs façons. Ce sont, expliquent les textes, avant tout des Juifs portant des noms d'adoption (plus rarement des Ukrainiens ou des Biélorusses), on leur attribue une généalogie stalinienne (et parfois des idées trotskistes ou des connexions maçonniques), on les charge de la culpabilité des persécutions des membres de Armia Krajowa⁴ pendant ou après la guerre, ainsi que des princes et des officiers, des crimes de UB⁵ et du KGB et d'autres torts faits aux Polonais – ce, jusqu'à l'époque contemporaine. La mise en question de la polonité est arbitraire, ainsi que l'attribution des fautes dites « juives » ; elle est sans rapport avec le sentiment d'identité des intéressés. Le rituel symbolique de l'exclusion de la communauté nationale consiste à attribuer au personnage combattu un nom étranger, de préférence « juif », que l'on mentionne à côté du vrai, en tant que plus vrai (mais ce rituel ne peut être utilisé que face à des personnalités publiques).

Tout le reste est tenu pour être victime d'infiltration. L'étranger « faisant semblant » d'être polonais agit en effet en se dissimulant comme le virus d'une maladie. La dépravation des Polonais véritables rappelle une maladie infectieuse chronique, qui touche ceux qui prennent l'exemple sur les étrangers et adoptent leur point de vue et, pour de l'argent ou par bêtise, servent leurs intérêts. Licence (des mœurs), ivrognerie, vandalisme, athéisme, dépravation, libertinisme, euro-enthousiasme, braderie de la propriété polonaise, popularité des médias non catholiques et succès des post-communistes gagnent à trouver leur explication à travers l'effet de l'action de « l'agent pathogène ». Cependant, les Polonais sont (ou devraient être) une unité spirituelle-éthique ainsi qu'un élément monolithique du point de vue politique-ethnique ; en tant que collectivité

empirique ils devraient viser à une identification totale avec la catégorie idéologique du « nous ».

Il n'en va pas de même avec les non-Polonais, c'est-à-dire « eux ». Ces derniers forment une mosaïque de catégories jaugées surtout selon le degré de menace qu'ils constituent pour « nous ». La familiarité – comme le bien et la vérité – se manifeste comme une entité insécable, tandis que le fait d'être étranger – comme le mal et le mensonge – adopte d'innombrables formes. C'est cependant, dit-on, une apparence, car la propriété essentielle de l'étranger est son extranéité. A part les étrangers vivant en Pologne et faisant semblant d'être polonais, il existe des étrangers « manifestes », les minorités ethniques et religieuses, entre autres les Ukrainiens, les Biélorusses, les Lituaniens, les Allemands, les Juifs, les orthodoxes, les protestants. Ils forment une plus vaste catégorie d'étrangers *internes*, menaçant par le seul fait de leur présence à l'intérieur de la communauté. Tous (surtout les Juifs) sont désignés comme « arrivants », alors que le terme d'« hôtes » ou « patrons » est réservé aux Polonais d'origine ; cela détermine la relation : si l'arrivant peut certes compter sur l'amabilité de l'hôte, il ne doit pas, par contre, déplacer les meubles dans la maison qui, suggèrent les textes, n'est pas la sienne. La catégorie que l'on distingue ensuite est celle d'étrangers *proches* et donc les nations voisines : les principaux oppresseurs historiques, comme les Allemands et les Russes, ainsi que les peuples vivant à l'Est qui autrefois étaient sous domination polonaise. Suivant ce que nous disent les textes, il s'agit de peuples incivilisés, brutaux et traîtres. Il y a enfin les étrangers *lointains* – Europe de l'Ouest, Union Européenne, « Bruxelles » – vers lesquels l'attention est attirée pour d'autres raisons. La principale menace de leur part, disent les textes, consiste en leur mauvais exemple (diffusion de modèles « vicieux » de mœurs) et une exploitation économique croissante.

La tripartition des étrangers entre les internes (cachés et manifestes), les proches et les lointains, ne se réduit pas aux distinctions nationales. Les Allemands, les « ennemis héréditaires », font partie des trois catégories : en tant qu'étrangers lointains, il font partie de l'Europe de Bruxelles, planifiant – disent les textes - une conquête économique, culturelle et démographique de la Pologne. En tant qu'étrangers proches, ils constituent un avant-poste de cette conquête et ce sont justement eux qui s'empareront de nos terres, dans le cadre d'un « Drang nach Osten » pacifique. En tant qu'étrangers internes, enfin, la minorité allemande habitant la Pologne est en train de gagner les privilèges successifs (l'abaissement du seuil d'éligibilité, des noms géographiques allemands en perspective), et de préparer les prochaines invasions avec leur cousins de l'au-delà d'Oder. Il en est de même pour les Ukrainiens, étrangers à la fois proches et internes ; bien qu'ils aient maintenant leur pays propre, ils apparaissent -aux auteurs des textes examinés- comme nos colocataires historiques, nos voisins dominés, mais toujours rebelles, des « barbares », piétinant les objets du culte et les monuments polonais. Les auteurs de ces textes redoutent les Allemands, mais ils ne les méprisent pas. C'est, par contre, le cas pour les Ukrainiens et ce, au plus haut point. « Si nous avons de notre côté au moins 500 grands créateurs, des célébrités mondiales, venant de Lwow et intégralement liés à cette ville, les Ukrainiens, n'ont, quant à eux, que trois

personnalités de cette envergure : Taras Szewczenko, le poète, Iwan Frank, l'écrivain et Fiodorow, l'imprimeur » (« Nasza Polska », du 10 juillet). Les Tchèques et les Slovènes, à une exception près, ne sont pas mentionnés.

Exclusion des Juifs et des autres minorités

C'est le caractère étranger des Juifs qui est le plus fortement souligné. Nous lisons : « *De nombreux exemples montrent l'abîme séparant l'ensemble des valeurs et des axiomes polonais de ceux des Juifs. Tout cela nous assure qu'il n'est pas possible d'envisager quelque chose comme des racines communes judéo-chrétiennes* » (*Nasz Dziennik*, des 13-14 octobre). Ou encore : « *Les auteurs de l'inscription (sur le monument) ont même donné aux Juifs de Jedwabne⁶ le nom de co-hôtes de cette terre, bien que pendant des siècles la conviction était ancrée qu'ils ont en Pologne le statut d'arrivants* » (*Nasz Dziennik* du 6 juin). Il n'existe ainsi ni racines communes ni pays commun. Les descriptions amalgament les catégories d'étranger interne (les noms d'adoption) et celles d'étranger lointain (Israël).

Figures de l'antisémitisme

Les journaux examinés consacrent au conflit israélo-palestinien incomparablement plus de place qu'à tous les autres conflits du monde, réunis. Son poids émotionnel découle du rôle qu'il joue au sein des schémas narratifs, concernant les affaires polonaises. Il constitue une métaphore illustrant les questions polono-juives. L'enfant palestinien sans défense, une fronde à la main, tel qu'il apparaît au travers des descriptions des combats, se trouve habituellement en face d'un tank impersonnel israélien. Il rappelle le petit résistant de Varsovie et constitue l'allégorie d'une Pologne également désarmée, écrasée par les étrangers (autrefois les Allemands, à présent les Juifs et leurs complices).

Les textes examinés suggèrent que les Juifs (et également les autres minorités, mais surtout eux) ont toujours et partout les mêmes caractéristiques : au temps du Christ et au Moyen Age, au XIX^e, XX^e et XXI^e siècles, à Wolyn, à Paris et à New York, en Espagne au temps de l'Inquisition, en Allemagne hitlérienne, dans une Pologne stalinienne et dans l'Israël contemporain. De façon identique, les Juifs, en tant que collectivité supra-temporelle dispersée entre continents, pays et époques, les Juifs religieux et les laïcs, les demi-Juifs et ceux qui ne sont Juifs que pour un quart, devraient répondre à travers les siècles de tout le mal subi par les autres, par les peuples supposés n'avoir pas les défauts des Juifs. Cette confortable perspective permet de réunir l'histoire polono-juive d'avant la guerre et de la guerre, avec la politique actuelle d'Israël vers des Palestiniens, en un seul schéma universel.

En majorité, les textes examinés soutiennent qu'en Pologne il n'y a pas et il n'y a jamais eu d'antisémitisme. « *Si le fameux antisémitisme polonais était tel que le présente Gross et compagnie, alors à l'Assemblée Nationale et au Sénat, ainsi qu'aux postes-clés de la culture et de l'économie, il n'y aurait pas autant de Juifs* » (*Nasza Polska*, du 13 février). Il existe par contre disent-ils, d'une part, des tentatives de compromettre les Polonais

comme principaux porteurs de l'épidémie imaginaire, d'autre part, des fautes juives « objectives » et accablantes et dont le « juste » rappel est fallacieusement stigmatisé comme antisémitisme.

Ainsi, l'existence de l'antisémitisme est niée, mais en même temps est accentuée la menace de l'accroissement d'une ambiance anti-juive et ce, à cause de l'« effronterie » des Juifs qui réclament de l'attention pour eux-mêmes et pour leurs morts; et plus particulièrement en raison des prétentions matérielles, possibles ou imaginaires, imputées aux Juifs. L'un des sujets les plus fréquemment abordés est l'« Holocaust industry » comme une méthode pour gagner de l'argent. Les textes suggèrent que si nous n'endiguons pas promptement la vague de mensonges, d'énormes revendications ne vont pas tarder à apparaître, soutenues par l'autorité des institutions politiques et financières internationales, régies, disent ils, par les Juifs. Alors, victime des étrangers, la Pologne fera faillite. Or, les « revendications des Juifs » sont attribuées à une imaginaire société juive universelle. Toutefois, la vision du marchand de Wall-Street et de Tel-Aviv, tendant la main pour prendre l'argent polonais, fait appel à l'imagination du lecteur doté du code interprétatif que constitue la connaissance de « l'âme juive éternelle ».

Récapitulons les constatations fondamentales pour cette manière de penser :

1. Accueillir les Juifs, les Ukrainiens, les Litvaniens et d'autres, par la Pologne, a été pour ces peuples un salut et un bienfait civilisateur et tout le mérite en incombe aux Polonais.

2. Les Juifs (et les autres minorités), n'ont pas montré de gratitude; à chaque occasion ils intriguaient contre la Pologne, exploitaient les Polonais et collaboraient avec leurs ennemis, mordaient la main qui les nourrissait alors qu'ils étaient traités au mieux et en cas de besoin, aidés avec tout le sens du sacrifice.

3. Après la guerre, les Juifs (et les autres minorités), bien qu'eux-mêmes durement éprouvés, n'ont pas cessé de persécuter la Pologne et les Polonais : en tant que « Judéo-commune », ils créaient le nouveau régime et son bras répressif le parti communiste, ainsi que MBP et UB⁷.

4. En 1980, ils se sont glissés en catimini dans les rangs de « Solidarnosc », et l'on conduit à la trahison à Magdalenka, à l'occasion de la « table ronde »⁸. A présent, ils gouvernent la Pologne, en puisant des profits immérités des deux côtés : celui de l'après-Solidarnosc et celui de l'après-communisme. Tel est le conte qui décrit les scènes d'une confiance abusée et de la trahison. Le schéma de base est reproduit dans les épisodes et variantes successifs et soutenu par un flot ininterrompu de preuves, dont la partie significative est constituée par des comptes-rendus biographiques (et respirant l'authenticité) de « gens ordinaires ».

Le motif réitéré de « l'hospitalité » accordée aux Juifs appelle un commentaire. Au sens littéral du terme, il désigne l'accueil d'étrangers sous son toit et le partage avec eux du pain. Métaphoriquement, il fait référence à la disposition au renoncement et aux sacrifices au nom de l'amour du

prochain, en référence à la traditionnelle hospitalité polonaise qui dit : « Dieu entre dans la maison avec les arrivants ». L'attribution d'une place avait lieu dans un monde qui n'opposait pas, face aux arrivants, des frontières comparables à celles d'aujourd'hui, mais qui déposait leur destin entre leurs mains propres.

En énumérant les mérites des Polonais vis à vis des Juifs, on parle de l'« hospitalité » comme si cela se passait dans l'Europe d'aujourd'hui, souffrant de chômage et fermant ses frontières devant les vagues d'émigrants, à qui il faut assurer toit et subsistance. Mettre l'accent sur « l'accueil des Juifs » au passé comme mérite de tous les Polonais semble une façon de régler les comptes d'aujourd'hui avec la monnaie du passé.

« L'ingratitude » de la minorité juive et celle des autres à l'égard du pays dont « ils n'ont subi que du bien », est présentée comme un fait incontestable et choquant, et qui demande des éclaircissements. Ces derniers sont recherchés au niveau des caractères collectifs de ces peuples, en faisant référence au savoir postulé du lecteur, un savoir extra-textuel. Pourquoi, alors, durant les démembrements de la Pologne⁹ les Juifs auraient collaboré avec l'agresseur et durant l'occupation, avec l'occupant ? Pourquoi auraient-ils essayé de torpiller le retour à l'indépendance et après 1945 ont-ils pris eux-mêmes le rôle d'agresseur et d'occupant ? Pourquoi les Biélorusses, les Lituaniens et les Ukrainiens avec opiniâtreté auraient-nui à la Pologne et aux Polonais ? On nous révèle les causes d'une haine supposée des Juifs à l'égard de la Pologne : c'est parce qu'ils sont étrangers ; on leur impute des impératifs religieux de la haine outre l'ingratitude héréditaire. La haine des Lituaniens, des Biélorusses et des Ukrainiens disent les textes, provient de leur cruauté habituelle, de leur niveau culturel habituellement plus bas, de leur grossièreté native. On ne demande pas ici « est-ce que cette haine existe ? » mais directement « pourquoi ? », car mettre en question l'opinion concernant les fautes des étrangers c'est dans ces journaux, par principe, inadmissible. La connaissance des fautes juives (ainsi que celles des autres) détermine l'appartenance au cercle des Polonais véritables et conscients ; une déstabilisation de ce savoir constitue une ingérence au sein de l'ordre émotionnel des structures cognitives et elle est reçue comme preuve d'intentions hostiles.

Suivant le schéma admis, après le début de la guerre 1939¹⁰, les Juifs se sont mis à servir avec ardeur l'occupant soviétique. Ils se servaient des structures du nouveau pouvoir, disent les textes, pour persécuter les Polonais, surtout les officiers et les prêtres, représentants symboliques de la polonité, et ils s'emparaient volontiers des biens polonais. Comme toujours dans de pareils cas, la narration omet certains faits, met en relief d'autres et par la force de la généralisation crée des vérités générales. Après la publication du livre de Jan T. Gross, *Les Voisins* – inquiétante révélation concernant la collaboration d'une foule polonaise avec les Allemands dans l'extermination des Juifs de Jedwabne – la nécessité s'est faite sentir d'apporter non pas tant un correctif, qu'un enrichissement de ce schéma avec des apports symétriques, des critiques pour « rééquilibrer » les choses. Dans les comptes-rendus nouveaux, on rapporte qu'entre 1939 et 1945 les Juifs se seraient réunis en bandes armées par l'intermédiaire des

Soviétiques pour attaquer les campagnes polonaises, en assassinant les habitants sans pitié. On rappelle à cette occasion que « dans des temps antiques les Juifs, semble-t-il, pratiquaient également la terreur de masse, en empoisonnant les puits dans les campagnes et les villages où leur ferveur ne rencontrait pas la compréhension qui convenait. Qui sait, si l'image du Juif sournois, mettant du poison dans le puits chrétien, cette image populaire au Moyen Age, n'est pas une vague réminiscence des exploits des zélotes, réanimée après environ dix siècles, par un inquisiteur particulièrement cultivé » (*Najwyższy Czas* du 22 septembre). Il est suggéré que cette supposition peut concerner au même degré « les campagnes et les villages » dans la région de Kresy¹¹.

Les Juifs auraient donc servi avec ardeur même les hitlériens, tout comme les Lituaniens, les Biélorusses et les Ukrainiens. Les collabos Juifs, disent les textes, ont eux-mêmes dans une grande mesure assassiné les habitants des ghettos et les prisonniers des camps de concentration, en montrant parfois une cruauté qui a choqué les SS. Les chambres à gaz ont été conçues par la Standard Oil Company, une association dans laquelle les Juifs avaient des parts. Les textes nous informent également que l'insurrection au ghetto de Varsovie a été organisée par A.K (l'Armée du Pays) et que les Juifs non seulement ne voulaient pas se battre, mais carrément pratiquaient le sabotage, en vendant à Kerchelak, une place de marché à Varsovie, les armes qui leurs avaient été transmises.

En outre ils auraient menacé les Polonais ; sur commande de la Gestapo ils auraient mouchardé la Résistance polonaise, leurs déclarations créant un danger réel pour les Polonais qui cachaient d'autres Juifs. En dépit de cela, retiennent les auteurs, les Polonais sauvaient massivement les Juifs, en faisant plus pour eux qu'ils ne faisaient pour leurs propres frères. Bien qu'ils souffraient la faim eux-mêmes, ils leur remettaient de la nourriture, ils sacrifiaient leur propre vie et celle de leurs familles. Nombreuses sont, en particulier, les variantes de souvenirs se rapportant à la figure de la juive à qui fut donné le dernier morceau de pain qu'on avait et qui n'a jamais remercié pour l'aide et le sauvetage.

On raconte ensuite que dans un vaste calcul, l'holocauste était rentable pour les Juifs, et on accuse la communauté juive internationale de n'avoir pas sauvé ses frères Juifs assassinés par Hitler. Ce qui, dans les textes cités est essentiel, c'est que les frères des Juifs sont toujours des Juifs, jamais les Polonais. Le frère du boutiquier de Kresy est un banquier de New York, non son voisin chrétien, également boutiquier. L'image faite des années de l'après-guerre est dominée par les Juifs, persécutant massivement les Polonais, en se servant dans ce but de l'appareil du parti et de l'État. Ils auraient persécuté tout particulièrement les membres de A.K et les prêtres et l'échelle de ces crimes est énorme. Ils auraient organisé même des excès anti-Juifs de provocation, des excès sanglants, nous assurent les textes, aux fins de compromettre les Polonais à l'étranger, en en faisant des antisémites. Nous lisons : « Lors des dernières années il a été démontré de façon indubitable que ce qu'on appelait le pogrom de Kielce fut en réalité un crime, commis sur les Polonais par NKWD et UB¹². Un rôle essentiel, bien que toujours non éclairci jusqu'au bout, aurait été ici joué par des communistes Juifs [...], qui supervisaient le déroulement du pogrom. Ont

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

souffert alors les réfugiés Juifs dont la mort est devenue un prétexte pour persécuter les Polonais [...] » Un autre but du pogrom serait de « déclencher une hystérie qui devait favoriser l'émigration des Juifs en Palestine » (« Glos » du 3 février).

Pour conserver un tableau tellement partial des Juifs identifiés totalement avec les communistes soviétiques, il fallait omettre plusieurs faits. La logique de cette narration omet alors les répressions staliniennees qui ont touché, surtout avant la guerre, au cours des années 1930, les Juifs-communistes, entre autres la liquidation (le meurtre) des leaders du Parti Communiste Polonais et la déportation au Goulag de la majorité de ses membres. Comme par ironie, les communistes, dépeints comme des espions soviétiques, petits personnages vils et vénaux, dénués de toute foi en des idéaux et des valeurs, ont été condamnés en URSS, lors de procès préparés, comme des collaborateurs du président Pilsudski, espions d'une Pologne de droite. Les auteurs examinés ne rappellent jamais ces faits car ils ont distribué les rôles autrement : ce rôle de victimes du stalinisme est réservé aux patriotes polonais de souche et celui de bourreaux de la nation à la « Zydokomuna » (un mot inventé par l'extrême droite d'avant-guerre, identifiant les Juifs avec les communistes Soviétiques). Ceux qui complotaient avec les soviétiques lors des années 30, nuisaient donc encore à la Pologne longtemps après être morts : assassinés par NKWD en 1937, ils torturaient encore et assassinaient les membres de l'*Armia Krajowa* après 1945.

Les persécutions après mars 1968 sont présentées comme une occasion propice et promptement saisie par les Juifs, pour se sauver à l'étranger. En fuyant, ils s'assuraient l'impunité concernant les crimes stalinienens qu'ils ont commis, expliquent les auteurs.

A présent, dit on, les Juifs reviennent, en cachette, sans avouer leurs origines, sous de faux noms. Leur intention, dit on, est de mener la Pologne à la faillite, pour ensuite la racheter pour rien. Ils utilisent, dit on, les structures de l'Union Européenne pour atteindre leurs buts. On leur attribue un contrôle absolu des médias polonais et mondiaux. Nous observons une différence signifiante qui concerne la manière de présenter les motifs attribuées aux Polonais et aux Juifs. Les Juifs, disent les textes, veulent de l'argent à tout prix et pour y parvenir avec l'accord de l'Europe et de l'Amérique, ils cherchent à introduire des mensonges au sein de l'histoire des relations polono-juives, à cacher la vérité les concernant eux-mêmes, pour arracher plus facilement aux pauvres Polonais leurs modestes économies. Aux Polonais cependant sont attribués des plus motifs patriotiques les plus nobles, et par conséquent les auteurs des écrits examinés en tant que représentants des Polonais s'attribuent de fait ces nobles motifs. La propagande de ce qu'ils appellent « vérité » n'est pas une action antisémite – nous assurent ils – mais un moyen nécessaire pour sauver le peuple polonais, menacé si gravement.

Traduction : *Elisabeth Bizouard-Reicher*.

* Les éditeurs remercient Elisabeth Bizouard-Reicher pour la traduction du texte original en polonais que les auteurs ont reprise et réécrite.

NOTES

* Extrait de *Rapport sur le discours de haine* publié en Pologne, introduction.

1. Sergiuz Kowalski, Magdalena Tulli, *Zamiast procesu*, WAB, Varsovie 2003, 548 pages.
2. Armia Krajowa, Armée du Pays, un mouvement de masse de résistance polonais des années 1939-1945. Décimé par les Allemands, poursuivie par les Communistes d'après guerre.
3. UB est l'équivalent polonais du KGB, durant les années du communisme.
4. Un petit village dont les habitants Juifs ont été tués probablement par des Polonais.
5. MBP: Ministère de Sécurité Publique, UB: Office de Sécurité, organes de répression communiste, comparables à la KGB ou NKWD.
6. Les négociations entre le régime communiste et les organisations dissidentes, qui ont mené aux élections libres de 1989; l'opinion citée nie en général les avantages de la chute du régime.
7. au XVIII^e siècle plusieurs démembrements de la Pologne entre l'Allemagne, la Russie et l'Empire Austro-Hongrois eurent lieu.
8. L'Union Soviétique a attaqué la Pologne le 7 septembre 1939.
9. La région de l'est de la Pologne avant 1939, annexée par l'Union Soviétique après la guerre.
10. Le pogrom de Kielce, perpétré par des Polonais sur les Juifs, eut lieu en 1948.

L'AUTRICHE

Propos de Karl Pfeiffer

« L'antisémitisme en Autriche n'est pas violent au point que les Juifs risquent leur vie. Dans le pays, la violence se manifeste contre les étrangers non européens et les Juifs facilement reconnaissables. Il arrive qu'on leur crache dessus ou qu'on les oblige à descendre du trottoir mais ils ne déposent pas plainte à la police. Les cimetières Juifs sont profanés mais la communauté juive ne s'en indigne pas publiquement. La police enterre en général ces dossiers, et fait endosser la responsabilité des incidents à de jeunes ivrognes impossibles à retrouver. » Karl Pfeiffer, journaliste juif autrichien, a été, entre autres, rédacteur en chef de l'organe officiel de la communauté juive en Autriche, *Die Gemeinde*, « *L'antisémitisme n'a pas pris fin en 1945. Il continue à faire partie intégrante de la vie culturelle et politique de l'Autriche. La parole antisémite s'exprime rarement de façon ouverte: elle utilise plutôt un langage codé. C'est bien la manifestation de la principale caractéristique de ce pays: l'ambivalence et l'ambiguïté vis-à-vis de son passé. Les partis politiques et les médias sont les deux secteurs où l'antisémitisme est le plus fortement ancré.* »

Haider, un homme politique de l'extrême droite

« Le succès remporté aux élections par le Parti de la Liberté (le FPÖ), de Jorg Haider, a propulsé l'Autriche sur le devant de la scène politique il y a quelques années. Le FPÖ a obtenu 27 % des voix lors des élections nationales de septembre 1999. Il a ensuite mené une coalition avec l'ÖVP, le parti populaire conservateur dont est issu le chancelier Wolfgang Schüssel. Les deux leaders, désireux d'apaiser les critiques internationales, ont signé le 3 février 2000, une déclaration stipulant que « *le gouvernement fédéral œuvre pour une Autriche dans laquelle ni la xénophobie, ni l'antisémitisme ni le racisme n'auront de place.* »

Le FPÖ a été exclu de l'Internationale libérale en 1993 en raison de ses prises de position racistes et antisémites. L'Union Européenne a pris ses distances vis-à-vis de l'Autriche pendant quelques mois lorsque le FPÖ est

entré au gouvernement. Les 14 autres États-membres de l'Union Européenne ont déclaré que les relations avec le gouvernement autrichien seraient ramenées au niveau des seuls échanges techniques. Cette position reflète bien sûr l'état d'esprit qui prévalait dans le pays à ce moment-là, mais il faut aussi la considérer à la lumière de la propension de l'Autriche de se dégager de toute responsabilité dans les actes commis par les Nazis. L'Union Européenne a désigné en septembre 2000 trois experts afin d'enquêter en son nom sur la situation en Autriche, à la suite de quoi les relations ont été normalisées.

« La coalition n'a pas été dissoute bien qu'aux élections suivantes, à la fin 2002, le Parti de la Liberté n'ait récolté qu'à peine plus de 10 % des votes. Des contradictions internes sont à l'origine de cette défaite majeure du Parti. Il voulait tout à la fois participer au Gouvernement, poursuivre sa politique d'extrême droite et s'opposer au Gouvernement. »

Selon Pfeiffer: « Haider n'est pas un néo-nazi, mais un politicien d'extrême droite. Les enquêtes ont montré que l'antisémitisme dans l'opinion publique n'expliquait pas le vote en faveur du Parti de la Liberté lors des élections de 1999. Quarante-six pour cent des votants favorables au Parti ont signifié de cette manière leur soutien à la prise de position de Haider contre la poursuite de l'immigration en Autriche. Nombre des idées qu'il défend sont empruntées aux débats publics allemands, comme par exemple les éventuels dédommagements que devraient payer les Tchèques aux Allemands Sudètes qu'ils ont chassés après la Seconde Guerre mondiale.

Le procès de Haider contre le Professeur Pelinka

Haider emploie rarement le terme « Juif » dans quelque contexte que ce soit. Il parlera plutôt des « minorités ». Lors d'élections, il a utilisé l'expression « Côte Est » pour nommer Stanley Greenberg, le conseiller américain du SPÖ, le Parti Social-démocrate. En mars 2001, lors d'un meeting, il a déclaré, en faisant allusion à Ariel Muzicant – le chef de la communauté juive autrichienne –, qu'il ne comprenait pas comment tant de saleté pouvait rester collée à la peau de quelqu'un nommé Ariel. Même si cette remarque jouait à l'évidence sur la résonance avec l'expression 'sale Juif' des Nazis, Haider a affirmé par la suite qu'Ariel est aussi une marque de poudre à laver. Le 'Juif-alibi' du FPÖ, le membre du Parlement européen Peter Sichrovsky – qui connaissait parfaitement l'importance de sa judéité pour le Parti qu'il a ensuite quitté – a cherché à minimiser l'affaire en parlant de 'plaisanterie'. Muzicant a déposé une plainte contre Haider pour incitation à l'antisémitisme mais le Procureur de Vienne a estimé que rien ne justifiait cette plainte.

La plainte en diffamation déposée par Haider ainsi que la demande de dédommagements contre le Professeur Anton Pelinka, expert en sciences politiques à l'Université d'Innsbruck, constituent l'illustration la plus frappante des pratiques de Haider et de l'attitude ambiguë de la justice en Autriche. Haider avait engagé comme avocat un membre du FPÖ, Dieter Böhmendorfer, devenu plus tard le Ministre de la Justice du gouvernement Schüssel. Pelinka avait déclaré lors d'une émission de la RAI, la radio italienne, en mai 1999: « *On peut toujours interpréter les interventions qu'Haider a*

faites dans sa carrière comme des tentatives pour blanchir le National Socialisme. Il a dit une fois que les camps de concentration étaient des camps de punition. En somme, certaines prises de position du National Socialisme sont devenues plus acceptables grâce à Haider ». Haider voulait dire à sa manière détournée que son père ayant été dans l'un de ses camps, les Juifs n'y ont pas plus souffert que d'autres.

Le Juge de la Chambre Basse a accordé à Haider – alors gouverneur de la province de Carinthie – des dommages et intérêts s'élevant à environ 5000 dollars parce que la citation de Pelinka n'était pas exacte. Ce jugement a suscité de nombreuses critiques. Les trois experts de l'Union Européenne ont attiré l'attention dans leur rapport sur la stratégie du FPÖ, illustrée par l'affaire Pelinka, qui consiste à prévenir toute critique en menant des actions en justice, ce qui s'est fréquemment produit contre des journalistes. Du point de vue de ces experts, les décisions de la Cour peuvent aussi conduire à limiter le nombre des critiques vis-à-vis du Gouvernement.

Au milieu de l'année 2001, la Cour d'Appel a annulé l'arrêt stipulant que Pelinka avait le droit d'exprimer ses opinions. Pelinka déclara alors : 'Haider est maintenant aux yeux de la Justice un défenseur du National Socialisme.' Haider a perdu un second procès contre Pelinka, en octobre 2001, à propos des remarques que l'universitaire avait faites à son propos sur CNN. Un universitaire israélien, Anat Peri, a étudié en détail l'antisémitisme de Haider¹.

Le refoulement des souvenirs

Lorsque l'on cherche à préciser les différentes manifestations de l'antisémitisme autrichien, il faut comprendre avant tout la caractéristique essentielle de ce pays. Il existe en Autriche un syndrome de refoulement du souvenir du comportement des institutions et du peuple pendant la période nationale-socialiste. Cette disposition d'esprit est à l'opposé de celle des Allemands lorsqu'ils ont tenté de liquider leur passé nazi. Un observateur extérieur, s'il n'est pas au fait de cette différence, ne peut pas comprendre de nombreux événements qui se sont produits en Autriche, de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à maintenant.

La demi-vérité, énoncée à l'origine par les Alliés dans la 'Déclaration de Moscou' de novembre 1943, est le point crucial de la distorsion portée à leur passé par les Autrichiens. L'Autriche y était désignée comme la 'première victime de l'agression nazie'. L'Autriche, sous le prétexte qu'elle n'avait pas d'existence officielle de 1938 à 1945, a déclaré ne pouvoir être tenue responsable du sort advenu à ses citoyens Juifs. Les Allemands devaient être les seuls à porter le poids de cette responsabilité.

« Les politiciens autrichiens n'ont reconnu qu'au début des années 90 l'absence de crédibilité des discours sur le pays des victimes. Et pourtant, cette attitude ambivalente perdure de toutes parts, y compris chez des gens fondamentalement bien disposés envers les Juifs. »

L'absence de sentiment de honte

« Helmut Zilk – le précédent maire de Vienne, un Social Démocrate – a participé à des réunions juives et a apporté son soutien aux institutions juives, parce qu'il était probablement convaincu du pouvoir de la communauté juive internationale. Une fois, ma femme et moi étions présents lorsque Zilk a prononcé une allocution qui n'était pas précisément modérée. Il parlait de sa famille et de la chance qu'il avait eue de ne pas être incorporé dans la Waffen SS comme la plupart de ses camarades, ce qui a valu à ceux-ci d'être persécutés encore jusqu'à aujourd'hui. Il a dit publiquement une autre fois: 'J'ai deux sensibilités en moi: celle libérale, de mon père et celle, nazie, de ma mère.' Contrairement à ce que l'on observe en Allemagne, les Autrichiens d'aujourd'hui n'éprouvent aucun sentiment de honte pour ce que leur pays a fait subir aux Juifs. Mais dans le même temps, le gouvernement apporte son soutien à de nombreuses institutions juives. Une petite minorité de gens scrupuleux et instruits viennent visiter le musée Juif, situé en plein centre de Vienne. Il est la propriété de la Ville, qui le finance, et l'on y trouve exposée l'essentiel de la culture juive, telle qu'elle était avant 1938. Ces aimables intellectuels parlent beaucoup de la perte que cela représente pour la culture autrichienne et mentionnent à peine qu'il ne reste quasiment plus de Juifs. »

« Là encore, le discours comporte un second degré. J'ai pris part une fois à une discussion dans un club de progressistes, qui attaquait Israël pour sa position vis-à-vis des Palestiniens. L'un des intervenants était un Juif antisioniste. Un philosémite s'est alors levé, a pris la parole pour expliquer ce que la culture autrichienne doit aux Juifs. Je me suis mis en colère, je me suis levé, j'ai tapé du poing sur la table en criant 'La vraie culture de l'Autriche, c'est Adolf Hitler et Adolf Eichmann. Sigmund Freud n'a jamais été reconnu par les Autrichiens et il n'a jamais été nommé professeur ici. Et n'importe quel cordonnier juif incapable de dire correctement une seule phrase en allemand a le même droit que Freud d'habiter ce pays et de rester en vie.' »

Les débats avec les Conservateurs

Pfeiffer ajoute: « Je préfère être en désaccord avec les conservateurs catholiques plutôt qu'avec les progressistes de gauche. Les débats les plus intéressants l'ont été avec les premiers parce qu'ils sont courtois et ne vous agressent pas systématiquement même si, sans doute, ils sont antisémites. Une fois, j'ai été invité par un club catholique à une discussion sur le passé du président Kurt Waldheim, lorsque ce sujet faisait l'actualité. Pour moi l'antisémitisme des catholiques avait un objectif avant 1938 parce que les antisémites voulaient occuper les postes des Juifs et je le leur ai dit. J'ai ajouté que c'était exactement comme si un voleur mettait sa main dans ma poche pour y voler mon portefeuille, parce qu'il en retirerait un bénéfice. J'ai ensuite souligné que l'antisémitisme actuel ne reposait sur rien d'aussi rationnel. Il ne restait plus qu'une communauté de 7 000 Juifs en Autriche, et il n'y avait plus rien à leur prendre ou à leur voler, ni travail, ni

appartement, comme en 1938. Ces gens étaient pourtant d'accord pour écouter et continuer le débat même s'il était âpre. Et ensuite, ils m'ont emmené dans un bar à vin où l'on est resté jusqu'à 4 heures du matin. » Pour Pfeiffer, l'Histoire des Juifs dans l'après-guerre de l'Autriche se résume essentiellement en histoires individuelles qui sont des variations sur un même thème. Si l'on veut expliquer et analyser l'antisémitisme autrichien depuis la Seconde Guerre mondiale, il faut s'intéresser à la politique et aux médias plutôt qu'aux sondages d'opinion qui donnent souvent des résultats contradictoires.

L'antisémitisme franc ou dissimulé

La seconde République Autrichienne a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale. L'un des pères fondateurs en a été Léopold Kunschak. Il avait été avant la guerre le chef du Parti Social Chrétien Catholique et c'était un antisémite virulent. Il avait proposé des lois anti-juives en 1919. » Pour l'historien Bruce F. Pauley : « Kunschak a exigé à d'innombrables reprises entre 1919 et 1920 que les réfugiés Juifs soit déportés, ou mieux, envoyés dans des camps de concentration² ».

Kunschak a passé la Seconde Guerre mondiale dans un camp de concentration nazi. Il a déclaré par la suite avoir été antisémite toute sa vie et en tirer fierté. Il est encore aujourd'hui honoré au titre de père fondateur de la seconde République Autrichienne. Le parti ÖVP décerne encore maintenant un Prix Léopold Kunschak.

L'antisémitisme autrichien s'est manifesté dès la fin de la Seconde Guerre mondiale de manière détournée, moins explicite. Le pays était alors occupé par les forces Alliées. Les politiciens du Parti Conservateur allaient dénoncer ceux qui revenaient de l'étranger, les accusant d'avoir pris du bon temps aux États-Unis tandis que ceux qui étaient restés en Autriche avaient souffert. Les Autrichiens dans leur majorité ne considéreraient pas qu'il s'agit d'antisémitisme, même si cela en est indubitablement.

D'un Adolf à l'autre

Une autre fois, c'est Rosenzweig – un avocat du Parti Social Démocrate - qui a été la cible d'agressions verbales extrêmement violentes. Ses attaquants écorchaient systématiquement son nom. C'est une expression subtile de l'antisémitisme. On trouve encore cette forme aujourd'hui. En politique, il est courant que les membres d'un parti ne voient les antisémites que chez les autres. Ce n'est pas une question de Droite ou de Gauche. Il y avait d'anciens nazis dans tous les partis en Autriche – même dans le petit Parti Communiste, dont le pouvoir d'attraction a cependant été moins fort que celui des grands partis, en raison du faible nombre de positions sociales qu'il proposait. De 1938 à 1945, 630 000 Autrichiens – soit environ 10 % de la population – adhéraient au Parti Nazi. On ne peut pas exclure de la vie politique autant de gens. On aurait pu procéder comme les Allemands, les rééduquer, mais cela n'a pas été fait.

Adolf Schärf a été candidat à la présidence en Autriche dans les années 50 au nom du Parti Social Démocrate. Son Parti avait placardé des affiches portant le texte : « Vous avez voté autrefois Adolf, alors votez maintenant

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

Adolf Schärf ». Il était avocat à Vienne durant la Seconde Guerre mondiale. Selon certaines sources, il aurait participé à l'aryanisation des affaires tenues par les Juifs. Schärf a été élu président, en raison de l'attitude pragmatique des Sociaux Démocrates. »

Kreisky est-il un Juif antisémite ?

L'un des premiers ministres autrichiens les plus connus a été le leader juif des Sociaux Démocrates, Bruno Kreisky. Son gouvernement de 1975 a formé une coalition avec le FPÖ. Son chef de l'époque, Friedrich Peter avait servi dans la première brigade SS, responsable en Union Soviétique d'atrocités contre les JUIFS, les communistes et la population. Peter a affirmé qu'il n'avait jamais été présent lors des crimes.

À la suite de cette élection, Simon Wiesenthal a révélé à la télévision le passé de Peter. Kreisky, mais aussi la plupart des chefs Sociaux Démocrates ont attaqué Wiesenthal très durement. Ils ont laissé entendre que sa survie à l'Holocauste ne pouvait être que la conséquence de sa collaboration avec la Gestapo. Il y avait cinq anciens nazis dans le premier gouvernement Kreisky en 1970. Ils s'en sont peu à peu retirés après la révélation de leur passé.

On peut poser la question de l'antisémitisme de Kreisky. Certains affirment qu'un juif ne peut pas être antisémite. Kreisky a tout de même traité Begin de petit avocat polonais, exemple parfait d'un antisémitisme qui ne dit pas son nom. La linguiste juive Ruth Wodak, membre de l'Académie des Sciences d'Autriche a décodé ces déguisements de la langue dans plusieurs livres et essais. Lors d'une manifestation publique en 1973, des gens ont craché sur Kreisky en le traitant de 'porc juif'. Et il a pourtant dit plus tard 'il n'y a plus d'antisémitisme aujourd'hui en Autriche.... Je n'ai jamais perçu de manifestations d'antisémitisme.' Il était un 'alibi' juif parfait, parce que ses paroles correspondaient aux attentes de nombreux Autrichiens vis-à-vis des Juifs. Dans le contexte hypocrite qui règne en Autriche, le fonctionnaire Juif se doit de dire 'Ici, tout est normal'.

L'affaire Waldheim

L'antisémitisme n'a jamais été un thème dominant dans la vie politique de l'Autriche de l'après-guerre. La seule exception fut la crise internationale survenue en 1986 lorsque Kurt Waldheim a été le candidat de l'ÖVP à la présidence de la République. Il n'était ni un boucher SS ni même un membre de la SS. Waldheim était capitaine dans les Renseignements militaires dont les responsables étaient basés dans les Balkans. Il se trouvait à Salonique lorsque les Juifs, qui représentaient un tiers de la population, ont été déportés dans les camps de la mort.

Waldheim a affirmé au New York Times qu'il n'était pas au courant de ce qui s'était passé. C'était impossible à croire, comme il était impossible de croire à ses protestations d'être un bon chrétien. Un journaliste du quotidien français *Le Monde* a demandé en 1986 à Waldheim pourquoi sa candidature soulevait tant d'oppositions au niveau international. Ce dernier lui a répondu que c'était le fait de la seule presse étrangère, qui était aux mains du Congrès Juif Mondial.

Le 21 mai 1986, Waldheim a tenu une conférence publique à Vienne. Son texte, préalablement communiqué aux journalistes, comportait un paragraphe indiquant qu'il fallait obtenir des assurances pour qu'un Auschwitz ne se reproduise plus jamais. On y trouvait aussi mentionné que 'nous devons, dans un esprit de tolérance et de réconciliation, nous promettre les uns les autres le pardon mais pas l'oubli'. Pfeiffer a écrit un article où il disait comprendre ce qu'il devait pardonner à ses bourreaux mais pas ce qu'il avait à se faire pardonner. Finalement, Waldheim a supprimé le paragraphe incriminé dans le texte qu'il a lu.

Le quotidien *Neue Kronenzeitung*

Les médias représentent un autre milieu où l'on trouve l'antisémitisme en Autriche. Le quotidien de la presse à sensation *Neue Kronenzeitung* est lu par 42 % des lecteurs de la presse quotidienne. Ce pourcentage monte jusqu'à 65 % le week-end. Il publie dans ses colonnes des articles niant l'Holocauste. Ainsi, il y a quelques années, Richard Nimmerrichter – sous son nom de plume Staberl – a écrit dans l'une de ses chroniques que le gavage des Juifs n'avait concerné que quelques centaines de milliers d'individus au cours de l'Holocauste, les autres étant morts de maladie. Il a comparé le cas des Autrichiens prisonniers dans les camps soviétiques à la situation dramatique des Juifs pendant la guerre. La loi en Autriche interdit de minimiser les crimes de l'Holocauste, mais si l'altération n'est pas excessive, alors les autorités ne bougeront pas.

En septembre 1992, Nimmerrichter et la *Neue Kronenzeitung* ont toutefois été trop loin, même pour l'Autriche. Le chroniqueur écrivait « quiconque a échappé à Hitler échappera à M. Grosz » (le président de la Communauté Juive de l'époque.) Le chroniqueur et son journal ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont dû payer des dommages et intérêts.

Il fut un temps où la *Neue Kronenzeitung* publiait presque chaque jour des articles antisémites dans ses colonnes. Dans la plupart des cas cela donne lieu à des poursuites; par exemple, le journal s'était moqué du nom de Doron Rabinovici, un jeune historien juif autrichien.

Muzicant a intenté un procès contre la *Neue Kronenzeitung*. La plainte a été retirée en 2000 après un entretien entre lui et l'éditeur du journal, *Diechand*. Le maire de Vienne, M Michael Häupl, était intervenu pour dire au directeur de publication que l'antisémitisme nuisait à l'image de l'Autriche dans le monde. *Diechand* a accepté de ne plus publier à l'avenir d'articles ouvertement antisémites. Lorsqu'au printemps 2001 Staberl a soumis à ce journal un texte antisémite, celui-ci a été refusé. Depuis lors, la *Neue Kronenzeitung* limite ses attaques aux Noirs, aux trafiquants de drogues et à d'autres étrangers, ce qui démontre que la protection des droits de l'homme est indivisible. Dans beaucoup d'autres pays, un tel journal aurait été boycotté.

Ambivalence de la loi autrichienne

L'hebdomadaire *Zur Zeit* – qui reçoit des subventions du gouvernement – est proche du FPÖ et manifeste sans ambiguïté son orientation antisémite. En 1997 par exemple, le Dr Robert Prantner, un catholique de droite, y a

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

publié que les Juifs devraient présenter leurs excuses pour la Crucifixion du Christ et pour le soi-disant meurtre rituel d'Anderl von Rinn, il y a plusieurs siècles. Il était alors 'Ambassadeur Extraordinaire des Chevaliers de Malte'. Il a ensuite quitté ce poste à la demande de l'Ordre 'pour raisons de santé'.

Pfeiffer lui-même a souffert dans ses relations avec la presse autrichienne et la loi du pays. Il a intenté un procès en diffamation contre Andreas Mölzer, l'éditeur du *Zur Zeit*. Pfeiffer protestait contre un appel de fonds que le journal avait lancé par courrier en 2001 auprès de ses abonnés. Le texte accusait Pfeiffer d'être à l'origine de la mort de Werner Pfeifenberger – un académicien de droite. Ce dernier avait l'objet d'une enquête, rendue possible par les lois anti-nazies autrichiennes, en raison de ses prises de position dans l'annuaire 1995 du Parti de la Liberté.

Pfeifenberger a porté plainte contre Pfeiffer parce que ce dernier avait dit que l'article avait des accents nazis et chantait la gloire de l'ethnie allemande (dont les Juifs étaient exclus). Pfeifenberger a perdu son procès et le jugement établissait clairement la justesse des conclusions de Pfeiffer. Pfeifenberger s'est suicidé en 2000. Et pourtant, un juge de la Haute Cour de Vienne a accordé au *Zur Zeit* le droit d'écrire cela contre Pfeiffer, étant donné que ce dernier était «uniquement moralement responsable» du suicide.

Les historiens qui disent la vérité

Il existe un courant de pensée opposé, qui n'efface toutefois pas le précédent. Selon Pfeiffer, de nombreux historiens autrichiens ont affronté le passé de leur pays. «Pelinka est l'un d'entre eux. On citera aussi Richard Mitten, Hans Safrian, Erica Weinzierl. Gerhard Botz a écrit il y a de nombreuses années un excellent livre sur l'occupation de Vienne par les Nazis. Il y expliquait comment les Autrichiens avaient dépouillés les juifs au point que les Nazis Allemands avaient dû les freiner: ils étaient, eux, habitués au pillage au nom de l'État et non pas à des fins personnelles, comme le faisaient tant d'Autrichiens. G.E.R. Gedye, un journaliste anglais libéral du *News Chronicle* avait écrit en 1939 un livre sur le comportement des Autrichiens. Il était resté en poste à Vienne de 1934 à 1939. On disposait donc d'informations sur le sujet depuis longtemps.

Le Ministère de l'Éducation autrichien a aussi publié d'excellents documents sur l'Holocauste et sur les Juifs. De nombreux enseignants essaient d'enseigner l'histoire de l'Holocauste à leurs jeunes élèves. Chaque classe se rend à Mauthausen, le camp de concentration autrichien. L'Holocauste fait donc partie du programme scolaire autrichien. L'ennui, c'est qu'à la maison et dans les médias on raconte une autre histoire.

Si l'on considère tout ce que l'on vient de dire, la reconnaissance tardive par l'Autriche d'une certaine culpabilité comporte encore de manière emblématique de nombreuses zones d'ombre. Le Chancelier socialiste Franz Vranitzky a déclaré devant le Parlement autrichien en juillet 1991 que les Autrichiens étaient partiellement tenus responsables des souffrances des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il ne l'a pas dit lors d'une déclaration extraordinaire, parce que cela était encore politiquement impensable. Vranitzky l'a glissé dans une déclaration concernant la

neutralité de l'Autriche dans la guerre de Yougoslavie. Il n'a pas dit non plus que l'Autriche en tant qu'État portait cette responsabilité mais que des citoyens de ce pays avaient fait souffrir d'autres être humains et d'autres nations.

Propos recueillis par Manfred Gerstenfeld

Traduction : *Dominique Charmot-Bensimon*

NOTES

1. Anat Peri, Jorg Haider's Antisemitism, *Analyse des tendances actuelles de l'antisémitisme*, Acta 18 (Jerusalem : Hebrew University), 2001.
2. Bruce F. Pauley, *Des préjugés à la persécution: Une histoire de l'antisémitisme autrichien* (Chapel Hill and London : Univ. of North Carolina Press, 1992) p. 86.

LA GRÈCE

Andrew Apostolou

Ces dernières années, l'antisémitisme en Grèce a suscité un intérêt considérable dans l'opinion publique internationale, tant du fait de son importance et de sa fréquence que du fait de son caractère primaire¹. En 2002, les principaux journaux grecs ont publié des caricatures antisémites d'une grossièreté et d'une vulgarité comme on n'en avait pas vu dans de nombreux pays européens depuis les années 1930. Par exemple, dans *Ethnos* (*Nation*), journal fondé dans les années 1980 grâce à des fonds soviétiques, une caricature du 7 avril 2002 montrait deux soldats en uniformes nazis arborant des étoiles de David sur leurs casques et tuant au poignard des Palestiniens, l'un des soldats disant à l'autre: « *Ne te sens pas coupable, mon vieux. On n'est pas allé à Auschwitz et à Dachau pour souffrir, mais pour apprendre*² ». En 2003, le mémorial de la Shoah à Salonique a été profané³ ainsi que le cimetière juif de Ioannina⁴. En novembre 2003, le célèbre compositeur grec Mikis Theodorakis déclara à propos des Juifs que « cette petite nation était à l'origine du mal et non du bien⁵ ».

Au lieu de traiter de l'antisémitisme en Grèce en énumérant ces incidents particuliers intéressants en eux-mêmes, le présent article examine l'antisémitisme grec dans le cadre de la réaction au terrorisme, notamment aux attentats du 11 septembre. La raison en est que non seulement le 11 septembre déclencha une impressionnante série d'incidents, en Grèce comme ailleurs, mais les préjugés antisémites servirent de justification ou d'excuse au terrorisme.

Ce qui est intéressant à propos des accès antisémites en Grèce après le 11 septembre, c'est que, dans une large mesure, ils ne furent pas mentionnés par les journalistes. Cependant la Grèce elle-même se surpassa dans sa réaction aux massacres perpétrés aux États-Unis le 11 septembre. Dans aucun autre pays, l'ambassade d'Israël ne fut contrainte de publier deux démentis officiels au mensonge diffusé par les Arabes selon lequel les Juifs avaient été avertis de ne pas se rendre au World Trade Center le 11 septembre.

La première réaction au 11 septembre consista en un anti-américanisme classique, mais fortement assaisonné d'antisémitisme. Les médias, aussi

vénaux qu'irresponsables, menèrent le bal. Les dirigeants politiques grecs, pour la plupart se déroberent, laissant un ou deux courageux tenter d'émettre une note de bon sens et de moralité. Mais, eux-mêmes trébuchèrent, séduits par la rhétorique puérile à laquelle eut recours la classe politique grecque embarrassée devant les étrangers. En Grèce, l'ineptie anti-américaine d'une frange de la gauche, sous sa forme la plus violente telle qu'elle apparaît dans le *New Statesman* de Grande-Bretagne, est la norme. D'une façon générale, le meurtre des Américains fut condamné du bout des lèvres, puis dans un second souffle, justifié en invoquant une incohérente liste de crimes américains, souvent plus imaginaires que réels. Certains parvenaient à peine à cacher leur satisfaction en voyant les États-Unis remis à leur place. Le 12 septembre, Stathis, un caricaturiste de la presse grecque déclara au journal de gauche *Eleftherotypia* qu'« au moment où les États-Unis se sont crus capables de mener des guerres, aujourd'hui et à l'avenir, sans subir de pertes, sans gros plans sur les morts (Kosovo), David survient et rappelle à Goliath qu'il n'a besoin que d'une seule pierre. » D'autres journalistes manifestèrent moins de retenue. Dans *Kathimerini*, le principal quotidien de Grèce, dont l'édition en anglais est publiée en coopération avec l'*International Herald Tribune*, certains journalistes applaudirent en regardant des séquences des attentats contre les Tours jumelles. *Kathimerini* publia un démenti peu convaincant. L'édition en anglais évita l'incident et modéra sensiblement son virulent anti-américanisme habituel, vraisemblablement sur ordre du propriétaire.

Les journalistes de *Kathimerini* qui avaient acclamé les attentats perpétrés contre le World Trade Center se montrèrent fidèles à l'optique des médias grecs selon laquelle les États-Unis étaient une superpuissance enragée, déchaînée, agressive, aux tendances totalitaires. Selon les médias grecs, les États-Unis n'ont jamais rien demandé à la Grèce, ils procèdent par chantage, se montrent tyranniques et procèdent par « asphyxie », description classique de la diplomatie américaine. Une version de cette attitude poussée à l'extrême fut affichée pendant la guerre du Kosovo lorsque *Kathimerini* qualifia de « solution finale » la décision du président Clinton de bombarder des cibles situées dans le centre de Belgrade. *Vradinu*, un organe de la presse à sensation, publia une caricature de Clinton en nazi impitoyable crucifiant la paix.

L'idée que les terroristes sont des opprimés se battant contre des tyrans est populaire en Grèce. Les gouvernements grecs ont adopté une attitude indulgente envers le terrorisme, que ce soit par un soutien pur et simple, comme dans le cas de l'EOKA à Chypre ou du PKK en Turquie, ou en autorisant des personnes suspectées de terrorisme à circuler librement, comme cela s'est produit dans les années 1980 sous le gouvernement du PASOK. En 2003, cette conception favorable au terrorisme a pris une dimension macabre lorsqu'un « artiste » grec a produit une chemise « tricotée » destinée à une femme désireuse de perpétrer un attentat-suicide. Bien qu'ils soient tenus en piètre estime dans la population, du moins d'après les sondages, les médias grecs exercent indéniablement un certain impact sur l'opinion publique. Les sondages montrent que 86 % des Grecs étaient opposés à une réaction militaire américaine aux atrocités du

11 septembre. Autrement dit, lorsque des terroristes attaquent les États-Unis, c'est regrettable, mais ils « ne l'ont pas volé ». Lorsque les États-Unis ripostent contre les terroristes, c'est une « agression ». Il en va de même avec les intellectuels : lorsque nous critiquons Susan Sontag, c'est de la censure. Lorsqu'elle nous déclare que nous sommes des imbéciles, c'est de la liberté d'expression.

Le courant anti-américain était si puissant en Grèce que le soutien à la riposte des États-Unis après le 11 septembre fut plus important parmi les Palestiniens que parmi les Grecs. Selon les sondages d'opinion réalisés après le 11 septembre, mais avant la première action militaire en Afghanistan en octobre 2001, seulement 6 % des Grecs soutenaient l'action militaire des États-Unis (le chiffre chutait à 1 % si la réaction militaire provoquaient des pertes civiles). Par comparaison, 7 % des Palestiniens de Judée-Samarie et de Gaza estimaient que la réaction militaire des États-Unis après le 11 septembre était justifiée.

Si les médias grecs se délectent de tels sondages, notamment celui qui fut réalisé pendant la guerre du Kosovo montrant que 99 % des Grecs étaient opposés à la guerre, le ministre grec des Affaires étrangères, lui, les juge embarrassants. Georges Papandreou mena une politique décourageant de tels sondages ou leur publication. Cette politique se poursuivra vraisemblablement sous le gouvernement du parti Nea Dimokratia (Nouvelle Démocratie) récemment élu.

Bien plus remarquables sont les récriminations souvent formulées en Grèce contre les États-Unis jugés trop favorables aux musulmans. Les interventions maladroites menées par les États-Unis pour venir au secours des musulmans bosniaques et des Albanais du Kosovo furent extrêmement impopulaires en Grèce. Les préjugés contre les populations musulmanes des Balkans, les vestiges historiques de l'Empire ottoman, sont profondément enracinés. À ce stade, une logique rudimentaire devrait contraindre toute personne à se demander comment il est possible que les États-Unis soient honnis en Grèce pour être « pro-musulmans », mais exécrés au Pakistan et dans le monde arabe pour être « anti-musulmans ». Toujours inventifs, après le 11 septembre, de trop nombreux médias grecs trouvèrent dans l'antisémitisme une échappatoire à cette flagrante contradiction.

Nourris de l'habileté logique de Noam Chomsky et des aptitudes à la critique du défunt Edward Saïd, hommes encensés en Grèce, les médias du pays appliquèrent les normes de la logique de gauche du *qui bono* (qui en tire profit?) pour accoler leurs théories du complot. Selon les Grecs, de toute évidence, le bénéficiaire de l'action de l'OTAN pour faire cesser les massacres perpétrés par les Serbes dans les Balkans était la Turquie, l'ennemi juré de la Grèce. Après tout, ces minorités musulmanes n'ont pas seulement reçu le soutien de la Turquie, elles constituent un legs historique de la conquête de la région par les Ottomans. Logique tordue s'il en est, ignorant le fait gênant que la Turquie était divisée devant l'effondrement de la Yougoslavie. Effectivement, alors que l'opinion publique turque se prononça en faveur de la guerre au Kosovo, l'establishment turc s'inquiéta de la légitimation de la doctrine de l'intervention pour raison humanitaire. Si, dans l'imagination des Grecs, la Turquie bénéficiait de la défaite du redoutable nationalisme serbe, il devait en être de même pour l'allié de la

Turquie qu'est Israël. Selon cette pensée retorse, les États-Unis sont anti-Serbes et pro-musulmans dans les Balkans parce que cela convient à Israël ; alors qu'au Moyen-Orient, les États-Unis sont anti-musulmans, ce qui à nouveau profite soi-disant à Israël. À ce stade, pour les antisémites de Grèce, la Turquie est condamnée et écartée comme un simple laquais d'Israël. Le fait que les relations militaires israélo-turques n'ont rien à voir avec la Grèce est délibérément ignoré. L'accord militaire israélo-turc conclu en 1997 entérine de façon formelle des relations établies entre les deux pays vers la fin des années 1950, compte tenu des menaces sécuritaires communes que faisait peser sur eux le Moyen-Orient. Les amateurs de boîtes de nuit israéliens se préoccupent de ce qui se passe dans la mer Égée, le chef d'état-major ne s'en préoccupe pas.

Comment se fait-il que les États-Unis œuvrent au profit d'Israël dans les Balkans et au Moyen-Orient ? Bien évidemment, selon les préjugés grecs, à cause du vieux mythe du lobby « juif ». Non que quelqu'un en Grèce trouve problématique d'exercer des pressions en tant que tel, mais les Grecs envient le lobbysme. Le gouvernement grec a dépensé des sommes énormes pour son propre lobby aux États-Unis, un pot-pourri d'organisations diasporiques en grande partie inefficaces. Ce qui est agaçant, c'est que le lobby censé « gérer » la politique étrangère des États-Unis est celui de quelqu'un d'autre. Il n'est donc pas surprenant que les insultes antisémites les plus viles du Moyen-Orient circulent aisément en Grèce. Le mensonge selon lequel les Juifs auraient été avertis d'éviter le World Trade Center le 11 septembre 2001 a été reproduit dans un certain nombre de journaux grecs et diffusés sur les grandes chaînes de télévision, avec pour seul avertissement que l'information ne pouvait être ni confirmée ni infirmée. Un député d'extrême droite, Giorgos Karatzaferis, a évoqué cette théorie du complot au parlement grec. Selon un sondage réalisé par Kappa Research les 17 et 18 octobre 2001, un pourcentage stupéfiant de 42 % des Grecs estimaient que 4 000 Juifs avaient été avertis de l'attentat du 11 septembre. Un pourcentage analogue se retrouve au Pakistan (48 %). Adoptant pour une fois une position de principe, *Eleftherotypia* dénonça Karatzaferis et ceux qui diffusaient ce mensonge antisémite. Nea Dimokratia avait expulsé Karatzaferis après que ce dernier ait publiquement prétendu que le dirigeant du parti Costas Karamanlis, et son porte-parole de l'époque Aris Spiliotopoulos avaient une liaison. Karatzaferis affirma également que la fille de l'ancien premier ministre grec, Costas Simitis, s'était mariée en secret dans une synagogue.

À l'étranger, ceux qui remarquèrent cette recrudescence d'antisémitisme après le 11 septembre eussent été bien peu nombreux sans les journalistes des rubriques sportives. Au cours d'un match de football qui se déroulait le 20 septembre 2001, quelques supporters d'AEK, une équipe athénienne, poussèrent des cris hostiles durant la minute de silence consacrée aux victimes de l'attentat du 11 septembre et hurlèrent : « Américains, assassins ». D'autres supporters brûlèrent un drapeau israélien et tentèrent de brûler le drapeau américain, lequel s'avéra être en une matière non inflammable. L'incident fut repris sur ESPN [chaîne sportive américaine, N.d.T] et par le *Washington Post*. Le gouvernement grec se contenta de dénoncer le hooliganisme une semaine plus tard, après le tollé déclenché à

l'étranger, notamment de la part des Américains d'origine grecque. Par la suite, le 3 octobre, les membres de l'équipe AEK se rendit à l'ambassade des États-Unis à Athènes pour s'excuser au nom de leurs supporters et signer le livre de condoléances, mais ce geste était en partie destiné à échapper aux mesures disciplinaires prises contre le club par les autorités européennes du football, l'UEFA. Il n'y eut cependant pas d'excuses adressées à l'ambassade d'Israël et l'aspect anti-israélien de l'incident fut ignoré par les reportages du *Guardian* de Londres et par la BBC.

La facilité avec laquelle l'antisémitisme s'exprime en Grèce provient de l'acceptation des préjugés par la société. Certes, ces Américains, qui se plaignent d'un excès de « politiquement correct » chez eux, pourraient souhaiter exporter le surplus en Grèce. Après tout, c'est un pays où les petites annonces pour des locations mentionnent explicitement « pas d'étrangers ». En Grèce, la xénophobie est influencée par le passé ottoman. Cette xénophobie vise principalement les centaines de milliers de travailleurs albanais, les immigrants les plus nombreux en Grèce. Les préjugés à l'encontre des travailleurs immigrés polonais ou à l'encontre des immigrants arabes sont moins forts. Alors que les Grecs ne reconnaissent pas que cette immigration massive depuis 1990 a conféré à leur pays son caractère multiculturel, ils ne se considèrent pas comme « racistes » et la violence xénophobe ou antisémite est remarquablement rare. Tout se passe comme si les Grecs établissaient une distinction entre l'étranger proche et l'étranger lointain, tout comme les Russes distinguent les anciennes républiques soviétiques et les autres pays étrangers. Il est intéressant de souligner que les immigrants récents sont aujourd'hui bien plus nombreux que les minorités ethniques et religieuses de Grèce. Les immigrants représentent environ 10 % de la population et les minorités 2 %.

Le problème que pose l'antisémitisme est moins son déchaînement que le fait qu'il ne suscite jamais de réaction. L'antisémitisme est considéré en général avec indifférence et appréhendé comme un problème « juif ». Lorsque Christodoulos, l'archevêque d'Athènes et de toute la Grèce, reprocha aux Juifs de vouloir une religion coupée de l'identité nationale grecque, ce qui déclencha une certaine polémique, il fut légèrement tourné en dérision par *Kathimerini* et indirectement critiqué par le gouvernement. Ce dont les dirigeants politiques négligents de Grèce doivent encore se rendre compte, eux qui passent généralement des journées à supputer s'il faut dénoncer l'intolérance, c'est que l'antisémitisme ne peut être vaincu seulement par des plaintes émanant de Juifs. Au contraire, l'antisémitisme ne déclinera que lorsque des non-Juifs seront disposés à affronter d'autres non-Juifs pour dénoncer cette haine et y mettre fin. Les fonctionnaires du ministère grec des Affaires étrangères s'inquiètent actuellement de l'antisémitisme du fait des problèmes éventuels qui pourraient surgir durant les Jeux olympiques⁶. L'idée que ce qui importe, ce sont les problèmes à l'étranger plutôt que l'incitation à la haine dans le pays se dégage nettement des conversations avec des responsables grecs.

De même, le gouvernement grec a inauguré un mémorial de la Shoah à Salonique en 1997 seulement parce que cette ville portuaire était la ville européenne de la culture et que l'absence de commémoration de la Shoah eût été remarquée.

En Grèce, la réticence à dénoncer l'antisémitisme va de pair avec la faiblesse de la réaction au terrorisme, aussi bien intérieur qu'international : c'est un problème dont les étrangers se plaignent, pas un mal nécessitant que les Grecs s'inquiètent. Il a fallu les récents attentats de Madrid pour convaincre les Grecs de changer d'avis, et le nouveau gouvernement Nea Dimokratia a demandé le soutien de l'OTAN pour assurer la sécurité lors des Jeux olympiques d'Athènes en août 2004. Bien que la menace terroriste intérieure en Grèce ne soit guère importante, il faut remarquer que, pendant plus de 25 ans au cours desquels le groupe terroriste « 17 novembre » assassinait des Grecs et des diplomates étrangers, il ne fut procédé à aucune arrestation. Les autorités grecques ne furent capables de réduire « 17 novembre » que lorsque l'incompétence des terroristes finit par surpasser celle de la police grecque – un membre du groupe ayant sauté avec sa propre bombe, mais ayant survécu et trahi ses complices. Compte tenu de ce témoignage d'incompétence et d'indifférence face à la violence terroriste, il était parfaitement cohérent qu'après le 11 septembre, le gouvernement se contente de débiter les habituelles formules de dénonciation du terrorisme, dépourvues de tout caractère et de toute conviction. Le premier ministre Costas Simitis, un réformateur acharné qui dirigea le pays de 1996 à 2004, agit comme à son habitude, en se protégeant. Il lui fallut plus d'une semaine après le 11 septembre pour faire une déclaration ferme contre le terrorisme. Même à ce moment-là, de toute évidence, la déclaration lui avait été arrachée sous la pression de membres du gouvernement plus avisés. Depuis lors, Simitis n'a cessé de se mettre à l'abri.

Le premier ministre grec joua le même jeu au début de la guerre au Kosovo en 1999, lorsqu'il s'éclipsa également. Lorsque qu'il finit par réapparaître pour s'adresser à la nation en avril 1999 au cours d'une émission télévisée, près de deux semaines après le début de la guerre, il déclara, comme s'il s'agissait d'une idée profonde, que le gouvernement grec ne prendrait pas de décision à chaud (autrement dit, la Grèce ne soutiendrait pas la campagne de meurtres et de purification ethnique de Milosevic). La Grèce agirait plutôt de concert avec l'OTAN, mais certainement pas parce qu'elle était liée par un traité. Non, Simitis affirma que la Grèce devait aider l'OTAN pour empêcher la Turquie de profiter de la crise. Curieusement, une ligne similaire fut adoptée par le général Pervez Musharaff dans son discours télévisé au Pakistan le 20 septembre 2001, lorsqu'il expliqua que son pays devait aider l'Amérique à contrecarrer les « projets » indiens.

Bien que la Grèce et les autres membres de l'OTAN aient invoqué l'article V quelques jours seulement après les atrocités commises aux États-Unis, le gouvernement grec et les portes-paroles du ministère des Affaires étrangères s'empressèrent de qualifier la déclaration de hautement symbolique. Quiconque s'inquiétait que la Grèce ait pu prendre au sérieux les traités conclus pouvait donc respirer à l'aise. La stratégie gouvernementale grecque consiste à promettre le strict minimum, dans l'espoir de pouvoir s'en tirer avec encore moins.

On pourrait s'attendre à ce qu'un pays qui repose si fondamentalement sur la bonne volonté étrangère adopte une approche plus éclairée, ne serait-ce que dans son intérêt. Dans l'après-guerre, la Grèce était l'un des principaux

bénéficiaires de l'aide américaine. Les relations se dégradèrent lorsque l'administration Nixon soutint la dictature militaire qui dirigea la Grèce de 1967 à 1974. Les archives américaines ne contiennent guère de preuves que les États-Unis organisèrent le coup d'État de 1967. Bien évidemment, les archives grecques ne sont pas accessibles. Aussi bien Nicholas Burns, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Grèce que l'ancien président américain Bill Clinton ont présenté des excuses pour le soutien apporté à la junte, sans effet. Les États-Unis n'accordent peut-être plus d'aide à la Grèce, mais ils sont actuellement son principal fournisseur d'armes. Les fonctionnaires grecs soulignent volontiers que leur programme d'armement de plusieurs milliards de dollars font partie d'un plan de modernisation mandaté par l'OTAN. Cependant, lorsqu'ils parlent à leur opinion publique, ils mentionnent rarement l'OTAN, mais parlent invariablement de la façon dont ces acquisitions d'armes doteront la Grèce d'une capacité de « dissuasion » face à la Turquie.

Sur le plan diplomatique également, la Grèce dépend des États-Unis. Lorsqu'en janvier 1996, la Grèce et la Turquie faillirent entrer en guerre pour un îlot, un petit rocher de la mer Égée, ce furent les États-Unis qui intervinrent pour empêcher les deux alliés de l'OTAN de s'affronter dans une guerre où la Grèce aurait essuyé une cuisante défaite. L'amélioration des relations avec la Turquie après l'affaire Ocalan et la guerre du Kosovo n'a pas changé la conception que la Turquie demeure la principale menace pour la sécurité grecque.

Financièrement, la Grèce dépend aujourd'hui des fonds de l'Union européenne (UE). Le principal contributeur net du budget de l'UE est l'Allemagne. Le principal bénéficiaire net est la Grèce. Les bonnes relations avec l'Allemagne sont donc une priorité pour le gouvernement grec. Le ministre grec de la Justice a bloqué les démarches juridiques entamées par les parents des survivants d'un massacre perpétré par l'armée allemande au village de Distomo en 1944, démarches visant à saisir des biens de l'État allemand à Athènes en lieu et place des indemnités en liquide que l'Allemagne refusait de payer. Ainsi, alors que la classe politique et les médias sont prompts à accuser les Américains, les Britanniques et les Turcs de méfaits commis par la Grèce au siècle dernier, ils se rappellent plus difficilement ce qui se passa lorsque que le pays se retrouva sous domination allemande lors de la dernière guerre mondiale.

De même, le gouvernement grec ne s'intéresse à la Shoah qu'à des fins de propagande, pour propager le mythe que les chrétiens de Grèce sauvèrent généreusement leurs compatriotes Juifs et s'abstinrent de collaborer avec les Allemands dans la Shoah; si c'était avéré, c'eût été un phénomène unique en son genre dans l'Europe continentale durant la Seconde Guerre mondiale. L'exagération du sauvetage des Juifs par les chrétiens pendant la Shoah est un alibi continuellement avancé lorsqu'il est question de l'antisémitisme contemporain, comme le montrent les discours prononcés par l'ancien ministre des Affaires étrangères, George Papandreou.

La féroce réaction des médias grecs aux attentats du 11 septembre et la résonance qu'elle rencontra dans l'opinion publique creusa une profonde scission avec les Américains d'origine grecque, ce qui contraignit le

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

gouvernement grec à formuler une réponse. Par contre, le thème de l'antisémitisme ne fut pas évoqué et continua à être ignoré, ce qui permit sa nette aggravation au cours de l'année 2002. Le gouvernement grec attend de tous ceux qui sont d'origine grecque qu'ils agissent systématiquement comme son mandataire dans la politique américaine. La diaspora a été écœurée de constater que ses « compatriotes » grecs étaient indifférents ou enthousiastes alors qu'ils étaient massacrés avec les autres Américains. Gregory Maniatis, éditeur à New York, qui a consacré sa carrière à publier des textes encourageant les relations entre Grecs et Américains d'origine grecque, a déclaré avec un mélange de colère et de déception que la Grèce s'était elle-même condamnée à la marginalité.

Après avoir été submergé de messages et d'appels téléphoniques émanant d'Américains d'origine grecque, le ministre grec des Affaires étrangères, le réformiste Georges Papandreou, unique membre du gouvernement à dénoncer clairement le terrorisme, manqua sa réponse. Au lieu de formuler publiquement des excuses aux Américano-grecs furieux et scandalisés, il affirma sottement qu'il n'y avait pas un seul Grec au monde qui n'ait pas catégoriquement condamné les attentats du 11 septembre. Pour un homme qui n'a cessé de défendre les intérêts nationaux de son pays en se montrant sensé, intègre et raisonnable, contrairement à son père, c'était là une piètre rhétorique. George Papandreou et les réformateurs du ministère des Affaires étrangères œuvrèrent admirablement pour aider l'opposition serbe à renverser Milosevic et éviter une tentative de dernière minute des Russes de sauver le dictateur en octobre 2000. Papandreou et ses collègues réformistes, tiendraient à l'aise dans un taxi athénien. En éludant la vérité – à savoir que les Grecs applaudirent aux attentats du 11 septembre – Papandreou a démontré qu'il n'était pas l'homme politique courageux qu'il prétendait être.

Papandreou a pris la direction du PASOK au cours de la dernière campagne électorale, mais il a été vaincu par Costas Karamanlis, le leader de Nea Dimokratia. Reste à savoir si M. Karamanlis agira mieux en matière d'antisémitisme ou de xénophobie. Dans l'opposition, le parti Nea Dimokratia s'était montré plutôt réticent à condamner les préjugés, de crainte de perdre un avantage électoral. Très vraisemblablement, Nea Dimokratia s'avèrera peu différent du PASOK, tout aussi entaché d'anti-américanisme et tout aussi disposé à ignorer l'antisémitisme. Les électeurs grecs peuvent changer leurs gouvernements, mais ce qu'il leur faut, comme aux médias grecs, c'est changer leur état d'esprit.

Traduction : *Claire Darmon*

* Ce texte a été élaboré à partir d'une conférence d'Andrew Apostolov, le 14 mars 2004, au Jerusalem Center for Public Affairs. Cette conférence faisait partie de la troisième série d'un cycle à la mémoire d'Herbert Berman.

© Andrew Apostolou, 2004

* Ce texte a fait l'objet du sixième exposé présenté au Jerusalem Center for Public Affairs, le 14 mars 2004 dans le cadre de la collection Herbert Berman Memorial, sur l'antisémitisme et l'après-Shoah.

NOTES

1. La meilleure vue d'ensemble des incidents se trouve dans Greek Helsinki Monitor, *Anti semitism in Greece : a current picture* : 2001-2002, novembre 2002, disponible sur le site : http://www.greekhelsinki.gr/bhr/english/organizations/ghm_mrgg_antisemitism_2002.rtf.
2. L'ADL (Anti-Defamation League) appelle le gouvernement grec à condamner l'antisémitisme dans la presse, 22 juillet 2002.
3. L'institut Stephen Roth, *Antisemitism Worldwide 2002/3* : Greece <http://www.tau.ac.il/Anti-Semitism/asw2002-3/greece.htm>.
Voir également, Panayote Elias Dimitras, « Recent anti-Semitism in Greece », <http://groups.yahoo.com/group/balkanhr/message/3884>.
4. Asm database, « 2003 – Greece – 10 – violents incidents – vandalism – cemeteries - ioannina », <http://132.66.58.20/aleph/eng/asm/asm/asm/full/0023597?>
5. Takis Michas, « Theodorakis' Antisemitic Ranting », National Herald, 12 au 12 décembre 2003, . AFP, « Greek Jewish leaders denounce remarks by "Zorba" composer Theodorakis », 13 novembre 2003. <http://au.news.yahoo.com/031112/19/mhtw.html>. »

Chapître III
L'EUROPE DE L'EST

LES PAYS POST-SOVIÉTIQUES (*)

Yosef Govrin

Le processus graduel de démocratisation des régimes de l'Europe de l'Est dans la période qui a suivi le communisme s'est accompagné d'un processus de libéralisation dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la culture. On a assisté au même moment à l'organisation de communautés juives diverses et à la formation de partis politiques - de l'extrême droite à l'extrême gauche - dont les idéologies se sont diffusées via la presse écrite, le Parlement et toutes sortes de forum. Un phénomène social nouveau, inconnu durant l'ère communiste, a ainsi émergé avec ses bons et ses mauvais côtés.

Quiconque se propose d'analyser ces phénomènes, leur portée, et leurs implications pour les communautés juives – de la plus petite à la plus grande – dans chacune des anciennes républiques de l'Union soviétique (FSU) et dans chacun des anciens États d'Europe de l'Est, est confronté à un flot de logiques parallèles destructrices aussi bien que constructives. Ces logiques flirtent parfois avec ce que nous pouvons appeler un délire de la raison, une sorte de retour aux temps du fascisme européen, à l'aube de la deuxième guerre mondiale, en totale contradiction avec les valeurs démocratiques éclairées et la civilisation humaniste que ces États déclarent embrasser et promouvoir.

Il est vrai qu'une liberté constitutionnelle, pleine et entière a été assurée à la population juive qui a le droit de s'organiser en communautés et de se structurer sur des bases nationales, religieuses et sociales. Ce groupe social est entièrement libre de nouer des liens avec l'État d'Israël et la diaspora juive partout dans le monde, de promouvoir un réseau éducatif et culturel et des moyens de communications propres.

Au début de l'an 2000, cette structure étendue comptait environ 560 organisations et 230 institutions éducatives juives, du jardin d'enfant aux écoles, de l'enseignement du dimanche aux cours d'hébreu pour adultes. Globalement, des milliers d'étudiants et des milliers d'enseignants ont reçu

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

une formation dans des séminaires d'hébreu et de culture juive, avec l'aide du ministère israélien de l'Éducation, de l'Organisation Mondiale Sioniste et du bureau de liaison du programme *Nativ*.

Quelque soixante journaux et magazines Juifs sont publiés : ils jouent un rôle informatif important en rapportant les événements d'Israël et du monde juif. Ils constituent aussi un forum pour l'expression individuelle et les débats sur les problèmes au quotidien. On trouve aussi des Grandes Écoles et des Universités juives à Moscou, St Pétersbourg, Kiev, Minsk, et ailleurs, qui s'ajoutent aux Facultés d'Études Juives établies au cours des dix années précédentes dans les Universités d'Europe de l'Est. Les Juifs sont libres d'émigrer et de s'impliquer dans les partis politiques (à l'exception des partis antisémites) et dans les organisations économiques, sociales et locales, dans chacun des États de l'Europe de l'Est auparavant régis par des régimes communistes. La communauté juive de Roumanie fait exception, puisque même durant l'ère Ceausescu, elle a bénéficié d'une influence nationale religieuse et sociale qui a atteint une ampleur sans égale dans les autres communautés juives d'Europe de l'Est.

Un coup d'œil sur la situation démographique des communautés juives dans cette partie du monde montre un processus constant de régression de la population qui atteint 11 % annuellement – du fait de l'émigration vers Israël et les pays de l'Ouest et/ou en raison de l'assimilation et d'un solde négatif entre naissances et décès.

Début 2000, la population juive dans la FSU (y compris les États baltes) s'élevait à 704 000 personnes. De début 1990 (où elle s'élevait à 2 300 000) jusqu'au début 2000, la population juive s'est réduite de 65 %.

Une situation semblable existe dans les autres pays de l'Europe de l'Est. On estime que la population juive dans ces pays s'élevait en 1998 à environ 118 000 habitants : Hongrie : 80 000 ; Roumanie : 12 000 ; Pologne : 8 000 ; République tchèque : 5 000 ; Slovaquie : 7 000 ; Bulgarie : 3 000 ; Croatie : 2 000 ; et Serbie : 2 000¹. On peut supposer que dans un avenir relativement proche – si ce processus se poursuit –, il ne restera presque aucun Juif dans les communautés qui comptent actuellement quelques centaines de membres, tandis que dans les grandes communautés fortes de quelques milliers de membres aujourd'hui, la vie juive pourra continuer grâce aux institutions religieuses, éducatives et culturelles.

D'un autre côté, le processus de libéralisation a permis aux mouvements ultra-nationalistes et antisémites de s'organiser. Leur audience publique grandit constamment, prenant une importance inconnue dans l'ère communiste. Ils diffusent une propagande anti-sémite acharnée dans des centaines de revues et de journaux sur toute l'Europe de l'Est. On peut attribuer le nombre croissant de mouvements antisémites à plusieurs facteurs, dont les principaux sont les suivants :

1. La crise économique sévère qui a caractérisé la transition brutale d'une économie centralisée à une économie libérale. Suite au processus de

privatisation, nombreux sont ceux qui ont été privés de toute source de revenus, alors qu'un pourcentage, faible mais très en vue, est devenu très riche, et parmi eux des Juifs.

2. La haine profonde de l'extrême droite et de l'extrême gauche à l'égard des étrangers – les Juifs sont définis comme tels – et des *nouveaux riches* qui ont gagné leur fortune aux dépens des travailleurs. Une étrange coalition s'est formée entre ces deux pôles extrêmes du spectre politique, où un côté (les communistes) accuse les Juifs d'être à l'origine de l'effondrement du régime communiste, et l'autre côté (la droite) les accuse de régenter l'économie de leur État, après avoir volé ses richesses et aidé naguère les régimes communistes à s'établir dans chaque pays. La haine des Juifs plonge ses racines dans la nuit des temps si bien qu'il n'y a pas à s'étonner que la droite et la gauche se retrouvent dans le même bloc antisémite. En Russie, l'antisémitisme s'est érigé en instrument idéologique et politique de la droite comme de la gauche dans leur lutte pour le pouvoir.

3. La tendance à renforcer le mythe du héros national qui a combattu ou s'est opposé au régime communiste. Elle trouve sans doute son origine dans la recherche d'une identité nationale que le régime communiste a essayé d'occulter. Sous ce rapport, les mouvements nationalistes tendent à réhabiliter les responsables fascistes qui ont coopéré avec l'Allemagne nazie (en Roumanie ce fut le Maréchal Ion Antonescu, en Slovaquie ce fut le prêtre Tiso ; tous deux condamnés à mort immédiatement après la fin de la deuxième guerre mondiale comme criminels nazis). Les communautés juives dans la diaspora et en Israël se sont opposées fermement à leur réhabilitation, mettant en avant leurs crimes contre les JUIFS durant la période de l'Holocauste. En Roumanie, des rues prirent le nom d'Antonescu avec la bénédiction des municipalités locales, et une statue d'Antonescu fut même érigée dans l'une des églises de Bucarest. En Slovaquie les cercles nationalistes commémorent tous les ans le jour de l'exécution de Tiso.

4. L'influence de l'Église Orthodoxe sur ses fidèles dans l'esprit de la propagande chrétienne anti-sémite classique, proclamant entre autres que les Juifs souhaitent convertir les chrétiens à la religion juive.

5. Les efforts des organisations juives pour récupérer le patrimoine public juif qui a été l'objet de spoliations, durant l'Holocauste, ou de nationalisations, sous le régime communiste.

6. La faiblesse des autorités centrales dans la plupart des pays d'Europe de l'Est face aux mouvements antisémites, en dépit de la législation prohibant aussi bien la diffusion de la propagande antisémite que l'existence d'organisations antisémites. On a encore en mémoire ce slogan du général Robert Makashov, député russe représentant le parti communiste, qui appelait en octobre 1998 à envoyer "tous les Juifs au tombeau". A la différence de l'injonction de l'ère tsariste "Rossez les Juifs et sauvez la

Russie”, c’était en fait un appel au génocide. Un vote de censure de Makashov suite à sa déclaration ne reçut pas la majorité nécessaire au Parlement, qui ne le déchut pas plus de son statut de député. En Lettonie, cependant, plusieurs organisations antisémites furent mises hors-la-loi et un certain nombre d’antisémites furent appréhendés, comme ceux qui avaient profané des monuments à la mémoire des victimes de l’Holocauste. En Lituanie et en Estonie, les présidents et les gouvernements condamnèrent l’antisémitisme et soutinrent les poursuites engagées contre ceux qui avaient collaboré localement avec les Nazis durant la deuxième guerre mondiale. Mais dans d’autres pays, le parti dominant et les nationalistes tentèrent d’établir des coalitions parlementaires.

Thèmes de propagande utilisés par les mouvements antisémites.

— *Les Protocoles des Sages de Sion* aussi bien que *Mein Kampf* d’Hitler sont imprimés par milliers comme des documents crédibles, attestant la pulsion invétérée des Juifs à contrôler l’économie mondiale en général, et en particulier les économies des pays où ils ont pénétré les hiérarchies locales. On affirme aussi comme une vérité que les Juifs essaient d’imposer leur influence sur les dirigeants locaux et sur le leadership mondial. En Russie, en Roumanie et en Pologne, pendant les campagnes électorales, des accusations ont été portées, imputant des origines juives à des candidats à des responsabilités locales. L’arme de la diffamation antisémite était utilisée pour dissuader les masses de voter pour un candidat rival aux élections présidentielles.

— L’exploitation des motifs empruntés à la propagande antisémite chrétienne depuis le début du Moyen Age : l’affirmation que les Juifs ont crucifié et dépouillé Jésus comme la résurgence des calomnies sanguinaires contre les Juifs accusés d’utiliser le sang chrétien pour leurs rituels religieux.

— Dans les États baltes, les antisémites justifient l’Holocauste des Juifs sur la base de l’accusation antisémite bien connue que les Juifs collaborèrent avec les autorités soviétiques en 1940-1941, en déportant en Sibérie des Lituanais, des Lettoniens et des Estoniens. Les antisémites méconnaissent totalement le fait que des Juifs, anciens responsables sionistes ou tenus pour riches par les autorités soviétiques, furent aussi déportés en Sibérie à cette période. Cette accusation alimenta une propagande qui justifia le massacre cruel et massif des Juifs par la population locale quand l’armée de l’Allemagne nazie envahit ces pays, les “libérant” du joug soviétique.

— Un autre thème répandu dans les différents pays de l’Europe de l’Est s’appuie sur la prétendue responsabilité des Juifs dans l’accession des communistes au pouvoir, tandis qu’à l’opposé, les communistes affirment que l’influence juive est à l’origine de l’effondrement des régimes communistes en Europe de l’Est.

— L’Holocauste est comparé à ce qu’on appelle “l’annihilation communiste”. En Hongrie, un journaliste antisémite bien connu, Istvan Lubas, affirme que le nombre de victimes du communisme est bien plus

grand que le nombre de victimes juives de l'Holocauste. Il met l'accent sur l'origine juive des dirigeants communistes en Hongrie, alors que les Juifs tentent de préserver le caractère unique de l'Holocauste.

— Les mouvements antisémites passent sous silence l'étendue de l'Holocauste. Le directeur du Musée juif de Prague, Pavlat (ancien conseiller aux affaires culturelles de l'ambassade tchèque en Israël) a soutenu que les manuels d'histoire ne tiennent aucun compte de l'Holocauste et du destin des Juifs de Tchécoslovaquie.

En Roumanie, on fait preuve d'une indifférence persistante pour l'Holocauste des Juifs des districts de Bessarabie et de Bucovina qui furent exécutés par l'armée roumaine lorsqu'elle envahit ces régions au début de la guerre germano-soviétique (juillet 1941). La même indifférence existait durant l'ère soviétique. De plus, dans un discours (en janvier 2001) à la Synagogue Centrale de Bucarest commémorant le pogrom contre les Juifs à Bucarest qui avait eu lieu 60 ans plus tôt, l'actuel président de la Roumanie, Ion Iliescu, déclara même que le nombre de victimes attribué à l'Holocauste des Juifs roumains par les historiens (en se référant apparemment aux historiens d'Israël, des USA et même de Roumanie) était "gros", et qu'à son avis, l'Holocauste de Juifs en Roumanie ne devrait pas être considéré comme une partie de l'Holocauste en soi, mais plutôt comme un acte de "folie". Selon des recherches historiques, plus 350 000 Juifs périrent dans ces régions sous l'administration roumaine. La moitié d'entre eux furent tués durant l'invasion roumaine en Bessarabie et en Bucovina du Nord. L'autre moitié périt durant la cruelle déportation des survivants vers la Transnistrie – entre le Dniester et le Bug – qui était aussi sous administration roumaine (été 1941), et dans les ghettos de la Transnistrie elle-même (entre 1941 et 1944).

C'était une volte-face, contraire à l'attitude exprimée par son prédécesseur, le président Constantinescu, qui, dans une note qu'il envoya au président de la Fédération des Communautés Juives en Roumanie (avril 1997), admit – et c'était la première fois de la part d'un président roumain – que la nation roumaine se sentait responsable de la grande tragédie qui avait touché les Juifs de Roumanie sous le régime fasciste... et que la mort de centaines de milliers de Juifs sur le sol roumain ne serait ni oubliée ni pardonnée.

La nature des actes antisémites

La nature violente des actes antisémites est attestée par les incendies de synagogues, la profanation des tombes dans les cimetières Juifs et des monuments commémorant les victimes de l'Holocauste. Les campagnes antisémites implacables contre les Juifs dans la presse et sur la scène publique l'attestent aussi. Ces campagnes associent, comme nous l'avons noté, des débats parlementaires, la propagation de slogans et des caricatures, dans les journaux, sur les murs, ou encore, comme c'est arrivé récemment en Roumanie, dans un livre de blagues antisémites appelant au meurtre des Juifs. Le Premier Ministre de Roumanie a ordonné une enquête sur ce cas, mais il est peu probable que des mesures administratives soient

prises en oeuvre, comme l'interdiction du livre et l'action en justice contre ses auteurs.

L'attitude des autorités locales vis-à-vis de l'antisémitisme

Tous les pays d'Europe de l'Est ont adopté des lois contre les formes manifestes d'antisémitisme. De temps en temps les présidents des États font des déclarations pour les condamner. Quelques pays (l'Ukraine et la République Tchèque) ont pris des mesures administratives pour les bannir. Cependant, dans la majorité des pays d'Europe de l'Est (la Russie, la Hongrie, la Roumanie et les États Baltes), aucune action précise n'a été entreprise pour les interdire, en particulier à l'encontre des douzaines de journaux et de revues antisémites qui diffusent quotidiennement un venin antisémite sous le masque d'un prétendu respect de la liberté d'expression. De plus, la majorité des États n'a pas mené la moindre étude sur la manière dont les manuels d'Histoire présentent la portée de l'Holocauste et le contexte historique qui le précède.

Bilan et commentaires

Le contexte des poussées antisémites et les types de propagande antisémites sont plus ou moins semblables dans tous les pays d'Europe de l'Est. Cependant, il est possible de mettre à jour des distinctions dans le comportement de certains de ces pays quand on les examine de manière thématique, de même qu'on constate des différences dans les mesures d'ordre administratif, légal ou éducatif, prises par les autorités pour combattre les démonstrations grandissantes d'antisémitisme.

Ces différences d'attitude peuvent être analysées comme suit :

- La dénégation de l'ampleur de l'Holocauste en Roumanie.
- Les tentatives publiques pour réhabiliter les chefs d'État qui ont coopéré avec les Nazis – position caractéristique de la Roumanie et de la Slovaquie.
- Les comparaisons entre les victimes de l'Holocauste et les victimes des régimes communistes : position caractéristique des États Baltes, de la Hongrie et d'une partie de la Russie.
- Récemment, il y a des indices qui montrent que les autorités centrales en Ukraine, Pologne, République Tchèque et dans les États Baltes commencent à limiter les activités antisémites : ceux qui profanent des tombes et des monuments Juifs sont déferés devant la justice. C'est pourquoi, dans ces pays, une certaine diminution de l'ampleur de l'activité antisémite devient manifeste. Mais dans le reste des pays d'Europe de l'Est, et en particulier en Russie, on n'observe encore aucun geste de la part des autorités et des parlements pour mettre en application les lois interdisant les actes et la propagande antisémites sous toutes leurs formes. Ce qui est plus important, cependant, c'est l'actuelle curiosité intellectuelle d'une fraction importante de la jeune génération en Europe de l'Est. Cela l'amène à approfondir sa connaissance du destin des Juifs

à la veille et au cours de la deuxième guerre mondiale, et à étudier la contribution des Juifs au développement économique, social, culturel et scientifique de chacun des pays concernés.

À côté des mesures légales et administratives qui sont attendues des autorités pour éliminer l'antisémitisme sous toutes ses formes, la manière dont elles utiliseront les moyens éducatifs pour le combattre revêt une grande importance

NOTES

* A partir d'une contribution au 16^e Congrès mondial des études juives 16 juillet 2001

1. Selon les données de *L'antisémitisme à travers le monde 1999/2000 et 2000/2001*, la population juive a diminué et comprend actuellement. Hongrie: de 60000 à 80000, Roumanie: 6000, Pologne: 5000, République tchèque: 5000, Slovaquie: 3000, Bulgarie: 2000, Croatie et Serbie: 2000

Traduction : Annie Côte

Sources

L'antisémitisme à travers le monde 1999/2000 et 2000/2001. L'institut Stephen Roth pour l'Etude contemporaine du racisme et de l'antisémitisme. Université de Tel Aviv (en coopération avec l'Anti-Defamation League et le Congrès Juifs mondial)

Les Juifs et l'antisémitisme dans le discours public des pays post-communistes. International Workshop, Jerusalem, 24 -26 octobre 2000. Collection of Papers, Centre International Vidal Sassoon pour l'étude de l'antisémitisme, Université Hébraïque de Jérusalem.

Govrin Y. « La diaspora juive dans les pays de l'ancienne Union Soviétique et dans l'aire post-communiste » in: *Jews and Slavs*, vol. 9, W. Moskovich, ed.. Jerusalem. Université Hébraïque de Jérusalem. 2001

Bibliographie

- *La population juive dans le monde 2001* Congrès Juif mondial, Jérusalem (en Hébreu)
- *Les Juifs en Euro-Asie* (1) 2002 Congrès Juif Euro-Asie, Moscou, juin-Août 2002.
- *Antisémitisme et préjugés dans les médias contemporains* Résumé des contributions de la Conférence Internationale Jérusalem 18-21 Février 2003, Centre international Vidal Sassoon pour l'étude de l'antisémitisme.
- *L'antisémitisme dans les pays post-soviétiques* Gidwitz, Betsy Post-Holocaust and Antisemitism (JCPA) n° 7 avril 2003

LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Betsy Gidwitz*

Si l'on veut établir un bilan de l'antisémitisme dans les États de l'ère post-soviétique, il est nécessaire d'apporter une attention particulière aux cas de la Russie et de l'Ukraine, les deux seules anciennes républiques soviétiques où vit une importante population juive. Il reste peut-être entre 350 000 et 450 000 Juifs en Russie à l'heure actuelle, essentiellement à Moscou (150 000 à 200 000) et à Saint-Pétersbourg (80 000 à 100 000). Les autres villes de Russie hébergent chacune certainement moins de 10 000 Juifs.

Les Juifs d'Ukraine sont moins nombreux que ceux de Russie, sans doute entre 200 000 et 300 000 personnes. Entre 70 000 et 80 000 JUIFS vivent à Kiev, la capitale de l'Ukraine. Un nombre significatif de Juifs réside à Dniepropetrovsk (30 000 à 40 000 personnes), à Kharkov (30 000) et à Odessa (25 000 à 30 000). Il pourrait y avoir entre 10 000 et 15 000 Juifs dans les deux villes ukrainiennes de Donetsk et Krivoi Rog¹.

La population juive est vieillissante: en Russie comme en Ukraine l'âge moyen est proche de la soixantaine et il augmente. Elle se caractérise par un rapport du nombre de décès au nombre de naissances qui serait de 8 à 13 (décès) pour 1 (naissance). La grande majorité des Juifs adultes ne connaissent rien à la culture juive, se sont mariés avec des non juifs et sont indifférents à la religion juive. Un nombre non négligeable de Juifs va rester en Russie et en Ukraine dans le futur prévisible, mais leur effectif va continuer à décliner et leur identité juive restera peu affirmée².

La montée de la violence

Mikhail Chlenov, un anthropologue habitant Moscou, impliqué depuis longtemps dans les questions juives, a fait remarquer dans un article publié en 2002³ que l'antisémitisme représente un «courant dangereux» du développement socio-économique en Russie. La Ligue contre la Diffamation (ADL) a publié en 2002 une recherche faisant état d'une légère progression du nombre d'«incidents» antisémites en Russie qui se révèlent, selon cette enquête, plus violents que par le passé. L'étude de l'ADL attirait particulièrement l'attention sur les slogans antisémites

inscrits sur des panneaux le long des autoroutes et des rues; le premier slogan « Mort aux youpins » a d'abord été vu sur l'autoroute de Kiev au sud-ouest de Moscou (à une centaine de mètres d'un poste de police autoroutière), écrit sur un panneau relié à une charge explosive qui s'est déclenchée lorsqu'une conductrice s'est arrêtée pour l'enlever. La conductrice, en partie d'origine juive mais sans attaches particulières avec la communauté juive, a été gravement blessée⁴.

Cet acte est survenu le 27 mai 2002 et sept autres cas tout à fait comparables lui ont succédé. L'un d'entre eux, à Tomsk (Sibérie centrale) a fait deux blessés: la police locale a déclaré qu'il s'agissait de l'oeuvre de hooligans. Pour les autres incidents – trois à Voronej (au sud de Moscou), et trois le long de l'autoroute de Dmitrov au nord de Moscou, à Gatchina (près de Saint-Petersbourg), à Kemerovo (Sibérie centrale) et à Vladivostok (Est) – les explosifs supposés se sont avérés être des leurres et n'ont fait aucune victime. Comme à Tomsk, la police locale n'a pas pris au sérieux ces actes; la police de l'une des villes a déclaré que de tels panneaux ne sont pas antisémites « parce que maintenant, on dit que tout le monde est juif ». Dans une autre ville, la police a considéré qu'il s'agissait d'une « farce ».

Le « terrorisme » du panneau, comme certains l'ont appelé, est la facette spectaculaire de l'antisémitisme en acte en Russie (ce genre de méthode est l'apanage exclusif de l'antisémitisme). Ce n'est cependant qu'une forme parmi d'autres des nombreuses manifestations du sectarisme anti-juif habituel en Russie et en Ukraine. Un organisme américain de surveillance a relevé les incidents suivants en Russie sur les trois derniers mois de l'année 2002: (1) huit adolescents ont cassé une vitre de la synagogue de Kostroma et des graffiti antisémites ont été apposés sur des immeubles à proximité de la synagogue; (2) Nikolai Kondratenko, un responsable politique à Krasnodar qui a un long passé de propos antisémites, a prétendu qu'une épidémie de dysenterie dont la source était les produits de la laiterie locale, était le « tour de cochon d'un gang sioniste » de Moscou, sûrement jaloux de la qualité supérieure des produits de Krasnodar par rapport aux produits de Moscou. (3) En l'espace de deux semaines à Petrozavodsk, une croix gammée et la phrase « Hitler avait bien raison d'envoyer les Juifs en enfer » ont été tracés sur les murs du Centre juif local et le cimetière juif a subi des dégradations semblables. (4) Des vandales ont jetés des pierres sur les fenêtres d'un bureau de la Communauté juive à Taganrog et ont « tagué » sur l'immeuble « jetez les youpins de la Russie! ». (5) Des hommes armés de barres de fer ont attaqué une école juive à Volgograd mais ils ont dû reculer devant les gardes de la sécurité privée de l'école et (6) Un manuel scolaire, *Les Bases de la Culture Russe Orthodoxe*, qui accuse les Juifs d'avoir crucifié le Christ, hostile aussi aux religions autres que l'orthodoxie russe, a été publié par le Ministère russe de l'Éducation. Le rapport précise que les officiels locaux n'ont jamais tenu compte des plaintes des habitants Juifs, dans aucun des incidents mentionnés. Pendant ce temps, en Ukraine, Yehven Chervonenko, un juif membre du Rada (le parlement ukrainien), a demandé au Bureau du Procureur Général d'Ukraine d'engager des poursuites contre les individus qui submergeaient son bureau de tracts antisémites le harcelant parce qu'il était juif. A Ivano-

Frankivsk, la cellule locale de la Confédération des Nationalistes Ukrainiens a exigé des renseignements sur l'appartenance ethnique des membres du Rada; c'était nécessaire, argumentaient-ils, pour se protéger du « cosmopolitisme », c'est-à-dire de l'influence des Juifs, selon le vocabulaire en vigueur dans la période soviétique⁵.

Plusieurs synagogues et écoles juives ont reçu des bombes incendiaires ou ont été endommagées⁶; des cimetières ont été saccagés, les pierres tombales profanées ou renversées. Les sites à la mémoire de l'Holocauste ont également été profanés, comme celui de Babi-Yar. L'inscription « *Il y aura un nouveau Babi-Yar* » est apparue sur un mur de béton en bordure d'une ligne de tramway à Kiev. Des étoiles de David suspendues à des potences ont été dessinées à la craie sur des immeubles en Ukraine et ailleurs.

Les agressions contre des personnes

On observe une augmentation des actes de violence contre les Juifs, en particulier contre ceux qui sont facilement reconnaissables. Les Hassidim, parmi lesquels on trouve la majorité des rabbins des États post-soviétiques font état d'un nombre croissant d'agressions verbales et physiques; ces gens s'habillent d'une manière particulière et souvent sont nés à l'étranger. Certains rabbins ne se déplacent plus seuls dans les villes où ils travaillent; ils sont toujours accompagnés par des jeunes gens qui leur servent de garde du corps (même si certains n'ont pas reçu l'entraînement approprié).

En 2001 et durant les quelques mois précédents, des articles antisémites ont paru dans au moins une douzaine de publications russes, qui ne sont cependant pas des journaux et des magazines de grande diffusion. Le fanatisme anti-Juif est souvent présent dans les quotidiens russes, *Sovietskaya Rossiya* et *Zavtra* (Demain)⁷. Le fanatisme anti-Juif dans les médias ukrainiens semblait confiné jusqu'à récemment à des périodiques à sensation de faible diffusion, généralement publiés dans l'ouest nationaliste de l'Ukraine, et à des tabloïds sérieux. Toutefois, on a pu remarquer au cours des derniers mois l'apparition de l'antisémitisme dans des publications de grande diffusion et dans un mensuel superficiel destiné aux cadres, *Personnel*⁸. Les organismes contrôlant la mise en application des lois sont rarement intervenus de manière appropriée, en dépit des lois contre l'incitation à la haine raciale promulguées en Russie et en Ukraine. L'idée, datant du régime soviétique, que les actes antisémites sont seulement le fait des institutions gouvernementales, perdure et elle est d'une importance capitale pour expliquer l'absence de réaction au fanatisme anti-Juif. Les autres actes antisémites sont qualifiés de « vandalisme » ou sont rejetés parce que les services d'État disent que les auteurs présumés sont des jeunes ou que l'appareil législatif n'offre pas de définition opérationnelle de l'antisémitisme, de la xénophobie, des délits de haine etc. Ainsi, selon le Ministère des affaires intérieures, les supporters d'un club de football qui ont attaqué la synagogue Brodsky dans le centre de Kiev en avril 2002, en hurlant des slogans antisémites, n'ont pas commis un acte antisémite, même si aucun bâtiment des environs n'a été l'objet d'attaques similaires. Le raisonnement du Ministère est sans doute qu'une telle violence ne peut être de l'antisémitisme puisque le Gouvernement de

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

l'Ukraine ne l'approuve pas⁹. Certains officiels vont encore plus loin en affirmant que le fanatisme anti-Juif n'est pas vraiment un délit de haine mais une protestation normale contre le sionisme – qui était un mouvement politique illégal en Union soviétique – ou contre l'État d'Israël.

Les cibles non juives

Le sectarisme ethnique contre d'autres groupes, comme les Tchétchènes et d'autres qui vivent dans les régions montagneuses du Caucase, est à l'origine d'incidents nombreux qui sont rarement suivis d'une réaction conforme à la préservation minimale des droits de l'homme. De nombreux habitants du Caucase (qui ont souvent la peau plus foncée que la plupart des Russes) ont émigré à Moscou ou dans d'autres villes de Russie ces dernières années où ils tiennent des commerces dans les bazars et les marchés. L'islamophobie et le sectarisme des Russes vis-à-vis des peuples du Caucase sont liés. L'interminable conflit de Tchétchénie et les actes de terrorisme en Russie attribués aux Tchétchènes, mais aussi le terrorisme des extrémistes musulmans partout ailleurs dans le monde, nourrissent cette islamophobie.

Les Noirs font état eux aussi d'attaques et de harcèlements. Qu'elles soient dirigées contre des Africains étudiant à l'Université ou dans des Instituts russes, contre des réfugiés cherchant à gagner l'Europe en traversant la Russie, contre des diplomates étrangers, contre les Marines qui montent la garde devant l'Ambassade des États-Unis à Moscou, contre des Africains mariés à des Russes, les agressions racistes contre les gens de couleur en Russie sont en augmentation. Les États-Unis et d'autres pays ont déposé une plainte auprès du gouvernement russe pour violence raciste contre leurs ressortissants¹⁰.

L'antisémitisme d'état

Si les manifestations de racisme et d'antisémitisme dans les États post-soviétiques exposées plus haut sont d'actualité, il convient de réfléchir aux origines du racisme post-soviétique et du fanatisme anti-juif. Il y a traditionnellement trois sources d'antisémitisme en Russie et en Ukraine : l'État, l'Église Orthodoxe et les extrémismes politiques de droite et de gauche. Plusieurs autres facteurs peuvent y contribuer aussi. Les gouvernements des États russe et ukrainien désirent de bonnes relations avec leur population juive respective. Le Président russe Vladimir Poutine a la réputation de ne pas être antisémite et il a condamné l'antisémitisme en général. L'échec de l'application de la réforme de l'économie, l'étendue de la corruption, l'importance grandissante de la censure de la presse et la vente d'armes à des États-voyous ont entraîné une crise sérieuse entre le Président ukrainien Leonid Kouchma et les gouvernements occidentaux ; mais cela n'empêche pas de bonnes relations entre le Président Kouchma et les principaux rabbins ainsi que d'autres Juifs en vue en Ukraine¹.

Cependant, plusieurs politiciens de la Douma russe (le Parlement) clairement antisémites, font parfois des déclarations antisémites. L'audience de ces déclarations semble limitée, ces individus jouissant de peu d'influence dans la Douma ou dans la vie russe en général.

La situation dans les régions est plus nuancée. La Russie est divisée en 89 régions appelées « oblasts » dont les pouvoirs sont quelque part entre ceux d'un Comté et d'un État aux États-Unis. Leur gouvernement est compliqué : il comporte à la fois des institutions locales et un chef – appelé Gouverneur – nommé par Moscou. Les deux entités se livrent à une guerre de positions, à laquelle participent aussi les maires d'une ou plusieurs villes d'importance de la région, et parfois des responsables des gros complexes industriels de l'oblast.

Le gouverneur, les structures institutionnelles locales de l'oblast et les industriels peuvent fonctionner indépendamment de la politique nationale russe. Dans de nombreux oblasts, le gouverneur détient le pouvoir puisqu'il contrôle l'argent en provenance de Moscou, autrement dit les subventions fédérales ; son influence sur le maintien et la croissance des secteurs-clés de l'industrie, des médias locaux et des services d'application des lois est donc essentielle. Certains gouverneurs ont imaginé des structures comparables aux fiefs médiévaux, quasiment imperméables à l'influence de la démocratie.

Plusieurs gouverneurs ont passé des alliances avec les extrémistes locaux et demandent parfois aux milices extrémistes de participer à des patrouilles avec les forces de la police locale en sous-effectif et sous-payée. Pour qui connaît leur état d'esprit, il n'est pas étonnant que de tels groupes s'en prennent aux Juifs, à d'autres minorités et à diverses organisations de défense des Droits de l'Homme. Plusieurs oblasts de Russie – Voronej, Kostroma, Riazan, Petrozavodsk, Kaliningrad, Krasnoïarsk, et Ekaterinbourg – sont notoirement connus pour l'antisémitisme qui y règne.

Le Fascisme

L'extrémisme politique a toujours reçu un accueil favorable en Russie et c'est encore le cas maintenant¹². Si le fascisme est défini comme un mouvement populiste autoritaire dont l'objectif est de maintenir et/ou de réhabiliter les valeurs patriarcales pré-modernes, d'instaurer un ordre nouveau ou un contrat social reposant sur la nation, la race ou la foi¹³, alors il est présent dans la Russie d'aujourd'hui aussi bien dans les mouvements de droite que de gauche.

Les changements rapides que la société russe a subis, la perte de l'identité soviétique et du statut de superpuissance, constituent l'essence de cette culture. La nouvelle identité qu'offre le nationalisme russe repose sur un credo puritain, c'est-à-dire extrémiste. Même les gens cultivés peuvent se sentir exclus et solitaires – et se montrer réceptifs aux sirènes de la propagande. La technologie moderne contribue à la large diffusion de l'idéologie. On distinguera plusieurs tendances dans le fascisme actuel : 1 - le Parti communiste de la Fédération Russe dont l'idéologie comporte la référence à une grande puissance nationaliste russe ; l'antisémitisme y est largement répandu ; 2 - l'Église orthodoxe russe ; 3 - le revivalisme cosaque, prédominant dans le sud de la Russie ; 4 - les skinheads fascistes et nazis dont le nombre, membres actifs et sympathisants, se situerait entre 15 000 et 20 000 en Russie [14] ; 5 - les hooligans des stades de football ; 6 - des nouveaux partis politiques, dont certains sont des émanations de

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

l'Union Nationale Russe, du Parti National Bolchevique et du Parti Démocrate Libéral de Russie.

Les partis politiques

Les principaux partis politiques fascistes en Russie sont l'*Union Nationale Russe* et ses émanations et le *Parti National Bolchevique*. L'Union Nationale Russe, RNE selon ses initiales en russe, a été fondé en 1990. Elle prônait la supériorité de la « race » russe et une philosophie dérivée des Cent-Noirs de la fin de la Russie pré-révolutionnaire, du National-socialisme allemand, des fascismes italien et roumain. La RNE a éclaté en deux factions en 2000 ; la plus importante est celle de la Renaissance russe. Les adhérents des émanations de la RNE sont probablement aux alentours de 25 000 ; leur base est dans le Centre Ouest de la Russie (en particulier dans les oblasts de Voronej et d'Oriel) et dans le sud de la Russie (oblasts de Stavropol et de Krasnodar). Le parti a été interdit à Moscou et dans d'autres lieux en 1999.

Les principes du Parti National Bolchevique, fondé en 1993 par l'écrivain et poète Edouard Limonov et le philosophe mystique Alexandre Dugin, sont un mélange de nationalisme russe, de national socialisme, d'autocratie tsariste, de christianisme, de nihilisme et de misogynie. En dépit de l'influence de l'idéologie nazie dans ses principes, il serait plutôt moins raciste et moins antisémite que les émanations de la RNE.

Le Parti National Bolchevique rassemblerait entre 5 000 et 10 000 adhérents, dont beaucoup d'étudiants ou de jeunes actifs ayant fait des études, comme par exemple des ingénieurs. Une certaine incohérence entre les programmes de ces divers groupes est apparue dans ce mélange confus d'idéologies fondamentalement contradictoires ; il ne fait aucun doute que cela a constitué un obstacle à la mise en oeuvre de programmes clairs, capables de donner le jour à des mouvements nationaux d'une véritable ampleur.

Le Parti Démocrate Libéral est associé au nom de Vladimir Zhirinovsky, dont le père, Wolf Edelshtein, était Juif. Les principes fondateurs de ce parti, qui n'est ni libéral ni démocrate, sont une combinaison improbable de libéralisme, de fascisme et d'opportunisme. Zhirinovsky a déclaré entre autre que 90 pour cent des avocats, médecins et hommes d'affaire russes étaient juifs ; c'est pour cela, poursuit-il, que les Russes ont de bonnes raisons de haïr les Juifs.

Le 16 septembre 2002, le Ministère Russe de la Justice a enregistré le Parti Russe de la Souveraineté Nationale (NDPR), un autre groupe à l'idéologie fasciste. Deux de ses chefs au moins ont fait dans le passé des déclarations antisémites¹⁵. Ce groupe revendique 11 000 membres environ, ce qui est probablement exagéré.

L'église et les autres formes de l'antisémitisme

La hiérarchie de l'Église Russe Orthodoxe se montre très prudente dans ses prises de position nationales dont la teneur est rarement antisémite. Localement toutefois, les diocèses des régions de la Volga et de l'Oural ont publié des textes antisémites. Parmi ceux-ci, un faux célèbre, *Les*

Protocoles des Sages de Sion, est exposé en évidence à la vente dans les boutiques des églises.

Les prêtres russes orthodoxes n'ont en général pas reçu beaucoup d'éducation. Ils sont peu nombreux parce que le KGB, conformément à la politique du régime soviétique, s'assurait que seuls des sujets vulnérables rentraient dans les Ordres. Ces individus occupent à l'heure actuelle pratiquement tous les postes importants dans l'administration et la conduite des affaires de l'Église. On trouve souvent dans l'Église Orthodoxe russe une dimension fondamentaliste, réactionnaire et susceptible d'antisémitisme ; les tendances fascistes sont cependant moins visibles.

Les skinheads et les hooligans du football de Russie et d'Ukraine ressemblent à leurs homologues d'Europe occidentale. Les skinheads de Russie ont lancé une centaine d'attaques à Moscou et dans sa région en 2002 ; les cibles de leurs attaques, qui n'épargnaient pas les étudiants étrangers, étaient principalement des Noirs, des gens des montagnes du Caucase et des Asiatiques. Selon un quotidien moscovite, les agressions des skinheads dans la région de Moscou ont blessé plus d'une centaine d'étrangers de 23 nationalités différentes et en ont tué quatre, dans la période de l'été 2000 à mars 2002¹⁶. Des skinheads menacent les Juifs d'être les prochaines victimes. D'autres skinheads au contraire soutiennent Israël qu'ils tiennent pour un rempart contre les Arabes. « Les Arabes sont les nouveaux 'youspins' », dit l'un d'entre eux.

Les facteurs contribuant à l'antisémitisme

L'organisation des communautés juives, russe et ukrainienne fait des envieux, qui manifestent leur jalousie par l'antisémitisme. Des institutions étrangères ont mis sur pied des programmes sociaux destinés aux populations juives locales¹⁷. Beaucoup de gens, dont des Russes et des Ukrainiens, savent que les Juifs âgés bénéficient de services et d'une assistance auxquels les non-Juifs n'ont pas accès¹⁸ ; les « Heseds » – les centres régionaux d'aide sociale organisé par le Comité de Solidarité Américain (Joint) – sont visibles dans de nombreuses régions, comme sont visibles les groupes de Juifs âgés mangeant des plats chauds distribués gratuitement dans des restaurants aménagés par le réseau « Hesed ». Les hommes et les gouvernements des différents États post-soviétiques sont froissés par la liberté d'émigration accordée aux Juifs, qu'ils perçoivent comme étant à l'origine d'une « fuite des cerveaux » préjudiciable à l'économie régionale et à la culture. Les oligarques Juifs jouent un rôle important dans les économies russe et ukrainienne mais leur poids excessif est sans doute l'un des facteurs à l'origine de l'antisémitisme en Russie et en Ukraine¹⁹. Deux Juifs, Vladimir Gusinsky et Boris Berezovsky, sont les seuls oligarques à avoir été exilés de Russie²⁰. D'autres Juifs et demi-Juifs ont été les personnages marquants de la déroute bancaire et de la crise économique qui a suivi dans la fin des années 90. Viktor Pinchuk est réputé être l'homme le plus riche d'Ukraine. Mikhaïl Khodorkovsky, qui n'affiche pas publiquement son appartenance à la communauté juive de Russie, est son homologue en Russie, en plus riche encore (il a été emprisonné depuis la publication de cet article).

L'absence d'une société civile

L'augmentation de l'antisémitisme en Russie et en Ukraine résulte aussi d'un autre facteur : l'absence d'une société civile dans les États post-soviétiques. Les notions de responsabilité financière, de transparence et de conflit d'intérêt sont inconnues de leurs citoyens. La plupart des États post-soviétiques ne sont pas dotés de systèmes juridiques opérationnels et n'ont même pas de culture juridique. La justice russe engage rarement des poursuites à l'encontre de ceux qui enfreignent les lois contre la haine raciale. Le Procureur Général de Russie, Vladimir Ustinov a reconnu le caractère exceptionnel de leur mise en application, le 23 octobre 2002 devant la Douma. Les condamnations et les peines de prison ne sont presque jamais prononcées.

Par ailleurs, le Parlement Russe a promulgué il y a quelques années, de nouvelles lois contre la haine raciale, dont la rédaction est suffisamment large pour permettre de réprimer l'opposition politique légitime et de neutraliser des groupes religieux hostiles aux organisations religieuses officielles, comme l'Église Russe Orthodoxe²¹.

Le contrôle exercé sur la liberté des médias d'échanger librement des informations susceptibles d'inquiéter les responsables économiques et/ou politiques, est de plus en plus serré en Russie et en Ukraine. Dans ces deux pays, le journalisme d'investigation est parmi les métiers les plus dangereux, et de nombreux professionnels de ces pays sont morts dans des circonstances jamais élucidées. Les organisations de défense des Droits de l'Homme ont peu de poids, et certaines sont harcelées par les institutions gouvernementales.

La fragilité des institutions juives

Les institutions juives de l'ère post-soviétique sont fragiles et sont contrôlées par des groupes étrangers comme les rabbins hassidiques, la Comité de Solidarité Américain (Joint) ou l'Agence Juive pour Israël. Les responsables Juifs locaux n'ont ni les compétences, ni l'expérience et ni l'assurance nécessaires pour traiter les problèmes des relations de la Communauté, du fanatisme et de la diffamation.

Il est difficile d'identifier dans l'après soviétisme un seul Juif natif participant volontairement ou pour des raisons professionnelles, à la vie des Juifs et que l'on pourrait considérer comme un leader – c'est-à-dire quelqu'un capable d'initiative, attentif et responsable, avec l'étoffe d'un leader et une autorité reconnue²². L'absence de dirigeants natifs à même de lutter contre l'antisémitisme est un héritage du régime soviétique qui a étouffé ces qualités essentielles chez les responsables.

Les spécificités de l'antisémitisme soviétique

Il existe plusieurs différences importantes entre l'antisémitisme post-soviétique et l'antisémitisme flagrant de l'Europe occidentale actuelle. Tout d'abord, on ne retrouve pas dans l'antisémitisme des États post-soviétiques l'imagerie qui oppose les Juifs aux Chrétiens, dont un exemple célèbre a été publié sous la forme d'une caricature politique dans le quotidien italien *La*

Stampa. Dans ce dessin, un char frappé de l'Étoile de David pointe son canon vers un Enfant Jésus qui implore : « Ils ne vont quand même pas me tuer encore une fois ? »

Ensuite, les antisémites post-soviétiques ne s'emparent pas des images de l'Holocauste pour les retourner contre les Juifs. Cette attitude particulière tient sans doute à ce que peu de personnes dans les États post-soviétiques admettent les horreurs de l'Holocauste.

En troisième lieu, la gauche intellectuelle ne joue pas de rôle moteur de l'antisémitisme dans la Russie et l'Ukraine post-soviétiques. On pourrait même se demander si une véritable gauche intellectuelle existe dans ces pays – bien qu'il semble exister une droite intellectuelle.

En quatrième lieu, on ne trouve pratiquement pas en Russie et en Ukraine de débats et de condamnations d'Israël au motif qu'il serait le dernier pouvoir colonial. C'est en partie parce qu'une fraction de l'intelligentsia russe et ukrainienne estime que la Russie est le dernier pouvoir colonial – avec violence en Tchétchénie, plus discrètement en Ukraine et dans d'anciens États soviétiques dont la Russie contrôle l'approvisionnement en énergie ou en d'autres matières premières indispensables. Certains Russes et certains Ukrainiens ont une connaissance détaillée des liens historiques des Juifs avec la Terre d'Israël.

En cinquième lieu, les étudiants russes et ukrainiens des universités et des instituts ne participent pas beaucoup aux manifestations anti-Israël et/ou antisémites. Les étudiants arabes sont plus actifs et ont été à la source de problèmes dans plusieurs villes mais leurs agissements sont observés avec vigilance parce que de nombreux Russes et Ukrainiens n'aiment ni les Arabes ni les musulmans et s'en méfient.

En sixième lieu, Israël n'est pas un facteur essentiel dans l'antisémitisme, sauf pour les étudiants arabes et les activistes communistes. La presse, en particulier en Ukraine, est plutôt pro-israélienne. Les Russes ne trouvent pas les Arabes romantiques, contrairement à certains Occidentaux. L'émigration importante des Juifs de la Russie et de l'Ukraine vers Israël signifie en outre que de nombreux Russes et Ukrainiens ont des liens étroits avec Israël et considèrent Israël comme un membre de leur famille²³.

En septième lieu, peu de musulmans russes ont agressé des Juifs, contrairement à ce qui se passe en France, où les musulmans semblent être à l'origine de la majorité des violences contre les Juifs. Il y aurait dans la population russe, environ 18 millions de musulmans selon les registres. Quelques membres du clergé musulman ont proféré des discours agressifs envers Israël mais ils n'ont pas été suivis d'attaques physiques contre les Juifs ou des institutions juives.

D'autres différences entre la Russie et l'Ukraine d'une part, et l'Europe d'autre part, ne sont pas à l'avantage de la Russie et de l'Ukraine. Contrairement à leurs homologues européens, les hommes politiques russes antisémites gardent leur prestige. En Europe, le français Jean-Marie Le Pen et l'allemand Jürgen Möllemann ont perdu des élections parce qu'ils étaient perçus comme sectaires²⁴. Le sectarisme et la politique en Russie ne semblent pas être contradictoires.

De plus, en Europe, les antisémites s'opposeraient à l'immigration juive en Israël parce qu'elle renforcerait Israël. Les Russes et les Ukrainiens

s'opposeraient à l'immigration des Juifs natifs en Israël parce qu'elle affaiblirait la Russie et l'Ukraine par la « fuite des cerveaux » qu'elle constitue et parce que les non-Juifs ont plus de difficultés à émigrer. Aucun autre pays n'accorde des droits d'immigration systématiques similaires à ceux qu'Israël consent aux Juifs.

Conclusion

Il est clair qu'aucune politique gouvernementale efficace pour régir les relations entre groupes ethniques n'existe en Russie ou en Ukraine. Le fanatisme traditionnel est omniprésent en Russie et en Ukraine. Il résulte d'un passé de xénophobie, d'instabilité politique et économique, du sous-développement institutionnel de la société civile et de l'absence chez de nombreux Russes et Ukrainiens du sens de la responsabilité personnelle et de la tolérance. Cette situation semble devoir perdurer dans un avenir prévisible, chaque société luttant pour son identité dans l'environnement changeant d'un monde nouveau et imprévisible.

Traduction : *Dominique Charmot-Bensimon*

NOTES

* Ce texte a été élaboré à partir d'une conférence du Dr Gidwitz, le 27 octobre 2002 au Jerusalem Center for Public Affairs. Cette conférence faisait partie de la seconde série d'un cycle à la mémoire d'Herbert Berman.

1. Ces estimations démographiques sont les mesures des démographes et des spécialistes de ce domaine.

2. Pour ce qui concerne les Juifs des autres États post-soviétiques, il est difficile d'imaginer un avenir qui ne soit pas sombre en Moldavie (l'État le plus pauvre d'Europe), en Biélorussie, en Arménie, en Géorgie et dans les États essentiellement musulmans d'Azerbaïdjan et d'Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan). La dégradation de l'économie, l'instabilité politique et d'autres facteurs ont incité depuis des années les Juifs de ces régions à émigrer. Les populations juives des États Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) que l'on a tendance maintenant à inclure dans l'Europe centrale, sont de moins en moins nombreuses. La Biélorussie est le seul de ces 13 pays à héberger plus de 20 000 Juifs ; ils sont moins de 10 000 dans chacun des autres pays.

3. Chlenov, Mikhail, "The Jewish Community of Russia: Present-Day Situation and Prospects," *East European Jewish Affairs*, Été 2002, 32 : 1, p. 23

4. cf. : *Les Izvestia*, 28 mai et 30 mai 2002, et le *New York Times*, 1^{er} juin 2002.

5. cf. "Anti-Semitism Continues to Rise in 2002," *Post-Soviet Jewry Report*, janvier 2003, p. 2. Le *Post-Soviet Jewry Report* est publié par « Agir pour le Judaïsme post-soviétique », une association de soutien basée à Waltham, MA, USA.

6. L'agression la plus remarquable d'entre toutes fut celle menée contre la fameuse synagogue Brodsky de Kiev en avril 2002, par des supporters d'un club de football et par des hooligans après que ce club a perdu un match dans un stade voisin.

7. cf. *New York Times* du 25 août 2002, l'article concernant Alexander Prokhanov, rédacteur en chef du *Zavtra*.

8. *La Gazette de Kiev*, un bi-mensuel en langue anglaise, appartenant à des américains, a publié un éditorial sévère contre la philosophie antisémite de *Personnel*. Lire le numéro du 26 décembre 2002 de la *Gazette de Kiev*.

9. Néanmoins, la Cour de Kiev a condamné Dimitri Volkov pour délit de haine en vertu de l'article 161 du code criminel d'Ukraine le 4 mars 2003, en raison de son rôle dans l'attaque de la synagogue Brodsky. Cinq complices ont été condamnés avec sursis. Ces condamnations sous le chef de délit de haine sont les premières depuis leur promulgation peu de temps après l'indépendance de l'Ukraine en 1991.

10. cf. *Washington Post* du 11 août 2002. Entre 5 000 et 10 000 Noirs vivent à Moscou.

11. Victor Pinchuk, un industriel en vue de Dniepropetrovsk et membre du Rada d'Ukraine est le compagnon de la fille du Président Kouchma. Pinchuk est un sympathisant de la communauté juive de Dniepropetrovsk.

12. Le premier mouvement populaire de droite en Russie fut celui de la Ligue du Peuple Russe, fondée en 1904. Ce mouvement paramilitaire était structuré en factions de 100 hommes chacune, d'où leur nom des Cent-Noirs. Ce sont eux qui ont organisé les pogroms du début du xx^e siècle. Leur idéologie peut être qualifiée de « pré-fasciste » ou « proto-fasciste ».

13. cf. Shenfield Stephen D., *Russian Fascism: Traditions, Tendancies, Movements*, (Armonk, NY: M.E. Sharpe, 2001), p. 17.

14. Valery Komarov, chef opérationnel de l'Unité contre le Crime Organisé du Ministère de l'Intérieur russe a avancé le nombre de 15 000 à 20 000 lors d'une conférence de presse tenue le 4 février 2003. Parmi eux, a ajouté M. Komarov, plus de 5 000 vivent à Moscou et environ 3 000 vivent à Saint-Petersbourg. En outre, continue M. Komarov, il existe entre 40 et 50 groupes de supporters sportifs « à tendance agressive » en Russie. Cf. *Itar-Tass* du 4 février 2003.

15. Boris Mironov, co-président du NDPR, a été Ministre de la Presse dans le gouvernement de Boris Eltsine jusqu'à ce qu'il soit obligé de démissionner pour propos antisémites en 1994. Dans une interview le 9 novembre 2002 au cours d'une émission populaire de la télévision nationale, M. Mironov a déclaré que la Russie vivait sous un « joug juif. » Au cours de la même émission, il a traité les Juifs de « zhidy », un mot péjoratif que l'on traduit en général par « youpin ». Il a soutenu qu'il s'agissait du mot adéquat pour parler des Juifs et s'opposant à l'emploi du mot neutre « Evrey ». Viktor Korchagin, cadre supérieur du NDPR est à la tête d'une maison d'édition qui a imprimé à plusieurs reprises *Mein Kampf*.

16. *Nezavisimaya Gazeta*, du 12 mars 2002. Selon TimeEurope.com du 22 avril 2002, plus d'une « douzaine de personnes » ont été tuées par les skinheads durant cette période.

17. Selon une enquête datant de la fin des années 90, 52 % de « la population russe est contre l'idée qu'il y ait en Russie des organisations politiques et sociales juives, tentant de ce fait de contrôler l'accès 'des autres' aux institutions sociales et politiques et donc 'se défendant' contre un pouvoir et une influence imaginaires prêtés aux autres nationalités. » Voir Tamara Zurabashvili: « Rise of a New Nationalism? The Case of the Russian Federation » article paru dans *Analysis of Current Events*, 14:2 (Mai, 2002), p. 18. *Analysis of Current Events* est une publication de l'Association pour l'Etude des Nationalités, un organisme qui cherche à comprendre la naissance de l'état et de la nation dans les états post-communistes.

18. « Les Justes » c'est-à-dire les personnes non-juives qui ont aidé des Juifs à échapper aux persécutions nazies au cours de la Seconde Guerre Mondiale, mais aussi des non-Juifs mariés à des Juifs bénéficient de ce soutien. Des non-Juifs vivant près des Juifs peuvent aussi recevoir l'assistance de nombreux services d'aide sociale dans les États post-soviétiques dans la mesure où leur exclusion pourrait faire naître de la rancœur contre les Juifs.

LES HABITS NEUFS DE L'ANTISÉMITISME EN EUROPE

19. Un oligarque fait en général partie d'un petit groupe de gens riches exerçant un pouvoir sur le gouvernement, le plus souvent dans des buts malhonnêtes et d'enrichissement personnel.

20. Gusinsky se sentait profondément juif et il a été l'un des fondateurs du Congrès Juif de Russie. Berezovsky s'est converti au christianisme en 1994; il a pris ses distances avec la communauté juive mais son ascendance juive est connue de tous. Pour plus d'informations sur Berezovsky, lire l'article intitulé « Exiled Russian Oligarch Plots His Comeback » dans le *New York Times* du 18 février 2003.

21. Lire le *New York Times*, le *Los Angeles Times* et les dépêches de l'*Associated Press* du 28 juin 2002. La loi a été adoptée par la Douma le 27 juin et officiellement signée par le Président Poutine le 10 juillet 2002.

22. Vadim Rabynovitch, un Juif ukrainien qui a fondé la communauté juive d'Ukraine dont il assure la gestion, représente peut-être une exception. M. Rabynovitch proteste avec force contre l'antisémitisme et soutient avec énergie Israël, mais il est interdit de séjour aux États-Unis, en Grande-Bretagne et d'autres pays encore pour son rôle dans le crime organisé, le trafic de drogue, la vente d'armes à la Corée du Nord et à d'autres États-voyous et les assassinats commandités. Rabynovitch suscite la répulsion en Occident mais il est admiré par certains Juifs d'Ukraine pour sa philanthropie.

23. On dit parfois en Russie qu'Israël est la « Seizième République », une allusion sans méchanceté à l'ex-Union Soviétique et ses quinze républiques.

24. Möllemann, accusé d'incitation à l'antisémitisme, auquel il est reproché d'avoir accepté des dons illégaux, a perdu ses postes officiels au Parti Démocratique Libre après qu'il a fini en 4^e place aux élections de septembre 2002 en Allemagne.

Impression réalisée sur CAMERON par



BUSSIÈRE CAMEDAN IMPRIMERIES

GROUPE CPI

*à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour le compte des Éditions Café Noir
en septembre 2004*

N° d'impression : 043683/1.
Dépôt légal : septembre 2004.

Imprimé en France

COLLECTION DISSIDENCE

L'année 2000 a marqué un tournant dans l'histoire des communautés juives qui s'étaient reconstruites en Europe au sortir de la deuxième guerre mondiale qui avait vu leur extermination.

Une poussée antisémite d'un genre inédit a ébranlé les convictions sur lesquelles cette renaissance remarquable s'était fondée. Le rapport avec l'actualité du Proche-Orient a bien sûr joué un rôle de catalyseur mais il aurait été insuffisant à lui seul pour déclencher un phénomène d'une telle ampleur.

Celui-ci traduit en effet plus profondément un problème spécifique à l'Europe, autant culturel que politique. Il témoigne avec fracas de l'arrivée sur la scène politique des populations de l'immigration arabo-musulmane, mais aussi de ce que le glacis conventionnel de l'après-guerre cachait.

Sans la complaisance des médias, de l'opinion publique, et la plupart du temps, des pouvoirs publics, dans tous les pays concernés, jamais l'antisémitisme virulent qui a emporté le monde arabo-musulman contemporain n'aurait pu s'exprimer aussi ouvertement et avec tant d'impunité.

C'est ce relais européen d'une vindicte qui tire ses origines du refus arabe d'Israël qui est le plus inquiétant pour l'avenir du judaïsme sur ce continent.

Il a donné l'occasion de se réveiller aux plus anciens stéréotypes antisémites de l'histoire et justifie la définition de ce nouvel antisémitisme comme «européen».

Les études rassemblées dans cet ouvrage analysent la situation dans quinze pays européens.



20 €



ISBN 2-915376-08-5